

Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence

Deuxième édition



Manuel
d'évaluation de la sécurité alimentaire
en situation d'urgence
Deuxième édition

Manuel
d'évaluation de la
sécurité alimentaire
en situation
d'urgence

Deuxième édition



Programme Alimentaire Mondial
Via Cesare Giulio Viola, 68-70
Parco de' Medici
00148 Rome (Italie)

www.wfp.org



Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence

Deuxième édition / Janvier 2009



Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence - Deuxième édition

© Janvier 2009, Programme alimentaire mondial (PAM), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire

Ce Manuel a été préparé par le PAM à l'attention de son personnel et de ses partenaires. Tous droits réservés. La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, sous réserve que le PAM soit cité comme source originale.

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Service de l'analyse de la sécurité alimentaire

Joyce Luma, Directrice

Tél: +39-06-6513-2168

E-mail: joyce.luma@wfp.org ou wfp.vaminfo@wfp.org

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire

ECHO a apporté son soutien financier pour la réalisation de ce Manuel.

Avant-propos

Aux avant-postes du combat contre la faim depuis des décennies, le PAM se trouve aujourd'hui confronté à de nouveaux défis. La flambée des prix des denrées alimentaires, la multiplication des catastrophes naturelles, l'urbanisation rapide sont autant de facteurs qui aggravent l'insécurité alimentaire et accentuent la complexité des situations d'urgence.

Face à l'évolution de l'insécurité alimentaire et à ses conséquences sur la situation nutritionnelle des populations, le PAM est devenu un organisme d'assistance alimentaire, après avoir été pendant des années un organisme d'aide alimentaire, et s'emploie à diversifier sa panoplie d'instruments en recherchant des solutions innovantes.

Les évaluations de la sécurité alimentaire font partie des outils fondamentaux du Programme, car elles lui permettent de décider, en connaissance de cause, du type et de l'ampleur de ses interventions. Grâce à ces analyses, le PAM est mieux informé sur les personnes en situation d'insécurité alimentaire: il sait qui elles sont, combien elles sont, où elles sont et les raisons pour lesquelles elles sont dans cette situation. Ces évaluations formulent également des recommandations sur les actions à entreprendre pour venir en aide à ces populations.

Le PAM accorde une importance primordiale à la qualité de ses analyses de la sécurité alimentaire. Au cours des trois dernières années, il a mené un ambitieux projet visant à renforcer ses capacités dans ce domaine et a ainsi réussi à faire de l'évaluation des besoins l'épine dorsale de ses opérations. Tous les ans, en partenariat avec des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des ONG nationales et internationales et des donateurs, le Programme mène plus de 90 évaluations de ce type, dont les résultats sont précieux non seulement pour lui, mais aussi pour l'ensemble de la communauté humanitaire.

Ce choix de la qualité apparaît clairement dans le présent Manuel. Cette deuxième édition intègre en effet les dernières avancées méthodologiques réalisées par le PAM, sous la direction d'experts de la sécurité alimentaire issus du monde universitaire, d'ONG et d'organisations des Nations Unies. Le présent ouvrage est aussi le reflet de l'expérience acquise sur le terrain pendant des décennies et des

enseignements tirés d'évaluations importantes, qui vont de l'évaluation annuelle approfondie menée au Darfour aux évaluations rapides effectuées en 2007 après les inondations en Afrique de l'Ouest.

La présente édition intègre le dernier état des connaissances concernant l'impact des marchés sur la sécurité alimentaire des ménages, la distinction entre l'insécurité alimentaire chronique et l'insécurité alimentaire transitoire ou encore la mesure de la gravité de la situation. Elle combine l'analyse de la sécurité alimentaire et de la sécurité nutritionnelle, étudie la vulnérabilité des populations et examine les risques qui menacent leurs moyens de subsistance. Elle facilite également l'examen des différents modes d'intervention possibles reposant sur une aide alimentaire ou non alimentaire.

Le Manuel EFSA fournit au personnel et aux partenaires du PAM les informations les plus récentes et les plus pointues sur la manière de conduire des évaluations de la sécurité alimentaire qui soient à la fois précises, opportunes et transparentes. Ces informations permettront à tous ceux qui sont engagés dans le combat contre la faim de relever les nouveaux défis de notre siècle.



Ramiro Lopes da Silva
Directeur adjoint de l'Administration générale et Directeur des opérations

Remerciements

La réalisation de cet ouvrage a été possible grâce au soutien généreux du Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO). Le Gouvernement allemand a, quant à lui, apporté son appui à une réunion technique préparatoire.

Le présent Manuel a été réalisé dans le cadre du Plan de mise en œuvre destiné à renforcer les capacités d'analyse des besoins d'urgence (SENAIP)¹. L'objectif de ce Plan (2004-2007) était d'améliorer les capacités du PAM en matière d'évaluation des besoins alimentaires au moyen d'analyses précises et objectives, en situation d'urgence et au lendemain d'une crise. Ce Plan et les projets complémentaires ont été financés par différentes sources internes ou externes, dont: ECHO, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fondation Citigroup, le Ministère britannique du développement international (DFID), ainsi que les Gouvernements allemand, danois et français.

Le présent ouvrage a bénéficié d'un certain nombre d'examen par les pairs et a fait l'objet de vastes consultations. De précieuses informations et observations ont ainsi pu être recueillies auprès des fonctionnaires du PAM et de ses partenaires lors de discussions par messagerie électronique regroupant plus de 150 personnes issues des organismes suivants: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), World Vision International, Action contre la Faim (ACF), FEWS NET, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour la développement (PNUD), le Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA) du Niger, Catholic Relief Services (CRS) au Niger, la Direction régionale de développement agricole (DRDA) du Niger, SIM BETA (Service des statistiques de l'élevage) du Niger, CARE au Niger, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), Médecins d'Afrique, Agro-Action Allemande (AAA) en République démocratique du Congo, le Centro Latinoamericano de Medicina de Desastre (CLAMED), l'Oficina Nacional de Estadísticas de Cuba, l'Instituto de Investigaciones de Riego y Drenaje de Cuba, l'Instituto de Planificación Física de Cuba, l'Agence adventiste internationale d'aide et de développement (ADRA), la Société de la Croix-Rouge du Népal et HelpAge.

Le Groupe consultatif d'experts du projet SENAC² a également été invité à participer à un groupe de travail consacré à la rédaction du Manuel. De précieux conseils ont été reçus de l'Institute of Development Studies (Université du Sussex), de l'Université de l'État du Michigan, de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), de l'Université Tulane, du Centre commun de recherche de la Commission européenne et du Feinstein International Center (Université Tufts).

Ce groupe de travail réunissait plusieurs agents du PAM, notamment des chargés

1. SENAIIP est le sigle correspondant à "Strengthening Emergency Needs Assessment Implementation Plan".

2. Le projet SENAC (Strengthening Emergency Needs Assessment Capacity, renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence) est la principale composante du SENAIIP.

d'évaluations régionaux, des chargés de programmes et d'analyses VAM³, travaillant dans différents bureaux régionaux et bureaux de pays, ainsi que des agents en poste au Siège (Service de l'analyse de la sécurité alimentaire; Division des politiques, de la planification et des stratégies; et Division de la conception et de l'appui aux programmes).

Le PAM tient également à remercier les chargés de programmes VAM et les chargés d'évaluations régionaux qui ont fourni des informations complémentaires et contribué à la synthèse du Manuel à l'issue de l'atelier final organisé en avril 2008.

Le PAM remercie tout particulièrement Agnès Dhur et Jeremy Loveless pour leur précieuse contribution à l'élaboration du Manuel et TANGO pour la synthèse du texte final.

Appréciant à leur juste valeur toutes ces contributions, le PAM assume néanmoins l'entière responsabilité du texte publié, y compris des éventuelles erreurs.

3. VAM est le sigle utilisé pour désigner l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité et signifie *Vulnerability Analysis and Mapping*.



Table des matières

Avant-propos	3
Introduction	15
Partie I - Cadre conceptuel, objectifs et types d'EFSA	
1 Introduction	21
2 Principales questions auxquelles une EFSA doit répondre	23
3 Cadre conceptuel d'une EFSA	25
3.1 Moyens de subsistance	25
3.2 Sécurité alimentaire	28
3.3 Sécurité nutritionnelle	29
3.4 Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	30
3.5 Adaptation du Cadre conceptuel au contexte local	34
4 Objectifs d'une EFSA	35
5 Types d'EFSA et partenariats	37
5.1 Types d'EFSA	37
5.2 Partenariats et évaluations interorganisations	39
Partie II - Données, indicateurs et sources d'information	
1 Introduction	45
2 Plan d'analyse	46
3 Besoins d'information	49
4 Informations contextuelles	55
5 Données et indicateurs	58
5.1 Définitions	58
5.2 Trois grands ensembles d'indicateurs utilisés dans une EFSA	59
5.3 Indicateurs de substitution	59
5.4 Association d'indicateurs aux objectifs de l'EFSA	60
5.5 Interprétation des indicateurs au moyen de seuils	61
5.6 Analyse croisée des indicateurs	62
5.7 Hiérarchisation des indicateurs	63
6 Sources de données	65
7 Choix des données et des indicateurs	66
7.1 Indicateurs de la mortalité	67
7.2 Indicateurs de la situation nutritionnelle	67
7.3 Indicateurs de la situation de la sécurité alimentaire	72

Partie III - Planification et mise en œuvre d'une EFSA

1 Introduction	96
2 Planification d'une EFSA	97
2.1 Facteurs de déclenchement d'une EFSA	98
2.2 Objectifs et mandat	99
2.3 Budget	100
2.4 Plan d'analyse et besoins d'information	100
2.5 Compilation et examen des données secondaires et des documents de référence	101
2.6 Méthodes de collecte des données primaires	105
2.7 Échantillonnage	108
2.8 Ressources humaines	128
2.9 Administration et logistique	130
2.10 Procédures de communication, de sécurité et d'urgence	131
2.11 Information	131
2.12 Calendrier de l'évaluation	131
3 Travail sur le terrain	134
3.1 Préparatifs quotidiens	134
3.2 Discussion avec les responsables communautaires	135
3.3 Collecte des données primaires	135
3.4 Réunions d'équipe	135
3.5 Réunion de clôture avec la communauté	135
3.6 Analyse quotidienne	135
4 Collecte des données primaires	137
4.1 Importance de la qualité des données primaires	137
4.2 Méthodes de collecte des données primaires	140
4.3 Réalisation de la collecte des données primaires	143
4.4 Outils participatifs pour la collecte des données primaires	156

Partie IV - Analyse des données d'une EFSA

1 Introduction	166
2 Méthodes et concepts essentiels	168
2.1 Groupes vulnérables, y compris les groupes de subsistance	168
2.2 Triangulation des informations et convergence de preuves	171
3 Conduite d'une analyse de situation	173
3.1 Étape 1. Synthétiser les informations contextuelles	174
3.2 Étape 2. Estimer le nombre de ménages et de personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition	174
3.3 Étape 3. Établir le profil des ménages et des personnes qui font face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition	178
3.4 Étape 4. Déterminer les raisons de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et des menaces sur les moyens de subsistance	182
3.5 Étape 5. Établir la nature de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (chronique ou transitoire)	185
3.6 Étape 6. Estimer la gravité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition	187

4 Conduite d'une analyse prévisionnelle	194
4.1 Identification des opportunités et chocs futurs	194
4.2 Élaboration de scénarios	200
4.3 Détermination des groupes de population touchés dans le scénario le plus probable	206
4.4 Estimation des répercussions des chocs et opportunités sur les moyens de subsistance	212
4.5 Estimation du nombre de personnes qui seront concernées par les chocs et opportunités	220
5 Conduite d'une analyse des options d'intervention	222
5.1 Facteurs liés aux risques menaçant les vies et les moyens de subsistance	224
5.2 Points d'entrée des interventions	226
5.3 Interventions d'autres parties prenantes et lacunes restantes	227
5.4 Options d'intervention	230
6 Formulation des recommandations relatives aux interventions et au suivi	242
Partie V - Compilation et communication des résultats d'une EFSA	
1 Introduction	247
2 Structure du rapport	248
3 Contrôle de la qualité du rapport	254
4 Communication des résultats de l'EFSA	255
4.1 Utilisateurs du rapport de l'EFSA et moyens de communication	255
4.2 Note de synthèse d'une EFSA	256
4.3 Atelier ou réunion de présentation des résultats	257
4.4 Diffusion par courrier électronique ou sur papier	258
4.5 Médias	258
4.6 Sites Web et bulletins d'information	259
4.7 Sensibilisation aux recommandations d'interventions non alimentaires	259
Annexes	
Annexe 1: Questionnaire type destiné aux ménages	263
Annexe 2: Questionnaire type destiné aux informateurs clés	281
Annexe 3: Exemple de liste de référence des discussions avec les groupes de concertation	291
Annexe 4: Principaux avantages et inconvénients des options d'intervention sélectionnées	301
Annexe 5: Principales options d'intervention et informations nécessaires pour juger de leur adéquation	304
Annexe 6: Format standard d'une note de synthèse de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence	325

Glossaire	329
Index	337
Bibliographie	343
Liste des Encadrés	347
Liste des Figures	349
Liste des Tableaux	350
Documents sur le DVD	352

Liste des sigles

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité (<i>vulnerability analysis and mapping</i>)
CAP	processus d'appel global
CARE	<i>Cooperative for Assistance and Relief Everywhere</i>
CDC	<i>United States Centers for Disease Control and Prevention</i>
CFSAM	mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (<i>Crop and Food Security Assessment Mission</i>)
CFSVA	analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (<i>comprehensive food security and vulnerability analysis</i>)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CSI	indice de stratégies de survie
DFID	Ministère britannique du développement international
ECHO	Service d'aide humanitaire de la Commission européenne
ECT	Espèces contre travail
EFSA	évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (<i>emergency food security assessment</i>)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IASC	Comité permanent interorganisations
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IMC	indice de masse corporelle
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
JAM	mission d'évaluation conjointe PAM/HCR
ODI	Institut britannique de développement outre-mer
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCNA	évaluation des besoins en situations postconflituelles
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPT	probabilité proportionnelle à la taille
QMC	fiche de contrôle de la qualité
RNB	revenu national brut
sida	syndrome d'immunodéficience acquise
SWOT	analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces
TMM5	taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

TOR	termes de références
UNCT	équipe de pays des Nations Unies
UNDAC	équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats - Unis pour le développement international
VAM	analyse et cartographie de la vulnérabilité (<i>Vulnerability Analysis and Mapping</i>)
VCT	vivres contre travail
VIH	virus de l'immunodéficience humaine
VPR	vivres pour le redressement

Introduction

Ce Manuel doit servir à évaluer les besoins des populations résidentes et déplacées victimes d'une situation d'urgence ou d'une crise prolongée, à la suite d'une catastrophe naturelle soudaine, d'une sécheresse, d'une épidémie, d'une crise économique ou d'un conflit.

Il est destiné au personnel du PAM spécialisé dans la sécurité alimentaire et dans l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, mais il sera également utile aux chargés de programmes ainsi qu'aux partenaires gouvernementaux, aux ONG et aux organismes des Nations Unies avec lesquels le PAM collabore dans le cadre des évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA)*.

Contexte

Depuis 2003, le PAM s'est employé à renforcer ses capacités d'évaluation, avec l'appui du Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO). Dans la première édition du Manuel EFSA, il s'est efforcé de répertorier les différents types de démarches et de méthodes d'évaluation dans les situations d'urgence et de fournir des orientations normatives au personnel chargé de réaliser les évaluations de la sécurité alimentaire sur le terrain.

Dans cette deuxième édition du Manuel EFSA, le PAM poursuit un processus qui devrait lui permettre d'être mieux à même d'identifier et de mesurer précisément l'insécurité alimentaire, mais aussi de proposer des solutions appropriées. Cette nouvelle édition du Manuel EFSA va au-delà d'une simple description des différentes approches permettant de mesurer l'insécurité alimentaire des populations et des ménages frappés par une crise, qu'elle soit d'origine naturelle ou humaine. Elle complète la première édition en expliquant comment il convient de collecter et d'analyser les données des évaluations rapides et approfondies des besoins d'urgence et comment formuler des recommandations susceptibles d'aboutir à des interventions efficaces.

* Dans la présente publication, il a été décidé d'utiliser le sigle anglais EFSA correspondant à *Emergency Food Security Assessment*.

Cette deuxième édition expose l'approche institutionnelle adoptée par le PAM pour évaluer l'insécurité alimentaire au niveau des ménages et des communautés, et doit être utilisée en complément de la première édition. Les directives présentées dans les pages qui suivent devraient être utiles au personnel du PAM et aux partenaires ayant une bonne maîtrise des concepts et des applications pratiques déjà présentés dans la première édition. Cinq années se sont écoulées depuis la parution du premier volume, riches en avancées techniques, et certains termes et outils ont dû être affinés. En cas de différence, il convient de privilégier les informations les plus récentes.

Informations complémentaires

Le Guide technique de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA)** complète le Manuel EFSA (deuxième édition). Une CFSVA brosse le tableau complet de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages d'un pays "en temps normal" et pose les fondements de la programmation du PAM au niveau national. Le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est identique pour les EFSA et les CFSVA. Les différents types d'évaluations EFSA et d'analyses CFSVA utilisent une même approche analytique: l'on s'est efforcé d'harmoniser les méthodes d'échantillonnage, de définir des indicateurs communs et de suivre une même logique d'analyse. Une EFSA approfondie utilise une approche comparable à celle d'une CFSVA pour analyser la sécurité alimentaire dans une situation de crise. En conséquence, les consignes formulées pour les CFSVA faciliteront la conduite d'une EFSA approfondie. En outre, tous les types d'EFSA peuvent exploiter les informations des CFSVA réalisées dans le pays concerné, afin de comprendre les causes plus profondes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité chroniques et de comparer les indicateurs de crise normalisés aux niveaux constatés avant la situation d'urgence.

Les lignes directrices applicables aux missions d'évaluation conjointes HCR/PAM (à paraître), qui portent sur l'évaluation de la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées, sont conformes à celles relatives aux EFSA. Il existe des consignes spécifiques pour les missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire menées conjointement par la FAO et le PAM, qui sont également conformes aux principes du Manuel EFSA.

Structure du Manuel

Le Manuel se compose de cinq parties.

** De même, il a été décidé d'utiliser le sigle anglais CFSVA correspondant à *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*, traduit en français par Guide technique de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité

La partie I présente la finalité et les objectifs d'une EFSA, le cadre conceptuel, les principaux concepts de la sécurité alimentaire et les différents types d'évaluations des besoins.

La partie II est consacrée aux besoins d'information et aux indicateurs. Elle porte plus précisément sur le plan d'analyse (finalité et composantes), les besoins d'information, les informations contextuelles nécessaires, les indicateurs et données utilisés pour apprécier l'insécurité alimentaire et ses conséquences sur les vies humaines et les moyens de subsistance, et les sources de données à exploiter.

La partie III s'intéresse à la planification d'une évaluation et à la collecte des données primaires. Elle expose les étapes de planification qui doivent précéder le travail sur le terrain, les aspects logistiques, mais aussi les approches et outils de collecte des données primaires, et insiste sur l'importance de la qualité de ces données.

La partie IV explique comment conduire l'analyse de situation, l'analyse prévisionnelle et l'analyse des options d'intervention, puis décrit comment formuler les recommandations relatives aux interventions.

La partie V définit la structure du rapport d'une EFSA, présente le système de contrôle de la qualité des évaluations et fournit des consignes relatives à la communication des conclusions et des recommandations aux décideurs.

Les annexes apportent des outils supplémentaires tels que des questionnaires standard, des modèles, ainsi que des orientations et des documents de référence complémentaires pour l'analyse de la sécurité alimentaire et des options d'intervention.

Veillez noter que le Service de l'évaluation des besoins d'urgence (ODAN) et la Sous-Division de l'analyse et cartographie de la vulnérabilité (VAM) ont été fusionnés en janvier 2008 en un Service de l'analyse de la sécurité alimentaire (OMXF). En pratique, l'acronyme VAM est toujours utilisé en référence à ce service.

Partie I

Cadre conceptuel, objectifs et types d'EFSA



Table des matières de la Partie I

1	Introduction	21
2	Principales questions auxquelles une EFSA doit répondre	23
3	Cadre conceptuel d'une EFSA	25
3.1	Moyens de subsistance	25
3.1.1	Composantes des moyens de subsistance	25
3.1.2	Résilience, vulnérabilité et capacité de réaction	27
3.2	Sécurité alimentaire	28
3.2.1	Disponibilités alimentaires	28
3.2.2	Accès à l'alimentation	28
3.2.3	Utilisation des produits alimentaires	29
3.3	Sécurité nutritionnelle	29
3.3.1	Sécurité alimentaire	30
3.3.2	État de santé et environnement sanitaire public	30
3.3.3	Pratiques de soins	30
3.4	Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	30
3.5	Adaptation du Cadre conceptuel au contexte local	34
4	Objectifs d'une EFSA	35
5	Types d'EFSA et partenariats	37
5.1	Types d'EFSA	37
5.1.1	Évaluation initiale	38
5.1.2	Évaluation rapide	38
5.1.3	Évaluation approfondie	39
5.2	Partenariats et évaluations interorganisations	39
5.2.1	Partenariats	39
5.2.2	Évaluations interorganisations	40

L'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) a pour finalité de mesurer les répercussions d'un choc sur la sécurité alimentaire des ménages et des communautés dans la zone touchée. Une urgence est une situation qui provoque des pertes humaines et des dégâts matériels, économiques ou environnementaux menaçant la vie et les moyens de subsistance (ou moyens d'existence) des populations et face à laquelle les capacités de réaction des communautés concernées et/ou du gouvernement sont insuffisantes⁴.

Une EFSA regroupe des informations primaires et secondaires afin d'éclairer la prise de décisions lors de chocs soudains ou de crises à évolution lente. Ce manuel propose un cadre d'analyse de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle et examine les liens entre l'une et l'autre. Les principaux produits d'une EFSA sont les suivants:

- descriptif de la situation actuelle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- analyse de la façon dont la population touchée, le gouvernement et les autres parties prenantes réagissent à la situation d'urgence;
- prévision de l'évolution potentielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- inventaire des possibilités d'action et recommandations sur l'opportunité d'une intervention.

Une EFSA peut être réalisée sous forme d'évaluation rapide ou d'évaluation approfondie. Une EFSA séquentielle est une série d'évaluations rapides, ou une évaluation rapide suivie d'évaluations approfondies.

La partie I de ce manuel présente les objectifs et le socle conceptuel d'une EFSA. Elle traite des questions suivantes:

- objectifs d'une EFSA et questions auxquelles elle devrait répondre;

4. En février 2005, le PAM a officiellement défini les situations d'urgence comme suit: «Aux fins des projets d'aide d'urgence du PAM, les situations d'urgence sont définies comme des situations où il est manifeste qu'il s'est produit un événement ou une série d'événements qui est à l'origine de souffrances humaines ou qui représente une menace imminente pour la vie ou les moyens de subsistance des populations que le gouvernement intéressé n'est pas en mesure de soulager; il s'agit d'un événement ou d'une série d'événements dont on peut établir le caractère anormal et qui désorganise la vie d'une collectivité dans des proportions exceptionnelles.» WFP/EB.1/2005/4-A.

- concepts sous-tendant l'analyse de l'EFSA et articulation de ces notions au sein du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Chaque section du manuel comprend des références à d'autres sections et documents, notamment des fiches techniques, proposant des informations plus détaillées.

Principales questions auxquelles une EFSA doit répondre

Bien que les EFSA dépendent du contexte et de la nature de la situation d'urgence, elles devraient toutes permettre de répondre à certaines questions clés visant à mesurer les répercussions des chocs sur l'évolution possible de la situation de la sécurité alimentaire des ménages concernés.

Le choc a-t-il un impact sur la sécurité alimentaire?

- En quoi la situation a-t-elle changé depuis la crise? La population est-elle en situation d'insécurité alimentaire?

Le choc a-t-il aggravé le niveau de malnutrition au sein de la population touchée⁵?

- La population risque-t-elle à l'avenir de continuer ou de commencer à souffrir d'insécurité alimentaire ou de malnutrition?

Quelle est la gravité du problème?

- Quelle est actuellement la gravité de l'insécurité alimentaire ou de la malnutrition?

Comment la population fait-elle face?

- Les personnes touchées parviennent-elles à faire face seules aux problèmes, sans aggraver leur niveau d'insécurité alimentaire et de malnutrition?

Qui? Combien? Où?

- Quels sont actuellement les groupes de population souffrant d'insécurité alimentaire, de malnutrition ou des deux? Quels groupes risquent d'en souffrir à l'avenir?
- Combien de personnes sont touchées maintenant? Combien de personnes risquent de l'être dans le futur?
- Où se trouvent ces personnes?

5. Dans la plupart des EFSA, la principale préoccupation est la dénutrition, forme de malnutrition qui s'accompagne de problèmes de croissance, d'une perte de poids et/ou de carences en vitamines et en minéraux. La suralimentation est une autre forme de malnutrition, qui progresse dans de nombreux contextes et peut également altérer la sécurité alimentaire, mais qui figure rarement parmi les priorités dans les situations d'urgence.

Pourquoi?

- Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition actuelles et futures?

Quels sont les besoins?

- Les personnes atteintes peuvent-elles subvenir à leurs besoins et se redresser sans aide? Bénéficient-elles déjà d'une assistance?
- Une assistance supplémentaire est-elle nécessaire? Dans l'affirmative, de quel type? Pour qui? Quand? Où? Dans quelles quantités? Pendant combien de temps?
- Le gouvernement et les organisations nationales peuvent-ils assurer cette assistance, ou l'aide internationale est-elle nécessaire?
- Quelle est l'intervention la plus appropriée?

Pour chaque évaluation, un ensemble plus détaillé de questions est élaboré à partir de ce plan (voir **partie III, section 4**) en fonction de la nature de la situation d'urgence, du type d'EFSA, mais aussi du temps et des ressources disponibles.

Une EFSA peut être effectuée suite à un choc soudain ou à une crise à évolution lente. Dans les deux cas, la **sécurité alimentaire et nutritionnelle** est analysée pour déterminer la nature des risques encourus par les personnes et les ménages.

Cette section explique trois grands concepts (moyens de subsistance, sécurité alimentaire et nutrition), puis les examine au regard du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle présenté à la **section 3.4**.

3.1 Moyens de subsistance⁶

3.1.1 Composantes des moyens de subsistance

Les normes Sphère définissent les **moyens de subsistance** de la façon suivante: "Les moyens de subsistance se composent des capacités, des biens (y compris les moyens matériels ainsi que sociaux) et des activités requis pour se donner un moyen de gagner sa vie qui soit propice à la survie et au bien-être futur."

Voir: *"Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response, the Sphere Project, Geneva, 2004"*.

Une EFSA s'intéresse aux **moyens de subsistance** des ménages et des personnes et à la façon dont les uns et les autres font face aux problèmes et aux chocs. Pour analyser la sécurité des moyens de subsistance, il convient de commencer par examiner les **avoirs** et les **stratégies de subsistance** (ou stratégies relatives aux moyens d'existence) des ménages.

6. La description des moyens de subsistance présentée dans cette section repose sur l'Approche des moyens d'existence durables (AMED). Pour plus d'informations, voir: www.livelihoods.org/info/info_guidancesheets.html.

Encadré 1.1. Avoirs et stratégies

Les **avoirs** peuvent être définis comme des biens ou des personnes auxquels on peut attacher une valeur ou une utilité telles qu'une compétence ou une qualité⁷. Le Cadre des moyens de subsistance durables définit les six catégories d'avoirs:

- **humains** - état de santé et nutritionnel, capacité physique, compétences, niveau d'éducation, etc.;
- **sociaux** - réseaux d'entraide familiaux et de solidarité entre ménages, groupes communautaires; valeurs, comportements et rapports de confiance qui facilitent l'accès aux moyens de subsistance;
- **financiers** - revenus, crédits et emprunts, économies, liquidités, etc.;
- **matériels** - avoirs productifs (outils et équipements), réserves, logement, bétail, infrastructures, etc.;
- **naturels** - terres, eau, forêts, etc.;
- **politiques**: rapports de force, accès aux processus de prise de décisions politiques, aux niveaux local et national, et influence sur ce pouvoir décisionnel.

Les **stratégies** désignent la façon dont les ménages utilisent et combinent leurs avoirs pour se procurer des aliments, un revenu et d'autres biens et services, dans le contexte dans lequel ils vivent. Ce concept est expliqué de la manière suivante dans les notes d'information sur les moyens d'existence durables: "Les stratégies de subsistance choisies par la population ainsi que le degré d'influence de ces pratiques sur les politiques, les institutions et les processus, dépendent en partie de la nature et de la composition des avoirs disponibles. Une combinaison de certains de ces avoirs est nécessaire pour permettre aux intéressés d'améliorer leurs moyens de subsistance (afin d'accroître notablement et durablement leur qualité de vie)."

L'exemple 1.1 illustre succinctement la façon dont un ménage pourrait utiliser ses avoirs dans le cadre d'une stratégie de subsistance.

Exemple 1.1. Avoirs et stratégies

Le ménage considéré possède la **structure d'avoirs** ci-après.

- **Avoirs humains**: hommes et femmes valides, en bonne santé et en âge de travailler; bonnes connaissances des pratiques agricoles.
- **Avoirs sociaux**: bien intégré dans la communauté.
- **Avoirs financiers**: faibles réserves en espèces.
- **Avoirs matériels**: peu d'avoirs productifs.
- **Avoirs naturels**: aucune terre.
- **Avoirs politiques**: aucun représentant local au niveau national.

Les avoirs sont utilisés pour former une **stratégie de subsistance**:

Le ménage pourrait exploiter ses importants avoirs **sociaux** afin d'obtenir des prêts lui permettant de louer des terres et d'acheter des outils et des intrants agricoles. Il pourrait ensuite employer ses avoirs **humains** pour cultiver la terre et compenser le faible niveau de ses avoirs **financiers** et **naturels**.

Les avoirs auxquels un ménage a accès et les stratégies qu'il peut adopter dépendent du **contexte**:

7. *Chambers Compact Dictionary, Chambers Harrap Publishers Ltd, Edimburg, UK, 2005.*

- Les **politiques** peuvent influencer sur l'accès aux avoirs naturels, à travers les lois régissant le régime foncier et les droits de propriété; sur l'utilisation des avoirs économiques et matériels, au moyen de la politique commerciale; et sur le développement des avoirs humains, par le biais de paiements pour des services d'éducation et de santé.
- Les **institutions** incluent les services officiels, tels que la santé, l'éducation et la vulgarisation agricole, mais aussi les institutions informelles ou coutumières, qui gouvernent notamment l'intégration des hommes et des femmes dans la main-d'œuvre, la gestion des ressources naturelles (forêts, pâturages et eau) ou encore la résolution des conflits.
- Les **processus** désignent la façon dont les actions sont mises en place et dont les changements interviennent. Ils dépendent des rapports de force et influent à leur tour sur les diverses stratégies dont disposent les ménages. Ainsi, l'accès à des personnes influentes renforce les stratégies de subsistance. Les relations informelles, telles que les traditions de confiance et de soutien mutuel, sont également essentielles à ces stratégies.

Remarque: certains types d'*avoirs* et de *contextes* se recourent. Par exemple, les relations de soutien mutuel pourraient être classées dans les «avoirs sociaux» ou les «processus». Dans ces cas de figure, la catégorie de l'élément en question importe moins que la *compréhension* et la *prise en compte* de celui-ci dans l'analyse.

3.1.2 Résilience, vulnérabilité et capacité de réaction

Lorsqu'un choc survient, les ménages et les membres de la communauté réagissent de différentes façons. Leur faculté à résister aux crises sans perturbation excessive de leurs moyens de subsistance dépend de leur *résilience* ou de leur *vulnérabilité*. La **vulnérabilité** est définie comme l'exposition à des risques et l'incapacité de faire face aux conséquences. La **résilience** désigne la capacité d'une personne ou d'une communauté de se relever suite à une catastrophe ou à une période difficile, et de tirer parti de ces épreuves⁸.

Une personne ou un ménage peu résilient est considéré comme vulnérable (voir **partie IV, chapitre 2**). La résilience et la vulnérabilité sont déterminées par:

- le type de **chocs** auxquels les personnes sont exposées: maladie, problèmes économiques (chômage, par exemple), climat défavorable, conflits, etc.;
- le point jusqu'où les ménages et les personnes peuvent se relever suite aux chocs sans compromettre la sécurité à long terme de leurs moyens de subsistance.

Si les chocs entraînent des difficultés supérieures à celles rencontrées en temps normal, les ménages et les personnes ont recours à des **stratégies de survie** qui peuvent mettre leur vie en danger ou nuire à leurs moyens de subsistance et de ce fait diminuer leur résilience et accentuer leur vulnérabilité.

8. *Mission Australia Research and Social Policy, 2005.*

De façon générale, plus un ménage possède d'avoirs et plus il peut diversifier ses stratégies, plus il sera résilient. Cependant, les ménages disposant de nombreux avoirs matériels, financiers ou naturels peuvent être pris pour cibles lors d'un conflit ou de troubles civils. Dans ces cas, la solidité de la structure des avoirs *accroît* la vulnérabilité.

3.2 Sécurité alimentaire

Lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, la **sécurité alimentaire** a été définie de la façon suivante: "La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active."

Dans le cadre d'une EFSA, l'analyse de la sécurité alimentaire repose sur trois piliers: i) les **disponibilités alimentaires**, ii) l'**accès à l'alimentation** et iii) l'**utilisation des aliments**. Les indicateurs employés pour analyser ces trois piliers sont présentés dans la **partie II**.

3.2.1 Disponibilités alimentaires

Les disponibilités alimentaires sont les **vivres à disposition** dans la zone étudiée issus de la production intérieure sous toutes ses formes, des importations commerciales et de l'aide alimentaire. Ces disponibilités peuvent être regroupées à l'échelle d'une région, d'un pays, d'un district ou d'une communauté. Dans une EFSA, elles sont généralement analysées par district et par communauté; les niveaux national et régional peuvent être étudiés lors de l'élaboration de scénarios ultérieurs et des discussions sur les options d'intervention. Les disponibilités alimentaires sont déterminées par:

- la *production* - aliments produits dans la zone;
- le *commerce* - aliments acheminés dans la zone au moyen des mécanismes de marché;
- les *stocks* - vivres stockés par les commerçants et dans les entrepôts nationaux;
- les *transferts* - produits alimentaires fournis par le gouvernement, les organisations d'aide ou les deux.

3.2.2 Accès à l'alimentation

L'accès à l'alimentation désigne la **capacité d'un ménage de se procurer** régulièrement des aliments en les produisant, en puisant dans ses stocks, en les achetant ou en ayant recours au troc, aux dons, à l'emprunt ou à l'aide alimentaire, ou encore en combinant ces différentes sources. Exemples:

- production familiale - récoltes, bétail, etc.;
- chasse, pêche et cueillette d'aliments sauvages;
- achats sur les marchés, dans les magasins, etc.;

- troc - échange d'avoires contre des aliments;
- cadeaux d'amis ou de parents, dons de la communauté, du gouvernement, d'organisations d'aide, etc.

Les produits alimentaires peuvent être *disponibles* tout en étant *inaccessibles* pour certains ménages, si ceux-ci ne peuvent pas s'en procurer en quantité suffisante ni diversifier correctement leur alimentation à partir de ces différentes sources.

3.2.3 Utilisation des produits alimentaires

L'utilisation des produits alimentaires désigne d'une part la façon dont les **ménages** préparent les produits alimentaires auxquels ils ont accès et les répartissent et d'autre part la capacité des **personnes** d'assimiler et de métaboliser les aliments (efficacité de la transformation des aliments par l'organisme).

Elle comprend:

- la façon dont les aliments sont stockés, transformés et préparés, ce qui englobe l'eau et le combustible utilisés pour la cuisson ainsi que les conditions d'hygiène;
- les pratiques alimentaires, notamment pour les personnes ayant des besoins nutritionnels particuliers, telles que les nourrissons, les jeunes enfants, les personnes âgées, les malades et les femmes enceintes ou les mères allaitantes;
- le partage des aliments au sein du ménage et la mesure dans laquelle ce partage correspond aux besoins nutritionnels des différents membres (croissance, grossesse, allaitement maternel, etc.);
- l'état de santé de chacun des membres du ménage.

Les produits alimentaires peuvent être *disponibles* et *accessibles*, mais certains membres des ménages peuvent ne pas en tirer pleinement profit si la part qu'ils reçoivent n'est pas suffisamment importante ou diversifiée ou si leur organisme ne parvient pas à les assimiler en raison d'une mauvaise préparation ou d'une maladie.

3.3 Sécurité nutritionnelle

L'évaluation de la situation nutritionnelle fait partie intégrante d'une EFSA⁹. Parallèlement à l'inventaire des risques et problèmes sanitaires évidents qui touchent les personnes souffrant de malnutrition, la connaissance de l'état nutritionnel de ces personnes donne des indications objectives et comparables sur l'ampleur des menaces pesant sur les vies humaines et les moyens de subsistance. En particulier:

- **la malnutrition aiguë** signifie clairement que des vies humaines sont en danger;

9. Cela ne signifie pas nécessairement qu'une EFSA doive systématiquement apprécier l'état nutritionnel, en collectant, par exemple, des données anthropométriques.

- **la malnutrition chronique** révèle des problèmes anciens en matière d'alimentation, de santé ou de soins, généralement liés à l'insuffisance ou à la dégradation des moyens de subsistance.

Les normes Sphère résument les **causes de la malnutrition** de la façon suivante: "L'insécurité alimentaire est l'une des trois causes sous-jacentes de la malnutrition, de sorte que partout où elle règne, il y a un risque de malnutrition, y compris de carences en micronutriments. La prise en compte de son incidence sur la situation nutritionnelle est une partie essentielle de l'évaluation initiale de la sécurité alimentaire. Cependant, il ne faut pas supposer que l'insécurité alimentaire est la seule cause de malnutrition, sans prendre en compte les facteurs de cause à effet liés à la santé et aux soins."

3.3.1 Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est définie à la **section 3.2**.

3.3.2 État de santé et environnement sanitaire public

S'agissant des effets directs liés à la situation nutritionnelle:

- **l'état de santé** désigne la faculté de l'organisme à assimiler et à utiliser les micronutriments consommés. Certaines affections, telles que la diarrhée, peuvent empêcher la digestion et l'assimilation des aliments;
- **l'environnement sanitaire public** renvoie aux conditions de vie de la population et à leurs éventuelles incidences sur la santé humaine. Les réseaux d'eau, d'assainissement et d'élimination des déchets sont, avec le type d'habitation, des facteurs clés de cet environnement.

3.3.3 Pratiques de soins

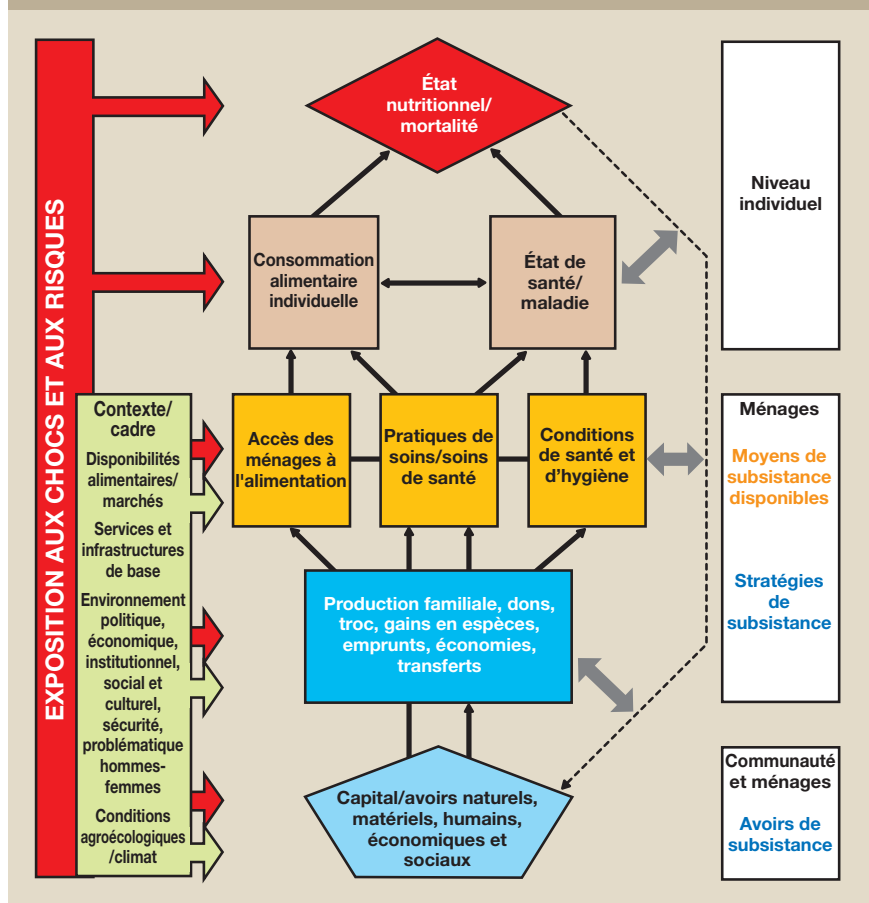
Il s'agit des pratiques adoptées pour soigner ou nourrir les membres dépendants d'un ménage. Elles comprennent les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (allaitement et alimentation complémentaire, en particulier); les modalités de répartition des aliments dans le ménage (priorité donnée aux enfants ou aux adultes, par exemple); ou encore les soins prodigués aux enfants ou adultes malades et aux personnes âgées. Lorsque les pratiques de soins sont inadaptées, certains membres du ménage peuvent souffrir de malnutrition même si l'accès à l'alimentation est assuré et l'environnement sain.

3.4 Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'analyse incluse dans l'EFSA nécessite de bien comprendre les notions de sécurité alimentaire et de vulnérabilité. Le Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle fournit des informations sur les indicateurs à utiliser dans l'analyse et le ciblage géographique, mais aussi sur l'élaboration des instruments d'évaluation sur le terrain et l'établissement de modèles normalisés de communication des

constatations. Dans le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire des ménages adopté dans les EFSA, les disponibilités alimentaires, l'accès à l'alimentation et l'utilisation de celle-ci sont considérés comme des facteurs clés de la sécurité alimentaire et sont associés aux avoirs disponibles des ménages, à leurs stratégies de subsistance et à l'environnement politique, social, institutionnel et économique.

Figure 1.1. Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle



Au cours d'une EFSA, le cadre conceptuel est utilisé avec le double but suivant :

- fournir une base pour formuler des hypothèses de départ sur la situation d'urgence, ses causes et ses effets ;
- offrir un moyen d'appréhender les liens entre les facteurs influant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de faciliter la collecte et l'analyse des données.

La situation de la sécurité alimentaire d'un ménage ou d'une personne est généralement le résultat de l'interaction d'un vaste éventail de facteurs agroenvironnementaux, socioéconomiques et biologiques. Comme pour les concepts de santé et de protection sociale, il n'existe pas de mesure universelle et directe de la sécurité alimentaire. Cependant, il est possible de simplifier le problème en le ramenant aux trois dimensions distinctes mais interdépendantes suivantes: disponibilités alimentaires cumulées, accès des ménages à l'alimentation et utilisation individuelle des aliments.

La vulnérabilité est un concept qui consiste à évaluer l'exposition et la sensibilité des communautés et des ménages aux chocs futurs. En définitive, la vulnérabilité d'un ménage ou d'une communauté dépend de sa faculté à faire face aux risques associés à des chocs tels que la sécheresse, les inondations, les mauvaises récoltes ou les infestations, les fluctuations économiques et les conflits. Cette faculté est déterminée en grande partie par les caractéristiques des ménages ou des communautés, notamment la structure de leurs avoirs et les stratégies qu'ils adoptent pour subvenir à leurs besoins et assurer leur sécurité alimentaire.

Le cadre conceptuel montre que l'exposition au risque est fonction de la fréquence et de la gravité des menaces d'origine naturelle ou humaine et de leur portée socioéconomique et géographique. La capacité de réaction d'un ménage dépend du niveau de ses avoirs naturels, matériels, économiques, humains, sociaux et politiques, du niveau de sa production, de ses revenus et de sa consommation, mais aussi des moyens dont il dispose pour diversifier ses sources de revenus et sa consommation afin d'atténuer les effets de catastrophes susceptibles de survenir à tout moment.

Les stratégies de survie se traduisent souvent par des palliatifs tels que la vente des terres ou d'autres avoirs productifs, l'abattage d'arbres pour la vente comme bois de feu ou, dans les cas extrêmes, la prostitution des filles. Ces pratiques peuvent compromettre la capacité de production à long terme des ménages vulnérables, mais aussi fragiliser certaines relations et institutions sociales importantes. L'ampleur du recours à ces comportements destructeurs est un indicateur des niveaux de vulnérabilité pendant une crise.

Comprendre *comment* les ménages réagissent est un aspect essentiel de l'analyse, mais apprécier *dans quelle mesure* ils parviennent à subvenir à leurs besoins, ou à préserver leurs moyens de subsistance, est encore plus capital. La capacité de l'économie locale à absorber la main-d'œuvre ou les produits supplémentaires (bétail ou bois de feu, par exemple) arrivant sur le marché du fait des stratégies de survie adoptées pendant une catastrophe est, avec la stabilité des salaires et du prix de ces produits, l'un des facteurs clés permettant d'appréhender la vulnérabilité.

L'analyse de la sécurité alimentaire offre un instantané de l'accès à l'alimentation et des difficultés des ménages à se procurer des aliments, à court comme à long terme. À l'inverse, l'analyse de la vulnérabilité envisage l'accès à l'alimentation sous un angle plus prospectif et dynamique, car elle intègre la composante de risque avec laquelle les ménages doivent composer dans leurs décisions quotidiennes et leur capacité à réagir efficacement au fil du temps.

Il est très difficile de distinguer les ménages actuellement en situation d'insécurité alimentaire de ceux exposés aux fortes fluctuations de l'accès à l'alimentation, qui constituent une menace pour le bien-être humain. Bien que les uns et les autres puissent être considérés comme vulnérables, il convient, d'un point de vue opérationnel, d'axer systématiquement l'analyse de la vulnérabilité sur les ménages en situation d'insécurité alimentaire ou sur le point de l'être.

La détection précoce des problèmes réduit clairement la probabilité de malnutrition et de mortalité excessive. Il est donc fortement souhaitable d'agir vite aux niveaux inférieurs du cadre conceptuel. L'EFSA doit être réalisée dès la découverte de problèmes potentiels (voir **partie III, section 2.1**).

Les deux cas de figure de l'exemple 1.2 ci-après montrent de manière simplifiée comment le cadre conceptuel peut orienter l'analyse EFSA.

Exemple 1.2. Approche analytique de l'EFSA

1. En raison de l'insuffisance de ses **avoirs financiers**, un ménage adopte des **stratégies de subsistance** dommageables qui amènent tous ses membres aptes à rechercher un travail rémunéré. La mère est contrainte de laisser son nourrisson à la garde des enfants plus âgés, qui l'alimentent irrégulièrement en lui donnant du lait en poudre mélangé à de l'eau contaminée. L'inadéquation de ces **pratiques de soins** engendre des problèmes d'**utilisation de l'alimentation** pour le nourrisson, qui ne peut pas assimiler les micronutriments correctement, même si sa mère est présente. Son état de santé se détériore.
2. Du fait de la faiblesse des **institutions** des services de santé, les personnes qui tombent malades ne peuvent pas se faire soigner. Lorsque les personnes sont en mauvaise **santé**, leurs **avoirs humains** se dégradent. La productivité des ménages baisse, ce qui entraîne une diminution des **avoirs économiques** et des difficultés d'**accès à l'alimentation**. La réduction de la quantité et de la diversité des aliments aggrave les problèmes de **santé** et de **nutrition**.

Ces situations illustrent de quelle manière les problèmes associés aux différents aspects (moyens de subsistance, sécurité alimentaire ou nutrition) peuvent s'enchaîner. En d'autres termes, il existe des **liens de cause à effet** entre les facteurs. Ces liens peuvent jouer dans les deux sens, comme en témoigne l'exemple ci-après.

Exemple 1.3. Liens de cause à effet à double sens

L'insécurité alimentaire peut être une cause de malnutrition. Ainsi:

- un accès insuffisant à l'alimentation peut entraîner un appauvrissement du régime alimentaire et une carence en micronutriments;
- l'utilisation d'une eau sale pour préparer les repas risque de provoquer des diarrhées, et donc de nuire à l'assimilation des micronutriments.

La malnutrition peut être une cause d'insécurité alimentaire. Ainsi:

- une mauvaise alimentation altère la capacité d'apprentissage de l'enfant, ce qui peut limiter ses possibilités de trouver un emploi bien rémunéré par la suite;
- chez l'adulte, une mauvaise alimentation peut affaiblir la capacité de production et favoriser les maladies, ce qui entraîne de graves répercussions économiques pour le ménage, limitant son accès à l'alimentation.

3.5 Adaptation du Cadre conceptuel au contexte local

Toutes les EFSA devraient partir du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour répondre aux questions clés relevées à la **section 2**, mais l'importance relative des différentes composantes de ce canevas dépend de la région et du pays, de la nature de la crise et des groupes concernés. Il convient donc d'**adapter** ce cadre et les questions au contexte de chaque EFSA. Ce travail est effectué **dans le pays**, en consultant un éventail de parties prenantes aussi vaste que possible.

Les étapes de l'*adaptation du cadre conceptuel, avant la collecte des données primaires sur le terrain*, sont les suivantes:

- examiner les informations secondaires et discuter avec des informateurs clés (voir **partie III, section 2.5**);
- déterminer les facteurs *les plus susceptibles* d'avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte actuel;
- établir les liens possibles entre les facteurs ayant des répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

L'adaptation du cadre conceptuel au contexte local permet de formuler des **hypothèses de départ** décrivant les effets probables de la crise et les questions à envisager lors de l'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces hypothèses servent également à définir les **besoins d'information** (voir **partie II**), à guider le choix de la méthode d'évaluation (voir **partie III**) et à établir un plan d'analyse préliminaire (voir **partie III, section 2.4**). Elles peuvent être *confirmées, réfutées* ou *adaptées* au cours de l'évaluation.

Les objectifs définissent les produits auxquels une EFSA devrait aboutir. Les *objectifs génériques* sont communs à toutes les EFSA et englobent les questions clés présentées au **chapitre 2**. Pour autant, comme le cadre conceptuel, ils peuvent être adaptés aux circonstances locales. Il est ainsi possible d'ajouter des informations particulières telles que le nom des zones touchées ou les groupes de population prioritaires. Selon le contexte, il peut également être nécessaire d'introduire des objectifs supplémentaires.

Les objectifs doivent être:

- aussi **précis** que possible - les attentes doivent être claires;
- **réalistes** - les résultats visés doivent être réalisables au regard du temps et des ressources disponibles et des contraintes existantes.

L'exemple 1.4 présente un ensemble d'objectifs génériques susceptibles d'être inclus dans la plupart des EFSA.

Exemple 1.4. Objectifs d'une EFSA

- Déterminer la prévalence et la gravité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la zone.
- Estimer le nombre de personnes touchées.
- Localiser les personnes touchées.
- Détailler les stratégies de survie des différents groupes de population et relever celles risquant de menacer des vies humaines ou les moyens de subsistance.
- Décrire les caractéristiques individuelles et socioéconomiques (sexe, ethnie, etc.) ainsi que les moyens de subsistance de la population souffrant d'insécurité alimentaire ou de malnutrition.
- Établir les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en répertoriant les facteurs associés à ces fléaux.
- Définir si les problèmes d'insécurité alimentaire et de nutrition sont chroniques ou transitoires.
- Élaborer des scénarios sur les 3, 6 et 12 prochains mois et les utiliser pour prévoir l'évolution de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle *en l'absence de toute intervention*. Points à prendre en compte:
 - gravité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition actuelles;
 - facteurs associés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition;

.../...

- problèmes chroniques et transitoires;
- probabilité de chocs futurs;
- résilience et vulnérabilité des personnes et des ménages aux chocs futurs.
- Évaluer la nécessité d'une aide extérieure (alimentaire ou non). Points à prendre en compte:
 - interventions en cours et programmées par le gouvernement ou d'autres organisations;
 - rôle de l'aide alimentaire et pertinence au vu de la situation;
 - forces, faiblesses, opportunités et menaces (analyse SWOT) des différentes options d'intervention.
- Formuler des recommandations sur les interventions: objet, quantités, destinataires, calendrier, durée.

Pour plus d'informations sur la définition des objectifs, reportez-vous à la **partie III, section 2.2**.

Il existe de multiples façons de conduire une EFSA. La marche à suivre dépend des objectifs de l'évaluation, du type de crise, du stade de l'urgence (début, fin, etc.), du temps disponible, des moyens d'accéder à la zone touchée, des contraintes logistiques, de la sécurité, des ressources (humaines surtout) et de bien d'autres facteurs. Les sections qui suivent présentent trois types d'EFSA. **Dans la réalité, la distinction n'est pas toujours aussi nette**, et il est parfois impossible de déterminer précisément à laquelle de ces trois catégories l'évaluation appartient.

5.1 Types d'EFSA

Les EFSA peuvent être regroupées *grosso modo* comme suit :

- évaluations initiales;
- évaluations rapides;
- évaluations approfondies.

La base de l'analyse est la même pour chaque type d'EFSA. Les principales différences résident dans le temps disponible pour l'évaluation et les difficultés d'accès aux zones concernées. Ces facteurs ont une incidence sur l'étendue des informations susceptibles d'être recueillies et le niveau de détail de l'analyse.

De façon générale, les trois types d'EFSA sont résumés ainsi :

- L'évaluation initiale permet d'obtenir des indications générales dans un laps de temps court.
- L'évaluation rapide fournit des informations collectées et analysées au moyen de procédures rigoureuses, mais les limites de temps et les problèmes d'accès aux populations nécessitent de recourir fréquemment à des hypothèses, des estimations et des approximations.
- L'évaluation approfondie repose sur une méthodologie stricte et réunit un corpus plus dense de données quantitatives. Cette approche demande du temps et ne convient généralement pas aux chocs soudains.

Les caractéristiques de chacun de ces types d'EFSA sont détaillées dans les sections qui suivent.

5.1.1 Évaluation initiale¹⁰

Une évaluation initiale est réalisée rapidement à la suite: i) d'un choc soudain; ii) d'informations indiquant une dégradation de la situation vers une crise durable; ou iii) de l'amélioration de l'accès aux populations au cours d'une crise.

Sa finalité principale est de fournir des informations indispensables à l'établissement de plans d'assistance dans les situations d'urgence, aux appels à financement et à la conception d'évaluations de suivi plus détaillées. En règle générale, toutes les opérations (du travail sur le terrain dans les zones touchées à la production du rapport final) doivent être terminées dans un délai de six à dix jours. Les décisions relatives au lieu de l'évaluation et aux organisations à solliciter sont habituellement prises à l'échelon national, lors de discussions entre l'équipe de pays des Nations Unies, dirigée par le Coordonnateur de l'action humanitaire ou le Représentant résident des Nations Unies, et le gouvernement concerné.

Les évaluations initiales reposent habituellement sur des données secondaires et des entretiens avec des informateurs clés, mais il est aussi possible d'effectuer des visites rapides sur le terrain.

Elles permettent de traiter les questions prioritaires suivantes:

- Existe-t-il un problème de sécurité alimentaire ou de nutrition mettant en danger des vies humaines? Dans l'affirmative, quels types d'intervention faudrait-il déclencher immédiatement?
- Est-il nécessaire de conduire une évaluation (rapide) plus détaillée? Dans l'affirmative, quand et dans quelle optique?

5.1.2 Évaluation rapide

Une évaluation rapide est effectuée à la suite d'une évaluation initiale lors d'un choc soudain ou dans le cadre d'une réévaluation. Elle fournit davantage d'informations que l'évaluation initiale et s'appuie sur une combinaison de données secondaires et primaires. Il est possible de faire appel à des enquêtes et à des entretiens structurés et de recueillir des données tant quantitatives que qualitatives.

L'évaluation rapide permet généralement d'obtenir les renseignements suivants:

- nature et ampleur de la crise - effets sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance;
- population touchée - estimation du nombre et localisation des personnes concernées;
- difficultés d'accès - logistique, sécurité, etc.;
- recommandations en faveur d'interventions immédiates, de courte durée et, le cas échéant, à plus long terme.

10. Voir la fiche technique n° 6 Évaluations initiales de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (*Initial Emergency Food Security Assessments*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007.

Les évaluations rapides sont souvent conduites dans un contexte très instable nécessitant de dégager des conclusions sans délai pour faciliter la prise de décisions, ce qui demande de trouver un compromis entre précision et vitesse d'obtention des informations.

5.1.3 Évaluation approfondie

Une évaluation approfondie est réalisée lorsque l'on dispose de plus de temps et de ressources et que l'on a accès aux populations. Elle fournit des informations détaillées et souvent représentatives du point de vue statistique, qui peuvent être extrapolées à des groupes de population et des zones plus vastes. Une évaluation approfondie peut être menée dans les cas de figure suivants:

- la situation semble se dégrader lentement, et il faut se procurer des informations détaillées pour éclairer les décisions de programmation;
- la situation d'urgence s'est stabilisée, et il est nécessaire et possible d'effectuer une analyse détaillée;
- des informations de référence doivent être réunies ou actualisées à des fins de suivi.

Les évaluations approfondies utilisent des méthodes rigoureuses et adaptées au contexte qui comprennent de vastes enquêtes sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages réalisées au moyen d'échantillons aléatoires (voir **partie III**), de même que des enquêtes de référence sur l'économie des ménages¹¹.

5.2 Partenariats et évaluations interorganisations

5.2.1 Partenariats

Autant que possible, les évaluations doivent être planifiées et mises en œuvre en partenariat avec plusieurs parties prenantes, telles que les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET) et d'autres organismes. Les partenariats présentent les **avantages** suivants:

- La collaboration d'un grand nombre d'acteurs facilite la prise en compte des différents points de vue.
- Leur participation à la définition des objectifs de l'évaluation et à l'analyse des informations garantit qu'ils adhéreront pleinement aux conclusions et aux recommandations formulées.

11. Voir Le Guide technique de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (*Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis Guidelines*), PAM, janvier 2009; et la fiche technique n° 12 Méthodes et outils complémentaires pour une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (*Complementary Methods and Tools for Emergency Food Security Assessment*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, décembre 2007

- L'intégration de diverses organisations peut élargir les compétences à la disposition de l'équipe d'évaluation.
- La transparence du processus facilite l'acceptation des conclusions. Ainsi, lorsque les communautés touchées sont partie prenante, elles ont plus de chances de reconnaître le bien-fondé des recommandations.
- Les communautés concernées sont plus réceptives, car elles sont interrogées par une seule équipe commune au lieu de plusieurs équipes séparées.

Les partenariats peuvent aussi entraîner certains **inconconvénients**:

- La coordination des différents acteurs peut demander beaucoup de temps et poser des problèmes lors des évaluations initiales et rapides.
- La prise en compte de trop nombreux points de vue peut porter préjudice à la méthode; l'inclusion d'un éventail de questions trop large risque d'entraîner une dilution des objectifs de l'évaluation.
- En cas de conflits notamment, la participation de certains partenaires risque de compromettre la neutralité de l'équipe d'évaluation et de dissuader les informateurs de s'exprimer librement.

Cela étant, les avantages des partenariats l'emportent la plupart du temps sur les inconconvénients.

Quand plusieurs organisations partenaires doivent être intégrées dans l'**équipe d'évaluation sur le terrain**, il convient de garder les deux points suivants à l'esprit:

1. Assurez-vous que chaque membre de l'équipe participe à la collecte des données primaires. L'intégration de personnes pour des raisons purement politiques est contre-productive.
2. Ne constituez pas une équipe trop grande. Une équipe trop nombreuse peut se révéler difficile à gérer, poser un problème de sécurité et avoir des répercussions sur les relations avec les communautés et la qualité des informations recueillies. L'arrivée d'une cohorte de véhicules dans un petit village risque d'accentuer les différences entre la communauté et l'équipe d'évaluation et de rendre le dialogue impossible.

5.2.2 Évaluations interorganisations

Les partenariats prennent souvent la forme d'évaluations interorganisations et sont composés en fonction du contexte et des objectifs visés. De façon générale, les principales organisations doivent intervenir lors de la planification de l'évaluation et l'équipe doit être composée de représentants des différentes parties prenantes possédant des compétences complémentaires.

Le PAM participe régulièrement à diverses évaluations interorganisations dans de nombreux pays. Certaines d'entre elles sont présentées ci-après.

Tableau 1.1. Évaluations interorganisations

Évaluation	Principaux partenaires	Contexte
Mission d'évaluation conjointe (JAN)	PAM et HCR	Présence de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAN)	PAM et FAO	Zones agricoles touchées par la crise
Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC)	PAM, gouvernements, autres organismes des Nations Unies, ONG	Catastrophes naturelles de grande ampleur
Procédure d'appel global (CAP)	PAM, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, gouvernements, autres organismes des Nations Unies, gouvernements, ONG	Catastrophes d'origine naturelle ou humaine de grande ampleur
Évaluation des besoins en situations postconflituelles (PCNA)	PAM, Banque mondiale, PNUD, autres organismes des Nations Unies, gouvernements	Redressement et reconstruction à la suite de conflits

Il existe des instructions détaillées sur certaines de ces évaluations réalisées en partenariat, notamment sur les missions d'évaluation conjointe, les missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire et les procédures d'appel global (voir le DVD qui accompagne le manuel).

Partie II

Données, indicateurs et sources d'information



Table des matières de la Partie II

1	Introduction	45
2	Plan d'analyse	46
3	Besoins d'information	49
4	Informations contextuelles	55
5	Données et indicateurs	58
5.1	Définitions	58
5.2	Trois grands ensembles d'indicateurs utilisés dans une EFSA	59
5.3	Indicateurs de substitution	59
5.4	Association d'indicateurs aux objectifs de l'EFSA	60
5.5	Interprétation des indicateurs au moyen de seuils	61
5.6	Analyse croisée des indicateurs	62
5.7	Hiérarchisation des indicateurs	63
6	Sources de données	65
7	Choix des données et des indicateurs	66
7.1	Indicateurs de la mortalité	67
7.2	Indicateurs de la situation nutritionnelle	67
7.3	Indicateurs de la situation de la sécurité alimentaire	72
7.3.1	Indicateurs de la consommation alimentaire	72
7.3.2	Indicateurs de l'accès à l'alimentation	77
7.3.3	Description de la situation actuelle de la sécurité alimentaire des ménages	85
7.3.4	Indicateurs des stratégies de survie	87

Comme nous l'avons vu dans la **partie I**, la première étape de la planification d'une EFSA consiste à définir ses objectifs. Dans l'étape suivante, objet de la **partie II**, il s'agit à présent de déterminer les informations nécessaires ainsi que les données à collecter pour réaliser ces objectifs.

Pour qu'une EFSA soit efficace, il convient de définir les besoins d'information dès le début du processus. Cette opération permet de cibler la collecte des données, afin de recueillir et d'analyser uniquement les informations utiles et de limiter ainsi la compilation de renseignements redondants qui ne seront pas exploités.

La **partie II** traite des sujets suivants:

- **plan d'analyse** - finalité et composantes;
- **besoins d'information** - utilisation du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour définir les informations générales à recueillir;
- **informations contextuelles** - données nécessaires pour comprendre les circonstances et les causes de la crise;
- **indicateurs et données** - présentation des principaux concepts et des indicateurs employés dans une EFSA pour évaluer l'insécurité alimentaire et les risques qui pèsent sur la vie des personnes ou leurs moyens de subsistance;
- **sources de données** - primaires et secondaires;
- **choix des données et des indicateurs** - informations détaillées sur le choix des indicateurs à adopter pour une évaluation.

Plan d'analyse

Le plan d'analyse oriente de nombreuses décisions prises lors d'une EFSA. Il repose sur les hypothèses clés qui ont été formulées et fournit des indications sur les données à collecter, la façon de les réunir et les types d'analyses à réaliser pour les interpréter. Le plan d'analyse peut également définir les sources de données, primaires ou secondaires. Il est préférable de l'établir au début de l'évaluation, *avant* l'élaboration des questionnaires, listes de référence et autres outils de collecte des renseignements, et ce pour trois raisons principales:

- **Efficience** - L'objectif du plan d'analyse est de garantir que seules les informations *utiles* seront collectées et d'éviter de perdre du temps à réunir des données non pertinentes qui ne seront pas exploitées.
- **Exhaustivité** - Le plan d'analyse doit permettre d'obtenir *toutes* les informations nécessaires.
- **Faisabilité** - Une fois que l'ensemble des besoins d'information et des sources disponibles ont été envisagés, il est possible de décider si l'EFSA peut être entreprise comme prévu.

La faisabilité de l'évaluation est décrite dans l'encadré ci-après.

Encadré 2.1. Faisabilité de l'évaluation

Au cours de la conception du plan d'analyse, il peut apparaître impossible de réaliser l'évaluation *comme prévu initialement*, notamment pour les raisons suivantes:

- Le temps manque pour collecter toutes les informations nécessaires.
- La méthode d'échantillonnage envisagée doit être adaptée en raison de difficultés d'accès aux populations.
- Le personnel disponible est insuffisant ou ne possède pas les compétences requises.
- Les contraintes logistiques ou budgétaires limitent le champ d'application de l'évaluation.

Si l'analyse de ces problèmes montre que la portée initiale de l'évaluation est irréaliste, l'approche devra être modifiée. Selon le contexte, les deux principales solutions sont les suivantes:

- Les objectifs de l'évaluation peuvent être redéfinis afin de tenir compte des réalités pratiques.
- Les méthodes peuvent être adaptées. Ainsi, l'échantillonnage aléatoire peut être remplacé par un échantillonnage par choix raisonné, et dans les cas extrêmes, il s'avère parfois nécessaire de s'appuyer uniquement sur des sources secondaires.

Lors de l'établissement du plan d'analyse, les différents objectifs de l'EFSA (voir **partie I**) sont étudiés en s'intéressant aux questions suivantes:

- Quelles sont les informations nécessaires pour réaliser les objectifs de l'évaluation?
- Comment peut-on recueillir ces renseignements?
- Quelle(s) source(s) peut-on utiliser?

Le tableau ci-après présente un modèle d'élaboration de plan d'analyse.

Tableau 2.1. Modèle de plan d'analyse					
Besoins d'information	Informations contextuelles	Indicateur(s)	Données nécessaires	Source(s) de données	Type d'analyse
Objectif 1:					
		<i>Indicateur 1.1</i>			
		<i>Indicateur 1.2</i>			
		<i>Etc.</i>			
Objectif 2:					
		<i>Indicateur 2.1</i>			
		<i>Indicateur 2.2</i>			
		<i>Etc.</i>			
Objectif 3:					
		<i>Indicateur 3.1</i>			
		<i>Indicateur 3.2</i>			
		<i>Etc.</i>			

Les composantes du plan d'analyse sont définies dans l'encadré 2.2 et décrites de manière plus détaillée dans les sections qui suivent.

Encadré 2.2. Terminologie employée dans le plan d'analyse d'une EFSA

Objectifs: produits attendus de l'évaluation (voir **partie I**). Exemple: estimer les répercussions d'un conflit sur l'accès à l'alimentation.

Besoins d'information: informations nécessaires pour répondre aux questions soulevées par les objectifs. Dans notre exemple, les besoins d'information suivants pourraient être relevés:

- exposé du conflit - causes, protagonistes, victimes directes ou indirectes;
- données détaillées sur la population - principaux moyens de subsistance dans la zone, sources habituelles de nourriture et de revenus;
- impact du conflit - répercussions probables du conflit sur les stratégies d'accès à l'alimentation qui ont été répertoriées.

.../...

Informations contextuelles: description des processus à l'origine de la situation d'urgence actuelle; facteurs permettant d'expliquer cette situation et de déterminer les interventions possibles.

Indicateur: variable ou combinaison de variables offrant un éclairage sur un aspect des objectifs. Par exemple, si un groupe partageant les mêmes moyens de subsistance (ou groupe de subsistance) vend des cultures de rapport pour acheter sa nourriture sur le marché, les indicateurs suivants peuvent être définis:

- superficie actuellement consacrée aux cultures de rapport sélectionnées pour l'analyse, à comparer avec la superficie qui leur est réservée en temps normal;
- ratios entre le prix de vente des cultures de rapport sélectionnées et le coût des denrées de base, actuellement et en temps normal.

Données nécessaires: informations à collecter pour satisfaire les besoins d'information génériques et renseigner les indicateurs. Exemples:

- informations qualitatives sur un conflit, ses causes et ses effets;
- informations qualitatives sur les moyens de subsistance, la structure sociale et la situation politique;
- informations quantitatives sur les zones cultivées, les rendements moyens et le prix des produits achetés et vendus sur les marchés.

Sources de données: sources potentielles d'information, à compléter si nécessaire au fil de l'évaluation. Exemples:

- sources de données qualitatives - informateurs clés (analystes politiques, personnel des organisations non gouvernementales (ONG) locales, etc.); groupes de concertation communautaires; et entretiens avec des ménages;
- sources de données quantitatives: enquêtes auprès des ménages; informateurs clés (agents de vulgarisation agricole, paysans et commerçants, par exemple); et groupes de concertation communautaires.

Type d'analyse: type d'analyse paramétrique ou non paramétrique susceptible d'être utilisée pour étudier et interpréter les données. Exemples:

- analyses non paramétriques de données essentiellement qualitatives;
- tests paramétriques d'hypothèses statistiques, tels que l'analyse de la variance et de la régression.

Les données et les indicateurs doivent être sélectionnés soigneusement pour chaque EFSA. Si les informations sont trop nombreuses, on perdra du temps lors des phases de collecte et d'analyse, et si elles sont insuffisantes, on risque de ne pas pouvoir répondre aux questions clés de l'évaluation.

Besoins d'information

Par besoins d'information, on entend les **données, issues de sources primaires et secondaires, qui doivent être collectées et traitées pour réaliser les objectifs de l'évaluation**. Comme nous l'avons vu dans la **partie I**, une EFSA vise principalement à mesurer l'impact des chocs et leurs répercussions éventuelles sur la sécurité alimentaire des ménages.

Les **besoins en informations primaires** sont déterminés au début de l'évaluation en fonction des données secondaires disponibles. Il convient de réunir et d'examiner le maximum d'informations secondaires *pertinentes*. Ces renseignements facilitent la compréhension de la situation d'urgence et de ses conséquences et offrent un point de départ pour déterminer les données à recueillir directement lors de l'évaluation.

L'**analyse des informations secondaires** influe à plusieurs titres sur le choix des informations primaires à collecter:

- Lorsque les données secondaires sont récentes, précises et pertinentes, le volume d'informations primaires à recueillir est moins important. Par exemple, si une enquête anthropométrique de qualité a été réalisée dernièrement, il est probablement inutile de répéter l'opération au cours de l'EFSA¹².
- Les informations secondaires constituent un point de référence. Ainsi, il peut être utile de reprendre certains indicateurs de l'accès à l'alimentation déjà utilisés par le passé afin de retracer *l'évolution* de la sécurité alimentaire.
- Si les informations secondaires présentent des incohérences ou des insuffisances, l'un des objectifs de l'EFSA peut consister à clarifier la situation.

Il est également nécessaire de décider de la façon dont les informations peuvent être *stratifiées*, c'est-à-dire collectées par couches ou catégories. La stratification (ou échantillonnage stratifié) consiste à subdiviser la population étudiée en sous-groupes (strates) ayant une ou plusieurs caractéristiques en commun, à partir de critères liés aux objectifs de l'évaluation. Ces sous-groupes sont souvent délimités par des frontières géographiques. La stratification est utilisée pour estimer le degré

12. L'utilisation de données secondaires demande habituellement à l'équipe d'évaluation d'apprécier la qualité des données, leur pertinence au regard des zones géographiques et des populations couvertes par l'EFSA et leur contribution à la réalisation des objectifs de celle-ci.

de sécurité alimentaire des différents sous-groupes, avec un niveau de précision minimum prédéfini. Dans certains cas, elle permet également d'apprécier avec plus de précision la sécurité alimentaire générale de la population concernée. Ainsi, les ménages recourent parfois à des stratégies de survie différentes selon qu'ils sont dirigés par une femme ou un homme, et l'analyse axée sur la problématique hommes-femmes peut donc se révéler importante.

Si aucune donnée antérieure à la crise n'est disponible, l'EFSA doit absolument recueillir des informations sur la situation de la sécurité alimentaire avant le choc. Ces renseignements peuvent être réunis à l'aide du modèle présenté ci-après. Il est également possible de collecter des données similaires sur l'avant-crise lors de discussions avec des groupes de concertation.

Tableau 2.2. Modèle de collecte d'informations sur les moyens de subsistance avant le choc

Activités	Quelles étaient les principales activités de votre ménage avant le choc? (indiquez 3 activités rémunératrices par ordre d'importance)	Quel était le pourcentage relatif de chaque activité dans le revenu total du ménage?	Quelles activités pouvez-vous mener depuis le choc?	Quel est actuellement le pourcentage relatif de chaque activité dans le revenu total du ménage?
1 ^{re} activité		%		%
2 ^e activité		%		%
3 ^e activité		%		%
Total		100 %		100 %

Une fois que les principaux paramètres de la crise ont été compris, il convient d'examiner plus en détail les facteurs probables de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire afin de déterminer plus clairement les besoins d'information. La nature de la situation d'urgence et ses possibles répercussions sont prises en compte. Les deux tableaux ci-après présentent des exemples de situations d'urgence et de répercussions éventuelles.

Tableau 2.3. Chocs soudains et répercussions sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire

Type de choc	Répercussions
Tremblement de terre, inondation, tsunami	<ul style="list-style-type: none"> • Destruction des infrastructures et des équipements; perturbation de la production vivrière, des marchés et des systèmes de transport • Nombre considérable de morts et de blessés et diminution du nombre de personnes valides susceptibles de participer à la production et à la distribution alimentaires • Destruction des réseaux de santé, d'eau et d'assainissement et diminution des effectifs compétents (morts et blessés); augmentation de la fréquence des maladies • Destruction des stocks alimentaires et d'autres avoirs • Destruction des habitations, provoquant le déplacement des populations; assainissement insuffisant et abris de fortune engendrant un accroissement du risque de maladie et de mortalité • Perte d'infrastructures économiques: locaux professionnels, routes et autres équipements
Conflit: déclenchement ou escalade soudaine	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les problèmes susmentionnés • Attaques ciblées contre les installations de production vivrière (fermes) et les systèmes de distribution: convois d'aide et opérations de transport commercial par camions • Constitution de réserves de produits alimentaires entraînant une hausse des prix • Déplacement forcé vers des zones dangereuses et dépourvues d'infrastructures sanitaires, provoquant des maladies et la famine

Tableau 2.4. Crises à évolution lente et répercussions sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire

Type de crise	Répercussions
Sécheresse	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des disponibilités alimentaires en raison des mauvaises récoltes • Réduction d'avoirs - bétail • Diminution de l'accès à l'alimentation
Dégradation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Appauvrissement des sols, perte de terres arables et baisse des nappes phréatiques, entraînant des mauvaises récoltes et la réduction des disponibilités alimentaires
Déclin économique	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution de l'accès à l'alimentation du fait du chômage et de la détérioration des termes de l'échange • Dégradation de l'état nutritionnel des personnes les plus défavorisées en raison de l'appauvrissement de leur régime alimentaire
Conflit de longue durée	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement de la mortalité • Baisse des disponibilités alimentaires, les terres agricoles devenant inexploitable et les ressources humaines étant détournées au profit de la guerre • Diminution de l'accès à l'alimentation due à la hausse des prix et du chômage • Dégradation de la situation nutritionnelle en raison du mauvais accès à l'alimentation, de l'insuffisance des soins de santé, de la destruction des réseaux d'eau et d'assainissement et de l'absence de soignants

Comme nous l'avons mentionné dans la **partie I**, la connaissance du contexte et des effets probables de la situation d'urgence devrait permettre d'adapter le Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi de déterminer chacun des facteurs influant directement sur la sécurité alimentaire des personnes et des ménages ainsi que les liens entre ces facteurs.

En partant du sommet du cadre conceptuel (voir **partie I, section 3.4**), les différentes composantes doivent être traitées à tour de rôle, comme l'explique l'encadré ci-après.

Encadré 2.3. Établissement des besoins d'information prioritaires au moyen du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le Cadre conceptuel permet de recenser les principaux facteurs susceptibles d'influer sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire. Il facilite la hiérarchisation des informations à collecter dans un contexte donné et l'analyse des liens entre les facteurs.

Les différents facteurs sont étudiés en commençant par le niveau des résultats, en haut du schéma. Si l'examen des données secondaires fait ressortir des problèmes à ce niveau (mortalité ou malnutrition, par exemple), ces questions doivent être traitées sans délai. Si la crise n'a pas atteint le stade de mortalité massive ni de malnutrition généralisée, il convient de s'intéresser au niveau suivant, à savoir les causes immédiates.

En partant du haut du schéma, le processus se déroule ainsi:

Résultats

- **Mortalité et situation nutritionnelle** - Constate-t-on ou suspecte-t-on une mortalité massive, une malnutrition généralisée ou les deux? Dans l'affirmative, une action doit être entreprise d'urgence. Les toutes premières questions à se poser sont les suivantes: quelles en sont les causes? Combien de personnes sont concernées? Une tranche d'âge ou des sous-groupes sont-ils touchés en particulier? Où se trouvent-ils?

Causes immédiates

- **Apports alimentaires individuels et maladies** - Ces aspects sont envisagés sous les deux angles suivants: i) données secondaires (enquêtes récentes sur la santé et la nutrition), etc.; et ii) connaissance du contexte - une situation d'urgence de ce type, dans ce contexte précis, risque-t-elle d'appauvrir les apports alimentaires et de favoriser les maladies ou encore d'aggraver la situation actuelle de la sécurité alimentaire? Si tel semble être le cas, il convient de choisir des indicateurs appropriés.
- **Utilisation de l'alimentation** - Il est important de rechercher des informations sur les habitudes alimentaires, les pratiques de soins et de santé, l'assainissement et les possibilités d'accès à une eau propre *avant* la crise, puis d'évaluer les répercussions de cette dernière.

Causes profondes: sécurité alimentaire

Pour analyser les risques constituant une menace pour la vie des personnes et les moyens de subsistance, il est indispensable de connaître la consommation alimentaire des ménages, leur accès à l'alimentation et leur utilisation de celle-ci *dans le contexte de la crise* (voir **partie IV**).

- **Consommation alimentaire des ménages** - L'indicateur de base de la plupart des EFSA est le score de consommation alimentaire, mais il est possible de faire appel à d'autres variables contextuelles. Ainsi, il pourrait être utile d'étudier et d'expliquer les différences par rapport au régime alimentaire habituel.

- **Accès des ménages à l'alimentation** - Cet accès dépend du contexte et demande une compréhension approfondie de l'économie locale. Par exemple, dans une zone urbaine où les habitants achètent la majeure partie de leur nourriture, les indicateurs peuvent porter sur les termes de l'échange entre les produits de base et les salaires; sur les possibilités d'emploi (par type d'emploi et groupe de population); et sur l'efficacité du fonctionnement des marchés. Dans une zone rurale ou agricole, les indicateurs couvriront les aspects liés aux marchés et à l'emploi, ainsi que les questions associées à la production agricole: production familiale consommée et état des stocks alimentaires, quantité vendue et prix sur les marchés. Les stratégies de survie et leur pérennité méritent également d'être prises en considération. L'indice des stratégies de survie est couramment employé, mais il n'est pas toujours adapté et d'autres indicateurs peuvent être utilisés (voir **section 7**).
- **Avoirs et stratégies de subsistance** - Ces informations sont importantes pour comprendre l'accès à l'alimentation et l'utilisation de celle-ci. Ainsi, la production alimentaire et les gains en espèces des ménages fournissent des indications sur leurs possibilités d'accès à l'alimentation; et la qualité et la disponibilité des services d'éducation et de santé ont une incidence sur le soutien et l'accompagnement destinés à prévenir et traiter les maladies.

Causes structurelles

Ces questions, qui sont en dehors du contrôle des personnes et des ménages, ont une incidence déterminante sur l'accès à l'alimentation, la consommation alimentaire et l'utilisation de l'alimentation. La nature de la situation d'urgence et le contexte doivent être pris en compte soigneusement lors de la définition des indicateurs à ce niveau. Ainsi:

- lors de l'étude des disponibilités alimentaires, il est inutile d'établir de longues listes d'indicateurs agricoles si l'agriculture ne joue pas de rôle majeur dans l'économie alimentaire de la zone;
- la qualité et la disponibilité des services d'éducation n'ont pas de répercussions immédiates sur la nutrition et la sécurité alimentaire suite à un choc soudain tel qu'une inondation, mais devraient être prises en compte dans les évaluations de suivi et lors de l'analyse des problèmes chroniques, car ces services jouent un rôle crucial dans le redressement consécutif à une crise;
- les services de santé revêtent une importance prépondérante durant les crises aiguës soudaines touchant la nutrition, et les indicateurs associés à la fourniture des services de santé (nombre de médecins par habitant, qualité et quantité des médicaments et des équipements médicaux, par exemple) deviennent alors indispensables;
- le système politique aux échelons local et national influe sur les stratégies de subsistance et l'accès aux avoirs, et il convient donc de mettre en évidence les structures politiques et leurs répercussions sur les différents groupes de la société.

Liens

À chaque niveau, il faut envisager les éventuels liens entre les différents facteurs. Ainsi, l'accès des ménages urbains à l'alimentation (niveau des causes profondes) pourrait être modifié par les facteurs suivants:

- causes profondes: cadeaux/transferts, gains en espèces/emprunts et niveau d'éducation;
- causes structurelles: marchés, services d'éducation et services de santé.

Ces liens sont utiles pour recenser les besoins d'information. Dans cet exemple, il faudrait recueillir des renseignements sur les questions suivantes:

- marché du travail et marché des biens;
- services de santé et d'éducation;
- accès au crédit.

Le processus décrit dans l'encadré 2.3 est plus efficace lorsqu'il est mis en œuvre avec le concours de partenaires tels que le personnel des organisations humanitaires et des organismes gouvernementaux. Cette collaboration favorise le partage des connaissances et des expériences et permet aux principales parties prenantes de s'entendre sur les hypothèses de départ et les données qui doivent être collectées en priorité (voir **partie III**).

Les besoins d'information sont définis à deux niveaux:

- **Informations contextuelles** - Circonstances permettant de mieux comprendre les conséquences de la situation d'urgence sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Ces informations sont cruciales pour analyser les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, mais aussi pour définir les options d'intervention (voir **partie IV**).
- **Données et indicateurs** - Renseignements utilisés pour analyser la situation actuelle et future de la nutrition et de la sécurité alimentaire (voir **partie IV**).

Informations contextuelles

Les informations contextuelles sont une composante capitale des données primaires collectées dans le cadre d'une EFSA. Comme nous le verrons dans la **partie IV**, ces renseignements sont essentiels pour interpréter les données relatives à la mortalité, à la nutrition et à la sécurité alimentaire ou encore pour définir les options d'intervention.

Les informations contextuelles peuvent être recueillies de différentes façons:

- observations;
- enquêtes par questionnaire auprès des ménages et entretiens avec des ménages;
- entretiens avec des informateurs clés;
- discussions avec des groupes de concertation;
- examen des informations secondaires, au début et au cours de l'évaluation des besoins.

Il est préférable de diversifier les méthodes au maximum.

Le tableau 2.5 présente des exemples d'informations contextuelles qui peuvent être utiles. Les questions clés doivent être sélectionnées avec soin, car elles ne s'appliquent pas toutes à chaque évaluation. Le tableau ci-après n'est pas exhaustif, et il est donc tout à fait possible d'envisager d'autres questions.

Tableau 2.5. Informations contextuelles

Objet de l'analyse	Questions clés
Crise actuelle	<ul style="list-style-type: none"> • Sommes-nous en présence d'une crise? Dans l'affirmative, quelles en sont les causes, la nature et les conséquences? • Qui est le plus touché et pourquoi? • À quelles évolutions faut-il s'attendre dans les mois à venir?
Historique	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les facteurs à l'origine de la crise actuelle? En quoi les facteurs qui ont un lien avec l'histoire de la zone et des groupes de population influent-ils sur la crise? • La zone a-t-elle subi des crises similaires par le passé? Quelles en ont été les répercussions, et quelles interventions ont été réalisées? Ces expériences ont-elles fait l'objet d'une documentation? Quels enseignements en ont été tirés?
Conflit	<ul style="list-style-type: none"> • La zone est-elle touchée par un conflit? Dans l'affirmative, quelle en est la cause? Quelle est sa nature (guerre civile, conflit international, etc.)? Depuis combien de temps dure-t-il? Quelles sont les perspectives d'avenir? Quels sont les groupes les plus touchés par le conflit? • Quelles sont les répercussions directes et indirectes du conflit sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle? • Qui sont les gagnants et perdants réels et/ou potentiels du conflit?
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • La zone est-elle sûre? Si elle ne l'est pas, pourquoi? • Qui est en danger (nationaux, étrangers, etc.)? Pourquoi? • Quelles répercussions pourrait avoir la sécurité sur les interventions humanitaires?
Politiques / institutions	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles politiques nationales influent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (régime foncier, contrôles des prix, salaires, taxes à l'importation ou à l'exportation, subventions, etc.)? Quels sont les effets de ces politiques? • Certaines de ces politiques ont-elles changé récemment? Doit-on s'attendre à des modifications dans un avenir proche? • La crise est-elle alimentée par des facteurs sociopolitiques, tels que des luttes de pouvoir entre différents groupes et la nationalisation ou la privatisation de terres? • Quel est l'état des services publics, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et de la vulgarisation agricole? Observe-t-on une amélioration, une dégradation ou un maintien en l'état de ces services. Pourquoi? • Les pouvoirs publics assurent-ils des prestations de protection sociale en faveur des personnes au chômage, malades, etc.? Dans l'affirmative, qui en bénéficie? Quel est le montant des prestations? Que représente-t-il par rapport au revenu moyen?
Société	<ul style="list-style-type: none"> • Combien de personnes vivent dans la pauvreté et dans la pauvreté absolue, et qui sont-elles? • Quels sont les dispositifs administratifs en place? Par exemple, les chefs traditionnels sont-ils très influents, ou bien les systèmes de gouvernement aux échelons national et local sont-ils plus puissants? • Certains groupes sont-ils marginalisés en raison, par exemple, de leur ethnie ou de leurs relations avec des chefs locaux? • Quelles sont les caractéristiques des relations hommes-femmes? Quel est le rôle respectif des hommes et des femmes dans les prises de décisions? • Les relations hommes-femmes évoluent-elles? • Quels sont les rôles respectifs des hommes et des femmes dans le contrôle des avoirs du ménage, notamment de la terre, des récoltes, du bétail, de l'alimentation et de l'argent? • La société locale est-elle stable? Les institutions sociales, telles que les rapports de force, évoluent-elles rapidement? Dans l'affirmative, pourquoi? • Existe-t-il des systèmes de protection sociale traditionnel/informel et public? Qui bénéficie de l'aide sociale, qui en est exclu, pour quelles raisons?

Objet de l'analyse	Questions clés
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les principales denrées et cultures de rapport? Quels sont les niveaux de production moyens? Quels sont les produits cultivés et dans quels types d'exploitations (petites exploitations, exploitations commerciales, etc.)? • Quelles sont les principales espèces animales destinées à l'élevage? À quoi sont-elles essentiellement utilisées? • Quels sont les principaux risques pour l'agriculture (sécheresse, inondation, maladies des plantes, etc.)? • Quelle est l'importance de la pêche et de l'aquaculture dans les moyens de subsistance de la population?
Économie et marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Sur quoi repose l'économie régionale, nationale et locale? • Quelle est la situation de l'économie? bonne/mauvaise, croissance/déclin? • Quel est le taux d'inflation? • Quelle a été l'évolution de l'indice des prix à la consommation¹³ au cours de ces derniers mois et de ces dernières années? • Observe-t-on la mise en place de changements à long terme, tels que le passage de la dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance à l'industrialisation? Si tel est le cas, pourquoi? • Où se trouvent les principaux marchés? Dans quelle mesure sont-ils accessibles aux personnes touchées par la crise? Les hommes et les femmes jouissent-ils du même accès aux marchés? • Avant la crise, les marchés fonctionnaient-ils bien? Étaient-ils bien intégrés et concurrentiels? Quelle était la situation en termes de disponibilités alimentaires et d'accès à l'alimentation? • Les marchés ont-ils été perturbés par la crise? Dans l'affirmative, de quelle façon?
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont le niveau et la qualité des services d'éducation dans la zone? • Qui a accès aux services d'éducation? Les garçons et les filles y ont-ils accès de manière égalitaire? • Quel a été l'impact de la crise sur les infrastructures et les services d'éducation, sur les taux de fréquentation et de poursuite des études, etc.?
Culture	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les principaux facteurs culturels (pratiques d'allaitement, tabous alimentaires, etc.) susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle?
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> • L'environnement naturel évolue-t-il (déforestation, ressources en eau, etc.)? Dans l'affirmative, quelles sont les causes et les conséquences de ces changements? • Les ressources naturelles, ou la rareté de ces ressources, sont-elles une cause d'insécurité alimentaire et nutritionnelle? Dans l'affirmative, en quoi consiste le problème? Les ressources naturelles sont-elles l'enjeu d'une guerre économique? • L'activité humaine, l'industrie par exemple, a-t-elle une incidence sur les ressources naturelles, la santé, ou les deux?
Géographie et infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les infrastructures de transport (routes, voies ferrées, aéroports, etc.)? Subissent-elles des perturbations selon les saisons? • Où se trouvent les services (hôpitaux, centres de soins, écoles, etc.)? • Où se trouvent les organismes gouvernementaux (administrations, service de gestion de l'eau, etc.)?

13. Pour plus d'informations, consultez le document Analyse des marchés dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence: Orientations sur l'analyse et la prévision de la situation des marchés et protocole d'intervention (*Market Analysis in Emergency Food Security Assessments: Guidelines on Market Situation Analysis and Forecast and Response Protocol*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007.

Données et indicateurs

5.1 Définitions

Dans une EFSA, les indicateurs servent à décrire et à mesurer la situation de la sécurité alimentaire des ménages, l'état nutritionnel des personnes et les causes immédiates et profondes de l'insécurité alimentaire, mais aussi à fournir un éclairage sur le contexte.

Ainsi:

- la prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois donne une indication de la situation nutritionnelle de l'ensemble de la population;
- le taux de chômage informe sur l'état de l'économie.

Les indicateurs se distinguent des données. Les **données** sont les informations collectées auprès de sources primaires et secondaires, tandis que les **indicateurs** sont *compilés à partir des données* et sont interprétés au moyen de comparaisons avec des seuils standard ou contextuels.

Les termes de l'échange entre le coût de la farine de blé et le salaire journalier pourraient, par exemple, être utilisés pour mesurer l'accès à l'alimentation. Cet indicateur est défini en combinant *deux variables*¹⁴: le coût d'un kilogramme de farine de blé et le salaire d'une journée de travail. Afin de retracer l'évolution de l'accès à l'alimentation, il est possible de suivre l'indicateur dans le temps en le rapportant à un niveau de référence associé à un rapport acceptable entre les deux variables, en réalisant des comparaisons entre différents sous-groupes ou zones géographiques ou en combinant ces deux opérations.

Les indicateurs sont définis au début de l'évaluation et peuvent être modifiés à mesure que les informations sont collectées et analysées. Les données nécessaires à leur compilation et à leur interprétation sont recueillies pendant l'évaluation. Dans une EFSA, les données peuvent être qualitatives ou quantitatives, comme nous le verrons dans les sections qui suivent.

14. Pour plus d'informations, voir le document Outil d'analyse des marchés: termes de l'échange (*Market Analysis Tool: Terms of Trade*), Unité des analyses économiques du PAM, août 2007.

5.2 Trois grands ensembles d'indicateurs utilisés dans une EFSA

Dans une EFSA, **trois grands ensembles d'indicateurs sont utilisés pour mesurer les différentes dimensions de la question de la sécurité alimentaire** en situation d'urgence:

- Les **taux de mortalité** donnent une indication des risques encourus par la *population*.
- Les **indicateurs nutritionnels** servent à évaluer l'état nutritionnel des *individus*.
- Les **indicateurs de la sécurité alimentaire** portent sur l'évaluation de l'accès à l'alimentation et de la consommation alimentaire des *ménages*. L'indice des stratégies de survie est un indicateur important de la sécurité alimentaire des ménages.

D'autres données et variables sont utilisées pour composer et interpréter ces trois grands types d'indicateurs:

- les indicateurs de marché, intégrés dans les indicateurs de la sécurité alimentaire (voir **chapitre 7**);
- l'âge et le sexe des personnes, utilisés pour interpréter les taux de mortalité et l'état nutritionnel;
- les caractéristiques des ménages, employées pour compiler et interpréter les indicateurs nutritionnels, mais aussi les indicateurs de la sécurité alimentaire et des stratégies de survie; ces caractéristiques communes sont notamment la taille et la composition (âge, sexe et niveau d'éducation) des ménages, les conditions de résidence (population hôte ou déplacée) et la présence de malades chroniques (personnes vivant avec le VIH, par exemple).

5.3 Indicateurs de substitution

Les indicateurs ne permettent pas tous de mesurer directement le facteur auquel ils sont associés. Les indicateurs de substitution, par exemple, procurent des informations indirectes.

Ainsi, l'indice des stratégies de survie (voir **section 7.3.4**) est parfois utilisé comme indicateur de substitution de la sécurité alimentaire des ménages. Les différentes stratégies (comportements) de survie adoptées par les ménages en situation d'urgence sont examinées pour évaluer la gravité de l'insécurité alimentaire. Des tests de terrain approfondis ont en effet démontré que ces comportements étaient étroitement liés à la sécurité alimentaire. L'encadré ci-après décrit certains indicateurs de substitution susceptibles d'être exploités dans une EFSA.

Encadré 2.4. Indicateurs de substitution de la sécurité alimentaire

Plusieurs **indicateurs de substitution** permettent d'évaluer la gravité de l'insécurité alimentaire:

- *Stratégies de survie adoptées par les personnes et les ménages* - Ces stratégies peuvent notamment compromettre la santé, l'état nutritionnel ou les capacités de production suite, par exemple, à un changement radical de consommation alimentaire, à la réduction des avoirs ou à des migrations inhabituelles.
- *Diversité du régime alimentaire adopté par les ménages* - Cet indicateur indique des apports en macronutriments et en micronutriments.
- *Ampleur du déficit vivrier* - Cet indicateur mesure la différence entre les besoins alimentaires des ménages et l'alimentation à laquelle ils ont accès.
- *Crises précédentes* - Les crises antérieures peuvent donner une idée de l'évolution possible de la crise en cours.

Il est possible de combiner ces indicateurs de diverses façons pour évaluer la gravité du problème. Ainsi, le **Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)** assemble les informations de différentes sources afin de situer la crise sur une échelle de gravité (voir **partie IV, chapitre 3**).

5.4 Association d'indicateurs aux objectifs de l'EFSA

Les indicateurs doivent être choisis minutieusement, car leur rôle est de fournir des informations sur les questions soulevées lors de la définition des objectifs (voir exemple 2.1).

Exemple 2.1. Association d'indicateurs aux objectifs de l'EFSA

L'un des objectifs d'une EFSA est de déterminer la prévalence (en pourcentage) et le degré (grave ou modéré) de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la zone (voir **partie I**).

Les principaux indicateurs d'une EFSA (mortalité, nutrition, sécurité alimentaire et stratégies de survie) sont utilisés à cet effet. Exemples:

- **nutrition** - mesure du périmètre brachial (tour de bras) des enfants âgés de 6 à 59 mois;
- **disponibilités alimentaires** - production vivrière du district, à laquelle on ajoute les importations de produits alimentaires d'autres districts et dont on déduit les exportations de produits alimentaires vers d'autres districts;
- **accès à l'alimentation** - termes de l'échange entre le coût du blé et le salaire journalier;
- **utilisation de l'alimentation** - niveau des connaissances des personnes sur la préparation des aliments de secours nouvellement introduits;
- **stratégies de survie** - types de stratégies de survie adoptées actuellement et répercussions de ces comportements sur la sécurité alimentaire.

Tous ces indicateurs sont **contextuels**. Dans notre exemple:

- le périmètre brachial est mesuré si l'on suspecte un problème de malnutrition ou s'il faut vérifier rapidement la situation nutritionnelle de la population touchée et que l'on ne dispose pas de suffisamment de temps ou de ressources pour réaliser une enquête nutritionnelle complète;
- l'adoption des disponibilités alimentaires comme indicateur signifie qu'il s'agit d'une zone agricole - cet indicateur serait inutile dans un environnement urbain;
- l'indicateur choisi pour l'accès à l'alimentation nécessite que le blé soit une denrée de base et que le salaire journalier soit une composante importante des moyens de subsistance;
- l'indicateur de l'utilisation de l'alimentation est employé si des aliments auxquels les ménages n'étaient pas habitués ont été distribués récemment.

5.5 Interprétation des indicateurs au moyen de seuils

Les indicateurs sont comparés à des seuils ou à des informations antérieures à la crise afin d'évaluer la situation actuelle de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

Certains seuils sont établis par la communauté internationale et applicables de manière universelle:

- émaciation - un rapport poids/hauteur de -2 *z-scores de la médiane de référence* est utilisé comme seuil pour définir la malnutrition aiguë globale chez les enfants âgés de 6 à 59 mois;
- taux brut de mortalité - le seuil d'alerte est d'un décès pour 10 000 personnes par jour et le seuil d'urgence critique est de deux décès pour 10 000 personnes par jour.

Il existe également des indicateurs et seuils contextuels qui doivent être définis selon la situation. Ainsi:

- les modes d'accès à l'alimentation sont très variables, et les indicateurs et seuils correspondants ne peuvent être établis qu'une fois que le contexte local est bien compris;
- les stratégies de survie sont aussi fortement liées au contexte - la cueillette de plantes sauvages pour se nourrir peut être une activité normale dans une société et le signe d'un niveau de crise extrême dans une autre.

Les seuils contextuels sont définis à partir de **jugements de valeur** et dépendent donc en grande partie de l'expérience et des connaissances des personnes qui émettent ces jugements. Ils peuvent être fixés à l'aide d'une ou de plusieurs des méthodes suivantes:

- exploitation des données antérieures à la crise¹⁵, lorsque la connaissance de la situation en temps normal constitue le point de comparaison;
- analyse des enquêtes menées par d'autres organismes dans la même zone pendant la crise en cours;

15. Exemple: analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisée par le PAM.

- utilisation des avis d’informateurs clés ou d’experts locaux - les discussions réunissant plusieurs informateurs favorisent le consensus.

Quelle que soit la méthode adoptée, il est primordial de faire preuve de **transparence**. La justification du seuil et les limites de son champ d’application doivent être clairement présentées dans le rapport d’évaluation.

Exemple 2.2. Établissement de seuils

Au cours de l’évaluation lors de la crise du Darfour en 2006, les informations suivantes ont été collectées:

- La plupart des habitants de la zone étudiée dépendent principalement de la production agricole familiale pour se nourrir et générer des revenus.
- Selon les documents de la FAO et du PAM, la consommation moyenne au Darfour s’élève à 150 kg de céréales par personne et par an.
- Selon l’EFSA de 2005, les rendements moyens des cultures céréalières sont de 450 kg par hectare (ha).
- Pour produire suffisamment de nourriture, un ménage doit donc cultiver au moins 0,33 ha de céréales par personne.

Partant de cette analyse, il est possible d’établir des seuils simples:

< 0,3 ha par personne = situation critique.

Entre 0,3 et 0,4 ha par personne = situation limite.

> 0,5 ha par personne = situation acceptable.

Ces seuils sont arbitraires et fournis à titre d’exemple. Dans la réalité, de nombreux facteurs seraient pris en compte lors de leur définition. Par exemple, si les pluies sont très imprévisibles, les valeurs associées aux situations “limite” et “acceptable” pourraient être majorées afin d’augmenter la marge de sécurité.

Remarques:

- Ce type de seuil doit toujours être analysé en tenant compte des conditions environnantes. Prises isolément, les informations fournies sont insuffisantes. Ainsi, un ménage disposant de 0,5 ha par personne peut rencontrer des problèmes si les pluies sont inférieures à la normale ou si un conflit limite l’accès aux champs.
- Les écarts de données doivent également être pris en considération. Dans notre exemple, le rendement moyen est estimé à 450 kg/ha, mais ce chiffre peut receler des différences importantes: la moitié des exploitations peuvent enregistrer des rendements de 750 kg/ha et l’autre des rendements de seulement 150 kg/ha.

5.6 Analyse croisée des indicateurs

L’analyse croisée consiste à combiner plusieurs indicateurs afin d’apporter des éclaircissements sur la prévalence et les causes de la malnutrition et de l’insécurité alimentaire. Le processus est résumé dans l’encadré ci-après.

Encadré 2.5. Analyse croisée

Les liens possibles entre facteurs sont recensés lors de l'adaptation du cadre conceptuel au contexte local. Pour établir ces liens, il faut tout d'abord déterminer les données à recueillir sur le terrain. Exemples:

1. Lien entre les principales sources de revenus et la situation de la sécurité alimentaire des ménages - Les ménages dont la sécurité alimentaire est fragile dépendent-ils de sources de revenus particulières? Les données à réunir pour cette analyse porteraient sur l'accès à l'alimentation, la consommation alimentaire et les sources de revenus.
2. Lien entre les sources d'eau et la malnutrition - Les personnes qui souffrent de malnutrition se trouvent-elles principalement dans des ménages ayant des difficultés pour se procurer de l'eau, en quantité et/ou en qualité? Entre autres informations, il conviendrait de collecter des indications sur la nutrition (périmètre brachial), sur la qualité de l'eau et les sources d'eau, sur la quantité d'eau par personne et par jour ou encore sur l'utilisation de l'eau par les ménages (réserves d'eau, lavage du linge, etc.).

Les indicateurs sont **croisés** dans un tableau lors de l'analyse afin d'apporter un éclairage sur les facteurs qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle. Les résultats sont exploités dans l'analyse des options d'intervention (voir **partie IV**).

Lorsque l'on dispose de logiciels et de compétences statistiques, on peut réaliser des régressions et des analyses à plusieurs variables. L'analyse des composantes principales est un exemple d'une telle approche¹⁶.

Si les ressources informatiques ne sont pas très développées, il est néanmoins possible d'obtenir des informations précieuses en effectuant une analyse croisée simple de deux ou trois variables ou indicateurs.

Remarque: l'analyse croisée ne s'applique qu'aux données quantitatives d'un même échantillon. Si l'on utilise des données qualitatives ou si les informations sont collectées à partir de sources sans lien entre elles, des *comparaisons* peuvent être effectuées, mais elles n'auront pas la même valeur statistique que les *analyses croisées*. Ainsi, la superficie cultivée définie à partir d'une enquête par questionnaire auprès des ménages peut être *comparée* à la quantité de semences disponibles établies lors de discussions avec des groupes de concertation auxquels participaient des membres de la même communauté, mais les deux informations ne peuvent pas faire l'objet d'une *analyse croisée*.

5.7 Hiérarchisation des indicateurs

Une EFSA ne doit pas faire appel à un trop grand nombre d'indicateurs. Il est préférable de sélectionner avec soin ceux à utiliser et d'éviter d'inclure des variables inutiles à l'analyse.

Les **informations à réunir au minimum** peuvent être déterminées en fonction de la liste suivante, à adapter en fonction du contexte:

16. Pour plus d'informations sur l'analyse des composantes principales et l'analyse par grappes, consultez le Guide technique de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (*Guidelines for Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, CFSVA*), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2009.

- **Mortalité** - Les chiffres de la mortalité doivent être exploités lorsqu'ils sont disponibles et s'ils facilitent la compréhension de la crise. Il faut tenir compte de la période à laquelle ces données se rapportent. Ainsi, les taux de mortalité relevés sur une année ne permettent pas de mesurer les répercussions d'un tsunami une semaine après la catastrophe.
- **Situation nutritionnelle** - Si l'on suspecte un problème de nutrition, mais que l'on ne puisse pas réaliser et que l'on ne dispose pas d'enquête nutritionnelle complète fournissant des données de poids et de taille, il est possible d'effectuer des mesures du tour de bras.
- **Sécurité alimentaire** - La sécurité alimentaire est évaluée à partir de la consommation alimentaire des ménages, en tenant compte de leur accès à l'alimentation. Le score de consommation alimentaire doit être calculé pour chaque ménage interrogé (voir **section 7.3**). Il est nécessaire de définir et d'utiliser au moins un indicateur de l'accès à l'alimentation pour chaque groupe de subsistance ou autre ensemble de ménages, tel que les réfugiés d'un camp. Il convient de répertorier les stratégies de survie, ou d'adapter l'indice mesurant ces stratégies, pour chaque ménage interrogé (voir **section 7.3.4**).

Chaque indicateur doit s'appuyer sur des informations contextuelles et qualitatives recueillies lors de discussions avec des groupes de concertation, d'entretiens avec des informateurs clés ou d'observations.

Il est indispensable de présenter des informations contextuelles pour étayer l'analyse. Leur niveau de détail et leur étendue dépendent du temps disponible et des objectifs de l'évaluation.

Sources de données

Les sources de données sont indiquées dans l'avant-dernière colonne du plan d'analyse (voir **tableau 2.1**). Elles peuvent être secondaires ou primaires:

- Les **données secondaires** sont collectées avant une EFSA, souvent par d'autres personnes, et servent de base à l'évaluation. Elles peuvent provenir d'enquêtes de référence, d'évaluations précédentes, de services d'information gouvernementaux (données économiques et agricoles, par exemple) ou de toute autre source non consultée directement dans le cadre de l'évaluation.
- Les **données primaires** sont recueillies pendant une EFSA, lors d'entretiens avec des informateurs clés, de discussions avec des groupes de concertation, d'observations, d'entretiens avec des ménages ou au moyen de questionnaires soumis aux ménages.

Les sources de données (groupe de concertation dans un village, enquête auprès des ménages, chargé des questions agricoles à l'échelon des districts, etc.) doivent être mentionnées dans le plan d'analyse.

Choix des données et des indicateurs

Dans le **chapitre 3**, nous avons décrit comment recenser les besoins d'information génériques en tenant compte des données secondaires disponibles et en déterminant, à l'aide du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire ainsi que les liens entre ces facteurs. L'étape suivante consiste à définir plus précisément les données et les indicateurs à exploiter dans une EFSA.

Une EFSA doit être conçue de manière à permettre l'adaptation des indicateurs employés s'ils se révèlent inappropriés ou si d'autres variables apparaissent utiles au cours de l'évaluation:

- Dans les **enquêtes par questionnaire**, les questionnaires doivent être testés avant d'engager l'évaluation, afin de corriger les indicateurs et de modifier l'organisation et la formulation des questions avant le début des activités sur le terrain le cas échéant (voir **partie III**).
- Lorsque les EFSA font appel à des **données qualitatives**, les informations et les indicateurs peuvent être adaptés au fil de l'évaluation. Toutes les équipes de terrain doivent être informées des changements apportés ainsi que de leurs motifs.
- Les indicateurs peuvent être ajustés pendant la phase d'analyse, en réorganisant, par exemple, la façon dont les données ou les variables sont analysées dans les tableaux croisés.

Les indicateurs sont répartis en trois catégories principales (voir **chapitre 5**):

- mortalité;
- situation nutritionnelle;
- sécurité alimentaire.

On définit également une quatrième catégorie afin de rendre compte des *conditions environnantes* (voir **section 5.4**). Les trois premières catégories d'indicateurs sont décrites dans les sous-sections qui suivent.

7.1 Indicateurs de la mortalité

La mortalité est mesurée à l'échelle d'une *population*. Dans les EFSA rapides, les chiffres de la mortalité sont souvent obtenus à partir de sources secondaires, principalement des institutions locales telles que les hôpitaux ou les bureaux de la statistique. Des données primaires peuvent également être recueillies sur le sujet, *mais il convient alors d'utiliser un échantillon aléatoire représentatif*. Du fait de l'absence de mécanismes fiables de collecte et de communication des informations, des difficultés d'accès à la population et de l'évolution rapide du contexte, il est rarement possible d'obtenir des données de mortalité précises aux premiers stades des situations d'urgence. En outre, dans bon nombre de pays exposés aux catastrophes, il n'existe pas de données fiables sur la situation en temps normal.

Le tableau 2.6 présente les taux bruts de mortalité susceptibles d'être utilisés¹⁷.

Taux brut de mortalité	Signification
< 1 décès pour 10 000 personnes par jour	Situation sanitaire acceptable
De 1 à 2 décès pour 10 000 personnes par jour	Mortalité élevée
> 2 décès pour 10 000 personnes par jour	Situation d'urgence sanitaire

Les **informations qualitatives** sur la mortalité proviennent généralement des impressions des informateurs clés locaux ou résultent d'observations directes du nombre de morts, de nouvelles tombes, etc. Ces informations doivent être utilisées avec prudence en raison de leur forte subjectivité potentielle. Ainsi, un membre d'une communauté ayant été la cible d'une attaque militaire surestimera probablement le niveau de mortalité de la région dans son ensemble.

Les informations qualitatives sur la mortalité doivent être triangulées aussi largement que possible et ne doivent pas être extrapolées pour formuler des conclusions sur la situation sanitaire générale. Les témoignages qualitatifs de taux élevés et inhabituels de mortalité peuvent être exploités dans d'autres analyses portant sur la nutrition, la sécurité alimentaire ou les stratégies de survie. Les rapports alarmants sur la mortalité peuvent également servir à déclencher des évaluations plus rigoureuses ou une intervention.

7.2 Indicateurs de la situation nutritionnelle

Les données sur le poids, la taille, l'âge et les micronutriments sont généralement collectées au moyen d'enquêtes anthropométriques exhaustives ou par sondage

17. *A Manual: Measuring and Interpreting Malnutrition and Mortality*, United States Centers for Disease Control and Prevention (CDC) et PAM, juillet 2005.

couvrant les enfants âgés de 6 à 59 mois, les adultes (souvent des femmes), ou les deux. Il est possible de réunir des données utiles sur la situation nutritionnelle *sans* réaliser d'enquête anthropométrique complète, mais l'analyse sera moins fiable.

Exemples:

- La mesure du périmètre brachial d'un échantillon de personnes sélectionnées pour leur facilité d'accès pourrait aboutir à des résultats inquiétants et susciter des craintes quant à la situation nutritionnelle, mais l'extrapolation à l'ensemble de la population ne serait pas possible. Dans ce cas, il conviendrait de mener une enquête nutritionnelle rigoureuse.
- Le suivi de croissance réalisé au moyen du relevé des rapports poids/âge dans un centre de soins peut indiquer une détérioration de la situation, mais les enfants concernés ne sont pas nécessairement représentatifs de l'ensemble de la population.

Comme pour les taux de mortalité, la dégradation de la situation nutritionnelle des personnes et des populations peut être évaluée à partir de seuils reconnus internationalement (voir tableau 2.7). Si les données ont été recueillies correctement, l'analyse des indicateurs nutritionnels est relativement simple. Le tableau 2.7 aide à interpréter les seuils nutritionnels en termes de santé publique.

Le rapport poids/taille des enfants de 6 à 59 mois, le périmètre brachial des enfants et des adultes et l'indice de masse corporelle (IMC) des adultes, calculé en divisant le poids par la taille au carré, sont trois des indicateurs les plus utiles.

De façon générale, les seuils suivants permettent de définir les risques pour la vie humaine:

- **Émaciation** - On estime que la vie d'un enfant est en danger quand le score du rapport poids/taille est inférieur à -2 z.
- **Périmètre brachial** - On considère qu'il y a un risque pour la vie humaine lorsque le périmètre brachial est inférieur à 12,5 cm pour un enfant et à 22,5 cm pour une femme.

Chez les adultes, les seuils d'IMC associés à un risque mortel sont moins nets, mais on peut considérer que la vie d'une personne est en danger si son **IMC est inférieur à 16** et qu'elle souffre d'une maladie infectieuse telle que le sida ou la tuberculose.

La fiche technique Renforcement des évaluations rapides de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (*Strengthening Rapid Food and Nutrition Security Assessments*)¹⁸ contient des recommandations supplémentaires sur l'organisation d'une EFSA de manière à analyser correctement la situation nutritionnelle, avec ou sans mesures

18. Voir la fiche technique Renforcement des évaluations rapides de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (*Strengthening Rapid Food and Nutrition Security Assessments*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, juillet 2007.

anthropométriques. Cela étant, il est conseillé de consulter un nutritionniste pour déterminer les indicateurs les plus appropriés et pour interpréter les résultats.

Tableau 2.7. Indicateurs anthropométriques et cliniques de la situation nutritionnelle

Type de malnutrition	Indicateurs au niveau individuel	Signification en termes de santé publique
Dénutrition	<p>Émaciation: faible rapport poids/taille → Malnutrition aiguë globale: Poids/taille < -2 z-scores → Malnutrition aiguë grave: Poids/taille < -3 z-scores à Malnutrition aiguë modérée: Poids/taille entre -3 et -2 z-scores</p>	<p>Critères de prévalence au sein de la population (OMS): Malnutrition aiguë globale < 5 %: acceptable Malnutrition aiguë globale de 5 à 9 %: faible Malnutrition aiguë globale de 10 à 14 %: grave Malnutrition aiguë globale ≥ 15 %: critique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du risque de morbidité • Augmentation du risque de mortalité
	<p>Retard de croissance: faible rapport taille/âge → Malnutrition chronique globale: Taille/âge < -2 z-scores → Malnutrition chronique grave: Taille/âge < -3 z-scores → Malnutrition chronique modérée: Taille/âge entre -3 et -2 z-scores</p>	<p>Critères de prévalence au sein de la population (OMS): Retard de croissance < 20 %: acceptable Retard de croissance de 20 à 29 %: faible Retard de croissance de 30 à 39 %: grave Retard de croissance ≥ 40 %: critique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du risque de morbidité - Augmentation du risque de mortalité - Diminution des résultats scolaires
	<p>Insuffisance pondérale: faible rapport poids/âge, combinant émaciation et retard de croissance → Insuffisance pondérale globale: Poids/âge < -2 z-scores → Insuffisance pondérale grave: Poids/âge < -3 z-scores → Insuffisance pondérale modérée: Poids/âge entre -3 et -2 z-scores</p>	<p>Critères de prévalence au sein de la population (OMS): Insuffisance pondérale < 10 %: acceptable Insuffisance pondérale de 10 à 19 %: faible Insuffisance pondérale de 20 à 29 %: grave Insuffisance pondérale ≥ 30 %: critique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du risque de morbidité
	<p>Insuffisance pondérale: tour de bras</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Enfant:</i> → Globale: tour de bras < 12,5 cm → Grave: tour de bras < 11,0 cm → Modérée: tour de bras entre 11 et 12,5 cm • <i>Femme:</i> → Globale: tour de bras < 22,5 cm → Grave: tour de bras < 21 cm → Modérée: tour de bras entre 21 et 22,5 cm 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Chez les enfants:</i> augmentation du risque de mortalité • <i>Chez les femmes:</i> augmentation du risque d'accoucher de nouveau-nés en insuffisance pondérale

.../...

Type de malnutrition	Indicateurs au niveau individuel	Signification en termes de santé publique
Dénutrition	IMC chez les adultes: Poids/ taille² → Insuffisance pondérale très grave: IMC < 15,9 → Insuffisance pondérale grave: IMC entre 16,0 et 16,9 → Insuffisance pondérale modérée: IMC entre 17 et 18,4 → Poids normal: IMC entre 18,5 et 24,9	Critères de prévalence au sein de la population (OMS): IMC inférieur à 18,5 pour 5 à 9 % de la population: faible IMC inférieur à 18,5 pour 10 à 19 % de la population: modérée IMC inférieur à 18,5 pour 20 à 39 % de la population: élevée IMC inférieur à 18,5 pour au moins 40 % de la population: très élevée <ul style="list-style-type: none"> • <i>Pour les femmes:</i> augmentation du risque d'accoucher de nouveau-nés en insuffisance pondérale • <i>Pour tous les adultes:</i> augmentation du risque de mortalité lorsque les IMC sont très faibles.
	Anémie: faible taux d'hémoglobine → Seuils standard disponibles pour les adultes et les enfants	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Pour les femmes - Augmentation du risque:</i> <ul style="list-style-type: none"> - de mortalité maternelle - d'accoucher de nouveau-nés en insuffisance pondérale • <i>Pour les enfants:</i> <ul style="list-style-type: none"> - augmentation du risque de retard de croissance - augmentation des difficultés d'apprentissage à l'école • <i>Pour tous:</i> <ul style="list-style-type: none"> - affaiblissement physique - diminution de la résistance aux maladies
	Carence en vitamine A: faible taux de rétinol sérique → Seuils standard disponibles pour les adultes et les enfants	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution de la résistance aux maladies • Cécité partielle ou totale
	Carence en iode: faible taux d'iode dans les urines → Seuils standard disponibles	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du risque de handicap mental et physique • Diminution des résultats scolaires
Surnutrition et obésité	IMC chez les adultes: Poids/ taille² → Surcharge pondérale: IMC de 25 à 29,9 → Obésité: IMC ≥ 30	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du risque de maladies chroniques: diabète, cancer, hypertension • Augmentation du risque de mortalité

Les indicateurs mentionnés dans le tableau 2.7 peuvent être complétés par d'autres données et variables permettant d'obtenir un éclairage supplémentaire sur la situation nutritionnelle (voir tableau 2.8). Ces indicateurs complémentaires ont la double fonction suivante:

1. Ils fournissent des explications possibles des problèmes de nutrition mis en évidence par les indicateurs du tableau 2.7.
2. Ils peuvent se substituer aux indicateurs du tableau 2.7. Les indicateurs de substitution aident à déterminer le niveau de précarité de la situation nutritionnelle

si l'on ne dispose pas de données anthropométriques ni cliniques ou s'il est impossible d'effectuer directement des mesures.

Tableau 2.8. Exemples d'indicateurs complémentaires permettant d'éclairer la situation nutritionnelle

Catégorie	Indicateur
Accès à l'eau	<ul style="list-style-type: none"> Qualité: potable/non potable, traitée/non traitée Quantité: litres par personne et par jour Distance de la source d'eau Durée du trajet aller-retour pour aller chercher de l'eau
Utilisation de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> Capacité de stockage dans la maison: nombre de litres Type de stockage: conteneur couvert/non couvert
Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Type d'assainissement utilisé: latrines familiales, latrines communales, etc. Lavage des mains: toujours, parfois, jamais
État de santé	<ul style="list-style-type: none"> Prévalence des maladies infectieuses: pourcentage d'enfants qui sont tombés malades au cours des deux dernières semaines Prévalence des maladies chroniques Caractéristiques des maladies infectieuses et chroniques: maladies saisonnières ou de longue durée
Soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> Centre de soins ou hôpital le plus proche doté en matériel et en personnel: distance et durée du trajet Présence de services de santé d'urgence: services gouvernementaux, organismes des Nations Unies, ONG ou autres Couverture vaccinale, en particulier contre la rougeole
Pratiques de soins	<ul style="list-style-type: none"> Pratiques de préparation des aliments: hygiéniques/non hygiéniques Fréquence du recours aux soignants professionnels en cas de maladie
Soins aux enfants	<ul style="list-style-type: none"> Pratiques d'alimentation: allaitement, compléments alimentaires, etc. Âge et niveau d'éducation des personnes s'occupant des enfants (des mères) Hygiène des enfants et des personnes qui s'en occupent: acceptable/insuffisante Liens entre les enfants et les personnes qui s'en occupent Liens entre les chefs de ménage et les enfants Autres activités des personnes s'occupant des enfants: travail occasionnel, collecte de l'eau, etc.

Il est difficile d'analyser la situation nutritionnelle à partir de **données qualitatives**. *Seuls des spécialistes expérimentés comme les nutritionnistes ou d'autres experts de la santé* peuvent fournir des informations qualitatives utiles en observant l'aspect physique ou l'état clinique des personnes: degré d'émaciation ou de perte de poids et signes de carences en micronutriments tels que le scorbut, la pellagre et l'héméralopie (cécité nocturne). Ces observations ne peuvent pas être extrapolées à l'ensemble de la population, mais elles permettent parfois de déclencher une enquête nutritionnelle adaptée comprenant des mesures anthropométriques.

Il est également possible de se procurer des informations qualitatives sur la situation sanitaire et nutritionnelle auprès d'informateurs clés. Ainsi, un groupe de concertation composé de mères de jeunes enfants pourrait donner les renseignements suivants:

- description des maladies et des symptômes dont souffrent les enfants, et comparaison avec la situation antérieure, en particulier à la même saison l'année précédente;
- informations sur le cycle des maladies au moyen d'une chronologie historique (voir **partie III, chapitre 4**): les principaux événements (saisons, catastrophes d'origine naturelle et humaine, etc.) sont indiqués sur une chronologie sur laquelle on ajoute la date d'apparition des maladies.

Les renseignements recueillis auprès des groupes de concertation peuvent être communiqués aux nutritionnistes et autres experts de la santé, qui sont à même de formuler des hypothèses sur les problèmes de nutrition et leurs causes et de recommander une action, une enquête anthropométrique, par exemple.

7.3 Indicateurs de la situation de la sécurité alimentaire

Dans toutes les EFSA, il est nécessaire d'utiliser des indicateurs de la situation de la sécurité alimentaire des ménages. Ces indicateurs serviront à évaluer la consommation alimentaire *actuelle* en termes de qualité et de quantité, mais aussi à déterminer si les ménages ont accès à une alimentation et à une nutrition adéquates. La sécurité alimentaire est un vaste concept qui englobe de nombreux facteurs, dont la plupart ne sont associés à aucun indicateur qualitatif ou quantitatif internationalement reconnu. S'agissant des ménages toutefois, il existe des méthodes quantitatives et qualitatives établies permettant d'obtenir des informations fiables sur le sujet. Les indicateurs liés à la consommation alimentaire ou à l'accès à l'alimentation et l'indice des stratégies de survie peuvent tous servir de variables de substitution pour mesurer la sécurité alimentaire.

7.3.1 Indicateurs de la consommation alimentaire

Les indicateurs de la consommation alimentaire sont conçus pour fournir des informations quantitatives ou qualitatives sur le régime alimentaire des ménages. Dans les EFSA, l'indicateur le plus employé dans ce domaine est le **score de la consommation alimentaire**. Il s'agit d'un indicateur de substitution qui reflète la diversité du régime alimentaire ainsi que la valeur (le contenu) en calories, en macronutriments et en micronutriments des aliments consommés. Ce score repose sur la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage sur une période de référence), la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments donné a été consommé sur une période de référence, généralement définie en jours) et l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments. Le score de la consommation alimentaire est calculé à partir des types d'aliments et de la fréquence à laquelle ils sont consommés sur une période de sept jours.

Bien qu'il fournisse des informations essentielles sur le régime alimentaire actuel des personnes, son utilité est limitée pour l'analyse détaillée des habitudes de consommation, et ce pour les raisons suivantes:

- Il est établi sur les sept derniers jours uniquement. Ce critère est insuffisant pour réaliser une analyse complète de la consommation alimentaire sur des périodes plus longues, susceptibles de présenter des variations saisonnières, par exemple.
- Il ne fournit aucune indication sur la quantité des différents aliments consommés.
- Il ne procure aucune information sur la répartition des aliments au sein du ménage, par exemple sur la priorité donnée aux uns ou aux autres.
- Il ne montre pas l'évolution de la consommation alimentaire suite à la crise, sauf si le score de la consommation alimentaire de ménages similaires a été calculé avant celle-ci.

Si les pratiques et les tendances de consommation alimentaires ne sont pas bien comprises, il convient de rechercher des informations supplémentaires. Il est ainsi possible de poser certaines questions sur la consommation alimentaire habituelle afin de compléter le score de la consommation alimentaire des ménages sur sept jours.

Le calcul du score de la consommation alimentaire est expliqué dans l'encadré 2.6¹⁹ et illustré au moyen de l'exemple 2.3.

Encadré 2.6. Calcul du score de la consommation alimentaire

Questionnaire destiné aux ménages

Il est demandé aux ménages d'indiquer les **aliments consommés au cours des sept derniers jours** (voir la liste des aliments dans le tableau 2.9). Chaque aliment reçoit une note de 0 à 7, en fonction du nombre de jours pendant lesquels il a été consommé.

Ainsi:

- si les repas de trois des sept derniers jours ont inclus des pommes de terre, cet aliment reçoit une note de fréquence de consommation de 3;
- la note de fréquence de consommation reste 3 même si le ménage a mangé des pommes de terre deux fois par jour pendant les trois jours en question.

Analyse

Les denrées sont classées par **groupes d'aliments** (voir tableau 2.9) et leurs fréquences de consommation respectives sont additionnées pour chacun de ces groupes. Toute valeur de fréquence cumulée supérieure à 7 est ramenée à 7.

À chaque groupe d'aliments est attribué une **pondération** (voir tableau 2.9 et la remarque qui lui est associée), qui correspond à sa **densité en nutriments**. Ainsi:

.../...

19. Pour plus d'informations sur l'application du score de la consommation alimentaire, voir la fiche technique VAM, Analyse de la consommation alimentaire - Calcul et utilisation du score de consommation alimentaire dans l'analyse de la consommation et de la sécurité alimentaires (*Food Consumption Analysis - Calculation and use of the Food Consumption Score in food consumption and food security analysis*), Sous-Division de l'analyse et cartographie de la vulnérabilité du PAM, janvier 2008.

- les haricots, les pois, les arachides en coques et les noix de cajou reçoivent une pondération de **3**, qui correspond à la forte teneur en protéines des haricots et des pois et à la teneur élevée en lipides des arachides en coques et des noix de cajou;
- le sucre est associé à une pondération de **0,5** parce qu'il ne contient aucun micronutriment et qu'il est habituellement consommé en quantité relativement faible.

Le **score de la consommation alimentaire du ménage** est calculé en multipliant la note totale de fréquence de consommation avec la pondération totale de chaque groupe d'aliments, puis en additionnant les résultats obtenus pour l'ensemble des groupes.

Le score maximal d'un ménage est 112 et signifie que les différents groupes d'aliments ont été consommés tous les jours au cours des sept derniers jours.

Le score est comparé avec des **seuils** prédéfinis, afin de déterminer le niveau de la consommation alimentaire du ménage. Le PAM applique les seuils suivants dans diverses situations:

- consommation alimentaire faible - de 0 à 21;
- consommation alimentaire limite - de 21,5 à 35;
- consommation alimentaire acceptable - > 35.

Ces seuils peuvent être adaptés si nécessaire. Par exemple, dans certaines populations, la consommation de sucre, d'huile, ou de ces deux aliments, peut être fréquente chez presque tous les ménages interrogés, et ce même lorsque la consommation d'autres groupes d'aliments est rare et que le score de la consommation alimentaire est faible par ailleurs. Dans ce cas, si le régime alimentaire de base composé d'huile et de sucre est combiné à la consommation fréquente (sept jours) de féculents uniquement, le score atteint déjà 21, mais il est évident que cette consommation ne peut pas même être qualifiée de "limite". En conséquence, les seuils ci-dessus devraient passer de 21 à 35 et de 28 à 42, en ajoutant à chacun d'eux les 7 points correspondant à la part de la consommation quotidienne d'huile et de sucre dans le score de la consommation alimentaire.

Lorsque la consommation de sucre et d'huile de l'ensemble de la population est élevée, il convient de remplacer les seuils de score de la consommation alimentaire par les valeurs suivantes:

- consommation alimentaire faible - de 0 à 28;
- consommation alimentaire limite - de 28,5 à 42;
- consommation alimentaire acceptable - > 42.

Le tableau 2.9 présente un modèle de calcul du score de la consommation alimentaire et l'exemple 2.3 en donne une application pratique.

Tableau 2.9. Modèle de calcul du score de la consommation alimentaire

Aliment (exemples)*	Groupe d'aliments	Pondération (A)	Nombre de jours de consommation au cours des 7 derniers jours (B)	Note A x B
Maïs, riz, sorgho, mil, pain et autres céréales	Céréales et tubercules	2		
Manioc, pommes de terre et patates douces				
Haricots, pois, arachides en coques et noix de cajou	Légumes secs	3		
Légumes, condiments et légumes-feuilles	Légumes	1		
Fruits	Fruits	1		
Bœuf, chèvre, volailles, porc, œufs et poisson	Viande et poisson	4		
Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	4		
Sucre et produits sucrés	Sucre	0.5		
Huiles, matières grasses et beurre	Huile	0.5		
Score composite				

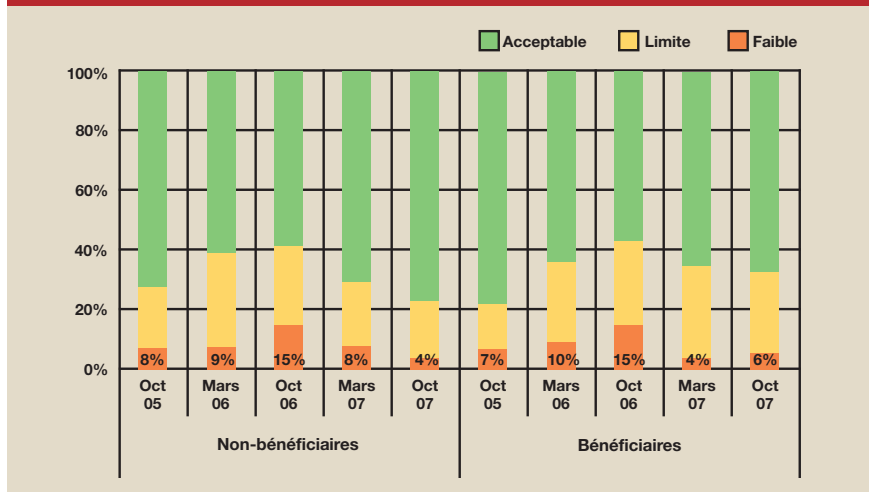
* Si d'autres aliments sont consommés habituellement dans la zone, il convient de les ajouter.

Exemple 2.3. Modèle de score de la consommation alimentaire complété

Aliment	Groupe d'aliments	Pondération (A)	Nombre de jours de consommation au cours des 7 derniers jours (B)	Note A x B
Maïs, riz, sorgho, mil, pain et autres céréales	Céréales et tubercules	2	7	14
Manioc, pommes de terre et patates douces				
Haricots, pois, arachides en coques et noix de cajou	Légumes secs	3	1	3
Légumes, condiments et légumes-feuilles	Légumes	1	2	2
Fruits	Fruits	1	0	0
Bœuf, chèvre, volailles, porc, œufs et poisson	Viande et poisson	4	0	0
Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	4	1	4
Sucre et produits sucrés	Sucre	0.5	4	2
Huiles, matières grasses et beurre	Huile	0.5	2	1
Score composite				26

Le score de la consommation alimentaire est une variable continue, ce qui permet de calculer des statistiques standard telles que la moyenne et la variance ou encore de déterminer les tendances des moyennes dans le temps et d'une catégorie à l'autre. Il est possible d'établir des fréquences et de réaliser des analyses croisées des catégories de consommation alimentaire. L'exemple 2.4 illustre une analyse des tendances du score de la consommation alimentaire de bénéficiaires et de non-bénéficiaires.

Exemple 2.4. Analyse des tendances des scores de la consommation alimentaire



Encadré 2.7. Validation du score de la consommation alimentaire

À partir d'enquêtes menées au Burundi, en Haïti et au Sri Lanka, une étude récente de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a essayé de valider l'emploi du score de la consommation alimentaire pour établir une classification de la sécurité alimentaire des ménages. Les indicateurs de diversification alimentaire et de fréquence de consommation se sont révélés assez utiles. On constate des liens incontestables et significatifs sur le plan statistique avec la consommation de calories par personne, notamment quand les petites quantités sont exclues de la somme des fréquences de consommation. Cependant, les seuils adoptés actuellement par le PAM pour établir les catégories de consommation (faible, limite, acceptable) correspondent à des apports énergétiques sensiblement inférieurs à la moyenne de référence habituelle de 2 100 kcal/personne utilisée pour définir la sous-alimentation. En conséquence, la consommation alimentaire qualifiée de «faible» correspond à une sous-alimentation extrême, et l'apport énergétique des membres des ménages classés dans la catégorie de consommation «acceptable» est inférieur à 2 100 kcal par personne et par jour.

Tableau 2.10. Seuils de score de la consommation alimentaire et niveaux d'apport énergétique par catégorie de consommation alimentaire

Catégorie de consommation alimentaire	Burundi		Haïti	
	Score de la consommation alimentaire	Consommation énergétique correspondante en kcal/personne/jour	Score de la consommation alimentaire	Consommation énergétique correspondante en kcal/personne/jour
Faible	≤ 23	≤ 1 550	≤ 28	≤ 1 600
Limite	> 23 et ≤ 37	> 1 550 et ≤ 1 800	> 28 et ≤ 42	> 1 600 et ≤ 1 900
Acceptable	> 37	> 1 800	> 42	> 1 900

Ces données accentuent l'importance du contexte dans le calcul du score de la consommation alimentaire.

Dans les EFSA, il est recommandé d'adopter les seuils mentionnés dans l'encadré 2.6.

7.3.2 Indicateurs de l'accès à l'alimentation

L'accès à l'alimentation mesure la capacité d'un ménage de se procurer des aliments disponibles sur une période donnée. Cet accès est très fluctuant au sein d'une même région et d'une région à l'autre; il est donc impossible de définir une variable standard unique susceptible d'être appliquée à toutes les situations. Les indicateurs de l'accès à l'alimentation doivent être adaptés aux stratégies de subsistance utilisées par la population de la zone où l'EFSA est réalisée.

Pour mesurer la capacité des personnes de se procurer des aliments, les indicateurs évaluent diverses composantes: activités de subsistance, sources de consommation alimentaire, stocks alimentaires, stratégies de survie adoptées pour obtenir des aliments ou de l'argent, avoirs disponibles ou dépenses.

La connaissance des moyens de subsistance permet de recenser les **stratégies d'accès à la nourriture** des différents groupes de subsistance²⁰. Ainsi:

- les ménages agricoles peuvent se procurer leur nourriture en combinant leur propre production à des achats effectués avec l'argent issu de la vente de leurs produits;
- les ménages pastoraux peuvent consommer des produits d'origine animale tels que le lait et vendre des bêtes pour acheter des céréales et d'autres produits de première nécessité;
- les ménages dont les membres ont une ou plusieurs activités rémunérées peuvent utiliser l'argent gagné pour acheter l'ensemble de leur nourriture sur le marché.

20. Un groupe de subsistance (ou groupe partageant les mêmes moyens de subsistance) est un groupe de personnes ayant les mêmes moyens élémentaires de subsistance et le même mode de vie (principales activités de subsistance et génératrices de revenu similaires, pratiques sociales et culturelles comparables) et exposées de manière identique à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'exemple ci-après illustre la marche à suivre pour définir des indicateurs de l'accès à la nourriture à partir des stratégies de subsistance.

Exemple 2.5. Définition d'indicateurs de l'accès à la nourriture associés aux moyens de subsistance

Dans la zone étudiée, le revenu de certains ménages provient exclusivement du salaire journalier de leurs membres. Les ménages utilisent l'argent gagné pour se procurer des aliments et d'autres articles sur le marché. Toutes les denrées sont achetées sur le marché.

Dans ce cas, les indicateurs de l'accès à l'alimentation doivent faire apparaître le pouvoir d'achat des ménages à partir des éléments suivants:

1. prix des produits de base;
2. taux de salaires;
3. possibilités de travail.

Le tableau 2.11 fournit d'autres exemples d'indicateurs de l'accès à l'alimentation et les circonstances dans lesquelles ils peuvent être utilisés.

Tableau 2.11. Exemples d'indicateurs de l'accès à l'alimentation

Catégorie	Indicateur	Explication	Circonstances et observations
Consommation alimentaire	Sources de nourriture et sources de revenus	Met en évidence la fiabilité et la viabilité des sources de nourriture et des sources de revenus.	Tous les types de situations d'urgence.
Consommation alimentaire	Utilisation d'aliments de dernier recours consommés uniquement en temps de famine	Certaines denrées sont utilisées uniquement en période d'insécurité alimentaire, et leur consommation régulière révèle un problème.	Situations d'urgence à évolution lente ayant atteint un stade critique.
Stocks alimentaires	Diversité des produits alimentaires disponibles	La variété des produits alimentaires disponibles et accessibles déterminera en partie la qualité du régime alimentaire.	Les stocks peuvent être limités par des problèmes de production, le blocage des transports ou des embargos.
Stocks alimentaires	Autosuffisance alimentaire	Durée de stockage des denrées de base pour la consommation des ménages.	Quand la production agricole représente une activité de subsistance prépondérante et que les achats alimentaires sont limités par les difficultés d'accès aux marchés ou le manque de revenus.

Catégorie	Indicateur	Explication	Circonstances et observations
Revenus/ moyens de subsistance	Pouvoir d'achat	Comparaison des revenus ou des dépenses des ménages avec le coût minimum de la vie, pour l'alimentation et d'autres dépenses essentielles.	Tous les types d'urgences, mais il est souvent difficile d'obtenir des estimations précises des revenus ou des dépenses, et le coût de la vie peut varier.
Revenus/ moyens de subsistance	Envois de fonds par des proches	Selon leur importance et leur fréquence, les envois d'argent par les migrants peuvent constituer une source de revenus substantielle pour les ménages, mais il est généralement difficile de quantifier ces transferts. Le lieu où se trouve l'expéditeur et ses liens avec le ménage peuvent parfois servir d'indicateurs de substitution.	Situations dans lesquelles un grand nombre de personnes quittent la zone pour aller chercher du travail.
Dépenses	Termes de l'échange ²¹	Exemples de comparaisons: <ul style="list-style-type: none"> coût des denrées de base et salaire journalier; prix du bétail et prix des céréales. Les termes de l'échange doivent être définis pour chaque groupe de subsistance.	Toute situation d'urgence dans laquelle les échanges économiques jouent un rôle important (ce qui est le cas la plupart du temps).
Avoirs	Avoirs détenus	Avoirs productifs disponibles facilitant la production alimentaire ou la génération de revenus (terres, animaux, compétences). Les avoires pertinents sont déterminés à partir de la connaissance des groupes de subsistance et des activités économiques antérieures et postérieures à la situation d'urgence.	Toute situation d'urgence, mais en tenant compte du niveau de connaissance des moyens de subsistance locaux.
Stratégies de survie	Indicateurs liés à l'alimentation	Les différentes stratégies (comportements) de survie adoptées par les ménages en situation d'urgence sont examinées pour évaluer la gravité de l'insécurité alimentaire.	Certains comportements ne sont que temporaires, mais d'autres sont irréversibles.

L'exemple ci-après présente différents indicateurs de l'accès à l'alimentation. Ces variables doivent toujours être définies en fonction du contexte économique.

21. Outil d'analyse des marchés: termes de l'échange (*Market Analysis Tool: Terms of Trade*), Unité des analyses économiques du PAM, août 2007. Orientations sur l'analyse et la prévision de la situation des marchés et protocole d'intervention (*Guidelines on Market Situation Analysis and Forecast and Response Protocol*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007.

Exemple 2.6. Cas d'emploi d'indicateurs de l'accès à l'alimentation

Sources de nourriture et sources de revenus

- Un ménage se procure la plupart de ses aliments à travers l'aide fournie par une organisation humanitaire internationale. Cette source est considérée comme insuffisante en raison de son manque de fiabilité et de stabilité. Le ménage n'a pas de revenu, car il a récemment rejoint un camp pour personnes déplacées. Ses sources de revenus sont donc également considérées comme insuffisantes. La combinaison de sources de nourriture insuffisantes et de sources de revenus insuffisantes permet de conclure que l'accès du ménage à l'alimentation est faible.
- Un autre ménage reçoit la plus grande partie de sa nourriture des distributions de secours; ses sources de nourriture sont donc elles aussi insuffisantes. Pour autant, ce ménage conserve l'accès à une partie de ses champs et peut récolter et vendre quelques cultures de rapport. En outre, le ménage reçoit régulièrement des transferts de fonds d'un proche travaillant dans la capitale. Les sources de revenus du ménage sont bonnes. La combinaison de sources de nourriture insuffisantes et de bonnes sources de revenus permet de conclure que le ménage bénéficie d'un accès à l'alimentation moyen.

L'élaboration de cet indicateur est illustrée dans l'exemple 2.7.

Utilisation d'aliments de dernier recours consommés uniquement en temps de famine

- Les ménages d'une zone se nourrissent de leurs cultures et des aliments achetés sur les marchés. Certaines plantes sauvages sont nutritives, mais ne sont généralement pas consommées parce qu'elles ont mauvais goût et qu'elles révèlent qu'un ménage ne peut pas se procurer sa nourriture par les voies normales, ce qui les rend socialement inacceptables en tant qu'aliments. Une EFSA indique qu'un nombre croissant de ménages mangent ces plantes, signe du recul de l'accès aux aliments habituels.
- Dans un environnement urbain, le recours aux soupes populaires du gouvernement est mal perçu. Les ménages qui les utilisent sont considérés comme étant en situation d'échec. Une EFSA fait apparaître une augmentation du nombre de ces ménages.

Il peut être difficile d'obtenir des données précises sur ces pratiques, car les personnes concernées hésitent à admettre qu'elles y font appel. Les informations doivent être recoupées, par exemple en examinant le nombre de personnes qui se présentent aux soupes populaires.

Accès aux ressources naturelles

Une communauté pastorale dépend du bétail pour sa consommation de produits laitiers et vend des produits d'origine animale pour acheter des aliments et d'autres articles essentiels. Un conflit limite la mobilité de ses membres et la superficie de pâturages disponibles; les pasteurs sont donc amenés à réduire la taille de leurs troupeaux en vendant des animaux. Le prix du bétail diminue et le pouvoir d'achat des pasteurs recule, tout comme leur accès direct aux produits laitiers. Ainsi, c'est l'accès à l'alimentation de l'ensemble de la communauté qui se dégrade.

Pouvoir d'achat

Des enquêtes sur les marchés montrent que le coût minimum de la vie par personne s'élève à 60 dollars des États-Unis par mois. Lors d'une enquête sur les ménages, il est demandé aux informateurs de décrire leurs sources de revenus et les gains mensuels correspondants. Les résultats sont comparés au coût minimum de la vie de 60 dollars.

Il peut être extrêmement difficile d'obtenir des données précises sur les revenus et dépenses, notamment si une grande partie de l'économie est informelle et que la population tire ses revenus de plusieurs sources. Les informateurs sous-estiment fréquemment leurs revenus et dépenses, soit qu'ils ne savent pas combien ils ont gagné ou dépensé dans le mois (ces chiffres sont variables), soit qu'ils sont réticents à communiquer ces informations à un étranger. L'enquête peut également omettre certaines composantes non monétaires cruciales du revenu des ménages, telles que les dons ou les cadeaux en nature. Il convient donc d'employer cet indicateur avec précaution.

Termes de l'échange

- Les ménages dépendent du riz acheté sur le marché pour leur alimentation de base. Pour subvenir à leurs besoins, les plus défavorisés recourent essentiellement au travail occasionnel. Les travailleurs gagnent 60 dollars par mois en moyenne. Si le kilogramme de riz coûte 0,5 dollar, le salaire mensuel moyen d'un travailleur équivaut à 120 kg.
- Si cet indicateur est suivi sur la durée, il est possible de retracer les grandes tendances de l'accès à l'alimentation. Par exemple, si le prix du riz double pour atteindre 1 dollar le kilo et que les salaires restent constants, le gain mensuel d'un travailleur représentera 60 kg de riz, soit un brusque recul de l'accès à l'alimentation.
- Il est possible de déterminer un ratio minimum riz/salaire en dessous duquel l'accès des ménages à l'alimentation est considéré comme insuffisant. Ce ratio dépendra de la quantité de riz nécessaire à un ménage moyen et des autres dépenses que doivent couvrir les salaires, entre autres facteurs.

Autosuffisance alimentaire

Dans une communauté, les ménages conservent à peu près la moitié de leurs récoltes pour leur propre consommation. Cet apport ne couvre pas la totalité de leurs besoins alimentaires, de sorte que les ménages doivent avoir une source de revenus pour acheter des aliments et d'autres articles nécessaires. Leurs revenus proviennent en partie de la vente des récoltes et en partie d'autres activités, telles que la pêche et la vente de bétail. Pour estimer l'accès à l'alimentation, la durée de conservation des stocks alimentaires après les récoltes est comparée avec la fiabilité de la principale source de revenus. Dans cet exemple, les stocks alimentaires pour la consommation des ménages sont classés de la façon suivante:

- faibles - jusqu'à deux mois de réserves;
- moyens - de trois à sept mois de réserves;
- bons - plus de sept mois de réserve.

De la même façon, on distingue les sources de revenus selon qu'elles sont faibles, moyennes ou bonnes. Les deux variables sont ensuite combinées. Ainsi, un ménage possédant de faibles stocks alimentaires et de faibles sources de revenus est considéré comme ayant un faible accès à l'alimentation. Un ménage possédant de bons stocks alimentaires mais de faibles sources de revenus est considéré comme ayant un accès moyen à l'alimentation.

Avoirs détenus

- Dans une zone agricole, où l'accès à la terre est parfois le principal facteur de l'accès à l'alimentation, la superficie de terres par membre du ménage peut se révéler un indicateur utile.
- Les personnes déplacées qui ont perdu la plupart de leurs biens dépendent de leurs compétences pour subvenir à leurs besoins. Dans ce cas, le niveau d'éducation et les qualifications professionnelles peuvent servir d'indicateurs pour mesurer les avoirs humains.
- L'accès aux avoirs peut varier selon le sexe, et les ménages dirigés par une femme sont parfois défavorisés par rapport à ceux dirigés par un homme.

.../...

Envois de fonds²²

Une zone est touchée par une sécheresse (situation d'urgence à évolution lente) qui a entraîné la perte généralisée des avoirs de subsistance. On sait que les personnes ayant des parents proches qui travaillent dans d'autres parties du pays ou à l'étranger s'en sortent mieux, car ceux-ci leur envoient généralement un peu d'argent. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données précises sur le montant de ces transferts, le lieu où se trouve le travailleur migrant donne une indication de l'importance de cette source de revenus pour le ménage. Par exemple, si le parent travaille:

- de manière occasionnelle dans la capitale du district, l'amélioration de l'accès du ménage à l'alimentation sera peu importante;
- dans les mines d'une autre partie du pays, l'amélioration de l'accès du ménage à l'alimentation sera moyenne;
- dans les installations pétrolières des pays du Golfe, l'amélioration de l'accès du ménage à l'alimentation sera substantielle.

Dans la plupart des situations, les marchés jouent un rôle déterminant dans l'accès à l'alimentation. Une grande partie des indicateurs du tableau 2.11 mesurant cet accès reposent sur les interactions entre les marchés. Il est donc essentiel de disposer de variables illustrant la façon dont ces marchés fonctionnent.

Le tableau 2.12 présente les principaux indicateurs de marché. Certains d'entre eux ne s'appliquent pas à toutes les situations, et il est possible d'en ajouter selon le contexte²³.

Il convient d'examiner l'évolution dans le temps de bon nombre de ces indicateurs en les comparant à la période correspondante des années précédentes et aux tendances des semaines ou des mois passés. **Si l'on ne dispose pas d'enquêtes de référence ou d'évaluations précédentes, il est souvent possible de se procurer des informations fiables sur les tendances enregistrées et l'explication de ces phénomènes auprès des commerçants.**

22. Voir la fiche technique n° 1, Prise en compte des migrations et des déplacements de populations dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (*Integrating Migration and Displacement into Emergency Food Security Assessments*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, mai 2007. *Remittances during crises: implications for humanitarian response*, K. Savage et P. Harvey, dir. pub., rapport n° 25 du Humanitarian Policy Group, Institut britannique de développement outre-mer (ODI), mai 2007.

23. Pour plus d'informations sur l'analyse des marchés, voir *Analyse des marchés dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (Market Analysis in Emergency Food Security Assessments)*, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, août 2007.

Tableau 2.12. Indicateurs de marché

Interactions des ménages avec les marchés	
Sources: enquêtes auprès des ménages, discussions avec des groupes de concertation, entretiens avec des informateurs clés	
Production familiale vendue: denrées de base, cultures de rapport, bétail, produits d'origine animale	<ul style="list-style-type: none"> • Quantité vendue • Part vendue de la production familiale totale • Prix obtenu • Motifs de la vente
Nourriture achetée sur les marchés: détail par aliment	<ul style="list-style-type: none"> • Quantité par semaine et par mois • Part dans la consommation alimentaire totale du ménage • Prix • Variations saisonnières • Accès au crédit accordé par les commerçants
Participation au marché du travail	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du ménage effectuant des travaux occasionnels ou saisonniers • Accès des hommes et des femmes au marché du travail • Type de travail et saison(s) • Salaire(s) journalier(s) • Part de cette source de revenus dans le revenu annuel
Fonctionnement des marchés	
Source: entretiens avec des commerçants	
Prix des principaux produits de base: denrées de base, cultures de rapport, bétail, carburant, etc.	<ul style="list-style-type: none"> • Principaux produits de base disponibles • Prix actuels et à la même époque l'année dernière • Marges actuelles et à la même époque l'année dernière • Écart de prix et tendances au cours des semaines ou mois écoulés • Impact de l'aide alimentaire sur les prix • Perception de l'évolution future des prix
Sources des principaux produits de base	<ul style="list-style-type: none"> • Produits locaux, provenant d'autres parties du pays ou importés • Problèmes de circulation des marchandises
Volume des échanges	<ul style="list-style-type: none"> • Quantités de produits de base vendus et variations saisonnières • Variation de l'offre et de la demande des principaux produits de base au cours des semaines ou mois écoulés • Vitesse de réaction en cas d'évolution de l'offre ou de la demande • Tendances au cours des semaines ou mois écoulés • Explications de ces évolutions
Termes de l'échange	<ul style="list-style-type: none"> • Denrées de base/bétail • Cultures de rapport/céréales • Salaire journalier/céréales
Marché du travail	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes recherchant du travail tous les jours comparé au nombre de personnes qui en trouvent • Variation de l'offre et de la demande de travail selon les saisons • Salaire journalier et variations saisonnières
Commerçants	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de commerçants et tendances au cours des semaines ou mois écoulés • Accès au crédit • Taille des stocks des principaux produits de base • Impact de l'aide alimentaire sur leur disposition à faire du commerce • Coûts de transaction: transport, taxes, etc.

.../...

Au niveau des districts et au niveau national

Sources: examen de données secondaires, entretiens avec des informateurs clés

Caractéristiques des marchés	<ul style="list-style-type: none">• Localisation• Gros, détail, etc.• Zones couvertes par les marchés• Distance entre les marchés• Fréquence des marchés
Indice des prix à la consommation	<ul style="list-style-type: none">• Tendances récentes, différenciées par district autant que possible
Principales routes commerciales	<ul style="list-style-type: none">• Produits de base échangés• Routes commerciales intérieures et internationales• Facilité de circulation des marchandises: sur les plans matériel et administratif
Variation des prix d'un marché à l'autre	<ul style="list-style-type: none">• Prix sur différents marchés• Coûts de transaction
Part des importations de produits alimentaires dans le pays/district	<ul style="list-style-type: none">• Pourcentage
Taux de change	<ul style="list-style-type: none">• Fluctuation et impact sur les importations et les exportations
Données par pays/district	<ul style="list-style-type: none">• Inflation• Taux de pauvreté• Évolution du revenu national brut (RNB) par habitant et du produit intérieur brut (PIB) par habitant• Taux de chômage• Taux d'intérêt
Réglementations	<ul style="list-style-type: none">• Changements importants en matière de politique commerciale

L'exemple ci-après présente des cas d'utilisation des informations relatives aux marchés dans l'élaboration d'indicateurs de l'accès à l'alimentation.

Exemple 2.7. Utilisation d'informations sur les marchés pour définir des indicateurs de l'accès à l'alimentation

Pour chacun des trois indicateurs de l'accès à l'alimentation ci-après, des exemples de données associées au marché susceptibles d'être intégrées sont fournis. D'autres informations utiles sur les marchés doivent être exploitées selon le contexte.

Indicateur de l'accès à l'alimentation: sources de nourriture et sources de revenus

- **Stabilité des prix:** les prix des denrées sur le marché et les prix payés aux producteurs sont-ils stables?
- **Sources de nourriture:** d'où proviennent les denrées proposées sur le marché? Sont-elles importées (d'autres parties du pays ou de l'étranger), quelle est la fiabilité de l'approvisionnement?
- **Marché du travail:** combien de jours par mois un travailleur occasionnel peut-il espérer travailler? Ce chiffre est-il stable?

Indicateur de l'accès à l'alimentation: pouvoir d'achat

- **Stabilité des prix:** le coût des denrées essentielles et des articles non alimentaires augmente-t-il, diminue-t-il ou reste-t-il stable par rapport à la normale pour cette période de l'année?

Indicateur de l'accès à l'alimentation: termes de l'échange

- **Denrées de base/travail:** le coût des denrées de base sur le marché est surveillé et comparé au salaire mensuel moyen d'un travailleur occasionnel. Cet indicateur permet d'évaluer la situation de l'accès à l'alimentation de groupes de subsistance dépendant principalement du travail occasionnel.
- **Prix du bétail/prix des céréales:** la baisse des prix du bétail par rapport à ceux des céréales s'est révélée un indicateur fort de la dégradation de l'accès à l'alimentation et de la sécurité alimentaire générale dans les communautés pastorales.

7.3.3 Description de la situation actuelle de la sécurité alimentaire des ménages

Dans les EFSA et les CFSVA, la sécurité alimentaire des ménages est décrite principalement à partir de son niveau à court terme et de la classification qui en découle. Cette classification est dérivée de la consommation alimentaire actuelle des ménages, qui sert ici d'indicateur de substitution afin de fournir un instantané de la situation de la sécurité alimentaire au moment où les données sont collectées.

La classification de la sécurité alimentaire en fonction de la consommation des ménages est une étape essentielle des EFSA et des CFSVA et le point de départ de l'analyse de la situation et de la détermination des scénarios possibles (voir **partie IV, section 4.2**).

Les ménages sont classés selon leur score de la consommation alimentaire (faible, limite ou acceptable). Ce score ne traduit pas toujours la situation actuelle des ménages en termes de sécurité alimentaire, et les informations sur l'accès de ces ménages à l'alimentation et leurs sources d'approvisionnement sont alors cruciales pour déterminer leur situation réelle.

La description de la sécurité alimentaire actuelle des ménages s'appuie ainsi sur le score de la consommation alimentaire et les seuils qui lui sont associés (voir encadré 2.6). On qualifie généralement²⁴ la sécurité alimentaire d'un ménage de «faible» lorsque le score de la consommation alimentaire est inférieur ou égal à 21, de «limite» quand ce score est compris entre 21,5 et 35 et d'«acceptable» s'il est supérieur à 35.

La catégorisation de la consommation alimentaire des ménages est un instrument standard, objectif et réutilisable permettant de décrire la **sécurité alimentaire à court terme**. Elle peut être normalisée en se servant du score de la consommation alimentaire des ménages comme point de comparaison. Bien qu'il faille tenir compte du contexte lors de l'interprétation du score de la consommation alimentaire, cette méthode de normalisation est acceptable car ce score est bien défini²⁵ et mesurable de manière objective. Lorsque les seuils de score de la consommation alimentaire

24. Ces seuils peuvent être augmentés de 7 points chacun, comme cela est expliqué dans l'encadré 2.6.

25. Il sera souvent nécessaire d'élaborer un questionnaire par pays afin d'adapter l'évaluation de la consommation alimentaire des ménages au contexte local.

sont établis correctement, les catégories de consommation alimentaire obtenues coïncident, dans une certaine mesure, avec les niveaux d'apports alimentaires qui leur sont normalement associés (voir encadré 2.7).

Si le score de la consommation alimentaire ne reflète pas correctement la situation de la sécurité alimentaire du moment, **il peut s'avérer nécessaire d'adapter la description de la sécurité alimentaire à court terme des ménages**. C'est le cas pour les ménages dont les sources de nourriture sont précaires ou bien dont les stratégies d'accès à l'alimentation sont incertaines et compromettent leurs moyens de subsistance futurs ou si radicales qu'elles mettent en péril la santé des membres du ménage. Les bénéficiaires des distributions de vivres en sont un bon exemple, car leur consommation alimentaire est acceptable au moment de l'évaluation, mais leur sécurité alimentaire serait faible sans ces aides.

L'emploi des seuils de score de la consommation alimentaire pour décrire la sécurité alimentaire actuelle doit être triangulé avec d'autres indicateurs de la sécurité alimentaire, tels que l'indice des stratégies de survie, les revenus ou le niveau de production.

Dans une EFSA, la description de la sécurité alimentaire actuelle ne doit pas s'arrêter à la seule catégorisation de la consommation alimentaire des ménages. Il convient de mener une analyse complète de la situation en incluant des témoignages sur l'évolution du contexte général de la sécurité alimentaire et sur les facteurs de subsistance critiques liés à la résilience, aux mécanismes de survie et à la manière dont la génération des revenus et la production alimentaire façonneront l'accès futur à l'alimentation.

Par conséquent, la description de la situation actuelle de la sécurité alimentaire des ménages doit servir uniquement de point de départ et de référence. **Les chapitres 3 et 4 de la partie IV**, consacrées à la réalisation d'une analyse de situation et d'une analyse prévisionnelle, prolongent cet exposé ponctuel en introduisant des projections sur les évolutions à venir.

L'analyse de la situation commence par la description de la sécurité alimentaire actuelle des ménages, qui repose sur la conjugaison du score de la consommation alimentaire et de l'étude des moyens de subsistance de manière à obtenir une classification juste de la sécurité alimentaire future. On décide ensuite des ajustements à apporter en fonction d'autres indicateurs de la sécurité alimentaire et de l'analyse des moyens de subsistance, en s'attachant aux perspectives d'accès des ménages à l'alimentation dans un avenir proche et à plus longue échéance. En principe, l'analyste doit s'appuyer sur une combinaison d'indicateurs quantitatifs et d'informations qualitatives. Les indicateurs contextuels utilisés pour classer la sécurité alimentaire des ménages sont similaires à ceux répertoriés dans le tableau 2.11 :

- sources de revenus, stratégies de survie précaires ou dommageables, endettement, détresse;

- production, stocks, réserves;
- sources de nourriture, y compris l'approvisionnement alimentaire total;
- avoirs détenus, accès aux ressources naturelles.

L'analyse fondée uniquement sur la consommation alimentaire des ménages **ne doit pas servir** à cibler de manière simpliste l'assistance alimentaire au cours de la mise en œuvre des programmes. La description de l'insécurité alimentaire actuelle des ménages ne débouche pas automatiquement sur la nécessité d'une assistance alimentaire: toutes les personnes dont la consommation alimentaire est faible au moment de la collecte des données n'ont pas nécessairement besoin d'aide et certains ménages dont la consommation alimentaire est qualifiée de bonne aujourd'hui peuvent avoir besoin d'aide demain. Pour définir les modalités d'assistance, il est essentiel de bien comprendre comment les ménages accèdent à l'alimentation et subviennent à leurs besoins, mais aussi de prévoir les effets des chocs sur leurs moyens de subsistance et sur l'évolution générale de la situation.

7.3.4 Indicateurs des stratégies de survie

L'**indice des stratégies de survie (CSI)** est souvent utilisé comme indicateur de substitution pour déterminer le niveau de sécurité alimentaire. Ses composantes peuvent être exploitées pour analyser la structure des stratégies de survie²⁶. L'indice est établi à partir des réponses à des questions construites sur le modèle suivant: «Au cours des sept derniers jours, si vous avez manqué de nourriture ou d'argent pour acheter des aliments, avec quelle fréquence votre ménage a-t-il dû...»

Un résumé de la procédure d'élaboration de l'indice des stratégies de survie est fourni dans l'encadré ci-après.

Encadré 2.8. Procédure d'établissement de l'indice des stratégies de survie

- Les stratégies de survie habituelles axées sur l'alimentation auxquelles recourt la **communauté** sont recensées lors d'entretiens avec des groupes de concertation et des informateurs clés.
- Les informateurs clés locaux attribuent une **pondération** à chacune des stratégies de survie, en fonction de la **gravité** des circonstances dans lesquelles elles sont adoptées. Ainsi, les adultes peuvent réduire légèrement leur consommation suite à une insécurité alimentaire de courte durée sans que cela dénote de problèmes majeurs à long terme. En revanche, la vente d'avoirs productifs de premier ordre, tels que le bétail ou l'outillage, peut être le signe d'un niveau extrême d'insécurité alimentaire.
- L'enquête sur le terrain répertorie les stratégies de survie **actuelles** axées sur l'alimentation auxquelles recourent les personnes ainsi que la fréquence de ce recours.

.../...

26. Pour plus d'informations sur l'indice des stratégies de survie, voir *The Coping Strategies Index - Field Methods Manual*, deuxième édition, CARE, Feinstein International Center, Tango, United States Agency for International Development (USAID), PAM, janvier 2008

d) Une note est attribuée aux différentes stratégies adoptées par chaque ménage:

- Note = (fréquence du recours à la stratégie de survie) x (pondération).

e) Les notes respectives des différentes stratégies de survie sont additionnées afin d'obtenir le **score composite** de chacun des ménages.

Ce score n'a de sens que s'il est comparé à un autre facteur:

- La comparaison des scores des **différents ménages au même moment** donne une indication de leur sécurité alimentaire **relative** (l'insécurité alimentaire du ménage X sera, par exemple, plus grave que celle du ménage Y).
- La comparaison des scores du **même ménage**, ou groupe de ménages, **dans le temps** fournit des informations utiles sur l'évolution de la sécurité alimentaire: amélioration, dégradation ou stabilisation.

Le score composite peut également être **étalonné** par rapport à d'autres indicateurs de la sécurité alimentaire. Par exemple, un score de 95 peut être utilisé pour indiquer une insécurité alimentaire grave s'il a été constaté, par d'autres moyens dignes de foi, que ce score avait l'insécurité alimentaire grave comme corollaire direct.

L'exemple de calcul de l'indice des stratégies de survie présenté ci-après est tiré d'une étude réalisée au Kenya extraite du document de CARE et du PAM intitulé *Coping Strategies Index - Field Methods Manual*.

Exemple 2.8. Calcul de l'indice des stratégies de survie

Au cours des 30 derniers jours, faute de nourriture suffisante, avec quelle fréquence votre ménage a-t-il dû:	Tout le temps/ tous les jours	Assez souvent/ 3 à 6 fois par semaine	Occasionnellement/ 1 à 2 fois par semaine	Rarement/ moins d'une fois par semaine	Jamais	Note brute	Pondération de la gravité	Note = fréquence relative x pondération
Note de fréquence relative	7	4,5	1,5	0,5	0			
a. Recourir à des aliments moins appréciés et moins chers?		X				4,5	2	9,0
b. Emprunter des vivres ou solliciter l'aide d'un ami ou d'un parent?			X			1,5	4	6,0
c. Acheter des produits alimentaires à crédit?			X			1,5	4	6,0
d. Cueillir des plantes sauvages, chasser ou récolter les cultures avant maturité?					X	0	8	0

Au cours des 30 derniers jours, faute de nourriture suffisante, avec quelle fréquence votre ménage a-t-il dû:	Tout le temps/ tous les jours	Assez souvent/ 3 à 6 fois par semaine	Occasionnellement/ 1 à 2 fois par semaine	Rarement/ moins d'une fois par semaine	Jamais	Note brute	Pondération de la gravité	Note = fréquence relative x pondération
e. Utiliser les stocks de semences prévus pour la saison prochaine?					X	0	6	0
f. Envoyer des membres du ménage se nourrir ailleurs?				X		0,5	4	2,0
g. Envoyer des membres du ménage mendier?					X	0	8	0
h. Limiter la taille des parts pendant les repas?	X					7	2	14,0
i. Réduire la consommation des adultes pour nourrir les enfants?			X			1,5	6	9,0
j. Nourrir les membres du ménage qui travaillent, au détriment de ceux qui ne travaillent pas?					X	0	4	0
k. Rationner l'argent disponible et acheter des aliments préparés?					X	0	S/O	-
l. Diminuer le nombre de repas par jour?		X				4,5	2	9,0
m. Passer des journées entières sans manger?					X	0	8	0
Score composite total du ménage								55,0

Comme l'indique l'encadré 2.8, l'indice des stratégies de survie fournit un score par ménage (55,0 dans l'exemple 2.8). Cependant, à moins que la signification de ce score n'ait été établie au moyen d'un étalonnage fiable ou que l'indice des stratégies de survie n'ait été collecté plusieurs fois sur une même période, le score composite seul

ne donne guère d'indication sur le niveau **absolu** d'insécurité alimentaire du ménage. Il permet, en revanche, d'effectuer une comparaison de la sécurité alimentaire **relative** des différents ménages dont l'indice a été calculé au cours de l'évaluation.

Il ne faut pas en conclure que cet indice ne doit pas être compilé. Au contraire, il s'avère une référence utile pour les évaluations futures. Le niveau **absolu** de la sécurité alimentaire est déterminé à partir des informations liées aux stratégies de survie et aux circonstances dans lesquelles les ménages ont recours à celles-ci (voir encadré ci-dessous).

Encadré 2.9. Élaboration des indicateurs des stratégies de survie

Méthode d'analyse des stratégies de survie au cours d'une EFSA

Cette approche s'appuie sur la combinaison des données qualitatives et quantitatives qui ont été collectées:

- Des informations de référence sur les stratégies de survie locales sont recueillies lors d'une discussion avec un groupe de concertation.
- Les informations réunies servent à concevoir le questionnaire, qui permet à son tour d'obtenir des données quantitatives analysées comme indiqué ci-après.

Au cours d'un entretien avec un groupe de concertation de la communauté évaluée, les questions suivantes sont posées:

- Dans cette communauté, quelles stratégies les ménages adoptent-ils quand ils n'ont pas assez de nourriture ou pas assez d'argent pour acheter des aliments?
- Quels sont les groupes communautaires susceptibles de recourir à chacune de ces stratégies?
- Dans quelles circonstances les différentes stratégies sont-elles adoptées?

Les réponses à ces questions permettent de définir la situation de la sécurité alimentaire et la gravité associée à chaque stratégie.

Un tableau est ensuite compilé. Le tableau ci-après *utilise des exemples de stratégies de survie*.

Stratégie	Groupes utilisant la stratégie	Conséquences
1. Achat de nourriture moins chère	Tous	Alerte
2. Déscolarisation des enfants	Tous	Moyens de subsistance futurs compromis
3. Réduction du nombre de repas	Tous	
4. Migration de ménages entiers pour rechercher du travail	Ménages sans terres	
5. Vente de terres	Propriétaires de terres	Moyens de subsistance compromis

Partant de cet exemple, le groupe de concertation pourrait convenir des points suivants:

- Les stratégies 4 et 5 sont adoptées pendant les périodes de grave insécurité alimentaire.
- Les stratégies 2 et 3 sont adoptées quand l'insécurité alimentaire est modérée ou s'accroît, mais qu'elle n'est pas encore considérée comme grave.
- La stratégie 1 correspond à un ménage non exposé actuellement, mais dont la situation doit être surveillée.

La fréquence avec laquelle les diverses stratégies de survie sont utilisées peut également être prise en compte lors des discussions visant à évaluer la gravité de la situation de la sécurité alimentaire.

Une fois établie la typologie des stratégies auxquelles les populations *pourraient* faire appel, des données qualitatives ou quantitatives sont collectées pour déterminer les stratégies auxquelles elles recourent *effectivement*. En cas d'utilisation de données quantitatives, il convient d'inclure des questions relatives aux stratégies de survie relevées lors des discussions avec le groupe de concertation. Les données obtenues sont analysées pour déterminer quels ménages adoptent des stratégies associées à un niveau d'insécurité alimentaire modéré ou grave, selon les informations communiquées par le groupe de concertation.

Des recherches récentes ont abouti à la mise au point d'une version allégée de l'indice des stratégies de survie. Cet indice, baptisé **indice simplifié des stratégies de survie**, compare la sécurité alimentaire dans différents contextes. Il s'agit d'un sous-ensemble de l'indice contextuel des stratégies de survie, qui est calculé à partir d'un groupe donné de comportements associés chacun à une pondération universelle de leur gravité. L'indice simplifié est moins utile pour identifier les ménages les plus vulnérables d'une zone, mais il s'avère précieux pour comparer diverses crises ou effectuer un ciblage géographique, car il mesure le même groupe de comportements et fait appel aux mêmes pondérations. Les comportements mesurés au moyen de l'indice simplifié sont les suivants:

- utilisation d'aliments moins appréciés et moins chers;
- emprunt de vivres ou sollicitation de l'aide d'un ami ou d'un parent;
- limitation de la taille des parts pendant les repas;
- réduction de la consommation des adultes pour nourrir les enfants;
- diminution du nombre de repas par jour.

Exemple 2.9. Calcul d'un indice simplifié des stratégies de survie

Au cours des 7 derniers jours, si vous avez manqué de nourriture ou d'argent pour acheter des aliments, avec quelle fréquence votre ménage a-t-il dû:	Note brute	Pondération universelle de la gravité	Note pondérée = fréquence x pondération
Note de fréquence relative			
a. Recourir à des aliments moins appréciés et moins chers?	5	1	5
b. Emprunter des vivres ou solliciter l'aide d'un ami ou d'un parent?	2	2	4
c. Limiter la taille des parts pendant les repas?	7	1	7
d. Réduire la consommation des adultes pour nourrir les enfants?	2	3	6
e. Diminuer le nombre de repas par jour?	5	1	5
Score composite total du ménage - indice simplifié des stratégies de survie	Somme des totaux pour chaque stratégie		27

Partie III

Planification et mise en œuvre d'une EFSA



Table des matières de la Partie III

1	Introduction	96
2	Planification d'une EFSA	97
2.1	Facteurs de déclenchement d'une EFSA	98
2.1.1	Urgences liées à un choc soudain	98
2.1.2	Urgences liées à une crise à évolution lente ou une crise prolongée	99
2.2	Objectifs et mandat	99
2.3	Budget	100
2.4	Plan d'analyse et besoins d'information	100
2.5	Compilation et examen des données secondaires et des documents de référence	101
2.6	Méthodes de collecte des données primaires	105
2.7	Échantillonnage	108
2.7.1	Base de l'échantillonnage	109
2.7.2	Types d'échantillonnage	109
2.7.3	Échantillonnage par choix raisonné	110
2.7.3.1	Principes de l'échantillonnage par choix raisonné	110
2.7.3.2	Détermination de la taille de l'échantillon	112
2.7.3.3	Sélection des secteurs géographiques	113
2.7.3.4	Sélection de sites dans les secteurs géographiques retenus	114
2.7.3.5	Sélection des ménages et des personnes sur les sites retenus	115
2.7.3.6	Exemple d'échantillonnage par choix raisonné	116
2.7.3.7	Échantillonnage cumulatif	117
2.7.3.8	Échantillonnage de commodité	117
2.7.4	Échantillonnage aléatoire	118
2.7.4.1	Principes de l'échantillonnage aléatoire	118
2.7.4.2	Stratification géographique	119
2.7.4.3	Détermination de la taille de l'échantillon	120
2.7.4.4	Sélection de sites/grappes dans les secteurs géographiques	122
2.7.4.5	Sélection de ménages ou de personnes à l'intérieur des sites	123
2.7.4.6	Exemple d'échantillonnage aléatoire	126
2.8	Ressources humaines	128
2.9	Administration et logistique	130
2.10	Procédures de communication, de sécurité et d'urgence	131
2.11	Information	131
2.12	Calendrier de l'évaluation	131
3	Travail sur le terrain	134
3.1	Préparatifs quotidiens	134
3.2	Discussion avec les responsables communautaires	135
3.3	Collecte des données primaires	135
3.4	Réunions d'équipe	135
3.5	Réunion de clôture avec la communauté	135
3.6	Analyse quotidienne	135

4	Collecte des données primaires	137
4.1	Importance de la qualité des données primaires	137
4.2	Méthodes de collecte des données primaires	140
4.3	Réalisation de la collecte des données primaires	143
4.3.1	Questionnaires formels	143
4.3.1.1	Conduite de l'entretien	143
4.3.1.2	Élaboration du questionnaire	144
4.3.2	Entretiens semi-structurés	145
4.3.2.1	Conduite de l'entretien	145
4.3.2.2	Constitution de la liste de référence	146
4.3.3	Enquêtes auprès des ménages	146
4.3.4	Discussions avec des groupes communautaires	147
4.3.5	Discussions avec des groupes de concertation	149
4.3.6	Entretiens avec des informateurs clés	152
4.3.7	Observation	154
4.3.7.1	Observation informelle	154
4.3.7.2	Observation des ménages	155
4.3.7.3	Marches transversales d'observation	155
4.3.7.4	Observation structurée	155
4.4	Outils participatifs pour la collecte des données primaires	156
4.4.1	Calendriers quotidiens	157
4.4.2	Calendriers saisonniers	157
4.4.3	Chronologie historique	158
4.4.4	Empilement proportionnel	159
4.4.5	Classement par paires	160

Introduction

Après avoir défini les trois types d'EFSA dans la **partie I**, puis les besoins d'information et les indicateurs dans la **partie II**, intéressons-nous maintenant à la planification d'une évaluation et à la collecte de données primaires. La **partie III** traite des points suivants:

- **planification d'une EFSA** - étapes préliminaires aux activités sur site;
- **aspects logistiques** - gestion du travail sur site et des activités quotidiennes;
- **collecte des données primaires** - importance de la qualité de ces données, approches et outils employés pour leur collecte.

Les différents besoins en termes de planification, de logistique et de collecte des données primaires varient selon qu'il s'agit d'une EFSA initiale, rapide ou approfondie. La présente partie fournit des orientations générales sur la réalisation d'une EFSA, mais il est important d'étudier les besoins associés à chaque type d'évaluation afin d'adapter la planification, la logistique et d'autres fonctions en conséquence.

Planification d'une EFSA

Toute évaluation doit faire l'objet d'une planification rigoureuse de manière à décider des activités à l'avance et à en établir le calendrier.

L'équipe chargée de la planification doit être élargie au maximum tout en tenant compte du temps disponible. Impliquer les partenaires clés dans la planification de l'EFSA permet de partager les connaissances de la situation, de renforcer la transparence et de mettre en évidence les difficultés rencontrées. En outre, cette collaboration facilitera probablement l'acceptation et l'utilisation par les parties prenantes des conclusions de l'évaluation dans les interventions programmées. Les représentants des autorités nationales ou locales et des organisations participant à l'évaluation devraient intervenir dans la planification. Il en va de même pour les organisations concernées par les résultats de l'évaluation, notamment celles qui travaillent dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire et les donateurs.

Le degré de consultation dépend de l'urgence de la situation et des capacités des organisations participantes. Ainsi, lorsque des plans d'intervention en cas d'urgence détaillés ont déjà été élaborés, il peut être inutile de multiplier les consultations. En cas de choc soudain, le bon sens doit être la règle. Dans ce type de situation, les objectifs de l'évaluation sont généralement évidents²⁷; il est probable que seules les parties prenantes *clés* seront consultées, en personne ou par téléphone, afin de définir et de communiquer rapidement les buts à atteindre.

Les **objectifs clés** de la planification d'une EFSA sont les suivants:

1. déterminer s'il est nécessaire de réaliser une évaluation, en s'aidant des facteurs de déclenchement²⁸;
2. définir les objectifs et le mandat de l'évaluation;
3. établir le budget;
4. élaborer un plan d'analyse et répertorier les besoins d'information;

27. Pour plus d'informations, reportez-vous à la fiche technique n° 6, Évaluations initiales de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (*Initial Emergency Food Security Assessments*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, novembre 2007.

28. Pour plus d'informations, reportez-vous à la fiche technique n° 4, Facteurs de déclenchement d'une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence lors de crises à évolution lente (*Trigger Criteria for an Emergency Food Security Assessment in Slow-Onset Crisis Situations*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, novembre 2007.

5. examiner les informations secondaires et collecter des documents de référence;
6. choisir la méthode de collecte des données;
7. décider de la méthode d'échantillonnage;
8. mettre sur pied et former les équipes d'évaluation;
9. traiter les aspects administratifs et logistiques;
10. élaborer les procédures de communication, de sécurité et d'urgence;
11. informer les équipes d'évaluation;
12. établir le calendrier de l'évaluation.

L'ordre des tâches n'est pas fixe et le processus est *itératif*: à l'issue de chaque opération, il peut être nécessaire d'en renouveler ou d'en adapter une autre. Ainsi, l'examen des questions logistiques peut conduire à ajuster la méthode d'échantillonnage.

2.1 Facteurs de déclenchement d'une EFSA

Une EFSA doit être lancée lorsque certains facteurs de déclenchement en font clairement apparaître la nécessité. Par *facteur de déclenchement d'une évaluation*, on entend un événement ou une série d'événements indiquant que la situation de la sécurité alimentaire ou de la nutrition se dégrade ou a déjà atteint un niveau de crise. Les indicateurs de déclenchement utilisent les données collectées par les systèmes d'alerte rapide et de suivi de la sécurité alimentaire et se composent de diverses variables génériques et spécifiques signalant la nécessité de s'intéresser de plus près à la situation. Exemples: niveaux des récoltes de cultures de base, écart entre les récoltes et les besoins alimentaires à l'échelle nationale ou infranationale, prix des denrées de base sur les marchés, termes de l'échange de ces produits contre des avoirs clés tels que le bétail et le travail, taux de malnutrition aiguë, taux de mortalité et stratégies de survie liées au contexte indiquant une pénurie alimentaire²⁹. Si l'une des variables surveillées atteint un niveau préoccupant, une évaluation initiale doit être engagée.

Il existe trois types d'EFSA: évaluation initiale, évaluation rapide et évaluation approfondie (voir **partie I**).

2.1.1 Urgences liées à un choc soudain

Les situations d'urgence résultent souvent de catastrophes de grande ampleur telles que des tremblements de terre, des inondations ou l'éclatement d'un conflit. On procède généralement à une **évaluation initiale** pour avoir une idée globale de la nature et de l'étendue de la crise et réunir rapidement les informations sur lesquelles

29. L'établissement d'un système de suivi à partir d'indicateurs pour le déclenchement d'EFSA dans des situations de crise à évolution lente est décrit en détail dans la fiche technique n° 4, Facteurs de déclenchement d'une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence lors de crises à évolution lente (*Trigger Criteria for an Emergency Food Security Assessment in Slow-Onset Crisis Situations*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, novembre 2007.

reposent les premières étapes du plan d'intervention³⁰. Une **évaluation rapide** de suivi est alors réalisée si une analyse plus détaillée est nécessaire ou si une brusque évolution du contexte rend les informations de l'évaluation initiale obsolètes.

L'évaluation rapide de suivi n'est pas nécessaire si:

- tout montre que la crise n'aura pas d'impact sur la nutrition et la sécurité alimentaire;
- d'autres organisations ont mené des évaluations fournissant suffisamment d'informations *fiabiles*;
- il apparaît clairement que le gouvernement ou d'autres organisations sont en mesure de faire face à tous les besoins.

2.1.2 Urgences liées à une crise à évolution lente ou une crise prolongée

Les sécheresses, le déclin économique, la dégradation de l'environnement, les conflits de longue durée et les pandémies telles que le VIH et le sida font partie des crises à évolution lente ou prolongées. Les **évaluations approfondies** réunissent des informations précises et représentatives sur les populations touchées. Le facteur de déclenchement d'une EFSA est toutefois moins évident que dans le cas de chocs soudains, car la situation se détériore *progressivement*, et aucune aggravation brusque ou de grande ampleur n'attire l'attention. Sachant qu'il n'est parfois pas souhaitable ni possible de réaliser fréquemment des EFSA de grande envergure, il est primordial de suivre la dégradation de la situation et d'agir avant que la crise ne s'installe.

Les crises de sécurité alimentaire à évolution lente doivent être surveillées en continu en déployant tous les moyens possibles:

- bureaux de terrain, où le personnel observe la situation lors des visites sur site et des entretiens avec les parties prenantes;
- organisations partenaires, à travers les communications régulières avec les organismes publics, notamment dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de la météorologie, et organisations travaillant dans les secteurs concernés, telles que les organisations spécialisées des Nations Unies et les ONG;
- les systèmes officiels de surveillance, qui comparent les indicateurs de déclenchement sélectionnés à des références prédéfinies.

2.2 Objectifs et mandat

Le processus de planification repose sur les objectifs et le mandat de l'EFSA. Ces éléments sont définis en concertation avec les destinataires des résultats de l'évaluation, notamment les décisionnaires des bureaux de pays et les partenaires:

30. Des orientations détaillées sur la réalisation de ce type d'évaluation sont fournies dans la fiche technique n° 6, Évaluations initiales de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (*Initial Emergency Food Security Assessments*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, novembre 2007.

- les objectifs décrivent les produits attendus de l'évaluation (voir **partie I**);
- le mandat définit les modalités de réalisation de l'évaluation ainsi que les rôles et les responsabilités de l'équipe d'évaluation.

2.3 Budget

Le budget est établi à partir des techniques envisagées pour la collecte des données, de la méthode d'échantillonnage, du personnel d'évaluation et des véhicules et autres équipements nécessaires aux activités programmées. Tous ces éléments dépendent à leur tour des objectifs et du mandat de l'évaluation. Il peut être nécessaire de modifier les méthodes adoptées si le budget obtenu excède les ressources disponibles.

Le budget des activités de l'EFSA définira:

- **le profil professionnel des membres de l'équipe:** si le budget est limité, il est possible de faire appel uniquement à un petit nombre de collaborateurs expérimentés, ce qui limite la portée de l'évaluation et les méthodes utilisées; ces collaborateurs doivent être affectés à la gestion des équipes sur le terrain ou à l'analyse des données, par exemple;
- **la logistique:** les aspects budgétaires détermineront probablement la quantité et le type de matériel disponible ainsi que l'organisation logistique des activités sur le terrain.

Le PAM a élaboré des politiques et des procédures afin de couvrir, en partie au moins, le coût des évaluations³¹. Dans certains cas, une situation d'urgence très médiatisée par exemple, il est possible de financer l'évaluation en totalité au moyen de dons extérieurs.

2.4 Plan d'analyse et besoins d'information

Le plan d'analyse définit le cadre de la collecte des informations et de l'interprétation des constatations en tenant compte des objectifs de l'EFSA. Il précise:

- les informations nécessaires pour atteindre les objectifs;
- la façon dont ces renseignements doivent être recueillis;
- la ou les source(s) des données.

La **partie II** fournit des indications sur l'élaboration et l'utilisation du plan d'analyse dans le but de déterminer les besoins d'information.

31. Politiques et procédures d'utilisation du compte d'intervention immédiate [CII] (*Policies and Procedures for the Use of the Immediate Response Account [IRA]*), directive conjointe du Département des opérations et du Département de l'administration du PAM, 18 octobre 2005 (OD2005/005, A 2005/009).

2.5 Compilation et examen des données secondaires et des documents de référence

Les données secondaires comprennent l'ensemble des informations contextuelles disponibles sur la zone et la population locale avant la crise en cours, ainsi que les renseignements recueillis par d'autres organisations sur la situation.

Un examen approfondi de ces données est indispensable pour définir les objectifs de l'évaluation et les éventuels besoins d'information supplémentaires. Cet examen permet également de limiter les doublons. En effet, si des données de bonne qualité ont été réunies récemment par une autre organisation, il est inutile de recommencer lors de l'EFSA.

Le tableau ci-après fournit des exemples de données secondaires et de sources correspondantes.

Tableau 3.1. Sources de données secondaires	
Type d'informations	Exemples de sources
Informations sur la zone et sa population avant la crise actuelle	
Enquêtes de référence sur la nutrition et la sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - CFSVA: PAM - Données de référence sur l'économie alimentaire: Save the Children - Enquête nutritionnelle: Ministère de la santé, UNICEF - FEWS NET
Enquêtes de référence sur la production alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - CFSAM: PAM/FAO - Gouvernement: Ministère de l'agriculture, par exemple
Enquêtes sur les marchés	Gouvernements, universités, Banque mondiale, Nations Unies, ONG
Rapports sociaux, politiques, historiques et anthropologiques	Universités, publications
Informations sur la crise actuelle collectées par d'autres organisations	
Évaluations récentes	Gouvernements, autres organisations: Nations Unies, ONG
Enquêtes de référence sur l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques gouvernementales - Rapports des Nations Unies et d'ONG - Enquêtes de référence et de suivi du PAM
Comptes rendus des médias	Agences de presse locales et internationales

Si les ressources le permettent, une personne ou une petite équipe peut être chargée de passer en revue les données secondaires afin de répertorier les documents utiles. Ces personnes doivent être pleinement au courant des objectifs et du mandat de l'évaluation.

Il convient d'étudier attentivement la **fiabilité** des données secondaires en tenant compte de leur origine, de la méthode utilisée, des possibles biais, de leur ancienneté, de leur pertinence et de leur concordance avec celles d'autres sources. Cet examen mettra en évidence les informations manquantes, qui seront collectées directement sous forme de données primaires au cours de l'EFSA.

Le tableau ci-après propose un modèle de détermination des déficits d'information à partir de l'étude des données secondaires disponibles.

Tableau 3.2. Détermination des déficits d'information, exemples

Question	Besoins d'information	Source secondaire 1	Source secondaire 2	Source secondaire...	Moyens de combler les déficits d'information (avec les informations primaires)
Existe-t-il un problème de sécurité alimentaire ou de nutrition?	Les données font-elles état d'une mortalité excessive?	Les données de l'enquête réalisée il y a 6 mois font apparaître un taux de mortalité de 1 personne pour 10 000 par jour.	Un médecin déclare dans la presse locale que le taux de mortalité «semble reculer».	Une évaluation rapide menée récemment par une ONG indique une augmentation du nombre d'enterrements au cours des 3 derniers mois.	Collecter des données sur le nombre de décès au cours des 6 derniers mois dans les villages échantillonnés.
	Les données font-elles état d'une malnutrition aiguë?	Une ONG spécialisée dans la nutrition a réalisé une enquête anthropométrique dans 3 des 5 districts touchés il y a 3 semaines.	Les moyens de subsistance et les répercussions de la crise dans les 2 autres districts semblent différents de ceux des 3 districts étudiés.		Réaliser une enquête anthropométrique dans les 2 autres districts, en reprenant la méthode adoptée par l'ONG.

Question	Besoins d'information	Source secondaire 1	Source secondaire 2	Source secondaire...	Moyens de combler les déficits d'information (avec les informations primaires)
Existe-t-il un problème de sécurité alimentaire ou de nutrition?	Certaines personnes ont-elles perdu leurs terres ou l'accès à la terre?	Les données économiques du gouvernement révèlent une progression des ventes de terres et une baisse du prix de la terre dans les zones touchées par la sécheresse.	Une enquête sur les marchés menée par l'université locale n'indique aucune augmentation du nombre de personnes à la recherche d'emplois occasionnels.	Un rapport de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) ne fait état d'aucune migration inhabituelle à l'intérieur ou à partir de la zone touchée.	Identifier les personnes qui vendent des terres. Ces ventes sont-elles dues à la crise? Si tel est le cas, comment les personnes compensent-elles la perte de leurs terres?
	Comment les personnes se procurent-elles de la nourriture actuellement?	Une enquête sur les marchés menée par une ONG locale montre que la demande de produits alimentaires onéreux tels que la viande a diminué.	Une EFSA rapide réalisée par le PAM il y a 3 mois montre que la consommation alimentaire de la plupart des ménages (mesurée par le SCA) était acceptable.	Le centre de soins local relève une augmentation des carences en micronutriments chez les enfants âgés de moins de 5 ans.	Les données disponibles semblent indiquer une dégradation de l'accès à la nourriture sur les 3 derniers mois. L'EFSA analysera la situation actuelle et recherchera les causes de ce phénomène.

Comme le montre l'exemple 3.1, il convient de tenir compte des données secondaires fiables disponibles pour déterminer les types d'informations primaires à collecter lors d'une EFSA.

Exemple 3.1. Utilisation des données secondaires pour déterminer les informations nécessaires

La sécheresse entraîne des mauvaises récoltes généralisées et une dégradation de la santé du bétail.

L'un des objectifs d'une EFSA est d'évaluer les répercussions des mauvaises récoltes sur l'accès à la nourriture. Des sources secondaires fournissent les informations suivantes:

- Source 1: une enquête récente et fiable sur les marchés révèle que le prix des denrées de base a doublé depuis l'année dernière à la même époque et que le prix du bétail a diminué d'un tiers.
- Source 2: une évaluation des moyens de subsistance réalisée il y a cinq ans indique que 25 pour cent de la population achètent des denrées de base avec le produit de la vente de leur bétail et que 50 pour cent consomment leur propre production tout en vendant leurs cultures de rapport.

.../...

- Source 3: les informateurs clés rapportent que la part relative des propriétaires de bétail et des agriculteurs a évolué au cours des cinq dernières années, mais il est impossible d'estimer les pourcentages de manière fiable.

Ces informations sont résumées dans le tableau ci-après.

Question	Besoins d'information	Source 1	Source 2	Source 3	Moyens de combler les déficits d'information
Quelles sont les répercussions des mauvaises récoltes sur l'accès à la nourriture?	Prix actuel des récoltes	2X	---	---	---
	Prix des récoltes l'année dernière à cette époque	X*	---	---	---
	Prix actuel du bétail	0,67 Y	---	---	---
	Prix du bétail l'année dernière à cette époque	Y**	---	---	---
	Proportion des ménages qui achètent de la nourriture avec le produit de la vente de bétail	---	25 %	Évolution constatée	Déterminer la proportion et le nombre de ménages actuels
	Proportion des ménages qui achètent de la nourriture grâce à la production et à la vente des récoltes	---	50 %	Évolution constatée	Déterminer la proportion et le nombre de ménages actuels

X* = prix des récoltes l'année dernière à cette époque.

Y** = prix du bétail l'année dernière à cette époque.

Ce tableau fournit les indications suivantes:

- Nous disposons de données précises sur les prix, car la source 1 est extrêmement fiable. Il ne sera donc pas nécessaire de collecter ces informations au cours de l'évaluation.
- Les données sur la proportion et le nombre de ménages qui utilisent l'une ou l'autre des stratégies de subsistance sont obsolètes. Il faudra donc obtenir ces informations au cours de l'évaluation.

Les renseignements sur les prix issus des données secondaires sont combinés à ceux sur les stratégies de subsistance tirés des données primaires et secondaires afin d'estimer les répercussions des mauvaises récoltes sur les deux groupes concernés.

Les données secondaires fournissent aussi des informations contextuelles capitales pour le processus d'analyse (voir **partie IV**).

Les **documents de référence** obtenus auprès des sources secondaires sont également utiles pour la planification des EFSA; ils incluent notamment les éléments suivants:

- **Données démographiques** - Il est précieux de disposer de données précises et à jour sur la démographie et la localisation des populations afin de déterminer la marche à suivre pour collecter les informations (voir **section 2.6**) et la stratégie d'échantillonnage (voir **section 2.7**). Il faut tenir compte des sources et de la précision estimée des informations lors de la planification des activités sur le terrain et de la communication des résultats.
- **Cartes** - Elles sont utiles pour concevoir la méthode d'échantillonnage, mais aussi pour planifier et mettre en œuvre les activités sur le terrain. Un tracé des informations disponibles sur la situation d'urgence (mouvements de population, routes et pistes d'atterrissage endommagées, par exemple) est réalisé sur les cartes les plus récentes dont on dispose pour la zone concernée.
- **Rapports et bulletins de crise** - Dans de nombreuses situations d'urgence, des bulletins réguliers du gouvernement, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d'autres sources suivent notamment l'évolution des mouvements de population, des interventions humanitaires, de la sécurité ou des problèmes logistiques.

Des données primaires sont collectées pour la plupart des EFSA, mais il peut arriver que les données secondaires soient suffisamment détaillées, fiables et à jour pour répondre à l'ensemble des besoins d'information. *Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de collecter des données primaires.*

2.6 Méthodes de collecte des données primaires

Les méthodes de collecte des informations déterminent la manière dont les données primaires sont recueillies durant l'évaluation des besoins. Voici certaines des questions clés auxquelles il faut répondre:

- S'agit-il d'une évaluation initiale, rapide ou approfondie?
- L'évaluation reposera-t-elle sur des questionnaires standard, des entretiens semi-structurés ou une combinaison des deux?
- Quels types d'entretiens seront réalisés - entretiens avec des ménages, discussions avec des groupes communautaires, discussions avec des groupes de concertation, entretiens avec des informateurs clés, etc.?
- Procédera-t-on à un échantillonnage aléatoire, par choix raisonné ou d'un autre type?

Le **chapitre 4** fournit des informations sur les méthodes et techniques de collecte des données primaires.

Le procédé d'échantillonnage et les méthodes de collecte des données primaires se heurtent toujours à des **problèmes pratiques**. Les difficultés les plus courantes sont exposées ci-après.

Sécurité

- Si la zone évaluée est peu sûre, il faut réduire le nombre de personnes sur le terrain et la durée de leurs activités. Ces restrictions ont une incidence sur la méthode d'échantillonnage et les données recueillies, car elles limitent le nombre de ménages et de sites susceptibles d'être consultés ou visités. Il est possible de remplacer les entretiens avec des ménages par des groupes de concertation afin de réunir des informations plus rapidement.
- S'il est impossible de se rendre dans la zone touchée, les évaluateurs devront s'appuyer uniquement sur les données secondaires disponibles et les entretiens menés avec des personnes arrivant de la région en question.

Accès physique

- Les activités sur le terrain peuvent être limitées par la faiblesse des infrastructures de transport et de communication. Les membres des équipes d'évaluation doivent tenir compte de divers facteurs: état des routes, autres moyens de transport disponibles, durée du trajet pour se rendre dans les zones touchées et en revenir ou encore possibilité pour les équipes de rester en contact avec les bureaux de terrain.
- Si certaines zones ne sont pas accessibles, on peut interroger des témoins arrivant de ces régions, tels que des personnes déplacées ou le personnel d'organisations humanitaires.

Temps et ressources disponibles

- La période de l'évaluation est parfois dictée par les priorités des programmes. Les résultats de l'évaluation peuvent, par exemple, servir à élaborer des propositions de projet et des appels à projet: opérations d'urgence, interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR), appels éclairs ou appels globaux des Nations Unies. Les organisations partenaires peuvent également avoir des besoins d'information et des échéances spécifiques.
- Certains problèmes de ressources risquent d'empêcher le bureau de pays et les partenaires de poursuivre une évaluation de longue durée, auquel cas l'appui du bureau régional ou du Siège peut être nécessaire. Il faut garder à l'esprit que les évaluations mettent toujours le bureau de pays à contribution en prenant des ressources (personnel, administration, véhicules, etc.) à d'autres activités.

Nature de l'urgence

- Dans une situation d'urgence évoluant rapidement, l'évaluation des besoins doit chercher à réunir les données essentielles: quelle est l'origine du risque? quels sont les groupes ou les individus concernés? où se trouvent-ils? Pour recueillir ces informations rapidement, il faut sélectionner des informateurs clés et procéder à des observations et à un échantillonnage par choix raisonné. Les évaluations rapides sont réalisées jusqu'à ce que la situation se stabilise et qu'une évaluation plus détaillée puisse être entreprise.
- Dans une crise à évolution lente, les besoins d'information sont moins urgents. On peut consacrer davantage de temps à l'élaboration de méthodes rigoureuses et à la réalisation d'une enquête approfondie à l'aide d'un échantillonnage en deux étapes.

Les EFSA se différencient selon leur type et leur contexte. L'exemple ci-après expose des scénarios courants et les méthodes de collecte de données correspondantes.

Exemple 3.2. Choix des méthodes d'échantillonnage et de collecte des données dans différents scénarios

Situations d'urgence dues à un choc soudain

Évaluation initiale

Scénario 1: survenue d'un choc soudain, comme un tremblement de terre, un déplacement de population, etc.

- Il s'agit d'une **situation d'urgence**. Des vies humaines sont en danger. Les informations doivent être réunies en une journée afin de lancer les opérations de secours.
- La situation est **extrêmement instable**. Elle évolue en permanence. L'évaluation des besoins doit être actualisée tous les jours.
- Le **temps disponible est limité**. Les programmes sanitaires et alimentaires sont parfois nécessaires immédiatement.
- La **zone à couvrir est peu étendue**. La plupart des victimes peuvent être atteintes rapidement avec les moyens de transport à disposition.
- L'ensemble de la zone est **accessible**.

Dans ce scénario, il convient d'adopter une méthode d'évaluation instantanée:

- Les informateurs clés constituent la principale source d'information. Il s'agit notamment de secouristes locaux et de personnes arrivant de la zone touchée qui sont en mesure d'expliquer et de localiser les problèmes avec précision. Des visites rapides sur les sites les plus durement touchés sont organisées à partir des renseignements fournis par les informateurs clés. Des observations et de brefs entretiens avec des personnes se trouvant dans ces zones sont réalisés. Par exemple, les centres de soins et les morgues fournissent des données de base permettant d'estimer le nombre de morts et de blessés.
- En principe, ce type d'évaluation est actualisé au moins une fois par jour tant que la situation ne s'est pas stabilisée (voir scénario suivant).

Évaluation rapide

Scénario 2: la situation d'urgence provoquée par un choc soudain s'est stabilisée (les mouvements massifs de populations s'arrêtent et le nombre de morts et de blessés diminue, par exemple), mais on redoute une épidémie en raison des conditions de vie insalubres.

- Bien que le risque de mortalité soit moins élevé que dans le premier scénario, la situation reste **urgente**, car les abris et l'approvisionnement en eau ne sont pas adaptés et la menace d'épidémie est constante.
- La situation est **moins instable**. Les mouvements de population ont cessé, et il n'y a pas de risque imminent d'autres chocs.
- Le **temps disponible est limité**, mais la stabilisation de la situation permet d'adopter une démarche de collecte des informations plus rigoureuse que dans le premier scénario.
- Les caractéristiques de la zone et son accessibilité sont identiques dans les deux scénarios.

Il s'agit toujours d'une évaluation rapide, mais les informations sont recueillies avec plus de rigueur que dans le scénario précédent:

.../...

- Si la population est concentrée dans une zone peu étendue, telle qu'un camp de réfugiés, une ville ou un petit groupe de villages, l'évaluation des besoins est réalisée en un ou deux jours. Les zones plus vastes demandent davantage de temps, et il convient alors de visiter en priorité les zones les plus touchées. En conséquence, la méthode la plus utilisée est celle de l'échantillonnage **par choix raisonné**.
- Les informateurs clés continuent de fournir une vue d'ensemble des événements. Des services de secours (services de santé et d'approvisionnement en eau et en vivres, par exemple) ont été mis en place; leur personnel est également consulté.
- Les entretiens avec les personnes touchées sont menés de façon plus rigoureuse. S'il existe des listes de personnes, comme dans le cas d'un camp de réfugiés, on réalise un **échantillonnage aléatoire simple** (voir encadré 3.2) afin de déterminer les ménages à interroger. En l'absence de telles listes, la zone est cartographiée avec le concours des informateurs clés, et des zones prioritaires sont définies. On sélectionne des ménages dans ces zones à l'aide des techniques d'échantillonnage aléatoire présentées à la **section 2.7.3.5**.
- Des entretiens semi-structurés avec des ménages, des groupes de concertation et des informateurs clés peuvent être combinés avec une enquête par questionnaire.

Situations d'urgence liées à une crise à évolution lente

Évaluation approfondie

Scénario 3: crise à évolution lente, comme une sécheresse ou un conflit de longue durée.

- La crise en elle-même **n'est ni urgente ni instable**. La situation se dégrade lentement depuis quelque temps et un événement vient de déclencher la conduite d'une évaluation des besoins (voir **section 2.1**).
- **Il n'y a aucune contrainte de temps**, mais les résultats de l'évaluation doivent être fournis rapidement en vue de la programmation.
- La zone peut être vaste ou peu étendue.

Un **échantillonnage stratifié en deux étapes** est réalisé (voir encadré 3.2): secteurs (strates) → sites → ménages. Si la situation le permet, on utilise des échantillons aléatoires de sites et de ménages sur ces sites. S'il est impossible de constituer de tels échantillons, les sites sont retenus à l'aide d'un échantillonnage par choix raisonné, et les ménages sont sélectionnés de manière aléatoire ou par la personne qui mène les recherches. On procède ensuite à des entretiens semi-structurés et à des enquêtes par questionnaire.

2.7 Échantillonnage

Lors d'une EFSA, il n'est normalement ni possible, ni souhaitable de couvrir la totalité des sites et des ménages touchés par la situation d'urgence. Il convient donc de définir un **échantillon**. Un échantillon est une sélection de ménages ou de personnes appartenant à la population concernée. Il doit être représentatif de l'ensemble de la population et permettre de réduire la durée et le coût de la collecte des données. Lorsque l'échantillon est représentatif, les résultats de l'**enquête par sondage** peuvent être extrapolés à toute la population.

Il est extrêmement important de sélectionner l'échantillon à l'aide d'une méthode rigoureuse. Cette section présente les termes clés de l'échantillonnage et fournit des orientations permettant de choisir la méthode la plus adaptée selon la situation.

2.7.1 Base de l'échantillonnage

La base de l'échantillonnage représente la zone et la population ciblées par l'évaluation, une région ou un groupe de population (personnes déplacées, par exemple). **Elle doit être définie au début du processus de planification de l'évaluation.**

La base de l'échantillonnage peut comprendre uniquement les zones et les groupes **directement touchés** par la situation d'urgence. Elle peut également inclure des zones et des groupes **touchés indirectement**, mais qui subissent des répercussions tout aussi graves: zones dans lesquelles les personnes déplacées se sont installées³²; populations qui accueillent ces personnes; et zones dont l'économie pâtit de la situation d'urgence, par exemple celles dont les marchés sont dépendants dépendent de produits d'une région où sévit une sécheresse.

Les zones et groupes de population directement et indirectement touchés sont déterminés à partir des informations secondaires et d'entretiens menés avec des informateurs clés.

2.7.2 Types d'échantillonnage

Le choix de la méthode d'échantillonnage dépend du temps et des ressources disponibles, du niveau d'accès aux populations et des objectifs spécifiques de l'évaluation. On distingue deux principaux types d'échantillonnage: **probabiliste** et **non probabiliste**. Les deux méthodes d'échantillonnage suivantes sont couramment utilisées dans les EFSA:

- **Échantillonnage par choix raisonné** (non probabiliste): la personne qui effectue les recherches choisit les groupes à interroger. L'échantillonnage non probabiliste ne comporte pas de sélection aléatoire, et les résultats ne peuvent donc pas être extrapolés à l'ensemble de la population. Cela étant, il permet de sélectionner des cas intéressants et de mieux comprendre la situation lorsqu'un échantillonnage aléatoire est impossible. Les unités d'échantillonnage qui semblent représentatives sont sélectionnées, mais la généralisation des constatations à partir d'un tel échantillon est toujours contestable.

Les techniques d'échantillonnage par choix raisonné sont normalement utilisées pour les évaluations initiales et rapides, à la suite de chocs soudains.

- **Échantillonnage aléatoire** (probabiliste): tous les membres de la population ont une chance connue et non nulle d'être sélectionnés. Cette technique de sondage repose sur la théorie statistique formelle qui permet de calculer des estimations fiables et de limiter les biais. Les résultats peuvent être extrapolés à l'ensemble de la population avec un degré de précision qui dépend de la taille de l'échantillon et de la variabilité de l'indicateur.

32. Fiche technique n° 1, Prise en compte des migrations et des déplacements de populations dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (*Integrating Migration and Displacement into Emergency Food Security Assessments*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, mai 2007.

Les techniques d'échantillonnage aléatoire sont normalement utilisées pour les évaluations approfondies, lors de crises à évolution lente ou lorsque la situation d'urgence s'est stabilisée.

Le tableau ci-après indique les circonstances dans lesquelles chaque type d'échantillonnage est employé.

Tableau 3.3. Cas d'emploi des différents types d'échantillonnage

Méthode d'échantillonnage	Circonstances
Non probabiliste	Évaluations initiales et rapides
Échantillonnage par choix raisonné	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune donnée démographique disponible ou données non fiables - Accès restreint à certaines zones seulement - Temps disponible limité - Situation instable évoluant en permanence - Méthode destinée aux EFSA initiales, rapides ou approfondies
Échantillonnage cumulatif	<ul style="list-style-type: none"> - Très peu d'informations disponibles sur la localisation des groupes ou des personnes - Personnes réticentes à l'idée de figurer sur une liste - Temps disponible très limité - Méthode utilisée dans une EFSA initiale afin de fournir des informations générales en vue d'une évaluation rapide ou approfondie
Échantillonnage de commodité	<ul style="list-style-type: none"> - Temps disponible ou accès aux populations limité - Méthode utilisée dans une EFSA initiale afin de fournir des informations générales en vue d'une évaluation rapide ou approfondie
Probabiliste	Évaluations approfondies
Échantillonnage aléatoire	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité de disposer d'estimations objectives, dont la précision est connue - Données démographiques disponibles - Zone touchée accessible dans sa totalité - Situation raisonnablement stable - Temps disponible suffisant pour se rendre dans tous les ménages sélectionnés et effectuer le nombre d'entretiens nécessaires - Méthode destinée aux EFSA rapides et approfondies lors de crises à évolution lente ou après stabilisation de la situation d'urgence

2.7.3 Échantillonnage par choix raisonné

Cette section présente les **méthodes d'évaluation initiale et rapide** faisant appel à l'échantillonnage par choix raisonné.

2.7.3.1 Principes de l'échantillonnage par choix raisonné

Cette technique de sondage peut être employée dès qu'une des conditions suivantes se vérifie:

- Il est difficile d'atteindre l'ensemble des zones, des ménages ou des membres de la population.
- Il n'existe aucune information fiable sur la localisation des populations et le nombre de personnes concernées.

- Le temps disponible ne permet pas de rencontrer le nombre de ménages et de personnes nécessaire aux analyses statistiques utilisant un échantillon aléatoire. La priorité est donnée aux zones les plus durement touchées, telles que les régions agricoles en cas de sécheresse ou les villages habités par les groupes pris pour cible lors d'un conflit.
- De nombreux éléments tendent à démontrer que les risques en termes de nutrition et de sécurité alimentaire se concentrent dans certaines zones ou sur certains groupes de population, tels que des groupes de subsistance particuliers ou des personnes déplacées. Dans de nombreux cas, il est impossible d'établir une base d'échantillonnage permettant de subdiviser ces groupes ou zones en strates.
- Les objectifs de l'évaluation nécessitent d'étudier certaines questions de manière approfondie. Par exemple, si l'EFSA doit fournir des informations détaillées sur les répercussions de la désorganisation des marchés, priorité sera donnée aux groupes de personnes qui dépendent de ces marchés: commerçants, exploitants qui vivent de cultures de rapport et personnes qui se procurent leur nourriture sur les marchés.

Contrairement aux données fournies par l'échantillonnage aléatoire, les informations recueillies au moyen de l'échantillonnage par choix raisonné ne peuvent pas être extrapolées à l'ensemble de la population, mais il est possible de généraliser les constatations dégagées dans les cas suivants:

- Toutes les données sont recoupées par triangulation (voir **partie IV**). Cette opération consiste à vérifier le degré de concordance de renseignements issus de nombreuses sources. Si les informations d'au moins trois sources fiables convergent, les conclusions peuvent être considérées comme exploitables.
- L'échantillonnage par choix raisonné est associé à des entretiens semi-structurés pour collecter les données primaires (voir **section 4.3.2**). Cette méthode permet d'avoir des discussions approfondies avec les interlocuteurs et donc de mieux appréhender la crise, ses causes et ses effets. Les conclusions de tous les entretiens semi-structurés constituent une base saine permettant de *juger* dans quelle mesure les données peuvent être extrapolées.

La représentativité de l'échantillon n'étant pas connue, toute généralisation réalisée au moyen de l'échantillonnage par choix raisonné serait subjective (biaisée), et les intervalles de confiance des estimations dépourvus de signification.

L'échantillonnage par choix raisonné nécessite de bien connaître le contexte, c'est-à-dire le type d'urgence et les caractéristiques de la population. Ces connaissances proviennent initialement de l'étude des données secondaires (voir **section 2.5**). Si celles-ci sont incomplètes ou imprécises ou que la situation évolue rapidement, il est possible de modifier l'échantillonnage au cours de l'évaluation. Des groupes de population et des zones peuvent être ajoutés ou supprimés, par exemple, à mesure que l'on reçoit des informations sur la crise.

L'échantillonnage par choix raisonné peut être associé à des techniques de sondage aléatoire. On peut ainsi sélectionner des ménages au moyen d'un échantillonnage *aléatoire* sur un site choisi à l'aide d'un échantillonnage par choix raisonné. Il est à noter que cette combinaison ne rend pas l'échantillon statistiquement représentatif, car il faudrait que *la totalité du processus d'échantillonnage applique les principes de l'échantillonnage aléatoire* (voir **section 2.7.4**).

2.7.3.2 Détermination de la taille de l'échantillon

Avec la méthode par choix raisonné, il n'existe pas de formule pour définir la taille de l'échantillon. Celle-ci doit être évaluée en fonction de l'hétérogénéité prévue des zones, des groupes de population, des sites, des ménages et des personnes. Lorsque ces unités sont très différentes les unes des autres, il convient de constituer un échantillon étendu, mais il faut également tenir compte du temps et des ressources disponibles. Si les unités à sonder sont similaires, il est possible de réduire la taille de l'échantillon, comme l'illustre l'exemple ci-après.

Exemple 3.3. Populations hétérogènes: implications pour l'échantillonnage par choix raisonné

Une EFSA est réalisée dans les zones urbaines et rurales d'une région dont l'économie s'effondre. L'un des objectifs est de déterminer les répercussions de la crise sur les moyens de subsistance. L'équipe d'évaluation décide qu'elle a besoin pour cela d'un échantillon représentatif des différents groupes de subsistance.

Dans la zone urbaine, les six principaux groupes de subsistance suivants sont identifiés:

- fonctionnaires;
- commerçants;
- professionnels de formation supérieure - médecins, ingénieurs, enseignants, etc.;
- salariés - vendeurs, magasiniers, superviseurs des travaux de construction, etc.;
- travailleurs occasionnels;
- personnes sans emploi/mendiants.

Pour comprendre la situation et tenir compte des contraintes de temps, l'équipe décide d'interroger dix ménages de chaque groupe de subsistance. La taille totale de l'échantillon de la zone urbaine est donc de $6 \times 10 = 60$ ménages.

Dans la zone rurale, les trois principaux groupes de subsistance suivants sont répertoriés:

- agriculteurs utilisant leur production pour leur consommation personnelle et la vente;
- éleveurs vivant de la consommation et de la vente de produits d'origine animale;
- ouvriers agricoles ne possédant pas de terres.

Là encore, l'équipe décide d'interroger dix ménages par groupe de subsistance. La taille totale de l'échantillon de la zone rurale est donc de $10 \times 3 = 30$ ménages.

Si les zones et groupes de population sont hétérogènes, il convient de définir une taille d'échantillon différente pour chacun d'eux, en suivant, par exemple, la **règle empirique** présentée dans l'encadré ci-dessous.

Encadré 3.1. Règle empirique de constitution d'un échantillon raisonné

En se fondant sur l'expérience pratique acquise lors des enquêtes sur la sécurité alimentaire des ménages, il est possible d'inclure **entre 50 et 150 ménages** par domaine d'étude dans un échantillon raisonné en suivant les instructions ci-après.

Si les sites sont manifestement très différents les uns des autres:

- divisez-les en groupes de sites présentant des caractéristiques similaires;
- dans chaque groupe, effectuez des visites sur 7 à 15 sites³³;
- sur chaque site, interrogez entre 7 et 10 ménages ou personnes³⁴.

Si les sites *semblent* similaires:

- vérifiez qu'ils ne renferment pas de caractéristiques moins visibles susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité alimentaire des ménages (voir **section 2.7.3.4**).
Exemples:
- morcellement géographique des sites pouvant influencer sur les modèles de production agricole, sur l'accès aux marchés et aux autres services et sur les routes;
- taille de la population;
- répartition des groupes ethniques ou sociaux sur les sites (communautés divisées en plusieurs ethnies ou couches sociales) pouvant influencer sur l'accès aux avoirs, et donc aux revenus et à la nourriture;
- répercussions directes et indirectes d'événements, etc.;
- si vous constatez des différences, regroupez les sites en fonction des caractéristiques définies et procédez comme indiqué ci-dessus.

Si vous ne disposez d'aucune information pour distinguer les sites:

réalisez un échantillonnage aléatoire en suivant les instructions de la **section 2.7.4.4**; il est possible d'échantillonner moins de sites et de ménages, parce que les statistiques générées ne peuvent pas être extrapolées avec des intervalles de confiance connus et que le temps disponible est limité. On peut sélectionner entre 10 et 15 sites, et 7 à 10 ménages dans chacun d'eux.

L'échantillonnage par choix raisonné permet de modifier la taille de l'échantillon au cours de l'évaluation. Par exemple, s'il apparaît que tous les sites d'un groupe sont très similaires, il est possible de ramener à 7 ou 8 le nombre de visites initialement compris entre 10 et 15. Le nombre de ménages à consulter peut également être diminué si ceux-ci présentent de nombreuses caractéristiques communes. À l'inverse, si l'hétérogénéité est *plus* importante que prévu, des groupes de sites peuvent être subdivisés ou ajoutés.

2.7.3.3 Sélection des secteurs géographiques

Les secteurs géographiques à couvrir dans l'échantillonnage par choix raisonné sont déterminés en fonction de la nature de la crise et des objectifs de l'évaluation:

- S'il s'agit d'une crise localisée de faible ampleur, l'évaluation peut couvrir uniquement la zone directement touchée (inondation concernant uniquement une partie bien délimitée d'un pays, par exemple).

33. Cependant, chaque fois que cela est possible, un échantillonnage probabiliste aléatoire est préférable à un échantillonnage par choix raisonné.

34. Là encore, un échantillonnage aléatoire doit être envisagé s'il répond aux besoins de l'évaluation.

- Lors d'un choc soudain, les premières évaluations s'attachent en priorité aux secteurs géographiques directement touchés, où les risques pour les vies humaines sont les plus élevés. Les évaluations ultérieures peuvent prendre en compte les implications économiques, sociales et sanitaires à plus grande échelle.
- Dans le cas de crises à évolution lente concernant la totalité d'un pays, telles qu'une sécheresse dans un petit pays agricole, les secteurs géographiques peuvent être sélectionnés sur l'ensemble du territoire, mais un échantillonnage aléatoire serait plus adapté, si le temps et les ressources le permettent.

Lorsque cela est possible, il est utile de sélectionner divers secteurs géographiques directement, indirectement et faiblement touchés afin de disposer d'une base de comparaison. Cette distinction est rarement réalisable lors de chocs soudains, et il convient alors de hiérarchiser les secteurs en fonction de la gravité prévue de la situation dans chacun d'eux.

Dans certains cas, il est intéressant de se rendre dans des zones couvertes par des évaluations précédentes afin d'effectuer des comparaisons qualitatives entre les situations actuelle et antérieure.

2.7.3.4 Sélection de sites dans les secteurs géographiques

Les sites à visiter (villages, communautés ou quartiers) peuvent être déterminés de l'une des manières suivantes:

- La sélection peut être effectuée en fonction de la gravité prévue de la situation ou des caractéristiques des sites et des personnes qui y vivent. Cette méthode est employée en cas de disparités importantes entre les sites d'un secteur géographique ou lorsque des contraintes de temps ou des difficultés d'accès, par exemple, limitent le nombre de sites susceptibles d'être visités.
- Lorsque l'on sait que les sites sont similaires ou que l'on ne connaît pas bien leurs caractéristiques, il convient de sélectionner des lieux plus dispersés, et donc plus représentatifs. Il faut également augmenter le nombre de sites, autrement dit en sélectionner plutôt 15 que 10 (voir encadré 3.1)³⁵.

Lors du choix des sites à visiter dans le cadre d'une EFSA, il faut tenir compte de l'**effet lié aux plates-formes humanitaires**³⁶. Dans de nombreuses situations d'urgence, de telles plates-formes se mettent en place dans les zones touchées, généralement dans les villes principales, où les organismes d'aide se concentrent, établissent des antennes locales et stockent des ressources. Les villages situés à proximité reçoivent souvent davantage d'attention et de services que ceux qui sont plus éloignés. Il convient donc de garder ce problème à l'esprit et de veiller à inclure des sites d'accès moins facile.

35. Toutefois, si les moyens le permettent, l'échantillonnage aléatoire reste préférable.

36. Lignes directrices pour l'évaluation des situations d'urgence, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), 2005.

La liste des sites sélectionnés à l'aide de la méthode par choix raisonné peut évoluer en cours d'évaluation, par exemple si les hypothèses de départ sur les sites les plus touchés se révèlent erronées ou incomplètes. Il est alors possible d'ajouter des sites ou d'en supprimer.

Comme dans le cas de l'échantillonnage aléatoire, il est préférable de se rendre sur un nombre relativement important de sites afin d'interroger quelques ménages à chaque fois plutôt que de sélectionner moins de sites pour y interroger un grand nombre de ménages.

2.7.3.5 Sélection des ménages et des personnes sur les sites retenus

Sur chaque site visité, l'équipe d'évaluation sélectionne des ménages, des personnes et des groupes à interroger. L'objectif est de se faire une idée aussi exacte et précise que possible de l'ensemble de la population concernée.

Si le site est relativement homogène et si le temps disponible le permet, les ménages et les personnes peuvent être choisis au moyen d'un échantillonnage aléatoire (voir **section 2.7.4.5**).

Si le temps est compté, priorité est donnée aux groupes supposés les plus fragilisés. Et au sein de ces groupes vulnérables, seuls les ménages les plus durement éprouvés peuvent être retenus. Dans ce cas, l'échantillon sera fortement axé sur les personnes les plus atteintes. Il est alors *impossible* d'extrapoler les constatations à la population en général, et il faudra se contenter de faire état de la situation des ménages les plus touchés.

La sélection de ménages représentatifs des groupes vulnérables peut également être effectuée par la personne chargée de l'analyse, ou, de préférence, de manière aléatoire.

Il est souvent difficile d'établir la base de l'échantillonnage de certaines composantes de la société et il peut alors être utile de faire appel à l'échantillonnage par choix raisonné. Sont notamment concerné(e)s:

- les personnes déplacées vivant dans une communauté d'accueil;
- les communautés qui accueillent les personnes déplacées;
- les personnes sans terres et les populations pauvres;
- les groupes de subsistance qui risquent selon les prévisions d'être les plus touchés par la crise, tels que les éleveurs en cas de sécheresse ou les commerçants lors de l'effondrement des marchés;
- les membres d'un groupe ethnique pris pour cible pendant un conflit.

Il est également conseillé de prendre en compte des groupes moins durement touchés afin de disposer d'une base de comparaison et de s'y référer pour valider ou rejeter les hypothèses de départ sur la vulnérabilité.

2.7.3.6 Exemple d'échantillonnage par choix raisonné

L'exemple ci-après décrit l'échantillonnage par choix raisonné d'une EFSA réalisée au Rwanda en 2006.

Exemple 3.4. Échantillonnage par choix raisonné d'une EFSA conduite au Rwanda en 2006

En avril 2006, le PAM a entrepris une EFSA avec des partenaires au Rwanda afin d'évaluer les répercussions de la sécheresse sur la sécurité alimentaire des ménages. L'évaluation a été déclenchée suite au signalement de graves problèmes engendrés par deux années de précipitations insuffisantes. L'échantillonnage a été réalisé à partir du système administratif rwandais: le pays est organisé en districts, eux-mêmes divisés en secteurs, puis en cellules de 20 à 40 ménages chacune.

Méthode d'échantillonnage

Les cinq districts les plus touchés par la sécheresse ont été établis en étudiant les rapports de mission de terrain de divers organismes et services gouvernementaux et en consultant le bureau de pays.

Dans chaque district, un échantillon raisonné de huit cellules a été défini. Les cellules ont été sélectionnées comme suit:

- Les secrétaires exécutifs des districts ont indiqué les secteurs géographiques les plus durement atteints.
- Le responsable de chacun de ces secteurs a déterminé les cellules les plus touchées.

Dans chaque cellule, des entretiens ont été menés avec quatre à huit ménages parmi les plus défavorisés. Pour compléter et trianguler les informations, des entretiens avec des informateurs clés, des discussions avec des groupes de concertation et des enquêtes sur les marchés et dans les dispensaires ont été réalisés.

Cet échantillonnage n'a pas fourni de vue d'ensemble de la situation, car il ciblait les zones et ménages les plus fragilisés. Toutefois, compte tenu des contraintes de temps et d'information, il a permis de formuler des conclusions sur la gravité de la situation et la manière dont les personnes les plus touchées peuvent ou non faire face à celle-ci.

Ce type d'échantillon du "pire du pire" est axé sur les ménages souffrant le plus de l'insécurité alimentaire et n'est pas du tout représentatif des cinq districts dans leur ensemble; il est donc impossible d'estimer le nombre de ménages concernés³⁷.

En cas d'utilisation de l'échantillonnage par choix raisonné, le rapport d'évaluation doit expliquer pourquoi cette méthode a été retenue et décrire le processus de sélection des personnes à interroger.

37. Il serait également possible de demander à des informateurs clés locaux d'effectuer une stratification en définissant les districts "les plus touchés", "modérément touchés" et "les moins touchés". Chacune de ces strates est ensuite subdivisée en sous-strates dans lesquelles des ménages sont sélectionnés de manière aléatoire. Si la population de chaque sous-strate est connue, des pondérations peuvent être appliquées afin d'estimer de manière objective la prévalence des ménages en situation d'insécurité alimentaire.

2.7.3.7 Échantillonnage cumulatif

L'échantillonnage cumulatif peut être utilisé lorsqu'il est impossible de faire appel à l'échantillonnage aléatoire ou à l'échantillonnage par choix raisonné. Cette situation se présente parfois si la population à interroger est difficile à retrouver, notamment dans le cas de réfugiés disséminés dans une grande ville, ou lorsque les personnes ne souhaitent pas être identifiées, par exemple des immigrés en situation irrégulière ou des personnes vivant avec le VIH/sida qui craignent d'être stigmatisées.

L'échantillonnage cumulatif est réalisé de la manière suivante:

- Des informateurs clés sont sélectionnés en fonction de leur connaissance de la situation d'urgence et des personnes fragilisées.
- Ces informateurs répondent aux évaluateurs et recommandent ensuite d'autres personnes susceptibles de fournir des renseignements utiles.
- Ces personnes sont interrogées à leur tour et le processus se poursuit.

L'échantillonnage cumulatif présente un risque élevé de biais. Chaque informateur aura probablement tendance à diriger l'équipe d'évaluation vers des personnes qu'il connaît, qui peuvent toutes appartenir à un sous-groupe particulier d'une population plus large. Ainsi, lorsque l'équipe d'évaluation cherche à interroger des réfugiés, elle risque au bout du compte de se limiter aux personnes originaires d'une même région ou appartenant à certains partis politiques ou groupes ethniques.

En cas d'utilisation de l'échantillonnage cumulatif, le rapport d'évaluation doit expliquer pourquoi cette méthode a été retenue et décrire le processus de sélection des personnes à interroger.

2.7.3.8 Échantillonnage de commodité

L'échantillonnage de commodité est la méthode de sondage la moins efficace, mais lorsque le temps et l'accès aux populations sont limités, lors d'une évaluation initiale par exemple, c'est parfois la seule option possible. Dans ce type d'échantillonnage, les informateurs sont sélectionnés en raison de leur facilité d'accès. Ainsi, quand une évaluation initiale prévoit uniquement une brève visite dans la zone touchée, avec peu ou pas de préparation, l'équipe de l'EFSA doit s'entretenir avec toutes les personnes disponibles; elle doit agir avec discernement, en se rendant notamment dans les centres de soins et d'autres endroits où elles peuvent compter sur des informations de qualité.

Le risque de biais est très élevé avec cette technique. Les généralisations à d'autres zones ou groupes de population doivent en conséquence être effectuées avec prudence.

2.7.4 Échantillonnage aléatoire³⁸

Cette section présente les **méthodes d'évaluation approfondie** faisant appel à l'échantillonnage aléatoire.

2.7.4.1 Principes de l'échantillonnage aléatoire

L'échantillonnage aléatoire repose sur la règle selon laquelle chaque unité d'une population a exactement les mêmes chances³⁹ que toutes les autres d'être sélectionnée. Dans une EFSA, les unités sont généralement des ménages lorsque l'analyse porte sur la sécurité alimentaire, ou des personnes si des mesures anthropométriques sont effectuées.

Dans les méthodes d'échantillonnage aléatoire, **les unités sont toujours sélectionnées au hasard à l'intérieur des strates ou des subdivisions retenues**:

- sites à l'intérieur du secteur géographique à couvrir;
- ménages et personnes à l'intérieur des sites choisis.

L'échantillonnage aléatoire est la méthode à privilégier, car, en théorie, elle est la seule qui permette de généraliser les constatations à la totalité de la base de l'échantillonnage. Elle est utilisée en vue d'obtenir des données statistiquement représentatives susceptibles d'être extrapolées à l'ensemble de la population avec un degré de confiance connu, par exemple pour estimer la prévalence de la malnutrition ou de l'insécurité alimentaire.

Les conditions suivantes doivent être remplies:

- Les données existantes sur la population, les sites et le nombre de personnes doivent permettre de constituer la base de l'échantillonnage dont l'échantillon aléatoire sera tiré, et il doit être possible de retrouver chacun des ménages à interroger. Des listes de populations ou des cartes indiquant chaque lieu de résidence doivent être disponibles ou pouvoir être établies.
- Il doit être possible d'évaluer chaque zone, ménage et personne de la base d'échantillonnage. Aucune contrainte matérielle et aucun problème de sécurité ne doivent limiter l'accès aux populations.
- Le temps prévu (trajet compris) et les ressources doivent permettre de se rendre dans les zones à couvrir et d'interroger tous les ménages ou personnes sélectionnés.

38. Pour plus d'informations, voir le Guide technique de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (*Guidelines for Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, CFSVA*), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2009, et Orientations thématiques sur l'échantillonnage (*Thematic Guidelines on Sampling*), Sous-Division de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité du PAM, décembre 2004.

39. La probabilité d'être sélectionnée ne doit pas nécessairement être identique pour toutes les unités. Voir le Guide technique de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (*Guidelines for Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, CFSVA*), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2009. Il suffit que la probabilité soit connue et non nulle et qu'il soit possible de définir des pondérations pour calculer des estimations des populations objectives.

2.7.4.2 Stratification géographique

En règle générale, une EFSA porte sur une zone particulière d'un pays qui est ensuite souvent subdivisée à l'aide d'une procédure en deux étapes.

Selon l'homogénéité prévue de la zone étudiée, des secteurs géographiques peuvent être délimités de l'une des deux façons suivantes:

- Si la population de la base d'échantillonnage est hétérogène et que l'impact de la situation d'urgence risque, d'après les estimations, de ne pas être le même pour tout le monde, la zone est subdivisée en fonction de critères tels que l'ampleur potentielle des répercussions de la crise sur chacun des secteurs géographiques. La zone étudiée est **stratifiée**, ce qui signifie que les secteurs géographiques sont dissociés en fonction de caractéristiques importantes ayant une incidence sur la sécurité alimentaire. Un échantillonnage aléatoire des sites est alors réalisé à l'intérieur des différentes strates en fonction de la taille de la population. Les résultats sont représentatifs de chaque strate (ou secteur géographique) et peuvent être comparés de l'une à l'autre, et le nombre de ménages à cibler peut être calculé séparément pour chacune d'elles. L'objectif de la stratification est d'obtenir des secteurs géographiques aussi homogènes que possible tout en étant bien distincts les uns des autres. La stratification d'un pays pourrait ainsi distinguer les zones agroécologiques ou les zones partageant les mêmes moyens de subsistance (ou zones de subsistance), ou bien les zones qui ont été touchées par des inondations par opposition à celles qui ont été épargnées. Ces approches sont présentées dans l'exemple concret de la **section 2.7.4.6**.
- Si la zone à étudier ne peut pas être découpée en secteurs géographiques à partir de la situation de la sécurité alimentaire, elle peut être fractionnée en fonction des divisions administratives existantes. Si ces divisions sont trop nombreuses, elles peuvent être regroupées. Par exemple, pour une enquête couvrant les huit provinces d'un pays, on pourrait définir trois strates (ou secteurs) géographiques: la strate A pour les trois provinces occidentales; la strate B pour les trois provinces centrales et la strate C pour les deux provinces orientales.

À l'intérieur de chaque strate, les ménages et les personnes peuvent être sélectionnés au moyen d'un **échantillonnage aléatoire en deux étapes** ou d'un **échantillonnage aléatoire simple (direct)**.

Encadré 3.2. Échantillonnage aléatoire en deux étapes ou simple

Échantillonnage aléatoire stratifié réalisé en deux étapes (voir section 2.7.3)

Il s'agit de la méthode la plus couramment adoptée dans une EFSA. L'échantillon est défini de la façon suivante:

- **Stratification:** avant de procéder à l'échantillonnage proprement dit, il faut définir les **secteurs géographiques** à évaluer. Dans une EFSA, les secteurs sont délimités à partir de l'ampleur supposée des répercussions de la situation d'urgence et incluent les zones directement et indirectement concernées. Lors de l'évaluation des besoins effectuée à la suite du passage du cyclone Nargis au Myanmar, la région du delta a ainsi été divisée en trois secteurs qualifiés respectivement de "gravement touché", "modérément touché" et "faiblement touché". Les secteurs géographiques peuvent également correspondre à ceux retenus lors d'évaluations précédentes, à des fins de comparaison.
- **Première étape de l'échantillonnage:** les **sites** à visiter sont sélectionnés à l'intérieur des secteurs géographiques retenus. Il peut s'agir de villages, de groupes de villages, de villes, de quartiers urbains, de zones de subsistance, de camps ou de toute autre unité appropriée, en fonction du contexte local et du type de crise. Les sites sont sélectionnés avec une probabilité proportionnelle à la taille (PPT)⁴⁰.
- **Deuxième étape de l'échantillonnage:** sur chaque site, les **groupes, ménages ou personnes** à interroger sont choisis au hasard d'après une liste existante ou établie à cet effet.

L'échantillonnage en deux étapes économise des ressources et du temps, car seuls les sites sélectionnés sont visités. Toutefois, il faut **élargir l'échantillon** pour compenser la relative homogénéité des ménages sur chacun des sites⁴¹.

Le nombre de sites à visiter et le nombre de ménages ou de personnes à interroger dans chacun d'eux sont liés à la taille de l'échantillon total nécessaire; celle-ci est estimée différemment pour un échantillonnage aléatoire et un échantillonnage par choix raisonné (voir **sections 2.7.3 et 2.7.4**). Dans tous les cas, **il vaut mieux se rendre sur un nombre important de sites et interroger relativement peu de ménages dans chacun d'eux que de sélectionner un petit nombre de sites et d'y interroger un grand nombre de ménages.**

Échantillonnage aléatoire simple

Les ménages et les personnes sont sélectionnés à partir de listes couvrant la totalité de la zone étudiée (toutes les unités de la base d'échantillonnage), ce qui évite d'avoir à sélectionner les sites à partir desquels l'échantillon doit être défini. Cette méthode implique de disposer de listes à jour des populations et de données exactes sur les lieux de résidence des ménages et des personnes. Elle dépend également des conditions d'accès; si la population est très dispersée, il peut être impossible d'atteindre toutes les unités dans le temps disponible pour l'évaluation.

Du fait de ces limitations, les EFSA utilisent rarement l'échantillonnage aléatoire simple, sauf si la base de l'échantillonnage est réduite et concentrée géographiquement, comme dans le cas d'un camp de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

2.7.4.3 Détermination de la taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon correspond au nombre d'unités sondées (généralement des ménages ou des personnes) nécessaire pour obtenir le niveau de précision souhaité.

40. Guide technique de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (*Guidelines for Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, CFSVA*), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2009.

41. Pour plus d'informations, voir *ibid.*

Cette taille est calculée en fonction des principales caractéristiques considérées pour l'évaluation. Pour estimer la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, elle est déterminée sur la base de la *prévalence prévue de l'émaciation*. Le nombre de ménages à visiter est dérivé⁴² du nombre moyen d'enfants de moins de 5 ans par ménage.

Cette méthode pose cependant des problèmes pour les évaluations de la sécurité alimentaire, car il n'est pas possible d'employer un seul indicateur de la sécurité alimentaire pour estimer la taille de l'échantillon. Si l'on dispose d'études de référence⁴³, la proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire qu'elles font apparaître peut être ajustée en fonction des répercussions attendues de la crise.

Il existe des formules et des logiciels de statistique permettant de calculer la taille de l'échantillon une fois qu'ont été déterminées les caractéristiques à mesurer et la prévalence prévue de l'insécurité alimentaire⁴⁴.

Si l'n'existe pas de données pertinentes permettant d'estimer cette prévalence, la **règle empirique** présentée dans l'encadré ci-après peut être utilisée.

Encadré 3.3. Règle empirique d'estimation de la taille de l'échantillon dans une enquête auprès des ménages

D'après l'expérience de nombreuses enquêtes sur la sécurité alimentaire des ménages, **l'échantillon doit généralement comprendre entre 150 et 250 ménages par domaine d'étude**. En principe, il convient d'adopter un nombre situé dans la partie haute de cette fourchette afin de renforcer la fiabilité des résultats et la validité de leur extrapolation à d'autres ménages de la base de l'échantillonnage. Dans un domaine d'étude, prenons une taille d'échantillon de 200 ménages (10 ménages interrogés dans chacun des 20 villages couverts). Si la prévalence de l'insécurité alimentaire de l'échantillon est de 40 pour cent, on peut conclure avec un niveau de confiance de 95 pour cent que celle de la totalité du domaine d'étude se situe entre 31 et 49 pour cent⁴⁵.

Prenez en considération les points suivants lorsque vous utilisez cette règle empirique:

.../...

42. Pour plus d'informations, voir le document *Évaluation nutritionnelle en situation d'urgence: Directives pour agents de terrain*, Save the Children, 2004.

43. Évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisées par le PAM, par exemple.

44. Guide technique de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (*Guidelines for Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, CFSVA*), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2009; et Orientations thématiques sur l'échantillonnage (*Thematic Guidelines on Sampling*), Sous-Division de l'analyse et cartographie de la vulnérabilité du PAM, décembre 2004.

45. En supposant un effet du plan de sondage de 2.

1. La taille de l'échantillon doit être la même dans l'ensemble des secteurs géographiques, groupes de population ou autres domaines d'étude considérés. Si, par exemple, l'objectif est d'estimer la prévalence de l'insécurité alimentaire chez les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et chez les résidents, un échantillon de 150 à 250 ménages doit être constitué *dans chacun de ces deux groupes*. S'il s'agit de comparer l'insécurité alimentaire des districts, un échantillon de 150 à 250 ménages doit être extrait *dans chacun d'eux*.
2. Si l'échantillonnage est réalisé par étapes (voir encadré 3.2), optez pour la valeur maximale de 250 ménages afin de tenir compte de l'homogénéité des ménages sur chaque site sélectionné au cours de la première étape⁴⁶.
3. Des mesures anthropométriques permettant d'estimer la prévalence de la malnutrition sont parfois associées aux indicateurs utilisés pour évaluer l'étendue de l'insécurité alimentaire. Dans ce cas, **la taille de l'échantillon de ménages dépend de celle nécessaire pour évaluer la prévalence de la malnutrition avec le degré de précision souhaité**. En règle générale, l'échantillon nécessaire pour une enquête anthropométrique est supérieur aux 150 à 250 ménages requis pour une analyse de la sécurité alimentaire des ménages, et il est parfois recommandé de constituer un échantillon comprenant jusqu'à 900 enfants.

2.7.4.4 Sélection de sites/grappes dans les secteurs géographiques

En cas d'utilisation de l'échantillonnage aléatoire simple, il est inutile de sélectionner des sites, ou grappes, car l'échantillon de ménages ou de personnes est directement tiré de la totalité de la base de l'échantillonnage (voir encadré 3.2).

La première étape consiste à déterminer le nombre de grappes à visiter dans chaque secteur géographique ou strate. Ce nombre dépend:

- de la taille de l'échantillon - nombre total de ménages ou de personnes à interroger (voir **section 2.7.3.5**);
- de considérations pratiques - temps disponible, difficultés d'accès, contraintes logistiques et ressources humaines en présence.

Comme nous l'avons vu dans l'encadré 3.2, il vaut mieux sélectionner un grand nombre de grappes et interroger un nombre relativement faible de ménages/personnes dans chacune d'elles que de sélectionner moins de grappes et d'y interroger un plus grand nombre de ménages/personnes. Il est possible de suivre la **règle empirique** présentée dans l'encadré ci-après.

46. Ce phénomène est appelé "effet du plan de sondage". Il peut nécessiter de doubler la taille d'échantillon dans les EFSA.

Encadré 3.4. Règle empirique de détermination du nombre de grappes dans un échantillon aléatoire

D'après l'expérience acquise en matière d'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages, un total de **10 ménages par grappe** est généralement suffisant. De façon générale, plus on ajoute de ménages par grappe, plus on accentue l'effet du plan de sondage. La taille de l'échantillon peut donc être définie de la manière suivante, selon le niveau de précision souhaité:

- pour une taille d'échantillon de 150 ménages, il faut sélectionner 15 grappes au moins et au moins 10 ménages par grappe;
- pour une taille d'échantillon de 250 ménages, il faut sélectionner 25 grappes au moins et au moins 10 ménages par grappe.

Dans chaque secteur géographique, les grappes (souvent des villages) sont sélectionnées au hasard avec une probabilité dépendant de leur taille (voir **chapitre 3, section 2.7.4.6**). Les sites à visiter sont déterminés à partir des grappes sélectionnées, et un même site peut contenir une ou plusieurs grappes, ou encore n'en comporter aucune.

Les enquêtes nutritionnelles portant sur les enfants de moins de 5 ans font couramment appel à un échantillon de 30 x 30: on sélectionne 30 sites et on effectue des mesures anthropométriques de 30 enfants dans chaque site. La taille totale de l'échantillon est donc de 900 enfants. Il est conseillé d'affiner la taille de cet échantillon en tenant compte de la prévalence prévue de la malnutrition⁴⁷.

2.7.4.5 Sélection de ménages ou de personnes à l'intérieur des sites

Dans chaque site/grappe, l'échantillonnage aléatoire simple des ménages ou des personnes peut être effectué de deux façons (voir encadré 3.2):

- L'**échantillonnage aléatoire simple** est à privilégier et peut être utilisé si des listes précises de populations sont disponibles ou peuvent être créées et que chacun des ménages répertoriés soit facile à localiser et à contacter dans le temps disponible. Tous les ménages sont répertoriés, puis ils sont sélectionnés au hasard, à l'aide d'une table de nombres aléatoires ou en tirant des noms au sort. Cette méthode est possible dans les petites communautés et dans les camps bien délimités.
- L'**échantillonnage aléatoire systématique** est utilisé s'il n'existe pas de listes de populations et que chaque ménage soit facile à identifier et à contacter dans le temps disponible. Les ménages sont notamment choisis en se rendant sur le site et en visitant des maisons selon un intervalle prédéfini (toutes les dix maisons, par exemple) ou en faisant tourner un stylo et en décomptant les maisons dans la direction indiquée. L'exemple ci-après expose ces deux méthodes.

47. L'échantillon de 30 x 30 est correct pour une prévalence prévue de 50 pour cent et un intervalle de confiance (à 95 pour cent) souhaité de +/- 5 pour cent, avec un taux de non-réponse d'environ 10 pour cent. Pour plus d'informations, voir *A Manual: Measuring and Interpreting Malnutrition and Mortality*, CDC et PAM, 2005.

Exemple 3.5. Méthodes d'échantillonnage aléatoire systématique

Première option: les maisons sont disposées en rues, et chacune d'elles peut être repérée sur une carte ou par une simple observation.

Exemple: un échantillon de 15 ménages doit être sélectionné sur les 186 maisons du site.

- Calculez l'intervalle d'échantillonnage en divisant le nombre total de maisons par la taille de l'échantillon. Dans ce cas: $186/15 = 12,4$ maisons.
- Arrondissez l'intervalle à l'unité inférieure ou supérieure. Dans notre exemple, arrondissez à 12 maisons.
- Définissez le point de départ de l'évaluation, généralement l'une des extrémités d'une rue.
- Choisissez au hasard un nombre compris entre 1 et l'intervalle d'échantillonnage. Dans ce cas: entre 1 et 12, disons 5.
- Comptez 5 maisons à partir de la première que vous avez repérée. Interrogez ce ménage.
- Comptez les 12 maisons suivantes et réalisez un deuxième entretien dans la douzième.
- Répétez l'opération en respectant l'intervalle de 12 maisons pour couvrir l'intégralité du site et obtenir l'échantillon de 15 ménages.
- Si la rue comprend moins de 12 maisons, poursuivez le décompte dans la rue suivante. La marche à suivre doit être claire: par exemple, "au bout de la rue, tournez à droite dans la rue suivante".

La procédure est représentée dans le diagramme ci-après.

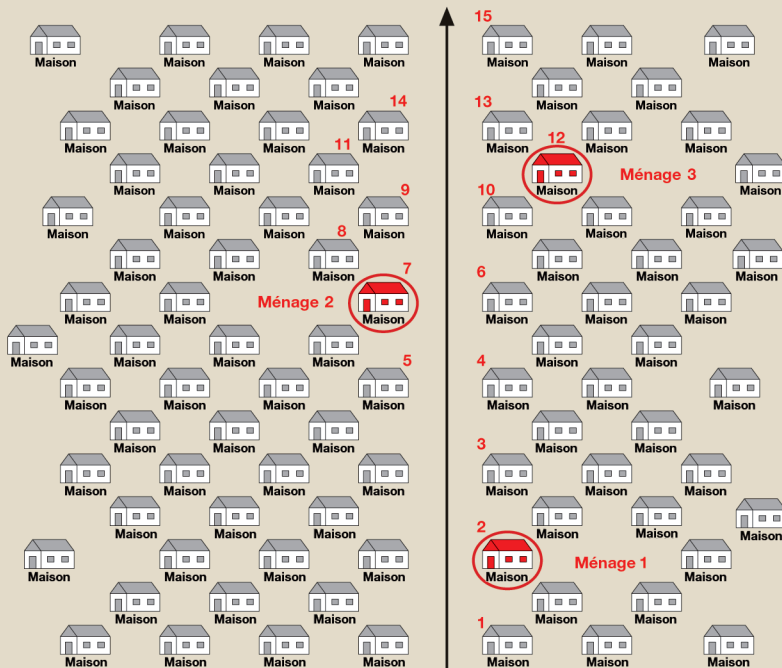


Deuxième option: les maisons ne sont pas disposées en rues, mais chacune d'elles peut être repérée par l'observation sur le terrain.⁴⁸

Exemple: un échantillon de trois ménages doit être sélectionné.

- Placez-vous au centre du site.
- Faites tourner une bouteille sur le sol ou jetez un stylo en l'air.
- Marchez dans la direction indiquée par l'extrémité de la bouteille ou du stylo, jusqu'à la limite du site, en comptant les maisons devant lesquelles vous passez. Dans notre exemple, nous comptons 15 maisons.
- Calculez l'intervalle d'échantillonnage en divisant le nombre de maisons par la taille de l'échantillon. Dans ce cas: $15/3 = 5$ maisons.
- Choisissez au hasard un nombre compris entre 1 et l'intervalle d'échantillonnage ici, entre 1 et 5. Ce chiffre correspond à la première maison à visiter.
- Après cette maison, marchez dans la même direction et comptez 5 autres maisons. La cinquième est celle du deuxième ménage à interroger. Répétez l'opération pour déterminer le troisième ménage de l'échantillon.

La procédure est représentée dans le diagramme ci-après.



48. Adaptée des Lignes directrices pour l'évaluation des situations d'urgence. FICR, 2005.

2.7.4.6 Exemple d'échantillonnage aléatoire

Une EFSA est menée dans une zone de conflit. Certaines personnes se sont réfugiées dans des camps, tandis que d'autres sont restées chez elles. Les évaluateurs ont notamment défini les deux objectifs suivants: 1) *déterminer les niveaux d'insécurité alimentaire chez les populations déplacées et résidentes* et 2) *déterminer le taux de malnutrition des enfants âgés de moins de 5 ans*.

Dans ce cas, la zone concernée correspond à la **base de l'échantillonnage**; elle est étendue et comprend des villages ainsi que des camps très dispersés de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Bien qu'il soit possible d'accéder à tous ces sites, le temps disponible est insuffisant, et la dispersion des lieux de résidence ne permet pas de réaliser un échantillonnage aléatoire simple de la totalité de la population. La méthode d'**échantillonnage aléatoire en deux étapes** est retenue (voir encadré 3.2).

Les étapes suivantes sont réalisées:

1. La population est divisée en deux strates: **population résidente et personnes déplacées**.
2. Un échantillon de **sites** (villages pour les résidents et camps pour les personnes déplacées) est nécessaire pour chaque strate.
3. Les taux de malnutrition étant inconnus et ne pouvant donc pas être utilisés pour calculer plus précisément la taille des échantillons, on décide de définir un échantillon de 30 x 30 grappes pour chaque strate afin d'obtenir un nombre d'enfants suffisant pour réaliser une analyse statistique des données anthropométriques. On détermine donc 30 grappes (étape 1), puis on sélectionne 30 unités (ménages ou personnes) dans chaque grappe (étape 2). Sur chaque site, 30 ménages seront interrogés afin d'estimer le niveau d'insécurité alimentaire des ménages (objectif 1) et 30 enfants âgés de moins de 5 ans seront examinés afin de déterminer leur état nutritionnel (objectif 2).
4. Les échantillons à constituer sont donc:
 - population résidente - 900 ménages et 900 enfants âgés de moins de 5 ans;
 - population déplacée - 900 ménages et 900 enfants âgés de moins de 5 ans.

Les enfants sont sélectionnés dans les ménages interrogés. La taille de l'échantillon pour chaque strate est ainsi de 900 ménages.

5. Un tableau similaire au tableau 3.4 est établi et complété en suivant les explications ci-après. Un tableau séparé est constitué pour chaque strate: résidents et personnes déplacées.
6. Pour s'assurer du caractère aléatoire de la procédure, on attribue au hasard à chaque site un numéro qui déterminera sa position dans le tableau (seconde

colonne). L'emplacement des grappes est déterminé au moyen des noms de sites (villages et camps) saisis dans la deuxième colonne.

7. Les données les plus fiables dont on dispose sur la population de chaque site sont insérées dans la troisième colonne. Pour les villages, elles peuvent provenir d'un recensement de la population ou de registres par district. Les informations sur les camps sont fournies par les ONG, les organismes des Nations Unies ou les organismes gouvernementaux qui les gèrent. Les registres des camps devraient indiquer les villages d'origine des personnes déplacées et ces informations peuvent être exploitées pour modifier les données démographiques de ces villages.
8. Les données les plus fiables dont on dispose sur le nombre d'enfants âgés de moins de 5 ans sont saisies dans la quatrième colonne. Dans notre exemple, les sources de données secondaires indiquent que 20 pour cent environ de la population totale est âgée de moins de 5 ans.

Tableau 3.4. Tableau de définition des grappes

Números de sites (définis au hasard)	Unité géographique	Population totale estimée	Nombre estimé d'enfants de 6 à 59 mois	Population cumulée d'enfants de 6 à 59 mois	Plage d'unités attribuée	Nombre de grappes
1	Site F	2 500	500	500	1-500	1
2	Site N	1 000	200	700	501-700	1
3	Site D	800	160	860	701-860	0
4	Site A	3 250	650	1 510	861-1 510	2
Etc.	Etc.	1 511-
	Total	50 000	10 000	10 000		

9. L'**intervalle d'échantillonnage** est calculé en divisant la population d'enfants âgés de moins de 5 ans par le nombre de grappes. Notre exemple comprend 10 000 enfants de moins de 5 ans (ou unités) et 30 grappes. L'intervalle d'échantillonnage est donc de $10\ 000/30 = 333$.
10. L'emplacement de la première grappe est déterminé en sélectionnant au hasard un numéro d'unité dans l'intervalle d'échantillonnage de 1 à 333. Si le numéro choisi est le 256, la première grappe se trouve sur le site 1, auquel la plage d'unités de 1 à 500 a été attribuée.
11. Les grappes restantes sont déterminées en ajoutant séquentiellement l'intervalle d'échantillonnage au numéro d'unité de départ, jusqu'à obtenir les 30 grappes. Dans notre exemple:

- la première grappe commence au numéro 256, sur le site 1;
- la deuxième grappe commence au numéro 589 (256 + 333), sur le site 2;
- la troisième grappe commence au numéro 922 (589 + 333), sur le site 4;
- la quatrième grappe commence au numéro 1 255 (922 + 333), également sur le site 4.

Le processus se poursuit jusqu'à ce que le nombre requis de grappes ait été choisi. Notez que plus la population du site est importante, plus elle contient de grappes. Ainsi, le site 3, dont la population est peu nombreuse, ne comporte aucune grappe, tandis que le site 4, dont la population est importante, en contient deux. Ce type de sélection est qualifié de «**probabilité proportionnelle à la taille (PPT)**».

12. Dans chacun des sites sélectionnés, les ménages sont désignés à l'aide de l'une des méthodes présentées dans l'exemple 3.5.

2.8 Ressources humaines

Les ressources humaines nécessaires pour une EFSA dépendent de la méthode d'évaluation choisie.

- Les enquêtes approfondies de grande ampleur sur les ménages requièrent notamment des enquêteurs, des responsables de terrain, des analystes de données, des chauffeurs ou encore des traducteurs/interprètes.
- Les évaluations initiales ou rapides reposant sur un échantillonnage par choix raisonné et des entretiens semi-structurés demandent moins de personnel, mais les intervieweurs devront être très bien formés et expérimentés.

Les ressources humaines doivent être fournies par le bureau de pays et par les partenaires nationaux. Si les capacités sont insuffisantes au niveau national, il est possible de solliciter des ressources supplémentaires auprès du bureau régional et du Siège ou de faire appel à des consultants.

La composition de l'équipe réalisant une EFSA dépend également du type d'évaluation. Les collaborateurs potentiels sont les suivants:

- Des **responsables de l'évaluation et des chefs d'équipe** (voir le paragraphe ci-dessous sur la structure d'encadrement).
- Des **enquêteurs** pour les enquêtes par questionnaire - Ces personnes doivent posséder un bon niveau d'éducation, être dotées d'esprit d'initiative et être prêtes à se déplacer pendant l'évaluation. Les enquêteurs n'ont pas besoin de disposer de connaissances approfondies de la sécurité alimentaire, de la nutrition ou de l'évaluation, mais ils doivent au minimum en appréhender les notions de base et avoir de préférence une certaine expérience des investigations sur le terrain.
- Des **intervieweurs** pour les entretiens semi-structurés et les discussions avec des groupes de concertation - Ces personnes doivent avoir de bonnes notions

de la sécurité alimentaire et de la nutrition et avoir acquis une expérience des techniques d'entretien.

- Tous les membres de l'équipe de terrain qui ne parlent pas la langue locale devraient bénéficier de l'aide d'un **traducteur ou d'un interprète**. En principe, les traducteurs et les interprètes doivent être embauchés au même moment que le reste de l'équipe et suivre la même formation préalable à l'évaluation. Ils sont parfois recrutés sur place, et il faut alors prévoir du temps pour les informer des objectifs de l'évaluation et des méthodes de collecte des données.
- Des **chauffeurs** pour les véhicules.
- Pour les évaluations de grande ampleur, il est possible de faire appel à des **administrateurs** et des **logisticiens** spécialement affectés pour l'occasion. Lors d'EFSA moins vastes, les ressources administratives et logistiques peuvent être partagées avec le bureau de pays, auquel cas le temps que celui-ci consacre à l'évaluation doit être établi clairement.
- Des **analystes de données** et des **administrateurs de données** sont nécessaires si un grand nombre d'analyses statistiques doivent être réalisées.

Pour tenir compte de la problématique hommes-femmes lors des activités sur le terrain, **les enquêteurs, intervieweurs et interprètes doivent compter des hommes et des femmes**, de préférence en nombre égal.

La **structure d'encadrement** d'une EFSA dépend de la portée de l'évaluation. Pour une évaluation approfondie de grande ampleur comprenant une enquête auprès des ménages, différents niveaux d'encadrement sont nécessaires: responsable de l'évaluation globale, chefs d'équipe, etc. Pour une évaluation dans une zone peu sûre, une équipe unique dirigée par un chef expérimenté sera plus appropriée.

Il convient généralement de prévoir les postes d'encadrement suivants:

- Le **responsable de l'évaluation**, qui assume la responsabilité globale des opérations - Il doit posséder de solides compétences techniques en évaluation et être capable d'encadrer une équipe, d'organiser un grand nombre de tâches simultanées et de produire des résultats dans le délai imparti. Au final, c'est à lui de s'assurer que l'évaluation atteint les objectifs fixés.
- Des **chefs d'équipe de terrain** - Si plusieurs équipes de terrain sont déployées dans différentes parties de la zone concernée, pour une enquête auprès des ménages par exemple, un chef doit être désigné pour chacune d'elles. Le chef d'équipe veille à ce que ses collaborateurs respectent le programme de travail convenu avec le responsable de l'évaluation et est chargé de l'organisation administrative et logistique du personnel sur le terrain.
- Le **chef de l'équipe d'analyse** - Une équipe d'analyse est mise en place si de grands volumes de données doivent être traités. Le rôle du chef de l'équipe d'analyse est de vérifier que les données sont saisies et organisées correctement, que l'analyse est conduite dans le délai imparti et que les éventuels problèmes sont détectés et corrigés rapidement. Une collaboration avec les équipes de terrain est nécessaire tout au long de l'évaluation.

- Les **chefs de l'équipe administrative et de l'équipe logistique** - Lors d'une évaluation de grande ampleur, ces personnes sont chargées de fournir une assistance à plein temps au reste du personnel d'encadrement et aux membres de l'équipe d'évaluation. Dans une évaluation de petite envergure, elles peuvent partager leur temps entre l'évaluation et leurs activités habituelles dans le bureau de pays. Dans ce cas, il convient d'estimer le temps à consacrer à chaque rôle et de le faire valider par le directeur de pays.

Si les évaluations font intervenir du personnel externe, le directeur de pays doit charger un cadre supérieur du bureau de pays d'assurer la liaison avec l'équipe d'évaluation. Cette personne ne participe pas directement au processus, mais est informée de sa progression et des éventuelles révisions du calendrier. Elle rencontre régulièrement le responsable de l'évaluation et l'aide à résoudre les problèmes opérationnels le cas échéant.

Toutes les personnes qui travaillent sur l'évaluation doivent bénéficier d'une formation, même si elles ont déjà participé à ce type d'activité par le passé. Cet aspect est particulièrement important pour les enquêteurs. Des **formateurs** doivent être dépêchés sur place pendant la durée nécessaire, généralement deux jours pour la formation des enquêteurs et une semaine pour celle des intervieweurs.

2.9 Administration et logistique

La plupart du temps, les évaluations des besoins s'accompagnent de nombreuses tâches administratives:

- établissement des contrats et définition des modalités de paiement du personnel employé pour les besoins de l'évaluation;
- gestion des flux de trésorerie pendant l'évaluation, notamment le règlement des notes d'hôtel, l'achat de nourriture et les autres frais accessoires; il est nécessaire d'élaborer des procédures fiables et *sécurisées* pour les équipes de terrain, car il est préférable d'éviter de transporter de grosses sommes en liquide;
- réservation des chambres d'hôtel, des billets d'avion, etc.;
- réservation des bureaux pour les formations, réunions d'information, séances de bilan, etc.;
- règlement des formalités de sécurité et obtention des visas et autorisations de circulation à l'intérieur du pays le cas échéant; ces démarches pouvant demander plusieurs semaines, elles doivent être entamées dès que l'évaluation est décidée.

Les équipes doivent disposer de l'ensemble du matériel et des systèmes dont elles ont besoin pour travailler efficacement et en toute sécurité sur le terrain, y compris:

- des véhicules parfaitement fonctionnels et équipés, avec des roues de secours, des outils et des trousse de premiers secours;
- des radios, des téléphones par satellite et/ou portables, selon les circonstances;

- des provisions en nourriture et en eau potable, le cas échéant;
- du matériel de camping, le cas échéant;
- des listes de référence et questionnaires en nombre suffisant et toutes les fournitures nécessaires.

2.10 Procédures de communication, de sécurité et d'urgence

Il est nécessaire de mettre en place des procédures de communication pour permettre aux équipes d'évaluation de rester en liaison avec les responsables de l'évaluation et les bureaux de pays. Il convient de programmer des contacts réguliers à heure fixe, une fois par jour si les conditions de sécurité sont bonnes et plus fréquemment dans le cas contraire. Des plans de repli doivent être définis dans l'éventualité où une équipe serait, pour une raison ou une autre, dans l'impossibilité de se manifester.

Il faut définir les procédures d'urgence et de sécurité avec soin, et notamment:

- se procurer la dernière version des procédures de sécurité du PAM dans le contexte en question et s'assurer que tous les membres de l'équipe les ont lues;
- former l'ensemble du personnel aux procédures de sécurité;
- transmettre les consignes à jour du chargé de la sécurité;
- définir les procédures de sécurité sur le terrain, telles que les horaires pendant lesquels il est possible de circuler et les zones à éviter absolument;
- répertorier les centres médicaux dans les zones à visiter;
- établir les procédures d'évacuation.

2.11 Information

Avant de se rendre sur le terrain, tous les membres de l'équipe d'évaluation, y compris les traducteurs/interprètes et les chauffeurs, assistent à une séance d'information sur les sujets suivants:

- objectifs et méthodologie de l'évaluation;
- techniques et outils à utiliser (entretiens semi-structurés et empilement proportionnel, par exemple);
- calendrier de l'évaluation;
- procédures de communication, de sécurité et d'urgence;
- questions administratives et logistiques; telles que le transport et l'hébergement.

2.12 Calendrier de l'évaluation

Le calendrier doit être établi au cours des premières phases du processus de planification d'une EFSA et définir les principales activités, avec leurs dates de début et de fin. Le responsable de l'évaluation et les membres de l'équipe

le consultent régulièrement afin de vérifier que l'avancement de leur travail est conforme aux prévisions. S'il est nécessaire de modifier le calendrier en cours de route, le responsable de l'évaluation doit consulter le bureau de pays et les partenaires afin de s'assurer que les changements proposés sont possibles. Une fois approuvé, le calendrier révisé est communiqué à l'ensemble des membres de l'équipe et des partenaires.

Le tableau ci-après présente un exemple de calendrier d'une EFSA. La période couverte peut être allongée ou écourtée selon qu'il s'agit d'une évaluation initiale, rapide ou approfondie.

Tableau 3.5. Exemple de calendrier d'une EFSA

Activités	Durée (jours)																				
	Semaine 1							Semaine 2							Semaine 3						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
1. Définir/confirmer les modalités de travail avec les partenaires	■																				
2. Compiler et étudier les données secondaires	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■						
3. Examiner le scénario de travail issu de l'enquête initiale	■																				
4. Définir les objectifs et la durée de l'évaluation	■	■																			
5. Élaborer le plan de l'évaluation	■	■																			
6. Établir le plan d'analyse et déterminer les besoins d'information	■	■																			
Choisir les méthodes de collecte de données et la procédure d'échantillonnage	■	■																			
7. Concevoir/adapter les outils de collecte de données			■	■																	
Effectuer un test préalable des outils d'évaluation et former l'équipe					■	■	■														
Finaliser les outils d'évaluation								■													
8. Réunir le kit d'information, les fournitures et le matériel		■	■	■																	
9. Sélectionner et recruter les membres de l'équipe	■	■	■	■																	
Former et informer la ou les équipes					■	■	■														
10. Définir les modalités de transport, de sécurité et de communication			■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■						
11. Collecter les données sur les sites									■	■	■	■	■	■	■						
12. Traiter et analyser les données										■	■	■	■	■	■	■	■				
13. Déterminer et analyser les options d'intervention																■	■	■			
14. Rédiger le rapport																■	■	■	■	■	■
15. Présenter les constatations																			■	■	
Finaliser et communiquer le rapport																					■

Travail sur le terrain

Il convient de gérer soigneusement le travail sur le terrain de sorte que:

- les équipes travaillent efficacement et dans un esprit de cohésion;
- le calendrier de l'évaluation soit respecté;
- tous les besoins d'information soient satisfaits;
- les informations soient collectées de manière rigoureuse et cohérente;
- les problèmes imprévus liés à la situation de la sécurité alimentaire soient répertoriés et pris en compte.

Le responsable de l'évaluation assume la responsabilité globale du travail sur le terrain. Il doit rester en contact avec les chefs d'équipe, qui s'assurent que leurs équipes travaillent efficacement et collectent toutes les informations nécessaires, ce qui demande une planification *quotidienne*. La section suivante décrit une journée type sur le terrain⁴⁹.

3.1 Préparatifs quotidiens

L'équipe d'évaluation doit effectuer les préparatifs suivants, généralement le soir, en vue des activités du lendemain sur le terrain:

- Déterminer les sites à visiter pendant la journée.
- Établir une liste préliminaire d'entretiens ou de discussions et d'interlocuteurs. Dans le cas d'une enquête auprès de ménages à l'aide de questionnaires, la méthode est la même pour tous les sites. S'il s'agit d'une évaluation reposant sur des données qualitatives, il faut choisir les groupes de concertation et les informateurs clés à interroger, sachant qu'il est possible d'effectuer des ajustements plus tard, sur le site.
- Définir les responsabilités, c'est-à-dire les personnes qui mèneront les différents entretiens.

49. La section 3.1 est adaptée des Lignes directrices pour l'évaluation des situations d'urgence, FICR, 2005.

3.2 Discussion avec les responsables communautaires

À leur arrivée sur le site, les équipes d'évaluation rencontrent les responsables communautaires, afin d'exposer le motif de la visite et la méthode d'évaluation et de leur demander leur soutien. Cette réunion permet aux responsables locaux de donner leur point de vue sur la crise, notamment ses causes et ses effets sur la communauté en général et sur les ménages vulnérables en particulier.

3.3 Collecte des données primaires

Les enquêteurs et les intervieweurs se répartissent sur le site et collectent les informations conformément au programme de la journée. Le **chapitre 4** fournit des indications détaillées sur la collecte de données primaires.

3.4 Réunions d'équipe

Si possible, chaque équipe se réunit en milieu de journée pour discuter de l'avancement et convenir d'éventuels ajustements de la méthode. Ces réunions sont particulièrement intéressantes dans le cas d'enquêtes utilisant des données qualitatives et des entretiens semi-structurés. Les intervieweurs recueillent souvent des informations importantes qui n'avaient pas été anticipées. Ils communiquent ces renseignements supplémentaires à leurs collègues, et les problèmes rencontrés au cours des entretiens de l'après-midi sont examinés.

Au minimum, tous les membres de l'équipe d'évaluation doivent se réunir chaque soir pour faire le point et communiquer leurs avis et leurs premières constatations.

3.5 Réunion de clôture avec la communauté

Au terme de la visite, il est conseillé d'organiser une brève réunion avec les représentants de la communauté afin de les informer de la manière dont l'enquête s'est déroulée et éventuellement des conclusions qui en ont été tirées, ce qui renforce la transparence du processus.

3.6 Analyse quotidienne

L'analyse s'effectue tout au long de l'évaluation et non uniquement à la fin du processus, une fois que toutes les données ont été recueillies. L'étendue de cette analyse en temps réel diffère selon que les données sont quantitatives ou qualitatives:

- Si possible, les données quantitatives sont envoyées tous les jours aux analystes pour leur permettre de les saisir, de les organiser et de commencer à les exploiter. Cette analyse préliminaire fait gagner du temps à la fin du processus, et les équipes d'évaluation peuvent en tirer parti pendant leurs activités sur le terrain. Si, par exemple, l'analyse préliminaire révèle un type de malnutrition particulier, les équipes de terrain pourront modifier leur approche afin d'étudier le problème de plus près.
- Si les enquêteurs saisissent les réponses aux questionnaires directement sur des ordinateurs de poche, les résultats doivent être transférés sur un ordinateur central une fois par jour.
- Les données qualitatives sont analysées en continu par les équipes de terrain. Les discussions qui réunissent les membres d'équipe et les responsables de l'évaluation peuvent conduire à adapter quotidiennement les listes de référence et les méthodes de collecte de données.

4.1 Importance de la qualité des données primaires

La méthode employée pour recueillir les données détermine le niveau de précision d'une EFSA. **La meilleure analyse ne produira pas de bons résultats si les données sur lesquelles elle s'appuie ne sont pas exactes et fiables.**

L'encadré ci-après décrit certains problèmes couramment rencontrés lors de la collecte de données primaires.

Encadré 3.5. Problèmes courants liés aux données primaires

Les données primaires utilisées dans les EFSA proviennent des discussions et des entretiens réalisés avec les informateurs clés, les groupes de concertation, les ménages et les membres qui les composent. Les causes les plus courantes d'inexactitude des données primaires sont exposées ci-après.

Manque de connaissances ou de compétences des intervieweurs

- Les intervieweurs n'ont pas une connaissance suffisante du contexte dans lequel ils travaillent ou des sujets sur lesquels portent les discussions. Ils passent ainsi à côté d'informations essentielles ou n'interprètent pas correctement les réponses.
- Les intervieweurs n'ont pas les compétences requises pour poser des questions sur des sujets sensibles, tels que la problématique hommes-femmes, la violence ou les stratégies de survie.

Informations incomplètes ou inexactes

Ce problème se présente souvent lorsque l'on aborde les questions de revenus et de dépenses, et ce pour les raisons suivantes:

- Les informateurs ne savent pas exactement combien ils gagnent et dépensent. C'est notamment le cas lorsque les ménages dépendent de plusieurs sources de revenus et que toutes ces sources sont variables. Il est alors difficile d'estimer le revenu mensuel moyen.
- L'intervieweur et la personne interrogée ont une interprétation différente des termes employés. Par exemple, les revenus incluent-ils les cadeaux en nature des voisins? Qu'entend-on par moyenne mensuelle, notamment dans le cas d'activités saisonnières comme l'agriculture?

.../...

- Les informateurs sont réticents à révéler toutes leurs sources de revenus, car ils se méfient des motivations de l'évaluation et craignent que les résultats ne soient exploités par l'administration fiscale ou judiciaire; certaines de leurs activités sont illégales ou ils ne souhaitent pas confier des informations sur leurs moyens de subsistance à un étranger.
- Les informateurs prennent conscience que leur communauté aura plus de chances de recevoir une aide s'ils fournissent certains types de renseignements, et ils adaptent leurs réponses en conséquence. Prises à la lettre, ces informations peuvent donner une impression complètement erronée de la situation.

Omission de questions clés dans les questionnaires ou listes de référence

Des problèmes importants peuvent être occultés si les questions n'ont pas été soigneusement préparées, avec une bonne connaissance du contexte. Ainsi, certaines communautés sont fortement dépendantes de l'envoi de fonds de parents travaillant ailleurs. Si l'évaluation porte exclusivement sur les revenus générés *localement*, le tableau obtenu risque d'être plus sombre que la situation réelle.

Partialité des intervieweurs et des informateurs

- Lors d'entretiens semi-structurés notamment, les intervieweurs peuvent influencer sur les réponses en tournant les questions d'une certaine manière ou en adoptant une attitude particulière. Par exemple, si l'intervieweur utilise un ton condescendant, les personnes interrogées risquent de se sentir gênées à l'idée de révéler l'étendue de leur pauvreté et les stratégies de survie auxquelles elles recourent.
- Inévitablement, les informateurs considèrent souvent l'évaluation comme une occasion d'obtenir certains avantages, pour eux ou pour leur communauté, et ils peuvent noircir la situation afin d'obtenir des secours ou d'autres formes d'assistance. Parfois, ils fournissent également des renseignements trompeurs quant aux répercussions de la crise sur différents groupes.

Lassitude des intervieweurs et des informateurs

- On remarque souvent que les premiers entretiens semi-structurés de la journée sont plus longs et plus minutieux que ceux réalisés par la suite. Les intervieweurs se fatiguent et ont le sentiment d'entendre toujours les mêmes réponses. À mesure que la journée avance, les intervieweurs sont moins disposés à approfondir les réponses et sont moins attentifs aux incohérences et aux informations nouvelles.
- Les informateurs risquent également d'être gagnés par l'ennui, notamment si l'entretien dure longtemps ou si d'autres occupations les attendent. Au début, ils peuvent parler volontiers de leurs conditions de vie, mais se désintéresser progressivement du sujet à mesure que la conversation se prolonge, ce qui entraîne une baisse de la qualité des réponses.

Désintérêt des informateurs devant la multiplication des évaluations

Dans les situations d'urgence très médiatisées, il arrive que de nombreuses organisations réalisent des évaluations pendant la même période. Certaines communautés peuvent ainsi recevoir, en l'espace de quelques jours, la visite de plusieurs équipes d'évaluation qui leur posent des questions similaires, ce qui entraîne notamment les conséquences suivantes:

- Les informateurs sont perturbés dans leurs activités et trouvent le processus fastidieux, si bien que la qualité de leurs réponses diminue.
- Les informateurs apprennent à adapter leurs réponses pour obtenir des avantages.

Les différents problèmes décrits dans l'encadré 3.5 peuvent compromettre la fiabilité et l'exactitude des informations. Si ces informations sont introduites dans le système d'analyse (voir **partie IV**), les conclusions finales risquent d'être erronées et les recommandations inappropriées.

Pour limiter ces problèmes, il convient de respecter les principes suivants:

- Choisissez une méthode de collecte des informations primaires adaptée aux objectifs de l'évaluation, au contexte et aux compétences du personnel chargé du travail sur le terrain.
- Examinez soigneusement les données secondaires afin d'établir des listes de référence et des questionnaires aussi pertinents que possible et répondant pleinement aux objectifs particuliers de l'EFSA.
- Formez les enquêteurs et les intervieweurs de manière rigoureuse. Vérifiez qu'ils sont capables de poser les questions en faisant preuve d'objectivité et de compréhension, d'approfondir les réponses au cours des entretiens et de trianguler les informations. Assurez-vous que les intervieweurs connaissent bien le contexte et les sujets à aborder, qu'ils savent ce qu'ils recherchent et qu'ils sont attentifs aux informations inhabituelles.
- N'essayez pas de réaliser un trop grand nombre d'entretiens par jour. Mieux vaut réaliser quelques entretiens de grande qualité que de multiplier les discussions générant des données inexactes et incomplètes.
- Discutez régulièrement des impressions et des constatations au sein de l'équipe d'évaluation, *au moins* une fois par jour pendant le travail sur le terrain.
- Choisissez un large éventail d'informateurs. Veillez à prendre en compte le point de vue des femmes et des hommes.
- Triangulez les informations (voir **partie IV, section 2.2**). Si les renseignements de différentes sources concordent, il est probable qu'ils sont exacts; s'ils sont incohérents ou contradictoires, on peut penser que l'une des sources au moins fournit des informations incorrectes ou que les points de vue divergent à l'intérieur de l'échantillon.

Ces principes ne permettent pas d'éliminer tout risque d'inexactitude, mais le limitent et aident les équipes d'évaluation à prendre conscience des problèmes éventuels. S'il apparaît clairement que les informations primaires sont incorrectes et qu'aucune des approches suggérées dans cette section ne permette de ramener les inexactitudes à un niveau acceptable, il peut être nécessaire d'adapter la méthode d'évaluation ou d'échantillonnage. On peut ainsi:

- supprimer les réponses et conclusions manifestement incorrectes et, le cas échéant, inclure des informateurs supplémentaires;
- réaliser davantage d'entretiens semi-structurés qualitatifs, afin d'étudier les problèmes de plus près et de déterminer l'origine des incohérences;
- intégrer des sites supplémentaires dans l'échantillon, notamment pour la méthode d'échantillonnage par choix raisonné; l'ajout de zones non couvertes par les organismes d'aide, par exemple, peut contribuer à clarifier les incohérences induites par les comportements stratégiques de certains bénéficiaires.

4.2 Méthodes de collecte des données primaires

Au cours d'une EFSA, les données primaires sont collectées à l'aide des méthodes suivantes:

- **Enquêtes auprès des ménages** - Les représentants des ménages sont interrogés à l'aide de questionnaires ou de listes de référence lors d'entretiens semi-structurés.
- **Discussions avec des groupes communautaires** - Les groupes interrogés sont issus de toutes les composantes de la communauté.
- **Discussions avec des groupes de concertation** - Les groupes interrogés sont constitués de personnes ayant au moins une caractéristique commune.
- **Entretiens avec des informateurs clés** - Les personnes interrogées disposent d'une bonne connaissance de certaines caractéristiques de la communauté et de la situation d'urgence en cours.
- **Observation** - L'observation consiste à relever les caractéristiques visibles et importantes de la zone concernée.

Ces méthodes présentent toutes des avantages et des inconvénients et permettent de collecter différents types d'informations. **Il convient donc de les combiner** afin d'améliorer la qualité des données recueillies et de faciliter la triangulation des informations.

Sur les cinq méthodes de collecte de données primaires, quatre reposent sur des entretiens ou des discussions. Ces opérations peuvent être réalisées de diverses manières, de la soumission de questionnaires extrêmement structurés aux conversations libres, en passant par des entretiens semi-structurés. Les EFSA utilisent principalement des **questionnaires** et des **entretiens semi-structurés**. Les encadrés 3.6 et 3.7 présentent leurs avantages et inconvénients respectifs.

Encadré 3.6. Principales caractéristiques des questionnaires

Description

Les questionnaires se composent d'une série de questions soigneusement formulées et agencées. Les questions sont codées pour faciliter la saisie des données et l'analyse statistique. Le même questionnaire est utilisé pour tous les ménages ou autres informateurs sélectionnés dans l'échantillon.

Avantages

- Chaque informateur répond au même ensemble de questions, ce qui permet de comparer les résultats.
- Une formation standard peut être dispensée aux enquêteurs afin que tous enregistrent les informations de la même manière.
- L'organisation et le codage des questions facilitent la gestion et l'analyse des données.

Inconvénients

- Tous les sujets à étudier doivent être planifiés à l'avance de façon à formuler une série de questions standard; les enquêteurs n'ont guère de marge de manœuvre pour adapter les questions en fonction des informations recueillies sur le terrain.
- Les questionnaires permettent difficilement de collecter des données sur des sujets sensibles, tels que les stratégies de survie illégales ou réprouvées par la société.
- Il est compliqué de vérifier l'exactitude des informations avant l'étape d'analyse, stade auquel il est généralement trop tard pour renouveler le travail sur le terrain si les données collectées sont erronées.

Principaux problèmes rencontrés lors de la planification d'une évaluation utilisant des questionnaires

- Le questionnaire doit être élaboré à partir des connaissances contextuelles disponibles, afin d'éviter de perdre du temps en posant des questions inutiles et de ne pas omettre de sujets importants. Avant de concevoir le questionnaire, il est crucial de procéder à un examen approfondi des données secondaires (voir **section 2.5**), et si le temps disponible le permet, il est aussi possible de compléter au préalable les données secondaires avec les informations primaires recueillies lors d'entretiens semi-structurés avec des informateurs clés, des groupes de concertation et des ménages.
- Le questionnaire doit être conforme au plan d'analyse d'une EFSA (voir **partie II**). Les questions doivent permettre de réaliser les tableaux croisés et les comparaisons nécessaires à l'analyse.
- Le questionnaire doit être traduit dans la langue dans laquelle il sera soumis. Il doit ensuite être retraduit par une autre personne dans la langue de départ afin de vérifier l'exactitude de la traduction initiale.
- Avant d'être utilisé, le questionnaire doit être testé dans l'un des secteurs de la zone d'évaluation. Ce test permet de déterminer: i) les questions redondantes qui ne fournissent pas d'informations utiles; ii) les questions à adapter; iii) les problèmes de structure du questionnaire; et iv) les nouvelles questions à ajouter.
- Les enquêteurs (personnes qui soumettent les questionnaires sur le terrain) doivent être bien formés et encadrés. Ils doivent apprendre à poser les questions en respectant les spécificités culturelles et être à même de détecter les incohérences et les inexactitudes dans les réponses. Ils doivent comprendre la logique des questions, afin de les poser de manière adaptée et de fournir les explications nécessaires à leurs interlocuteurs.

Encadré 3.7. Principales caractéristiques des entretiens semi-structurés

Description

Les entretiens semi-structurés s'appuient sur une série de questions préparées à l'avance appelée **liste de référence** ou **plan thématique**. À la différence des entretiens par questionnaire, la formulation, l'ordre et la forme des questions ne sont pas fixes. L'entretien se déroule sur le mode de la conversation et les personnes interrogées sont encouragées à s'exprimer avec leurs propres mots, en prenant leur temps. Les intervieweurs doivent être attentifs aux réponses qui n'ont pas été prévues lors de la compilation de la liste de référence, de manière à approfondir les sujets nouveaux dignes d'intérêt soulevés lors de la conversation.

Les entretiens semi-structurés peuvent être conduits avec des individus, des groupes de ménages, des groupes de concertation et des assemblées composées, par exemple, de responsables communautaires.

.../...

Avantages

- Le mode de la conversation incite les personnes à s'exprimer plus facilement que dans le cadre d'un entretien formel par questionnaire.
- Les sujets sensibles peuvent être abordés en formulant et en structurant les questions en fonction de l'interlocuteur.
- Les informations peuvent être recoupées au cours de l'entretien.
- Il est possible de collecter des renseignements supplémentaires et de modifier la liste de référence pendant le travail sur le terrain.

Inconvénients

- Les questions et les interprétations des réponses ne sont pas normalisées, ce qui complique la comparaison des entretiens.
- Les intervieweurs doivent posséder une expérience et des compétences très étendues.

Principaux problèmes de la planification d'une évaluation utilisant des entretiens semi-structurés

- Il est nécessaire d'étudier les données secondaires de manière approfondie pour déterminer les besoins d'information et constituer la liste de référence.
- Les intervieweurs et les traducteurs/interprètes doivent être informés du contexte et comprendre la problématique et l'utilité des informations à recueillir.

Les deux méthodes de collecte de données primaires décrites dans les encadrés 3.6 et 3.7 peuvent être combinées. Ainsi, la première phase de l'évaluation pourrait faire appel à des entretiens semi-structurés avec les groupes communautaires, les groupes de concertation et les informateurs clés. Son objectif serait de bien comprendre les problèmes qui touchent la population, et les informations obtenues serviraient alors à élaborer un questionnaire destiné à la deuxième phase de l'évaluation. Cette approche présente les avantages suivants:

- Les entretiens semi-structurés permettent d'avoir une compréhension "qualitative" globale de la situation d'urgence et de ses répercussions.
- Des informations statistiques sont collectées au moyen de l'enquête par questionnaire. Ces données peuvent être utilisées pour mesurer la gravité et l'ampleur des problèmes recensés.
- Il est possible de recouper les informations des entretiens semi-structurés et de l'enquête par questionnaire.

Cette approche demande un temps considérable, même si la taille des populations et zones touchées n'est pas importante. Elle peut donc se révéler inadaptée à une EFSA rapide menée sur trois semaines.

Il est également possible de diviser les enquêteurs en deux groupes afin de réaliser les entretiens semi-structurés et l'enquête par questionnaire en parallèle. Il est important que les deux groupes se réunissent au moins une fois par jour pour discuter des constatations et adapter la méthode si nécessaire.

Dans tous les cas, il faut tenir compte des caractéristiques contextuelles de la situation d'urgence pour choisir la méthode de collecte des données primaires la plus appropriée.

4.3 Réalisation de la collecte des données primaires

Cette section explique comment réaliser un **entretien par questionnaire** et un **entretien semi-structuré** et comment mettre en pratique les **cinq principales méthodes** de collecte des données primaires présentées à la **section 4.2**:

- enquêtes auprès des ménages;
- discussions avec des groupes communautaires;
- discussions avec des groupes de concertation;
- entretiens avec des informateurs clés;
- observation.

Elle décrit également les **outils** utilisés pour encourager les informateurs à s'exprimer et ceux employés par les intervieweurs pour analyser les réponses.

4.3.1 Questionnaires formels

4.3.1.1 Conduite de l'entretien

Un questionnaire regroupe une série de questions standard posées à toutes les personnes interrogées. Bien que la méthode soit normalisée, la relation établie entre les enquêteurs et leurs interlocuteurs et la manière dont les questions sont présentées peuvent avoir une incidence considérable sur la qualité des données collectées. Le tableau ci-après expose certains écueils courants et suggère des solutions.

Tableau 3.6. Difficultés courantes des entretiens par questionnaire et solutions

Difficulté	Conséquence	Solution
L'intervieweur n'explique pas bien qui il est.	La personne ne comprend pas la raison de la visite et peut refuser de répondre aux questions. Les réponses fournies peuvent être incomplètes, inexactes ou trompeuses.	Expliquez le motif de la visite et la manière dont les informations seront utilisées. Demandez si l'informateur souhaite répondre aux questions et si le moment est bien choisi.
L'intervieweur n'interroge pas la bonne personne (un jeune enfant ou un voisin, par exemple).	Les informations sont inexactes.	La personne interrogée doit être un adulte du ménage (et non un invité) et de préférence le chef du ménage ou son conjoint. Si aucune des personnes disponibles ne convient, n'interrogez pas ce ménage et passez au suivant dans la liste. Revenez plus tard si possible.
L'intervieweur suit le questionnaire de manière mécanique, sans prêter attention aux réponses fournies.	Les informations sont souvent incorrectes, comme le révèle le nettoyage des données. La consommation alimentaire indiquée, par exemple, peut être incompatible avec l'état physique des membres du ménage.	Prenez votre temps pour réaliser l'entretien. Posez chaque question avec soin, en vérifiant que la personne la comprend bien. Réfléchissez à la réponse fournie et comparez-la aux réponses précédentes. Si nécessaire, répétez la question et recoupez la réponse pour vous assurer qu'elle est exacte.

.../...

Difficulté	Conséquence	Solution
L'intervieweur n'observe pas le ménage et l'environnement.	Certaines informations importantes ne sont pas recueillies.	Au moment où vous vous présentez, prenez le temps de regarder autour de vous. Posez des questions sur les points qui vous semblent intéressants et notez les réponses. Passez ensuite au questionnaire.

4.3.1.2 Élaboration du questionnaire

Les questionnaires se composent d'une série de questions destinées aux ménages sélectionnés. Pour les élaborer, il convient d'appliquer les principes suivants:

- 1. Le questionnaire doit être adapté au contexte** - Les modes d'accès à l'alimentation et de consommation alimentaire diffèrent notablement d'un pays à l'autre et d'une zone à l'autre à l'intérieur d'un même pays. Les questions doivent s'appuyer sur une solide compréhension du contexte, qui peut s'acquérir en analysant les données secondaires ou en collectant des données primaires lors d'entretiens semi-structurés ou, si possible, par une combinaison de ces deux méthodes.
- 2. Le questionnaire doit être ciblé** - Chaque question doit avoir une finalité. Toutes doivent contribuer directement à satisfaire les besoins d'information et s'inscrire dans un plan d'analyse clair (voir **partie II**). La multiplication de questions qui ne seront pas utilisées dans l'analyse est une perte de temps et peut entraîner des réponses de mauvaise qualité aux questions qui *sont* nécessaires, car les intervieweurs et les informateurs finissent par se lasser lorsque les questionnaires sont très longs.
- 3. Les questions doivent permettre des recoupements** - Pour faciliter la triangulation des informations obtenues, il est utile d'inclure des questions qui envisagent le même sujet sous différents angles. Ainsi, plusieurs questions peuvent porter sur les sources de revenus, les envois de fonds par des proches et les migrations. Celles liées aux dépenses et/ou à la consommation des ménages peuvent être utilisées comme indicateurs de substitution pour déterminer les revenus.
- 4. Les questionnaires doivent être traduits dans la langue locale** - Les questionnaires sont souvent rédigés dans des langues telles que l'anglais, l'espagnol ou le français, qui ne sont pas forcément répandues dans la zone de l'évaluation. Le questionnaire doit être traduit dans la langue locale, même si les enquêteurs parlent les deux langues. Il est important de le faire traduire ensuite en sens inverse, de la langue cible vers la langue source, *par une personne différente*. Si la version obtenue ne correspond pas à l'originale, cela signifie que l'une des traductions pose quelque problème. L'opération doit être renouvelée tant que la traduction en sens inverse n'est pas satisfaisante, en changeant de traducteurs pendant le processus si nécessaire.

Un exemple de questionnaire approprié est fourni à l'**annexe 1**. Notez que ce questionnaire a été conçu pour une situation d'urgence particulière et qu'il ne doit pas être utilisé dans un autre contexte sans être adapté. Le DVD qui accompagne le présent manuel contient d'autres exemples de questionnaires.

4.3.2 Entretiens semi-structurés

4.3.2.1 Conduite de l'entretien

Les entretiens semi-structurés posent plus de difficultés que les entretiens par questionnaire. La **liste de référence** (ou **plan thématique**) remplace le questionnaire et l'intervieweur essaye, sur le mode de la conversation, d'établir une relation détendue et constructive avec l'informateur. L'opération n'est pas toujours facile, notamment si l'intervieweur ne connaît pas bien la culture et ne comprend pas la langue. L'encadré ci-après propose quelques conseils pour mener ce type d'entretien.

Encadré 3.8. Conseils relatifs à la conduite d'entretiens semi-structurés

Préparation

- Avant de partir sur le terrain, étudiez soigneusement la liste de référence afin de ne pas avoir à vous y reporter tout le temps pendant les entretiens.
- Travaillez par équipes de deux personnes. L'une pose les questions tandis que la deuxième prend des notes.
- Si vous faites appel à des interprètes, informez-les en détail de la finalité des entretiens et fournissez-leur une copie de la liste de référence. Présentez tous les outils qui seront employés (voir **section 4.4**).
- Habillez-vous en respectant les usages, et ne choisissez pas des vêtements trop élégants. Le fait de porter des vêtements coûteux dans une région pauvre peut augmenter la distance psychologique entre l'intervieweur et les informateurs.

Conduite des entretiens

- Demandez à l'informateur s'il veut bien vous parler. Expliquez le motif de la visite et la manière dont les informations seront utilisées.
- Adaptez-vous au mieux à la situation. Si les membres du ménage sont assis sur le sol, faites de même. Si on vous le propose, acceptez une tasse de thé, une collation, etc.
- Commencez l'entretien sans vous presser. Abordez des sujets généraux, tels que la météo ou la famille. Soyez à l'écoute et amical.
- Amenez progressivement la conversation sur les questions de la liste de référence. Laissez aux informateurs le temps de s'exprimer, avec leurs propres mots. Si les réponses ne sont pas claires, laissez l'interlocuteur finir, puis demandez-lui des éclaircissements. Ne vous inquiétez pas de l'ordre dans lequel les sujets de la liste de référence sont traités; il est plus important de laisser la conversation se poursuivre.
- Soyez attentif aux informations qui n'avaient pas été anticipées.
- Réfléchissez aux réponses fournies et comparez-les aux renseignements recueillis précédemment au cours de cet entretien ou auprès d'autres sources. En cas de contradictions apparentes, demandez des explications supplémentaires ou posez les mêmes questions de différentes manières.
- Évitez de vous reporter trop souvent à la liste de référence afin de ne pas rompre le fil de la discussion.
- Soyez attentif aux signes de lassitude ou d'irritation de l'informateur et demandez-lui si des tâches l'attendent. Le cas échéant, mettez fin poliment à l'entretien; les personnes ne sont en aucun cas obligées de répondre aux questions des équipes de l'EFSA.

Pour être un bon intervieweur, il faut être **patient, à l'écoute et curieux**, et seule une longue pratique permet de réaliser des entretiens de qualité. Si une EFSA repose sur des entretiens semi-structurés, l'équipe doit compter plusieurs intervieweurs chevronnés. Ces personnes peuvent travailler en binôme avec des collègues moins expérimentés, qui pourront ainsi se former.

4.3.2.2 Constitution de la liste de référence

La liste de référence (également appelée plan thématique) est similaire au questionnaire en ce sens qu'elle se compose d'une série de questions à poser pendant l'entretien. Comme dans les questionnaires, les questions s'appuient sur les objectifs de l'évaluation et la connaissance du contexte. Il existe cependant d'importantes différences entre ces deux supports, notamment:

- La liste de référence, qui contient tous les sujets répertoriés dans le plan d'analyse, est utilisée comme aide-mémoire par l'intervieweur (voir **partie II**).
- Les questions ne sont pas posées dans un ordre particulier et sont présentées sur le mode de la conversation utilisé dans les entretiens semi-structurés.
- L'intervieweur doit être prêt à discuter de sujets dignes d'intérêt ne figurant pas sur la liste de référence. Ces points supplémentaires peuvent résulter de l'observation réalisée par l'intervieweur ou être abordés par les personnes interrogées.
- À la différence des questionnaires, les listes de référence peuvent être modifiées à mesure que l'évaluation progresse et que la compréhension de la situation s'améliore.
- L'analyse des informations obtenues à partir de listes de référence est plus difficile, car certaines réponses, sous forme de récits par exemple, ne peuvent pas être codées simplement.

Un exemple de liste de référence est fourni à l'**annexe 3**. Comme pour le questionnaire de l'annexe 1, le document est destiné à un contexte particulier et ne doit pas être réutilisé sans être adapté. Des exemples supplémentaires sont proposés sur le DVD.

4.3.3 Enquêtes auprès des ménages

Le terme «enquête auprès des ménages» désigne généralement la soumission d'un questionnaire standard à un échantillon aléatoire (voir **section 2.7**). Dans ce type d'enquête:

- un questionnaire standard est élaboré à partir des besoins d'information recensés (voir **partie II**);
- les enquêteurs reçoivent une formation avant de soumettre le questionnaire;
- le questionnaire est testé sur le terrain et modifié si nécessaire;
- le questionnaire final est présenté selon la méthode d'échantillonnage des ménages sélectionnée (voir **section 2.7.2**).

Les enquêtes auprès des ménages peuvent également prendre la forme d'entretiens semi-structurés menés avec un échantillon généré de manière aléatoire ou par choix raisonné.

Les enquêtes utilisant un questionnaire standard sont à privilégier si l'on connaît bien le nombre et la localisation des personnes concernées et que les conditions matérielles d'accès aux populations sont bonnes. Dans ces conditions, on peut adopter la méthode d'échantillonnage aléatoire et réaliser les analyses statistiques sur des données codées dans un format standard. Les enquêtes sous forme d'entretiens semi-structurés sont utiles si les renseignements disponibles sur la population sont insuffisants, si les conditions d'accès sont difficiles ou si l'on cherche à recueillir des informations sensibles. Dans ces circonstances, on utilise généralement la méthode d'échantillonnage par choix raisonné et des listes de référence, en donnant moins d'importance à l'analyse statistique.

Dans certaines situations, les ménages sont interrogés en dehors du cadre formel de l'enquête. Cette pratique est courante dans les évaluations initiales ou rapides, lorsque le niveau de détail des informations est plus important que leur représentativité statistique.

4.3.4 Discussions avec des groupes communautaires

Les discussions avec les groupes communautaires sont particulièrement indiquées lorsque le temps disponible est limité. Les groupes sont constitués d'hommes et de femmes issus de diverses composantes de la communauté et, contrairement aux groupes de concertation, ne sont pas sélectionnés sur des caractéristiques communes. Ce type de discussion est généralement réalisé dans les circonstances suivantes:

- Une discussion est organisée peu après l'arrivée des évaluateurs sur le site, afin de servir de point d'entrée. Un groupe représentatif sélectionné au sein de la communauté y est convié.
- Une discussion démarre spontanément alors que les évaluateurs parlent avec une personne ou un petit groupe auquel se joignent progressivement d'autres personnes. Ces groupes peuvent atteindre des tailles assez importantes.

Il est conseillé d'être préparé à ce type de discussions, car elles se produisent presque toujours au cours d'une EFSA. Lors d'une discussion avec un groupe communautaire, il est préférable de chercher à obtenir des informations diversifiées, sans entrer dans les détails; les sujets pourront être approfondis à l'occasion des entretiens individuels ou de discussions avec des groupes de concertation. Lors d'une discussion avec un groupe communautaire, il est notamment possible de recueillir les informations suivantes:

- situation générale dans la communauté et répercussions de la crise;
- stratégies de subsistance adoptées dans la zone et incidence de la situation d'urgence sur ces stratégies;

- liste préliminaire des zones et groupes les plus touchés;
- renseignements sur l'état des services et des infrastructures (santé, éducation, marchés, réseaux d'approvisionnement en eau et routes, par exemple);
- autres problèmes liés au contexte.

Les intervieweurs doivent être attentifs aux informations nouvelles. Les groupes communautaires fournissent d'excellentes occasions de soulever des points qui pourront être vérifiés ultérieurement, lors d'entretiens avec des informateurs clés et de discussions avec des groupes de concertation.

Encadré 3.9. Collecte de données dans un contexte de violence sexuelle et sexiste

Le texte ci-dessous est extrait des instructions⁵⁰ du **Comité permanent interorganisations** en matière de violence sexuelle et sexiste.

Dans les situations d'urgence, il est peu probable qu'on dispose de données fiables concernant la violence sexuelle, la plupart des informations proviendront probablement de preuves anecdotiques/témoignages obtenus auprès de sources variées.

Durant une urgence, beaucoup d'évaluations initiales sont effectuées par les organisations humanitaires, par les bailleurs de fonds et par les autorités. Ces évaluations devraient contenir des informations sur la violence sexuelle, sans se soucier des intérêts du secteur ou de l'organisation, et devraient être partagées avec les groupes de travail sur la violence basée sur le sexe. Ceci permettra d'éviter le double emploi dans les évaluations et les entretiens avec la communauté.

Il est conseillé de recueillir et compléter les informations traitant de la nature et de l'ampleur de la violence sexuelle; politiques, attitudes, et pratiques des acteurs des secteurs multiples, et les services ainsi que les lacunes qui existent en matière de prévention et de réponse. Les informations doivent comporter:

- des informations démographiques contenant des données ventilées par âge et par sexe;
- une description des mouvements de population (pour comprendre le risque de violence sexuelle);
- une description des lieux/camps, des organisations présentes, des types de services et des activités en cours;
- un examen de la violence sexuelle (populations courant le plus de risques, toute donnée disponible sur des incidents de violence sexuelle);
- les autorités légales et de la sécurité nationale (législations, définitions juridiques, procédures policières, procédures judiciaires, procédures pénales/civiles);
- les systèmes communautaires de justice traditionnelle ou du droit coutumier;
- les activités plurisectorielles de prévention et de réponse (coordination, mécanismes de renvoi, psychosociales, santé, sécurité/police, protection/justice pénale).

Recueillir les informations conformément aux principes directeurs pour la sûreté, la confidentialité, le respect, et la non-discrimination, et garder à l'esprit la nature sensible de cette question pour les communautés et les prestataires de services.

50. Directives en vue d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire, Centrage sur la prévention et la réponse à la violence sexuelle dans les situations d'urgence, IASC, septembre 2005.

- Les méthodes de collecte d'information doivent se faire avec la participation de la communauté et pourraient inclure des entretiens semi-structurés, des visites de sites et une observation de l'environnement.
- Les sources secondaires d'information susceptibles d'être utiles incluent les évaluations des besoins existants, les rapports, et les données disponibles sur la violence sexuelle.
- Utiliser des techniques qui rallieront la communauté et la confiance individuelle, au lieu de les aliéner, en intégrant les sensibilités culturelles et en faisant preuve de tact lors des discussions des sujets délicats.
- Garantir l'anonymat et la sûreté de toutes les sources d'information.
- Utiliser des intervieweurs et des interprètes du même sexe.
- La collecte d'information devrait être effectuée par des équipes pluridisciplinaires.

Les groupes communautaires peuvent se révéler difficiles à gérer, car leur taille augmente souvent très rapidement. De nombreuses personnes cherchent à prendre la parole, ce qui entraîne une ambiance chaotique. Les intervieweurs doivent s'efforcer de préserver la bonne humeur et expliquer que les intervenants doivent parler l'un après l'autre. Il convient d'encourager les plus réservés à s'exprimer, sans pour autant insister si la personne n'y est pas disposée. Si la conversation n'est plus contrôlable, que trop de personnes parlent en même temps ou encore que des querelles éclatent, les intervieweurs doivent clore la discussion en remerciant tous les participants.

4.3.5 Discussions avec des groupes de concertation

Les groupes de concertation se composent de personnes qui ont certaines caractéristiques en commun et qui sont en mesure de fournir des renseignements sur le sujet discuté. Ils sont extrêmement utiles pour obtenir des informations détaillées sur une question donnée. Ils peuvent également compléter une enquête auprès des ménages, et fournir des indications sur des sujets sensibles difficiles à aborder au moyen d'un questionnaire (voir **section 4.3.1**). Ces groupes sont également utilisés pour la triangulation et le recoupement des informations.

Lors d'un entretien avec un groupe de dix personnes au maximum, les opinions exprimées par l'une d'entre elles peuvent être recoupées immédiatement auprès des autres membres du groupe. La dynamique de groupe aboutit souvent à des échanges plus vivants que lors des entretiens individuels. Il faut éviter les rapports de force trop déséquilibrés entre les membres du groupe, car les personnes les plus influentes dominent alors fréquemment la discussion. Exemples de groupes de concertation:

- paysans utilisant des systèmes agricoles similaires et disposant d'avoirs comparables, en termes de superficie de terres cultivées notamment;
- commerçants vendant les mêmes marchandises et enregistrant un chiffre d'affaires de même ordre;
- mères et personnes principalement chargées de s'occuper des enfants et de préparer les repas; dans de nombreuses sociétés, ces questions sont d'un intérêt crucial pour les équipes d'une EFSA.

Il est conseillé de consulter les femmes séparément dans les sociétés dans lesquelles elles ont moins de pouvoir que les hommes, sont moins instruites qu'eux ou exercent leur influence dans la sphère privée. Les groupes de concertation sont sélectionnés en fonction du type d'information recherché et de la nature de la situation d'urgence. L'exemple ci-après en donne quelques illustrations.

Exemple 3.6. Discussions avec des groupes de concertation dans le contexte d'une sécheresse

L'équipe d'évaluation souhaite déterminer les répercussions de la sécheresse sur les différents groupes de subsistance. Les groupes de concertation peuvent être constitués:

- d'agriculteurs qui vendent leur récolte pour acheter d'autres biens;
- de propriétaires de bétail qui vendent des animaux et des produits d'origine animale pour acheter de la nourriture;
- de commerçants qui achètent et vendent des récoltes et des animaux.

Il convient de s'entretenir séparément avec ces personnes, car, entre autres problèmes, la sécheresse peut les toucher de différentes manières:

- Les récoltes des **agriculteurs** sont moins importantes. La production familiale consommée baisse et les quantités de produits à vendre diminuent. Toutefois, ils vendent leurs récoltes à un meilleur prix.
- Les animaux sont en mauvaise santé en raison du manque d'eau et de pâturages. Leur prix de vente sur le marché est par conséquent peu élevé. Les **propriétaires de bétail** doivent vendre leurs animaux à bas prix, mais payer le prix fort pour acheter des aliments.
- Les **commerçants** ont constitué des stocks de produits alimentaires lorsque les prix étaient bas; ils peuvent maintenant les vendre à des prix élevés et dégager ainsi des bénéfices intéressants.

Les discussions avec les groupes de concertation reposent sur la méthode de l'entretien semi-structuré. Une liste de référence est constituée (voir **section 4.3.2**) et l'intervieweur cherche à créer une atmosphère détendue et constructive (voir encadré 3.8). L'encadré ci-après présente les points à prendre en compte lors de ces discussions.

Encadré 3.10. Conseils visant à faciliter les discussions avec des groupes de concertation

Préparation

- Interrogez la population locale pour déterminer les groupes et les personnes à consulter.
- Vérifiez que les rapports de force entre les personnes du groupe ne sont pas disproportionnés (entre un chef local et un membre d'un clan marginalisé, par exemple). Dans ce cas, les personnes les plus influentes dominent généralement la discussion, et celles qui ont le moins de pouvoir hésitent parfois à exprimer ouvertement leurs opinions.

- Le groupe doit comprendre entre six et dix personnes. Avec moins de six personnes, les avantages de la mise en commun des connaissances et de la dynamique de groupe diminuent. Au-delà de dix, le groupe devient difficile à gérer et les personnes n'ont pas un temps de parole suffisant.
- Établissez une liste de référence pour guider la discussion. Cette liste doit être adaptée au contexte et au groupe de concertation (voir la **section 4.3.2**).
- Convenez de l'heure et du lieu de la discussion. Préférez un endroit isolé afin d'éviter les curieux qui risquent de rendre le groupe rapidement ingérable.
- Habillez-vous de façon correcte, mais pas trop stricte.
- Si possible, prévoyez deux intervieweurs: le premier pose les questions tandis que le second note les réponses.
- L'équipe d'évaluation doit choisir le format de consignation des informations à recueillir au cours des discussions avec les groupes de concertation. Il n'est pas nécessaire de prévoir tous les détails, mais il faut utiliser un format cohérent entre les différentes équipes en vue de faciliter l'analyse des données⁵¹.

Conduite de la discussion

- Les personnes doivent être installées de manière à être toutes au même niveau, sur des sièges ou assises sur le sol. Les participants s'assoient en cercle.
- L'intervieweur se présente et explique les objectifs de l'exercice.
- Il précise les règles à respecter pendant la discussion: toutes les personnes ont le même droit de parole et tous les points de vue peuvent être exprimés.
- L'intervieweur utilise une liste de référence: il lance les sujets de conversation et invite les membres du groupe à donner leur avis. L'intervieweur vérifie que toutes les questions ont été traitées et est attentif aux éventuelles informations qui n'avaient pas été anticipées.
- La personne chargée de consigner les informations note les réponses.
- L'intervieweur doit se fier à son propre jugement pour décider quand il peut laisser libre cours à la discussion et quand il doit la recentrer sur les sujets de la liste de référence.
- Il essaye de faire en sorte que toutes les personnes du groupe participent. Il arrive fréquemment qu'une ou deux personnes dominent le débat. Avant que ce type de situation ne s'installe, l'intervieweur doit demander poliment à ces personnes de patienter et inviter les membres plus discrets à s'exprimer. Il est parfois nécessaire de faire preuve d'énormément de tact.
- Des désaccords surviennent généralement entre les membres du groupe. Ainsi, une personne peut affirmer que tout le monde reçoit des secours, alors qu'une autre prétend que certains districts reçoivent davantage d'aides que d'autres. L'intervieweur fait avancer le débat en incluant d'autres personnes dans la discussion et en cherchant à déterminer la source du désaccord. L'un des principaux avantages des groupes de concertation est la possibilité de recouper instantanément les informations. Il existe souvent plusieurs "vérités". Les membres du groupe ont des points de vue divergents, et la situation d'urgence peut avoir des répercussions différentes sur chaque participant. Le groupe de concertation est l'occasion de découvrir ces diverses opinions.
- L'intervieweur passe progressivement d'un sujet à l'autre dans la liste de référence. Chaque fois qu'un point a été traité, il en résume les conclusions afin de vérifier qu'il a bien compris ce que le groupe lui a dit.
- À la fin de la discussion, l'intervieweur fait le point sur toutes les conclusions et explique comment les informations seront utilisées.

Après la discussion

- L'intervieweur et la personne chargée de consigner les informations valident les résultats et les organisent selon le format prédéfini.

51. Pour plus d'informations, voir la fiche technique n° 9, Collecte et analyse de données qualitatives pour les évaluations de la sécurité alimentaire (*Qualitative Data Collection and Analysis for Food Security Assessments*), L. Morinière, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007.

4.3.6 Entretien avec des informateurs clés

Les informateurs clés sont des personnes qui disposent de connaissances spécialisées sur certaines caractéristiques de la zone, de la population ou de la situation d'urgence. Ils doivent être consultés dans toutes les EFSA. Ils comprennent généralement:

- des agents sanitaires et autres prestataires de services, tels que des hydrauliciens et des enseignants;
- des commerçants;
- des agriculteurs et agents de vulgarisation agricole;
- des employés des services gouvernementaux, des organismes des Nations Unies et des ONG;
- des responsables communautaires.

Toute personne susceptible d'avoir une opinion et des connaissances intéressantes sur la situation peut être interrogée en tant qu'informateur clé. L'équipe doit toujours être à la recherche de telles personnes au cours de la planification et de la mise en œuvre de l'évaluation.

La sélection des informateurs clés dépend du contexte et des besoins d'information définis dans la **partie II**. Exemples:

- si la crise est déclenchée par un déclin économique prolongé et par la rupture des liaisons commerciales avec les partenaires traditionnels, les informateurs clés peuvent comprendre des économistes de l'université locale et des commerçants des différents types de marchés (grossistes, détaillants, etc.); si la crise est provoquée par une sécheresse, les informateurs clés peuvent inclure des agriculteurs, des agents de vulgarisation agricole et des commerçants.

Il n'existe pas de règles définies pour sélectionner les informateurs clés ou déterminer le nombre de personnes à interroger au cours de l'évaluation, mais il est possible d'appliquer les règles générales décrites dans l'encadré 3.11.

Encadré 3.11. Règles générales de sélection des informateurs clés

Sélectionnez les **informateurs clés directs**, en prise avec les problèmes mis en évidence dans le plan d'analyse. Ainsi, sachant que toutes les EFSA portent sur la nutrition, l'état de santé, les disponibilités alimentaires et l'accès à l'alimentation, les informateurs clés suivants peuvent être sollicités:

- des agents sanitaires, pour obtenir des informations sur l'état de santé, l'état nutritionnel et les services de santé;
- des commerçants, pour collecter des données sur les disponibilités alimentaires et l'accès à l'alimentation au moyen d'indications sur l'évolution des prix, l'offre et la demande, l'intégration des marchés, etc.;
- des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs, pour recueillir des renseignements sur la production prévue, les prix, la demande de produits, etc.

Identifiez autant d'informateurs clés que possible en fonction du temps disponible et essayez de choisir différents types d'interlocuteurs. Si, par exemple, vous avez le temps d'interroger cinq informateurs clés sur les questions de nutrition, il est déconseillé de consulter cinq nutritionnistes travaillant dans le même centre d'alimentation. Il serait plus utile de vous adresser à :

- un nutritionniste du centre d'alimentation, pour obtenir des informations sur le type et la gravité de la malnutrition dont souffrent les enfants et les mères accueillis par le centre;
- un agent de vulgarisation sanitaire, pour réunir des renseignements sur les pratiques de soins, la préparation des aliments et l'utilisation de l'eau;
- un représentant du service local des eaux ou d'une ONG travaillant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, pour collecter des données sur la qualité de l'eau et la quantité disponible, ainsi que sur l'environnement sanitaire;
- un commerçant, pour s'informer des types de produits alimentaires disponibles, de l'évolution des prix et, par conséquent, de l'accès à l'alimentation;
- un enseignant, pour déterminer l'état de santé et l'état nutritionnel des enfants scolarisés.

La consultation de divers types d'informateurs clés permet d'étudier les questions en détail. Dans notre exemple, les différents informateurs fournissent des renseignements sur les symptômes (niveau de malnutrition constaté par le centre d'alimentation) et sur les causes possibles du problème (mauvaise qualité de l'eau entraînant des maladies, faible diversité du régime alimentaire, etc.).

Sélectionnez des **informateurs clés indirects**, qui connaissent le contexte et qui peuvent avoir des liens indirects avec les problèmes mis en lumière par le plan d'analyse. Ces personnes ne sont parfois pas acteurs des principaux domaines d'intérêt (nutrition et sécurité alimentaire), mais peuvent fournir des informations contextuelles et des éclairages sur ces questions. Elles incluent :

- les responsables communautaires;
- les enseignants;
- les journalistes locaux;
- les collaborateurs des ONG locales.

Les informateurs clés indirects sont interrogés en fonction du temps disponible. Les équipes d'évaluation doivent rechercher des personnes susceptibles d'offrir des points de vue intéressants et estimer la durée à consacrer à chaque entretien.

Les entretiens avec les informateurs clés peuvent être menés individuellement ou par groupes. Dans l'exemple de l'encadré 3.11, une discussion réunissant les cinq informateurs serait probablement intéressante. Il est également possible d'organiser une **discussion avec un groupe de concertation** constitué, par exemple, d'agents sanitaires ou de commerçants.

En règle générale, les informateurs clés sont interrogés dans le cadre d'entretiens semi-structurés (voir **section 4.3.2**). **La liste de référence varie selon le type d'informateur**, comme dans les exemples suivants :

- **Agents sanitaires** - L'entretien est centré sur les facteurs qui influent sur la santé de la population, la fréquence des maladies et les causes de mauvaise santé.
- **Commerçants** - La discussion s'appuie sur les indicateurs de la **partie II** pour aborder le fonctionnement des marchés locaux et nationaux.
- **Secouristes** - La conversation porte sur les répercussions de la crise sur les populations avec lesquelles les secouristes sont en contact et sur le type d'assistance déjà procuré.

Parallèlement aux questions liées à leur activité, il est souvent utile d'aborder des sujets d'ordre général avec les informateurs clés, car ceux-ci sont souvent bien informés de la situation et se déplacent parfois fréquemment dans différentes parties de la zone touchée. Ainsi:

- les commerçants peuvent travailler sur différents marchés et sont donc à même de fournir des informations sur l'impact relatif de la crise dans diverses parties de la zone touchée;
- les professionnels, tels que les médecins et les ingénieurs, ont souvent des amis et des contacts dans d'autres secteurs, par exemple des hommes politiques locaux; ils peuvent donc être bien placés pour parler de la situation politique ou sociale.

Un exemple de questionnaire destiné aux informateurs clés est fourni à l'**annexe 2**. Comme dans les exemples des annexes 1 et 2, le document a été conçu pour un contexte particulier et ne doit pas être réutilisé sans être adapté.

Mise en garde relative aux informateurs clés: on accorde facilement trop de poids aux opinions de certains informateurs clés, *notamment s'ils s'expriment avec aisance et sont très faciles d'accès*. Par exemple, un chef d'équipe d'évaluation non originaire du pays touché trouvera plus facile de parler à un professeur d'université qui a des idées bien arrêtées et qui parle anglais ou français. Cette personne risque ainsi d'influer davantage sur l'évaluation qu'un commerçant qui parle uniquement la langue locale. Les évaluateurs doivent être conscients de ce type de biais et essayer de travailler avec un éventail d'informateurs clés aussi large que possible.

4.3.7 Observation

L'observation est un outil important qui permet d'assimiler rapidement une grande quantité d'informations. Elle peut également orienter la collecte des données. Si, pendant le trajet vers la zone d'évaluation, on constate que les inondations ont provoqué des dégâts ou que les routes sont en mauvais état, il faudra bien entendu intégrer ces problèmes dans les investigations. Toutefois, les observations doivent être traitées avec prudence, car on risque d'accorder une importance excessive à un élément impressionnant, mais isolé. Ainsi, les dégâts causés aux habitations et aux routes par les inondations peuvent se limiter à un site donné, les autres zones étant épargnées.

L'observation peut prendre plusieurs formes. Les méthodes les plus utiles sont décrites dans les sections ci-après.

4.3.7.1 Observation informelle

De nombreuses images se présentent en permanence aux personnes qui travaillent sur le terrain. Lors d'une évaluation des besoins, il est conseillé de saisir la moindre occasion d'observer le contexte:

- **Lors des trajets** - Il est possible d'observer les activités économiques (agriculture, fabrication et commerce), les mouvements de population le long des routes, les conditions climatiques (pluies, état des pâturages et des cultures), l'état des routes, la sécurité (barrages routiers et personnes armées) et bien d'autres éléments.
- **À l'arrivée sur le site** - Une fois les présentations effectuées et avant de commencer les entretiens, il est conseillé de parcourir le site en compagnie de membres de la communauté. Cette visite permet de se familiariser avec le lieu et d'établir de bons rapports avec la population locale; c'est aussi l'occasion de trouver matière à discussion par la suite, notamment en observant les activités des personnes.

4.3.7.2 Observation des ménages

Durant une enquête auprès de ménages, réalisée à l'aide de questionnaires ou sous forme d'entretiens semi-structurés, il est utile d'observer l'environnement dans lequel la conversation a lieu. L'intervieweur peut ainsi recueillir des informations précieuses sur les produits alimentaires consommés, les pratiques d'hygiène et la préparation des repas ou encore sur les types d'avoins. Les équipes d'évaluation doivent cependant veiller à ne pas se montrer indiscrettes, et demander l'autorisation avant, par exemple, d'examiner les produits alimentaires ou d'aller voir les latrines.

4.3.7.3 Marches transversales d'observation

L'intervieweur traverse le site (village, district urbain) en essayant de respecter autant que possible une ligne droite, en compagnie d'un ou de plusieurs membres de la population locale. L'intervieweur note les caractéristiques importantes, telles que l'emplacement d'une rivière, d'un moulin et de différents types d'abris, et en parle avec les personnes présentes. Cette marche peut fournir un instantané intéressant du site. S'il en a le temps, l'intervieweur peut renouveler l'opération en suivant d'autres axes pour parcourir le site.

4.3.7.4 Observation structurée

L'observation peut fournir des données quantitatives concrètes. Ainsi, un observateur peut s'asseoir à proximité du point d'eau du village aux heures où la population s'y rend (le matin et le soir, généralement). Il compte les personnes, note la taille des récipients utilisés et calcule le temps moyen passé pour obtenir de l'eau (attente, remplissage, etc.).

Les observations doivent être notées, faute de quoi elles risquent de ne pas être prises en compte dans l'analyse. Cette consignation est simple dans le cas d'une observation structurée. Un formulaire standard doit être élaboré afin d'être complété par tous les observateurs. Dans les méthodes d'observation moins structurées, il est important de relever les problèmes constatés, généralement en deux étapes:

1. L'observateur note sur son carnet les points intéressants.
2. Plus tard, généralement en fin de journée, il compile les informations dans un format convenu avec le reste de l'équipe d'évaluation.

Le tableau ci-après présente un formulaire de consignation des observations.

Tableau 3.7. Exemple de formulaire de consignation des observations

Site	Observation	Signification	Suivi
Village X	<ul style="list-style-type: none"> • Drainage insuffisant autour du puits; l'eau renversée retourne dans le puits. • Des animaux marchent autour du puits. 	<ul style="list-style-type: none"> • Contamination de l'eau susceptible d'entraîner des maladies diarrhéiques et une malnutrition, notamment chez les jeunes enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtez sur l'utilisation de l'eau par les ménages: l'eau est-elle bouillie ou traitée? • Interrogez les agents sanitaires sur la situation de la nutrition. • Réalisez des mesures anthropométriques.
	<ul style="list-style-type: none"> • Bétail en bonne santé observé aux abords du village: les informateurs ont présenté la santé du bétail comme un problème majeur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Certains villageois ont préservé la santé de leurs animaux en leur donnant accès à de meilleurs pâturages, par des soins vétérinaires, etc. • Les animaux en bonne santé appartiennent à des personnes habitant d'autres zones. • Les informateurs ont fourni une image déformée de la situation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renseignez-vous auprès des propriétaires des animaux. • Essayez de déterminer les facteurs permettant aux propriétaires de ce troupeau de préserver la santé de leurs bêtes.

4.4 Outils participatifs pour la collecte des données primaires⁵²

Les outils présentés dans cette section peuvent être employés pour les différents types d'entretiens et de discussions décrits à la section 4.3. Ces outils:

- aident les informateurs à s'exprimer en structurant la façon dont les problèmes sont abordés, et sont particulièrement utiles si les interlocuteurs ne sont pas habitués à quantifier les données au moyen de pourcentages ni à hiérarchiser les informations en fonction de priorités ou de délais, par exemple;
- aident les évaluateurs à analyser les informations recueillies, en convertissant les données (souvent qualitatives) en cadres standard;
- facilitent les discussions, car ils réunissent informateurs et intervieweurs autour d'une même tâche, favorisant ainsi l'élimination des barrières; dans les groupes de concertation, ces outils peuvent stimuler les discussions.

Les outils doivent être employés de manière sélective. Selon la situation, certains, voire tous, peuvent être inutiles. Ils risquent, par exemple, de ne pas être efficaces lors des entretiens avec des informateurs clés de haut niveau, tels que des ingénieurs ou des médecins.

52. La section 4.4 est adaptée des Lignes directrices pour l'évaluation des situations d'urgence, FICR, 2005; et du manuel *Participation by Crisis-Affected Populations in Humanitarian Action: Practitioners' Handbook*, Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action. Voir aussi Techniques et outils participatifs - Guide du PAM, 2001.

Les équipes d'évaluation doivent juger des éventuels outils à employer en fonction de la situation. Il est également possible de faire appel à des outils supplémentaires non inclus dans ce manuel, tels que les diagrammes de Venn mettant en évidence les relations institutionnelles⁵³.

4.4.1 Calendriers quotidiens

Les informateurs sont invités à décrire une journée type, en donnant le maximum de détails sur leurs différentes activités et la durée de chacune.

Les calendriers quotidiens permettent à l'équipe d'évaluation de déterminer à quelles tâches les divers membres d'une communauté se consacrent et la manière dont les habitudes quotidiennes peuvent changer suite à un choc. Ils peuvent également orienter la conception des programmes. Si les personnes passent cinq heures par jour à se procurer de l'eau, par exemple, il faut envisager d'améliorer l'approvisionnement en eau. Des évolutions peuvent être constatées en comparant l'emploi du temps actuel à celui de périodes précédentes. S'il faut désormais deux heures pour trouver du bois de feu contre une demi-heure auparavant, on peut craindre un problème de déforestation.

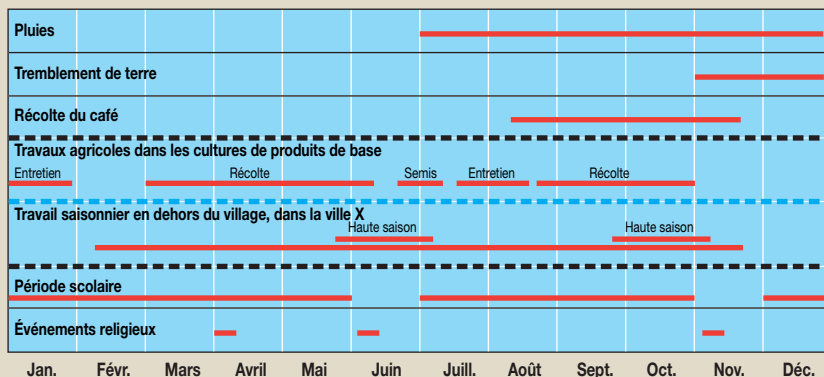
Il est souvent utile de répéter la démarche avec différents membres d'un même ménage, tels que les enfants, les hommes et les femmes.

4.4.2 Calendriers saisonniers

Les informateurs sont invités à indiquer les événements qui se produisent à des moments donnés au cours d'une année normale. Il s'agit d'événements climatiques tels que l'arrivée des pluies ou du temps froid, d'activités de subsistance telles que les semis, les récoltes ou les migrations pour le travail, d'événements culturels tels que les fêtes religieuses et d'autres événements importants pour la communauté. Ils sont portés sur un calendrier, sur lequel les événements inhabituels causés par la crise en cours viennent se superposer.

53. Fiche technique n° 9, Collecte et analyse de données qualitatives pour les évaluations de la sécurité alimentaire (*Qualitative Data Collection and Analysis for Food Security Assessments*), L. Morinière, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007; et Techniques et outils participatifs - Guide du PAM, 2001.

Figure 3.1. Exemple de calendrier saisonnier

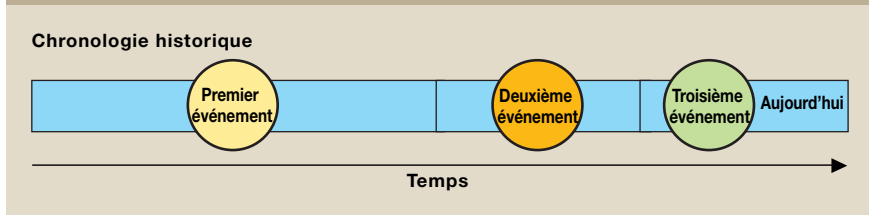


À partir d'un calendrier saisonnier, il est possible de déterminer qu'un événement est normal, s'il se produit régulièrement, ou nouveau. Ainsi, dans certaines zones agricoles, on constate toujours un déficit alimentaire juste avant la récolte et on s'aperçoit que les habitants de ces régions ont élaboré des stratégies pour faire face à cette période difficile. Le faible niveau des disponibilités alimentaires à cette époque de l'année est par conséquent moins significatif que juste après la récolte. Les calendriers saisonniers sont également utiles lorsque les évaluations doivent être coordonnées et synchronisées avec les conditions ou les activités locales: à certaines périodes de l'année, par exemple, les distributions de semences ou de vivres peuvent être perturbées par l'état des routes. Il faut également prendre en compte la charge de travail de la population lors de la planification des activités et éviter notamment les périodes de semis et de récolte, pendant lesquelles les personnes sont très occupées.

4.4.3 Chronologie historique

La chronologie historique permet de situer rapidement la crise en cours dans le temps et de déterminer s'il s'agit d'un événement récurrent ou exceptionnel. Elle permet également de faire apparaître des tendances. Une chronologie peut ainsi montrer que les sécheresses sont plus fréquentes que par le passé.

Figure 3.2. Exemple de chronologie historique



Il existe de multiples façons d'établir une chronologie historique. Si les informateurs ne sont pas habitués à associer des dates à des événements, vous pouvez procéder comme suit:

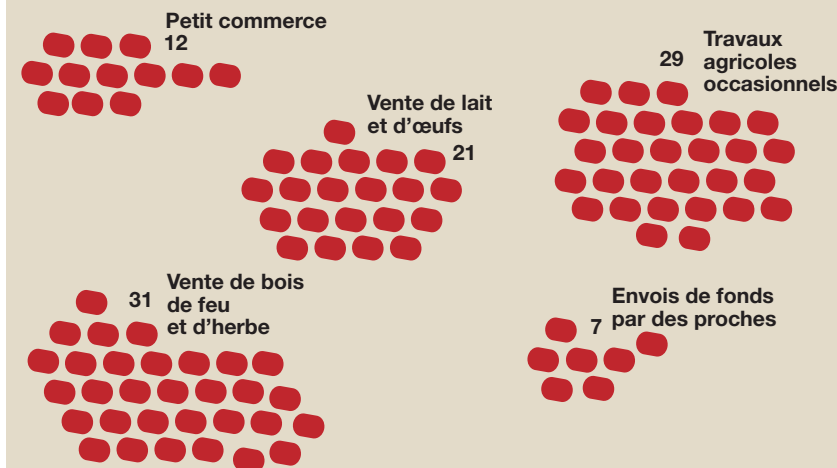
- Tracez une ligne représentant une période donnée, disons 20 ans.
- Demandez aux informateurs d'indiquer deux ou trois événements importants intervenus pendant cette période, tels que le début ou la fin d'un conflit, l'indépendance du pays, des élections, de grandes inondations ou des éruptions volcaniques majeures. Positionnez-les dans l'ordre chronologique sur la ligne.
- Les personnes peuvent ensuite réfléchir aux événements importants, positifs comme négatifs, et les placer sur la ligne en expliquant leurs causes et leurs répercussions.

4.4.4 Empilement proportionnel

Cette méthode est utile pour estimer les quantités et les proportions, surtout lorsque les personnes ne sont pas habituées à quantifier les données. Pour déterminer, par exemple, la part respective de différentes sources dans le revenu annuel d'un groupe de subsistance, procédez comme suit:

1. Prenez 100 haricots, cailloux ou autres objets de taille similaire.
2. Constituez un groupe de concertation à partir d'un groupe de subsistance et demandez aux informateurs de diviser les haricots en différentes piles correspondant au gain tiré de chaque source de revenus.
3. Comptez le nombre de haricots de chaque pile pour obtenir le pourcentage du revenu annuel procuré par chaque source.

Figure 3.3. Exemple d'empilement proportionnel



Cette technique permet de quantifier les données, mais elle facilite aussi la communication entre les personnes concernées. Elle peut également orienter la discussion, car la taille relative des piles suscite généralement un vif débat, encourage chacun à participer et renforce la précision de l'évaluation.

4.4.5 Classement par paires

Cette méthode est un bon moyen d'analyser l'importance relative de différents facteurs, par exemple lorsque l'on cherche à déterminer les problèmes perçus comme les plus graves. Prenons quatre grands problèmes: manque de pluie, absence de soins de santé, insuffisance de l'approvisionnement en eau domestique et insécurité. Chaque facteur est inséré dans une grille comme illustré dans le tableau 3.8, et les cellules situées sur et sous la diagonale sont grisées afin ne pas poser les mêmes questions deux fois. Chaque paire de facteurs est ensuite examinée et les réponses aux questions suivantes sont portées sur la grille:

- Quel est pour vous le problème le plus grave, le manque de pluie ou l'absence de soins de santé? Dans notre exemple, la réponse est l'"absence de soins de santé". On l'inscrit donc dans la case correspondante.
- Quel est pour vous le problème le plus grave, le manque de pluie ou l'insuffisance de l'approvisionnement en eau domestique? Dans notre exemple, c'est le manque de pluie qui inquiète le plus.
- Etc.

Tableau 3.8. Exemple de classement par paires

	Manque de pluie	Absence de soins de santé	Insuffisance de l'approvisionnement en eau domestique	Insécurité
Manque de pluie		Absence de soins de santé	Manque de pluie	Insécurité
Absence de soins de santé			Absence de soins de santé	Insécurité
Insuffisance de l'approvisionnement en eau domestique				Insécurité
Insécurité				

Calculez le résultat pour chaque facteur:

- Manque de pluie: 1.
- Absence de soins de santé: 2.
- Insuffisance de l'approvisionnement en eau domestique: 0.
- Insécurité: 3.

Les résultats indiquent que, pour ce groupe, l'insécurité est le problème le plus grave et l'insuffisance de l'approvisionnement en eau domestique le moins important. Le score nul de ce facteur ne signifie pas que le défaut d'approvisionnement en eau domestique n'est pas un problème, mais que le groupe considère que cette question est moins préoccupante que les trois autres.

Partie IV

ANALYSE DES DONNÉES D'UNE EFSA



Table des matières de la Partie IV

1	Introduction	166
2	Méthodes et concepts essentiels	168
2.1	Groupes vulnérables, y compris les groupes de subsistance	168
2.2	Triangulation des informations et convergence de preuves	171
3	Conduite d'une analyse de situation	173
3.1	Étape 1. Synthétiser les informations contextuelles	174
3.2	Étape 2. Estimer le nombre de ménages et de personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition	174
3.2.1	Ménages exposés à des risques sanitaires majeurs	176
3.2.2	Exploitation des données qualitatives	176
3.3	Étape 3. Établir le profil des ménages et des personnes qui font face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition	178
3.3.1	Utilisation de données quantitatives	179
3.3.2	Utilisation de données qualitatives	180
3.4	Étape 4. Déterminer les raisons de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et des menacés sur les moyens de subsistance	182
3.5	Étape 5. Établir si l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont chroniques ou transitoires	185
3.6	Étape 6. Estimer la gravité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition	187
3.6.1	Indicateurs de risques menaçant les vies ou les moyens de subsistance	187
3.6.1.1	Indicateurs de mortalité et de nutrition	187
3.6.1.2	Indicateurs de sécurité alimentaire et des stratégies de survie	188
3.6.2	Utilisation de la convergence des preuves à partir d'une série d'indicateurs	188
3.6.3	Utilisation du déficit de consommation ou d'accessibilité alimentaires	192
4	Conduite d'une analyse prévisionnelle	194
4.1	Identification des opportunités et chocs futurs	194
4.2	Élaboration de scénarios	200
4.2.1	Procédures	201
4.2.2	Planification des mesures d'urgence	205
4.3	Détermination des groupes de population touchés dans le scénario le plus probable	206
4.3.1	Groupes de population actuellement exposés	206
4.3.2	Groupes de population supplémentaires risquant de devenir vulnérables	207
4.3.3	Combinaison des groupes de population exposés actuellement à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ou susceptibles de l'être	210
4.4	Estimation des répercussions des chocs et opportunités sur les moyens de subsistance	212

4.4.1	Conduite d'une analyse de déficit vivrier	214
4.5	Estimation du nombre de personnes qui seront concernées par les chocs et opportunités	220
4.5.1	Estimation finale du nombre de personnes exposées	221
5	Conduite d'une analyse des options d'intervention	222
5.1	Facteurs liés aux risques menaçant les vies et les moyens de subsistance	224
5.2	Points d'entrée des interventions	226
5.3	Interventions d'autres parties prenantes et lacunes restantes	227
5.4	Options d'intervention	230
5.4.1	Détermination des options d'intervention	231
5.4.2	Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT)	235
5.4.3	Classement des options d'intervention par ordre de priorité	239
5.4.4	Ciblage	240
6	Formulation des recommandations relatives aux interventions et au suivi	242

Introduction

Le processus d'analyse d'une EFSA consiste à interpréter la sécurité alimentaire et nutritionnelle selon une démarche dynamique, en examinant la situation *actuelle*, mais aussi *passée* et *future*:

- l'analyse de la **situation actuelle** détermine si la sécurité alimentaire et la nutrition sont compromises au moment présent;
- l'analyse du **passé** dégage des **tendances** indiquant si la situation est en cours d'amélioration ou de détérioration, ou si elle reste stable;
- enfin, des **scénarios** sont élaborés pour prévoir l'orientation et l'amplitude des tendances **futurs**.

Durant cette triple analyse, les **risques** auxquels la population doit faire face sont mis en balance avec les **capacités** (adaptation et résilience) et les **vulnérabilités** de cette population.

Pour analyser la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle de la population, on répartit les communautés dans des groupes dotés de **moyens de subsistance** (ou **moyens d'existence**) similaires et susceptibles d'être touchés par les **chocs** de manière comparable. Ces groupes sont examinés individuellement; les particularités de leurs avoirs et stratégies de subsistance, leurs capacités et vulnérabilités ainsi que les chocs auxquels ils sont exposés sont analysés par rapport au contexte général. D'autres problèmes pertinents tels que le sexe, le VIH/sida et le fait d'être déplacé sont également pris en compte.

Le processus d'analyse d'une EFSA est scindé en deux phases clés que résume le tableau ci-après.

Tableau 4.1. Phases d'analyse d'une EFSA

Phase	Objectifs
Analyse de la situation	<ul style="list-style-type: none">• Décrire la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle de la population• Déterminer les stratégies de survie de la population• Établir si l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont chroniques ou transitoires
Analyse prévisionnelle et analyse des options d'intervention	<ul style="list-style-type: none">• Prévoir l'évolution de la situation à l'aide de scénarios - représentations de l'évolution probable de la situation• Apprécier la nécessité ou non d'une intervention externe• Caractériser les types d'intervention appropriés: niveau, durée, groupes cibles, etc.• Apprécier les capacités des différentes parties prenantes de fournir une assistance et déterminer les lacunes restantes

Les sections ci-après expliquent ces phases. Vous noterez que cette analyse est un processus itératif. Les étapes sont souvent répétées, car les informations disponibles s'enrichissent et la compréhension progresse. L'ordre présenté ici est *généralement* celui dans lequel ces étapes sont enchaînées. Une évaluation réelle présente de nombreuses boucles de rétroaction, à mesure que les informations s'affinent et que de nouvelles questions se posent.

Méthodes et concepts essentiels

Cette section présente certains concepts essentiels à l'analyse d'une EFSA, prolongeant les recommandations données dans les **parties II et III**.

2.1 Groupes vulnérables, y compris les groupes de subsistance

Dans une EFSA, il est utile de distinguer les groupes de population en fonction des caractéristiques qui les rendent vulnérables. Le niveau de vulnérabilité d'un ménage indique dans quelle mesure ce dernier peut faire face aux chocs se répercutant sur la nutrition et la sécurité alimentaire.

Pendant l'évaluation, l'identification des groupes vulnérables aide:

- à l'échantillonnage et à la détermination des groupes à évaluer (voir **partie III**), tels que les personnes déplacées durant un conflit;
- à la détermination des problèmes influant sur la vulnérabilité; par exemple, si l'adaptation du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (voir **partie I**) indique que la vulnérabilité peut être liée à la possession de bétail, les groupes seront constitués en fonction de la taille de leur troupeau.

Pendant les analyses de la situation et des options d'intervention, la détermination des caractéristiques qui influent sur la vulnérabilité permet:

- d'estimer les répercussions d'un choc sur différents segments de la population;
- de cibler l'assistance, s'il y a lieu; l'identification des caractéristiques observables des groupes vulnérables est essentielle au ciblage.

Les caractéristiques qui rendent un groupe vulnérable dépendent de la nature de la crise. Dans un conflit par exemple, le principal indicateur de vulnérabilité pourrait être le déplacement des populations. Les ménages seraient alors classés comme étant déplacés ou résidents, et une grande partie de l'analyse des données se ferait sur la base de ces deux groupes. Dans d'autres situations, le sexe, le niveau d'éducation ou l'existence d'une affection chronique telle que le VIH/sida peuvent être utilisés pour créer des groupes.

Dans les EFSA, les groupes de population vulnérables sont généralement constitués en fonction des moyens de subsistance, particulièrement lorsque le choc a des retentissements économiques et que son impact global diffère selon les avoirs et stratégies de subsistance des ménages. Un **groupe de subsistance** (ou **groupe partageant les mêmes moyens de subsistance**) se définit comme *un groupe de personnes ayant les mêmes moyens élémentaires de subsistance et le même mode de vie (principales activités de subsistance et génératrices de revenu similaires, pratiques sociales et culturelles comparables) et exposées à des risques identiques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.*

Les groupes de subsistance peuvent être déterminés de différentes façons. Chaque fois que possible, il convient d'utiliser les **descriptions antérieures à la crise** des moyens de subsistance⁵⁴, afin de faciliter les comparaisons. Toutefois, il n'est pas toujours possible de procéder ainsi, soit parce qu'il n'existe aucune description antérieure à la crise, soit parce que les définitions précédentes ne sont plus pertinentes, après un déplacement de population de grande ampleur ou une autre mutation sociale, par exemple.

Si le recours aux définitions d'avant la crise est exclu, les groupes de subsistance sont établis en fonction de l'**activité de production principale**. Ce procédé permet de s'assurer que les groupes constitués *correspondent au contexte local*. Les activités à ranger sous l'appellation «activités de production principales» dépendent de la zone considérée et de la façon dont les populations locales se décrivent elles-mêmes. Partout où cela est possible, il convient de faire participer les personnes de la région concernée à la définition des groupes de subsistance, au moyen de discussions avec des groupes de concertation ou d'entretiens avec des informateurs clés.

Exemples d'activités de production principales:

- agriculture de subsistance;
- agriculture de rapport;
- pastoralisme;
- pêche;
- petit commerce;
- travaux journaliers.

Notez que ces catégories ne représentent pas les *seules* activités de production entreprises par les ménages. Ainsi, bien que les paysans pratiquant une agriculture de subsistance produisent probablement une part importante de la nourriture qu'ils consomment, il est vraisemblable qu'ils compléteront cette activité par d'autres, telles que la vente de cultures de rapport ou des travaux occasionnels.

54. Par exemple, les informations de référence fournies par les évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité du PAM incluent une description des groupes de subsistance.

Une fois les groupes définis, il faut déterminer en quoi consistent leurs stratégies de subsistance. Par exemple, les paysans pratiquant une agriculture de subsistance peuvent tirer 60 pour cent des vivres dont ils ont besoin de leur production, 20 pour cent de la vente de produits agricoles, 10 pour cent de l'artisanat et 10 pour cent de travaux occasionnels.

Le nombre de groupes de subsistance définis dépend de la complexité de l'environnement économique et de l'amplitude de variation des effets de la crise sur les différents groupes, comme l'illustrent les exemples ci-après.

- En cas de destruction des récoltes par des criquets, il convient de définir les groupes de subsistance intervenant dans la production et la commercialisation de ces récoltes: paysans qui les ont produites, commerçants, journaliers normalement embauchés pour la récolte et personnes qui achètent ces produits sur les marchés locaux.
- Le déclenchement d'un conflit étendu touche tous les secteurs de l'économie, mais les répercussions varieront probablement d'un groupe de subsistance à l'autre. Il est donc nécessaire de définir de nombreux groupes et d'analyser l'impact de la crise sur chacun d'eux.

Lors de la définition des groupes de population, les moyens de subsistance peuvent être combinés à d'autres caractéristiques. Ainsi, si les réfugiés sont identifiés comme un groupe exposé, ils doivent être subdivisés en différents groupes de subsistance: les personnes qui subviennent à leurs besoins en effectuant des travaux journaliers, celles qui dépendent de l'aide alimentaire, etc.

Après avoir établi *qui est vulnérable à l'insécurité alimentaire*, il est nécessaire de comprendre *les raisons* de cette vulnérabilité. Il faut pour cela examiner les facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et les risques que l'insécurité alimentaire fait peser sur les moyens de subsistance des ménages concernés. Cette analyse implique:

- de relever les caractéristiques des ménages en situation d'insécurité alimentaire et des personnes atteintes de malnutrition;
- de recenser les facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition, aux mécanismes de survie et aux vulnérabilités particulières;
- d'apprécier dans quelle mesure les problèmes de sécurité alimentaire ou de malnutrition sont directement reliés à la crise actuelle ou permanents, en d'autres termes s'il s'agit de problèmes **transitoires** ou **chroniques**.

Encadré 4.1. Insécurité alimentaire chronique et transitoire

Une situation d'insécurité alimentaire peut être chronique ou transitoire, selon son évolution dans le temps.

- L'**insécurité alimentaire chronique** est une incapacité durable des ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux. En règle générale, une insécurité alimentaire **qui dure au moins six mois par an** peut être considérée comme **chronique**.
- L'**insécurité alimentaire transitoire** est une incapacité temporaire des ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux, sans pour autant que leurs chances de récupération soient compromises. En règle générale, les périodes limitées d'insécurité alimentaire liées à des crises sporadiques peuvent être considérées comme transitoires.

Ces définitions ne préjugent aucunement de la **gravité** de l'insécurité alimentaire; en effet, il peut arriver qu'un épisode d'insécurité alimentaire transitoire, quoique court, soit très grave. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique peuvent être particulièrement vulnérables à une insécurité alimentaire transitoire. Des périodes répétées d'insécurité alimentaire *transitoire* peuvent conduire à une situation d'insécurité alimentaire *chronique* si les personnes touchées n'ont pas le temps de se relever complètement d'une crise avant que la suivante n'arrive.

Pour en savoir plus, consultez la **section 3.5** et la fiche technique n° 5, Distinction entre insécurité alimentaire chronique et transitoire dans les EFSA (*Distinguishing between Chronic and Transitory Food Insecurity in EFSA's*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, décembre 2007.

2.2 Triangulation des informations et convergence de preuves

La **triangulation** est un processus consistant à comparer des informations issues de sources différentes afin de déterminer s'il y a **convergence de preuves**.

L'exemple 4.1 illustre ce processus.

Exemple 4.1. Triangulation

Une équipe d'EFSA enquête sur le fonctionnement des marchés après un ouragan. L'accès à la zone touchée étant impossible, l'équipe d'évaluation s'appuie sur les informations transmises par des informateurs clés et sur des données secondaires.

Témoignage d'une femme arrivée la veille de la zone considérée: "La route principale est inondée. La zone où se tient habituellement le marché est inaccessible. Il semble que des vivres soient disponibles sur certains des marchés les plus petits, mais en quantité bien moins importante que d'habitude."

Témoignage d'une commerçante du marché qui n'est pas retournée dans la zone touchée depuis l'ouragan: "En général, je vais sur ce marché tous les mercredis. C'est ma principale source de revenus de la semaine. Mais je n'ai pas pu y retourner depuis l'ouragan, à cause des routes inondées. Ma marchandise est en train de pourrir et mon revenu est sérieusement réduit."

.../...

Témoignage d'une femme vivant dans une zone non touchée par l'ouragan: “Je ne pense pas que le problème des marchés soit si grave là-bas. Nous sommes tous pauvres et nous avons tous besoin d'aide.”

Rapport d'évaluation fiable établi après le précédent ouragan important, qui a frappé la région cinq ans auparavant: “Les marchés ont fortement pâti de l'inondation des routes. L'accès à la nourriture a été gravement perturbé pendant une période qui a duré jusqu'à quatre semaines dans certaines zones. Cette situation a entraîné des pertes économiques importantes et une malnutrition chez les jeunes enfants.”

Témoignage d'un ingénieur routier local: “Il y a du retard dans l'entretien des systèmes de drainage de la zone touchée. Cela fait plusieurs années que nous signalons ce problème aux autorités locales, mais aucun financement n'est disponible. Cela signifie que les inondations vont se retirer plus lentement que d'habitude et que l'état d'urgence va se prolonger plus longtemps que cela n'a été le cas après l'ouragan d'il y a cinq ans.”

Les informateurs 1 et 2 indiquent que les inondations perturbent les marchés. Tous deux semblent dignes de confiance, l'informatrice 1 parce qu'elle est arrivée récemment de la région concernée, et l'informatrice 2 parce qu'elle a des intérêts importants dans le marché local.

Ces témoignages sur la situation en cours sont corroborés par les informations relevées dans le rapport d'évaluation, selon lesquelles les marchés avaient été perturbés lors d'une crise similaire précédente, et par la déclaration de l'ingénieur qui affirme que le problème d'inondation sera probablement *pire* que la fois dernière. Ces deux dernières sources semblent dignes de confiance.

L'informatrice 3 contredit les quatre autres sources. Toutefois, son témoignage peut être considéré comme moins fiable dans la mesure où ce qu'elle dit ne relève pas d'une expérience directe et où elle semble essayer de convaincre les évaluateurs que la zone dans laquelle elle vit a besoin d'assistance, bien que n'ayant pas été directement touchée par l'ouragan.

À partir de ces informations probantes, il est possible de conclure, *avec une relative confiance*, que les marchés seront gravement perturbés et que la crise aura des conséquences sur les vies et les moyens de production.

La triangulation est essentielle à l'analyse des données qualitatives comme quantitatives:

- dans le cas de données qualitatives, on compare les informations recueillies auprès de différents groupes de concertation et informateurs clés;
- dans le cas de données quantitatives, la comparaison porte sur les conclusions découlant de plusieurs tableaux croisés.

La triangulation peut également être utilisée pour contrôler la cohérence entre ces deux types de données. Ainsi, les enquêtes reposant sur des données quantitatives peuvent être vérifiées par recoupement avec d'autres enquêtes exploitant des données qualitatives recueillies auprès de la même population.

Conduite d'une analyse de situation

L'analyse de situation se concentre sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel *actuels* de la population, *au moment de l'évaluation*. Au final, l'analyse de situation d'une EFSA doit répondre aux questions essentielles suivantes:

1. Combien de personnes souffrent d'insécurité alimentaire?
2. Quels sont les groupes de population exposés?
3. Quelles sont les personnes exposées?
4. Pourquoi sont-ils exposés?
5. Quel est la gravité de la situation?

Pour répondre à ces questions, il faut prendre en considération les facteurs suivants:

- la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et les facteurs susceptibles d'influer sur cette situation (disponibilités alimentaires, accès à la nourriture et utilisation de celle-ci, santé et soins) selon les communautés, groupes et personnes;
- la gravité des problèmes d'insécurité alimentaire et de nutrition selon les communautés, groupes et personnes;
- les types de stratégies de survie actuellement utilisées pour résister à la crise;
- les effets du choc sur les moyens de subsistance;
- le nombre et la localisation des personnes touchées.

La gravité d'une situation d'insécurité alimentaire ou de malnutrition dépend de l'ampleur de la menace que cette crise fait peser sur la santé, les moyens de subsistance ou ces deux composantes. Il est difficile de mesurer le degré de gravité, ou de gravité potentielle, au début de la crise. Il peut être plus facile d'attendre que la crise s'installe pour procéder à cette mesure, à l'aide d'enquêtes nutritionnelles par exemple. Cependant, à ce stade, il est parfois trop tard pour prévenir les souffrances et les pertes humaines. Pour éviter d'attendre que la mortalité et la malnutrition aient atteint des niveaux inacceptables, on peut estimer la gravité à l'aide d'**indicateurs de substitution** (voir **partie II, section 5.3**).

La présente section expose les étapes majeures de la conduite d'une analyse de situation, en présentant les réponses essentielles auxquelles elles permettent chacune de répondre. Dans une EFSA, les étapes de l'analyse de situation sont souvent menées en parallèle et peuvent être exécutées à plusieurs reprises, à mesure que la compréhension des circonstances s'améliore. Ces étapes sont les suivantes:

- Étape 1:** Synthétiser les informations contextuelles afin d'élargir la compréhension de la nature de la crise.
- Étape 2:** Exploiter les données quantitatives et qualitatives pour estimer le nombre de ménages et de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition.
- Étape 3:** Établir le profil des ménages et des personnes qui font face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et définir leurs moyens de subsistance et d'autres caractéristiques pertinentes.
- Étape 4:** Déterminer les raisons pour lesquelles ces personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition, et celles pour lesquelles les moyens de subsistance sont menacés.
- Étape 5:** Établir si l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont chroniques ou transitoires.
- Étape 6:** Estimer la gravité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

3.1 Étape 1. Synthétiser les informations contextuelles afin d'élargir la compréhension de la nature de la crise

Une solide connaissance du contexte est indispensable pour comprendre les facteurs à l'origine de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire et les liens entre ces facteurs. Les informations contextuelles sont rassemblées à partir de sources secondaires et primaires (voir **partie II**).

Elles sont constamment utilisées pour éclairer l'analyse, notamment à l'étape 5. Vous trouverez des informations utiles à ce propos dans la **partie II**. L'analyse englobe d'une part les disponibilités alimentaires résultant de la production agricole et de l'apport des marchés, et d'autre part l'accès aux services clés, santé et éducation particulièrement.

Les informations contextuelles sont mises à jour en permanence durant l'évaluation. Les évaluateurs doivent rechercher en permanence des personnes susceptibles d'apporter des éclaircissements sur la situation à l'équipe d'évaluation.

3.2 Étape 2. Exploiter les données quantitatives et qualitatives pour estimer le nombre de ménages et de personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition

Pour déterminer les groupes de population menacés d'insécurité alimentaire:

- sélectionnez les indicateurs clés de mesure de l'insécurité alimentaire et des stratégies de survie (voir **partie II**);
- définissez les seuils indiquant le niveau de gravité pour chaque indicateur ou combinaison d'indicateurs (voir **partie II**);

- déterminez le nombre de personnes et de ménages exposés selon chacun des indicateurs et des seuils choisis;
- estimez le nombre de personnes et de ménages susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire, en proportion de l'échantillon de population;
- estimez le *nombre total de personnes de la population* dont la sécurité alimentaire est menacée, en multipliant la proportion de personnes exposées dans l'échantillon par la taille totale de la population.

Le chiffre exact et actualisé de la population est souvent difficile à connaître dans les pays touchés par des crises. Les fiches techniques⁵⁵ numéros 7, 10 et 11 fournissent des conseils sur les méthodes d'estimation de la taille d'une population lorsque les données manquent, ne sont pas fiables ou sont contestées.

Dans certaines situations d'urgence, il est impossible de procéder à un échantillonnage aléatoire. L'échantillonnage par choix raisonné peut alors être la meilleure solution disponible.

L'exemple ci-après illustre ce procédé.

Exemple 4.2. Extrapolation des conclusions si aucun échantillon aléatoire n'est disponible

L'EFSA est réalisée dans une région en conflit, et l'accès à certaines zones de cette région est impossible. De vastes déplacements de populations se sont produits.

Une enquête est entreprise auprès des ménages, à partir d'un échantillon par choix raisonné de trois villages, où vivent à la fois des personnes déplacées et des résidents.

- Résidents et personnes déplacées sont consultés à propos des variables sociales, économiques, culturelles et autres que l'on constate dans la région touchée par le conflit en temps normal.
- On demande aux personnes déplacées quelle est leur région d'origine et à quel moment elles l'ont quittée. Les informations les plus à jour sur ces régions et leurs similarités avec celles dans laquelle l'enquête est réalisée sont collectées.

.../...

55. Fiche technique n° 7, Méthode aréolaire d'estimation de la taille et des caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) (*Area Method to Estimate Population Size and Demographics in Emergency Food Security Assessments*), A. Henderson, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007; fiche technique n° 10, Méthode Delphi d'estimation de la taille et des caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) (*Using the Delphi Method to Estimate Population Size and Demographics in Emergency Food Security Assessments*), A. Henderson, Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2008; fiche technique n° 11, Utilisation de la procédure d'échantillonnage en T pour estimer la taille et les caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) (*T-Square Method to Estimate Population Size and Demographics in Emergency Food Security Assessments*), A. Henderson, Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, décembre 2008.

Il est nécessaire d'**apprécier à quel point l'échantillon est représentatif de la population dans son ensemble**. Si les échanges avec les résidents et les personnes déplacées indiquent que la situation d'autres régions est généralement similaire à celle des villages formant l'échantillon, les conclusions de l'évaluation peuvent être étendues à toute la population, quoique *avec précaution*.

Dans le rapport d'évaluation, le procédé d'extrapolation doit être expliqué en détail et les limites de sa validité statistique clairement exposées.

Une évaluation plus approfondie sera réalisée dès que l'accès aux autres zones de la région sera rétabli.

3.2.1 Ménages exposés à des risques sanitaires majeurs

Il est possible d'utiliser des données nutritionnelles pour identifier les personnes et les ménages qui pourraient être exposés à des risques sanitaires majeurs. Lors de la collecte de ces données, il est généralement fait appel à un logiciel de statistique pour calculer les proportions de personnes souffrant de malnutrition. Si l'échantillon est représentatif, ces proportions sont appliquées par extrapolation à l'ensemble de la population considérée.

Il est probable que les ménages dont la consommation alimentaire est insuffisante au moment de l'évaluation et dont la situation a peu de chance d'évoluer dans le mois qui suit ou au-delà sont exposés à des risques sanitaires majeurs, en particulier les membres vulnérables ayant des besoins nutritionnels supplémentaires tels que les jeunes enfants, les malades et les personnes âgées. Les enfants à naître sont également exposés à de tels risques.

Les ménages qui mettent en œuvre certaines stratégies de survie et dont on pense qu'ils continueront à y recourir dans le ou les mois qui suivent font également face à des risques sanitaires majeurs. Les stratégies de survie visées sont liées au contexte et comprennent le saut régulier de repas, l'abandon de traitements dans le but d'économiser pour acheter de la nourriture, la consommation d'eau contaminée pour la boisson et la préparation des repas, et l'absorption de produits d'origine sauvage impropres à la consommation.

3.2.2 Exploitation des données qualitatives pour estimer le nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire

Dans l'analyse des données qualitatives, l'insécurité alimentaire actuelle est étudiée à l'aide d'informations réunies au cours de discussions avec des groupes de concertation et d'entretiens avec des informateurs clés. L'encadré ci-après décrit la procédure à suivre (voir la **partie III** pour des conseils sur la conduite d'entretiens semi-structurés et l'utilisation d'outils de collecte de données).

Encadré 4.2. Utilisation de données qualitatives pour déterminer les groupes de population, ménages et personnes exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition

Les critères de sécurité alimentaire (accès à la nourriture et consommation alimentaire) utilisés pour l'analyse des données quantitatives peuvent également servir à celle des données qualitatives; la **partie II** contient des conseils sur les indicateurs à examiner. Ces critères peuvent être analysés pendant une discussion avec un groupe de concertation, en procédant comme suit:

1. Demandez au groupe comment les personnes se procurent de la nourriture.
2. Déterminez si chaque mode d'accès ainsi décrit est considéré comme insatisfaisant, moyen ou bon.
3. À l'aide de la méthode d'empilement proportionnel (voir **partie III, section 4.4.4**), estimez les proportions de ménages de la communauté qui ont recours à des modes insatisfaisants, moyens ou bons d'accès à la nourriture.
4. Vous obtenez trois piles. Mettez-les de côté.
5. Demandez au groupe d'expliquer les régimes adoptés (les types d'aliments consommés) par les différents groupes de la communauté.
6. Déterminez si chaque régime indique une consommation alimentaire faible, limite ou acceptable.
7. Reprenez successivement chacune des piles obtenues à l'étape 3. Demandez au groupe de diviser chaque pile de façon à refléter les consommations alimentaires faibles, limites ou acceptables.
8. Comptez les haricots et inscrivez les nombres dans un tableau.

Les stratégies de survie sont étudiées de façon similaire à celle proposée pour l'analyse des données quantitatives, avec les adaptations suivantes:

1. Énumérez les stratégies de survie utilisées par les personnes et la gravité relative de chacune, comme expliqué dans la **partie II, section 7.3.4**.
2. Pour chaque groupe, vérifiez si les membres ont recours à des stratégies de survie préjudiciables. Cette opération peut conduire à changer certains groupes de catégorie. Ainsi, les personnes qui se révèlent utiliser des stratégies de survie dommageables peuvent être requalifiées comme étant en situation d'insécurité alimentaire grave.

Après avoir déterminé la **proportion** de personnes exposées dans la communauté, il est possible d'estimer leur **nombre** en s'appuyant sur les chiffres de population de cette communauté. Ceux-ci peuvent provenir d'un recensement, du registre du village, de la ville ou du district, d'une estimation par les membres de la communauté ou de toute autre source appropriée au contexte.

Il est recommandé d'harmoniser autant que possible les façons dont les différentes communautés décrivent la consommation alimentaire et l'accès à la nourriture, afin de faciliter les comparaisons intercommunautaires.

Dans une évaluation, des exercices similaires sont répétés dans différentes communautés. Les résultats sont **triangulés** pour déterminer avec quel niveau de confiance ils peuvent être exploités et dans quelle mesure ils sont généralisables à la zone et la population dans leur ensemble.

La démarche qualitative peut être adoptée pour étudier d'autres types de risques menaçant les moyens de subsistance, qui n'auraient pas été anticipés lors de la planification de l'évaluation. **Il s'agit là de l'un des atouts majeurs de la démarche qualitative.** Les informateurs sont invités à expliquer les risques dans leurs propres termes et à déterminer les personnes et les groupes vulnérables à ces risques. Le nombre de personnes exposées est estimé comme le décrit l'encadré 4.2.

3.3 Étape 3. Établir le profil des ménages et des personnes qui font face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et définir leurs moyens de subsistance et d'autres caractéristiques pertinentes

L'étape 2 a servi à dénombrer les personnes et les ménages en situation d'insécurité alimentaire. L'étape 3 va permettre d'établir les **profils** de ces personnes. L'objectif poursuivi est le suivant:

- organiser par catégories les moyens de subsistance des personnes en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
- définir des caractéristiques aisément reconnaissables qui permettront d'identifier les personnes exposées (personnes déplacées, ménages dirigés par une femme, éleveurs, etc.) en vue d'un ciblage si une intervention s'avère nécessaire.

La détermination des profils s'effectue de la manière suivante:

- en croisant dans un tableau (ou en mettant en correspondance dans le cas de données qualitatives) les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les caractéristiques de leurs moyens de subsistance, au niveau individuel, familial, communautaire et national;
- en définissant des groupes de population susceptibles d'être utilisés lors du ciblage, tels que des groupes de subsistance.

Si l'on dispose de données sur l'état nutritionnel, il est utile de les croiser ou de les comparer avec les informations collectées pour évaluer la nutrition et la sécurité alimentaire. Cette opération renseigne sur les caractéristiques des ménages souffrant de malnutrition et sur les causes possibles de cette malnutrition. La façon dont les données sont croisées ou comparées dépend de la démarche retenue pour leur collecte. Le tableau ci-après fournit des conseils sur cet aspect de l'analyse.

Tableau 4.2. Caractéristiques des ménages souffrant de malnutrition

Méthodologie de la collecte d'informations nutritionnelles	Analyses croisées et comparaisons
<p>Données anthropométriques collectées en même temps que les informations relatives à la sécurité alimentaire, à la santé et aux soins: <i>mêmes ménages, mê me zone géographique, mê me moment.</i></p>	<p>Analyse croisée /comparaison directe de la malnutrition avec: la situation des ménages en matière de sécurité alimentaire, les indicateurs d'accès à la nourriture et de consommation alimentaire, la santé et l'environnement sanitaire public, les informations relatives aux soins.</p>
<p>Données anthropométriques collectées en parallèle des informations relatives à la sécurité alimentaire, à la santé et aux soins: <i>ménages différents, mê me zone géographique, mê me moment.</i></p>	<p>Comparaison entre la concentration géographique de la malnutrition et les informations géographiques sur: la situation des ménages en matière de sécurité alimentaire, la santé et l'environnement sanitaire public, les informations relatives aux soins.</p>

Méthodologie de la collecte d'informations nutritionnelles	Analyses croisées et comparaisons
<p>Informations relatives à la sécurité alimentaire, à la santé et aux soins uniquement: <i>données anthropométriques non collectées et non disponibles à partir d'autres enquêtes.</i></p>	<p>Seules des hypothèses sur la situation nutritionnelle peuvent être formulées, en s'appuyant sur: la situation des ménages en matière de sécurité alimentaire, les modes de consommation alimentaire, de préférence au niveau individuel, l'environnement sanitaire public, les informations relatives aux soins.</p>

3.3.1 Utilisation de données quantitatives pour créer des profils de ménages et de personnes exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition

Lorsque des données quantitatives sont disponibles, chaque personne et ménage en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle fait l'objet d'une analyse croisée avec une série de caractéristiques relatives aux moyens de subsistance, notamment:

- des caractéristiques clés, qui doivent être incluses dans toutes les évaluations;
- des caractéristiques contextuelles, qui dépendent des communautés et des zones évaluées, mais aussi de la nature de la crise.

Les caractéristiques clés suivantes associées aux moyens de subsistance doivent *toujours* être prises en considération:

- **localisation** des personnes et des ménages - nom de la région, du village, de la ville, etc.;
- **conditions de résidence** des ménages - résidents, déplacés, réfugiés, rapatriés, hôtes de personnes déplacées, etc.;
- **sexe, âge et état de santé** des personnes dont on mesure l'état nutritionnel;
- **sexe, âge et niveau d'éducation** des chefs de ménage;
- **taille et composition par âge** des ménages, y compris le rapport de dépendance économique⁵⁶ ou la proportion de personnes à charge⁵⁷, s'il y a lieu;
- **sources de nourriture** des personnes et des ménages;
- **sources de revenus** des personnes et des ménages;
- **marchés** - conditions d'accès physique aux marchés en distance et en durée, proportions/quantités de vivres et d'autres articles achetés sur ces marchés;
- **stratégies de survie** mises en œuvre par les personnes et les ménages;
- **état de santé et capacité physique** des membres des ménages, avec le détail des affections, maladies chroniques et handicaps;

56. Le rapport de dépendance économique d'un ménage est égal au nombre de personnes âgées de moins de 15 ans et de plus de 64 ans, divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans, exprimé en pourcentage. Il est possible que les tranches d'âges doivent être adaptées aux normes du pays concerné.

57. La proportion de personnes à charge est égale au nombre de personnes à charge dans le ménage, divisé par le nombre total de membres du ménage, exprimée en pourcentage. La définition d'une personne à charge dépend du contexte et peut inclure des personnes au-dessous ou au-dessus d'un certain âge, des malades chroniques ou des handicapés.

- **accès à des soins de santé** - accès physique aux services de santé, difficultés d'accès aux soins de santé;
- **accès à l'eau** - qualité et éloignement des sources d'approvisionnement en eau des ménages, volume d'eau disponible;
- **installation d'assainissement** - types et niveaux d'usage par les membres des ménages;
- **logement** - type et qualité, protection contre la chaleur, le froid, la pluie, le vent, etc.;
- **avoirs** - quantité et valeurs (dans la mesure du possible).

Les autres caractéristiques relatives aux moyens de subsistance et leur pertinence en matière de risques d'insécurité alimentaire sont liées au contexte. Elles sont établies par les moyens suivants:

- analyse contextuelle de la communauté considérée et des facteurs auxquels celle-ci est soumise;
- analyse des changements touchant la communauté suite à la crise actuelle.

Les caractéristiques contextuelles sont déterminées sur la base des informations générales réunies à l'étape 1 (voir **section 3.1**).

Des tableaux croisés sont utilisés pour élaborer une série de **profils** de personnes ou de ménages exposés. D'autres techniques statistiques telles que l'analyse de régression peuvent également être employées.

Une fois établis les profils de personnes et de ménages en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, l'étape suivante consiste à définir des groupes de personnes exposées aisément identifiables. Il peut s'agir de **groupes de subsistance** ou d'autres groupes pertinents (voir **section 2.1**). Dans la mesure du possible, ils doivent être constitués de la même manière qu'avant la crise, afin de faciliter les comparaisons. S'il n'existe aucune définition de groupe antérieure à la crise ou si les définitions existantes ne sont plus adaptées, il convient de constituer des groupes de subsistance à partir des données d'enquête.

3.3.2 Utilisation de données qualitatives pour créer des profils de ménages et de personnes exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition

À l'étape 2, l'analyse des données qualitatives s'est appuyée sur des discussions consacrées aux facteurs de risque menaçant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance qui ont été réalisées avec des groupes de concertation et des informateurs clés. Cette étape a également permis d'estimer le nombre de personnes et de ménages menacés d'insécurité alimentaire ou nutritionnelle. Les informations sur les *caractéristiques* des personnes exposées sont habituellement collectées au cours de ces mêmes discussions, comme l'explique l'encadré 4.3.

Encadré 4.3. Utilisation de données qualitatives pour établir les profils des personnes et des ménages exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition

Pour plus d'informations sur la conduite des discussions avec des groupes de concertation, consultez la **partie IV** et la fiche technique n° 9⁵⁸.

Durant une discussion avec un groupe de concertation, l'intervieweur pose une question similaire à celle-ci:

“Vous avez expliqué les types de risques auxquels les personnes sont exposées. Pouvez-vous maintenant me dire quelles catégories de personnes sont vulnérables à ces risques?”

Le groupe commencera peut-être par donner des descriptions vagues telles que “les gens qui habitent là-bas” ou “les paysans”. Il est également possible que l'on vous dise que tout le monde est exposé à ces risques. Il est généralement nécessaire de **chercher à approfondir** ces déclarations. Les intervieweurs posent des questions détaillées et **recourent** constamment les réponses avec les déclarations d'autres membres du groupe de concertation et avec les éléments collectés lors de précédents entretiens.

Recherchez les mêmes informations que celles recommandées en vue des analyses croisées de données quantitatives (voir **section 3.3.1**). Les caractéristiques clés qui doivent être systématiquement étudiées sont les suivantes:

- **localisation** des personnes et des ménages - nom de la région, du village, de la ville, etc.;
- **conditions de résidence** des ménages - résidents, déplacés, réfugiés, rapatriés, accueil de personnes déplacées, etc.;
- **sexe, âge et état de santé** des personnes dont on mesure l'état nutritionnel;
- **sexe, âge et niveau d'éducation** des chefs de ménage;
- **taille et composition par âge** des ménages, y compris le rapport de dépendance économique ou la proportion de personnes à charge, s'il y a lieu;
- **sources de nourriture** des personnes et des ménages;
- **sources de revenus** des personnes et des ménages;
- **marchés** - conditions d'accès physique aux marchés en distance et en durée, proportions/quantités de vivres et d'autres articles achetés sur ces marchés;
- **stratégies de survie** mises en œuvre par les personnes et les ménages;
- **état de santé et capacité physique** des membres des ménages, avec le détail des affections, maladies chroniques et handicaps;
- **accès à des soins de santé** - accès physique aux services de santé, difficultés d'accès aux soins de santé;
- **accès à l'eau** - qualité et éloignement des sources d'approvisionnement en eau des ménages, volume d'eau disponible;
- **installation d'assainissement** - types et niveaux d'usage par les membres des ménages;
- **logement** - type et qualité, protection contre la chaleur, le froid, la pluie, le vent, etc.;
- **avoirs** - types, quantité et valeurs (dans la mesure du possible).

En outre, les informateurs sont invités à expliquer d'autres caractéristiques contextuelles susceptibles d'augmenter la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

.../...

58. Fiche technique n° 9, Collecte et analyse de données qualitatives pour les évaluations de la sécurité alimentaire (*Qualitative Data Collection and Analysis for Food Security Assessments*), L. Morinière, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007.

Pendant la discussion avec le groupe de concertation, l'intervieweur répertorie les caractéristiques et les associe aux risques particuliers définis à l'étape 2. À la fin de la discussion, il relit la liste établie et les associations notées pour s'assurer qu'il les a correctement comprises.

Les informations issues des différents entretiens et discussions doivent être comparées et **triangulées**. S'il est possible de dégager une solide **convergence de preuves**, on peut conclure que les caractéristiques ainsi répertoriées contribuent à l'insécurité alimentaire. En revanche, si les données ne concordent pas, les analystes doivent en rechercher les raisons. Voici quelques explications possibles:

- Les informateurs des différents groupes ne parlent pas des mêmes populations exposées.
- Les informateurs n'ont pas la même perception du risque.
- Certaines discussions et certains entretiens ont été menés de façon plus approfondie que les autres.
- Les informations fournies ont été mal interprétées.

Chaque fois que possible, les incohérences doivent être détectées *pendant* l'entretien ou la discussion (voir les lignes directrices sur la technique d'entretien dans la **partie III**). Cette détection précoce facilite la révision immédiate des données.

Des profils de groupe sont alors établis sur la base des caractéristiques décrites par les informateurs (pour plus d'informations sur les modes de définition des groupes, voir **section 2.1**).

3.4 Étape 4: Déterminer les raisons pour lesquelles les personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition, et celles pour lesquelles leurs moyens de subsistance sont menacés

Cette étape est identique pour l'analyse des données quantitatives et qualitatives. Toutefois, les données quantitatives peuvent être soumises à une analyse statistique, afin de faciliter la détermination des facteurs de risque.

L'exploitation conjointe de la connaissance du contexte (étape 1) et des caractéristiques des personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (étape 3) permet ensuite de tirer des conclusions sur les *raisons* de l'exposition des personnes à ces problèmes:

- Les caractéristiques de **chaque groupe** sont comparées à la nature du risque menaçant le groupe et aux caractéristiques des personnes non exposées.
- En alliant discernement et connaissance approfondie du contexte, il devient possible de déterminer les caractéristiques associées au risque.

L'exemple ci-après illustre ce processus.

Exemple 4.3. Détermination des raisons pour lesquelles les personnes sont exposées

Description de la crise:

- Les taux de malnutrition sont élevés, ce qui entraîne des risques sanitaires chez les enfants de moins de 5 ans dans le groupe X.
- On ne constate aucun problème patent de sécurité alimentaire. Les paramètres de consommation alimentaire, d'accès à la nourriture et de stratégie de survie indiquent tous que les ménages ne sont ni en situation d'insécurité alimentaire ni exposés à des risques menaçant leurs moyens de subsistance.

Les ménages du groupe X présentent les caractéristiques suivantes:

1. Leurs moyens de subsistance reposent sur l'agriculture; les cultures qu'ils pratiquent sont destinées à leur propre consommation et à la vente.
2. La plupart des chefs de ménage sont des hommes entre 25 et 60 ans.
3. Les niveaux d'éducation sont peu élevés, particulièrement chez les femmes.
4. L'accès aux services de santé est bon; il existe à proximité un centre de soins bien approvisionné et bien pourvu en personnel.
5. Il n'y a pas de problème d'accès au marché et celui-ci fonctionne bien; les prix sont normaux pour la saison.
6. La qualité de l'eau est faible et le volume disponible insuffisant; l'eau provient d'un puits dont le rendement baisse.

Chacune de ces caractéristiques est comparée à la nature des risques:

1. Le mode de subsistance ne semble pas être un facteur de risque, dans la mesure où la sécurité alimentaire est satisfaisante.
2. Il n'existe aucun lien de cause à effet évident entre la malnutrition et le sexe du chef de ménage.
3. Le faible niveau d'éducation des femmes peut se traduire par des pratiques inadéquates de soins, de préparation des aliments et de gestion de l'eau.
4. Les ménages semblent disposer d'un bon accès aux soins de santé *curatifs*.
5. L'efficacité des marchés indique que les paysans devraient être en mesure de vendre leur production et d'acheter les articles essentiels.
6. Les insuffisances de l'approvisionnement en eau pourraient entraîner des maladies et une malnutrition chez les jeunes enfants.

Sur la base de cette analyse, il semblerait que les principales caractéristiques liées au risque dans le groupe X sont les suivantes:

- faible niveau d'éducation des femmes;
- insuffisance de l'approvisionnement en eau.

Une fois ces hypothèses posées, d'autres éléments probants sont recherchés pour les corroborer ou les réfuter.

Si l'on utilise un échantillonnage aléatoire et des données quantitatives, les principaux facteurs associés à la malnutrition peuvent être vérifiés par une analyse de régression. La triangulation avec des informations obtenues auprès d'autres sources (informateurs clés, données sanitaires, etc.) peut renforcer cette analyse.

La définition des facteurs associés au risque est plus efficace lorsque les consultations ont lieu entre membres de l'équipe d'évaluation, représentants des communautés concernées et spécialistes de domaines techniques. Si le manque de temps ne permet pas de réunir toutes ces personnes, l'analyse peut être réalisée par une partie de l'équipe d'évaluation et des représentants du bureau de pays.

Le tableau ci-après donne quelques *exemples* de personnes exposées à des risques menaçant leur santé et leurs moyens de subsistance, en expliquant les raisons possibles de cette situation.

Tableau 4.3. Exemples de personnes et de ménages exposés à des risques menaçant leur santé et leurs moyens de subsistance, et raisons possibles	
Personnes ou groupes exposés	Raisons possibles de cette vulnérabilité
Enfants de moins de 5 ans vivant dans la zone X	<ul style="list-style-type: none"> Les mères passent plusieurs heures par jour à se procurer du combustible et de l'eau, et ne peuvent donc pas consacrer le temps nécessaire à la préparation de la nourriture et à l'alimentation de leurs jeunes enfants.
Enfants d'âge scolaire	<p>Les moyens de subsistance à long terme sont compromis parce que:</p> <ul style="list-style-type: none"> les enfants sont retirés de l'école pour travailler; les enfants qui continuent à fréquenter l'école souffrent de malnutrition et ne sont donc pas en mesure d'apprendre correctement.
Groupe de subsistance nomade: <i>la principale activité de production des ménages est l'élevage en vue de la vente de produits d'origine animale.</i>	<ul style="list-style-type: none"> La sécheresse tue des bêtes et dégrade l'état sanitaire des troupeaux, contraignant les propriétaires à la vente; les prix du bétail baissent et les nomades ont moins de produits laitiers à commercialiser. La chute des prix du bétail et la diminution des ventes de produits réduisent les revenus; l'accès à la nourriture se dégrade et les ventes de bêtes excèdent la capacité de régénération du troupeau.
Groupe de subsistance des petits commerçants: <i>la principale activité de production des ménages est le commerce de petites quantités de produits alimentaires ou autres.</i>	<ul style="list-style-type: none"> L'insécurité rend les routes peu sûres, réduisant la circulation des biens et des personnes; les revenus du commerce disparaissent.
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays	<ul style="list-style-type: none"> La perte d'avoirs et de stratégies de subsistance conduit à la perte de revenus et au manque de nourriture.

La **causalité** est souvent à **double sens** et les **boucles de rétroaction** sont fréquentes. Exemples:

- L'insécurité alimentaire peut être une cause de malnutrition, car les membres des ménages ne parviennent plus à se procurer ni à consommer des aliments en quantité suffisante ou suffisamment diversifiés.
- La malnutrition peut être une cause d'insécurité alimentaire, car elle affaiblit les membres productifs des ménages, lesquels deviennent incapables de travailler et ne peuvent donc plus gagner suffisamment d'argent pour acheter des vivres.

Les analystes doivent faire attention à ne pas confondre **association** et **causalité**, comme l'illustre l'exemple ci-après.

Exemple 4.4. Association et causalité

Une zone agricole est touchée par des inondations juste avant la moisson. La plupart des récoltes d'aliments de base sont perdues. Peu après cet événement, des niveaux anormalement élevés de malnutrition aiguë sont découverts chez les enfants de la région.

On pourrait supposer que les dégâts occasionnés aux récoltes par l'inondation ont entraîné une baisse des disponibilités alimentaires, et par voie de conséquence, la malnutrition. Or, une analyse plus approfondie révèle que les disponibilités alimentaires sont satisfaisantes, car les marchés fonctionnent bien. Les ménages dont les enfants sont atteints de malnutrition sont ceux qui dépendent du *travail journalier*: en temps normal, ils comptent sur les travaux de moisson pour gagner l'argent nécessaire à l'alimentation. La destruction des récoltes les prive de travail. La cause première du problème est donc la réduction de l'accès à la nourriture chez certains groupes de subsistance, et non la baisse des disponibilités alimentaires en raison de mauvaises récoltes.

Le choix des analyses croisées appropriées dépend du contexte, des hypothèses formulées lors de l'adaptation du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la distribution des variables dans l'échantillon.

3.5 Étape 5: Établir si l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont chroniques ou transitoires

Les distinctions entre insécurité alimentaire chronique et transitoire ont été explicitées à la **section 2.1**. Il est important qu'une EFSA fasse cette distinction, car ces deux sortes d'insécurité alimentaire nécessiteront probablement des types de réponses différents, à la fois dans la conception et dans la durée des interventions. Les interventions de lutte contre l'insécurité alimentaire *chronique* durent généralement plusieurs années et visent les causes profondes et structurelles de l'insécurité touchant l'alimentation et les moyens de subsistance. Les réponses à une insécurité alimentaire *transitoire* s'attaqueront plutôt aux causes immédiates de ce phénomène et ne dureront que quelques mois. Dans certains cas, toutefois, il peut être important que les interventions à court terme s'intéressent également aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, afin de prévenir la répétition d'épisodes transitoires, susceptible d'aboutir à une insécurité chronique.

Pour établir la nature chronique ou transitoire de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, il convient de collecter des informations sur la situation *antérieure* à la crise. Les questions suivantes doivent être étudiées:

- L'insécurité alimentaire, la malnutrition ou ces deux problèmes existaient-ils avant la crise actuelle?
- Si oui, quelles en étaient la nature, les causes profondes, l'étendue et la gravité? En quoi ces deux problèmes se distinguaient-ils de la situation actuelle?
- Quels étaient les groupes concernés; en quoi étaient-ils différents des groupes actuellement exposés à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition ou aux deux?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire d'analyser:

- les données antérieures à la crise;
- les données relatives à la production agricole, aux marchés et aux prix pour les trois à cinq années précédentes;
- les données relatives à tous les aspects dignes d'être pris en considération (taux de malnutrition [y compris retard de croissance], prévalence des maladies, moyens de subsistance, pauvreté, production vivrière et caractéristiques des marchés) pour la même période d'autres années, afin de tenir compte des facteurs saisonniers.

Si la situation antérieure à la crise n'est pas documentée, elle doit être établie rétrospectivement⁵⁹. Le meilleur moyen est d'utiliser les données qualitatives issues de discussions avec des groupes de concertation et d'entretiens avec des informateurs clés et d'examiner les données secondaires disponibles (voir **encadré 4.4**), en complétant éventuellement toutes ces informations par des questions rétrospectives incluses dans un questionnaire soumis aux ménages.

Encadré 4.4. Compilation des informations antérieures à la crise à l'aide d'une discussion avec un groupe de concertation

Les caractéristiques de la population en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ont été définies à l'étape 3. À l'étape présente, le groupe de concertation discute de la situation antérieure à la crise. Les intervieweurs peuvent poser les questions suivantes:

- Qui souffrait d'insécurité alimentaire avant la crise? La notion d'insécurité alimentaire doit être définie à l'aide d'une terminologie et de concepts adaptés aux réalités locales. Quelles stratégies de survie étaient employées et par qui? Quand cela est possible, les groupes de personnes et de ménages sont définis selon les mêmes critères que ceux utilisés à l'étape 4.
- Si les groupes qui étaient en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle avant la crise sont similaires à ceux que la crise actuelle met en danger, constate-t-on une augmentation de la part et/ou du nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition?
- Si les groupes de personnes en situation d'insécurité alimentaire ou nutritionnelle constitués avant et pendant la crise diffèrent, quelles en sont les raisons?

Les informations sur la nature des risques (étapes 2 et 4) peuvent aussi fournir des indications sur le caractère chronique ou transitoire de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Ainsi:

- le retard de croissance est un signe de malnutrition prolongée, et témoigne par conséquent d'un problème chronique qui pourrait provenir d'une insécurité alimentaire persistante, d'un environnement sanitaire médiocre ou des deux;
- l'émaciation est un signe de malnutrition récente, qui pourrait indiquer un problème transitoire d'insécurité alimentaire, une maladie infectieuse ou les deux; l'émaciation peut aussi résulter de problèmes récurrents, parfois saisonniers.

59. Il est important d'anticiper les données dont on aura besoin et d'étudier les données secondaires à un stade précoce de l'EFSA.

Les distinctions entre insécurité alimentaire chronique et transitoire sont également liées au type de facteurs associés à la malnutrition et à l'insécurité touchant les moyens de subsistance. Ces variables peuvent être structurelles ou dynamiques.

- Les variables **structurelles** correspondent aux facteurs contextuels sous-jacents que les personnes et les communautés subissent dans la zone où elles vivent. Ces variables ne changent pas rapidement et peuvent influencer sur les moyens de subsistance disponibles. Ce type de facteurs peut comprendre le climat local, le type de sol, le système de gouvernance local, les infrastructures publiques (routes, drainage, etc.), le régime foncier et les relations interethniques.
- Les variables **dynamiques** se rapportent aux caractéristiques susceptibles d'évoluer rapidement. Elles tendent à révéler des problèmes **transitoires**, qui peuvent exacerber des problèmes chroniques existants. On peut citer comme exemple les maladies infectieuses, les déplacements de populations, un changement dans le fonctionnement des marchés, une variation de la demande de main-d'œuvre, les avoirs détenus, le niveau d'endettement, les schémas de migration de la main-d'œuvre et l'importance des récoltes.

Pour en savoir plus sur les problèmes chroniques ou transitoires, consultez la fiche technique n° 5⁶⁰.

3.6 Étape 6. Estimer la gravité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

La gravité à l'échelon de la population peut être estimée de trois manières:

- par la prévalence de l'insécurité alimentaire avérée ou limite et l'analyse des déficits d'accessibilité alimentaire;
- en fonction du nombre de personnes et de ménages dont la santé et les moyens de subsistance sont considérés comme menacés après examen des informations relatives aux indicateurs de nutrition, de mortalité et de sécurité alimentaire (étape 2, voir **section 3.2**);
- par la convergence de preuves, en utilisant plusieurs indicateurs.

Chaque fois que possible, ces méthodes doivent être combinées.

3.6.1 Indicateurs de risques menaçant les vies ou les moyens de subsistance

3.6.1.1 Indicateurs de mortalité et de nutrition

Il existe des seuils standard pour les indicateurs de mortalité et de nutrition (voir **partie II**). Les résultats d'analyse peuvent être rassemblés dans une grille, comme l'illustre le tableau ci-après.

60. Fiche technique n° 5, Distinction entre insécurité alimentaire chronique et transitoire dans les EFSA (*Distinguishing between Chronic and Transitory Food Insecurity in EFSA*), Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, décembre 2007.

Tableau 4.4. Interprétation de la gravité à l'échelon de la population des indicateurs de mortalité et d'état nutritionnel

Indicateur	Taux (%)	Gravité à l'échelon de la population (en fonction des seuils standard)
Taux brut de mortalité		
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans		
Prévalence de l'émaciation (malnutrition aiguë globale) chez les enfants de moins de 5 ans		
Prévalence du retard de croissance (malnutrition chronique globale) chez les enfants de moins de 5 ans		
Prévalence d'IMC bas chez les femmes hors périodes de grossesse et d'allaitement		

3.6.1.2 Indicateurs de sécurité alimentaire et des stratégies de survie

Il n'existe aucun standard universel pour les indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et aux stratégies de survie; la gravité de la situation est estimée d'après la proportion de la population dont le score de la consommation alimentaire est inférieur à un seuil donné. Toutefois, le PAM utilise les seuils suivants: score de la consommation alimentaire ≤ 21 pour une «consommation alimentaire faible» et score de la consommation alimentaire ≤ 35 pour une «consommation alimentaire limite» (voir **partie II, section 7.3.1**).

Il n'existe pas non plus de points de référence universels pour l'indice des stratégies de survie. Dans un contexte donné cependant, il devient évident que certaines stratégies de survie adoptées par les ménages mettent en danger les moyens de subsistance (vente des avoirs productifs, par exemple) ou même menacent les vies (travailler dans des conditions ou des lieux où la sécurité physique n'est pas assurée, par exemple).

3.6.2 Utilisation de la convergence des preuves à partir d'une série d'indicateurs

La comparaison d'un éventail d'indicateurs est un moyen efficace d'établir la gravité d'une crise. Si nombre d'entre eux conduisent à la même conclusion et que les éléments probants convergent (voir **section 2.2**), il est probable que cette conclusion sur la gravité de la crise est correcte.

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) offre une technique systématique et cohérente de compilation d'indicateurs. L'encadré 4.5 résume la démarche adoptée dans l'IPC.

L'IPC indique quand certains ménages d'une zone donnée sont exposés à la dégradation ou à la perte de leurs moyens de subsistance*, c'est-à-dire la phase de «crise aiguë menaçant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance». Lorsque les vies de ces ménages sont en danger, la crise est en phase d'«urgence humanitaire» ou de «famine/catastrophe humanitaire».

* NdT: dans l'IPC, les «moyens de subsistance», traduction de «livelihoods», sont appelés «moyens d'existence».

Encadré 4.5. Démarche adoptée dans l'IPC

L'IPC a été élaboré pour la Somalie par l'Unité somalienne d'analyse de la sécurité alimentaire, et est actuellement mis en place dans d'autres pays. L'IPC n'est pas une méthode d'évaluation, mais une technique de compilation des informations provenant d'évaluations réalisées par plusieurs organisations, afin de parvenir à des conclusions rigoureuses, transparentes et comparables. Les résultats d'une EFSA pourraient être *intégrés* dans l'IPC, avec ceux d'évaluations menées par d'autres organisations telles que Save the Children, l'UNICEF, CARE et des organismes gouvernementaux. Le produit final de l'IPC est un *classement* de la crise examinée dans l'une des cinq *phases* prédéfinies:

- généralement en sécurité alimentaire;
- insécurité alimentaire modérée/limite;
- crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë;
- urgence humanitaire;
- famine/catastrophe humanitaire.

La classification de la crise repose sur des indicateurs et des seuils. Lorsque cela est possible, des normes internationales reconnues sont utilisées, comme c'est le cas pour les données nutritionnelles. Quand l'indicateur est contextuel, les conclusions sont formulées à l'aide d'orientations standard (voir les références à la fin de cet encadré).

La classification fait appel aux indicateurs suivants: taux brut de mortalité; malnutrition aiguë; maladie; retard de croissance; accès à la nourriture / disponibilités alimentaires; diversité alimentaire; accès à l'eau / approvisionnement en eau; dénuement / déplacements; dangers; sécurité civile; stratégies d'adaptation (ou stratégies de survie); avoirs relatifs aux moyens d'existence (ou avoirs de subsistance); et conditions structurelles.

Outre la classification en phases, l'IPC fournit également:

- un cadre d'intervention stratégique, recommandant des types de priorités dans chaque phase;
- des niveaux d'alerte rapide - surveillance, risque modéré, risque élevé;
- des cartes dont le codage couleur montre les niveaux relatifs de sécurité alimentaire dans un pays ou une zone et qui comprennent des informations sur les dangers immédiats, les principales causes profondes, les estimations de population, les critères de ciblage social, la phase normale précédant la phase actuelle, une projection des tendances et le niveau de confiance de l'analyse.

L'IPC offre un moyen pratique de réunir les différents acteurs intervenant dans l'analyse de la sécurité alimentaire et de fusionner leurs conclusions sous la forme d'un cadre normalisé, qui peut être aisément interprété et comparé à ceux établis lors d'autres crises ou à différents moments d'une même crise. L'IPC *n'est pas* une méthode d'évaluation, et ne constitue donc pas une solution de substitution aux EFSA du PAM; comme nous venons de l'expliquer, il convient plutôt de considérer les résultats des EFSA comme une *composante* de l'IPC.

.../...

Pour obtenir un exposé détaillé de l'utilisation de l'IPC, consultez:

- Partenaire globaux IPC 2008. *Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire - Manuel technique - Version 1.1*, FAO, 2008.
- *Integrated Food Security Phase Classification (IPC) User Guide. Draft-in-progress for feedback*. FAO, juillet 2008.

Pour en savoir plus, consultez le site www.ipcinfo.org.

Le tableau 4.5 répertorie les indicateurs et les seuils utilisés dans la démarche de l'IPC. Ceux-ci peuvent également être exploités pour estimer la gravité lors de l'analyse prévue dans les EFSA. La convergence des preuves apportées par un certain nombre d'indicateurs augmente le niveau de confiance des conclusions que l'on peut en tirer.

Tableau 4.5. Principaux indicateurs et seuils de référence utilisés dans la démarche de l'IPC

Classification de la phase	Indicateurs et seuils	
1A Généralement en sécurité alimentaire	Taux brut de mortalité	< 0,5/10 000/jour
	Malnutrition aiguë	< 3 % (indice poids-taille < -2 z-scores)
	Retard de croissance	< 20 % (indice taille-âge < -2 z-scores)
	Accès à l'alimentation / Disponibilité	généralement adéquats (> 2 100 kcal par personne/jour), stable
	Diversité du régime alimentaire	régime alimentaire diversifié, de qualité et quantité constantes
1B Généralement en sécurité alimentaire	Accès à l'eau / Disponibilité	généralement adéquats (> 15 litres par personne/jour), stable
	Dangers	probabilité et vulnérabilité faibles ou modérées
	Sécurité civile	paix établie et structurelle
	Avoirs relatifs aux moyens d'existence	utilisation généralement durable (des 6 catégories d'avoirs)
2 Insécurité alimentaire modérée / limite	Taux brut de mortalité	< 0,5/10 000/jour; TMM5 < 1/10 000/jour
	Malnutrition aiguë	> 3 % mais < 10 % (indice poids-taille < -2 z-scores), fourchette habituelle, stable
	Retard de croissance	> 20 % (indice taille-âge < -2 z-scores)
	Accès à l'alimentation / Disponibilité	presque adéquats (2 100 kcal par personne/jour), instable
	Diversité du régime alimentaire	manque chronique de diversité de l'alimentation
	Accès à l'eau / Disponibilité	presque adéquats (15 litres par personne/jour), instable
	Événements adverses / Aléas	récurrents, avec une vulnérabilité élevée des moyens d'existence
	Sécurité civile	instable, tension perturbatrice
	Stratégies d'adaptation	«stratégies d'assurance»/ stratégies d'adaptation
	Avoirs relatifs aux moyens d'existence	utilisation perturbée et non durable (des 6 catégories d'avoirs)
Conditions structurelles	importantes entraves sous-jacentes à la sécurité alimentaire	

Classification de la phase		Indicateurs et seuils	
3	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Taux brut de mortalité	< 0,5/10 000/jour; TMM5 1-2/10 000/jour
		Malnutrition aiguë	10-15 % (indice poids-taille < -2 z-scores); > à la normale, en augmentation
		Maladies	épidémies, en augmentation
		Accès à l'alimentation / Disponibilité	manque de garanties; 2 100 kcal par personne/jour, obtenues par dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence
		Diversité du régime alimentaire	diversité très insuffisante de l'alimentation
		Accès à l'eau / Disponibilité	7,5-15 litres par personne/jour, obtention par dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence
		Dénuement / Déplacement	tendance nouvelle; diffusée
		Sécurité civile	conflit peu diffus, de faible intensité
		Stratégies d'adaptation	«stratégies de crise»; indice de stratégie d'adaptation (CSI) > à la référence, en hausse
		Avoirs relatifs aux moyens d'existence	épuisement ou perte accélérée et critique d'accès
4	Urgence humanitaire	Taux brut de mortalité	1-2/10 000/jour, > 2 fois le taux de référence, en augmentation; TMM5 > 2/10 000/jour
		Malnutrition aiguë	> 15 % (indice poids-taille < -2 z-scores); > à la normale, en augmentation
		Maladies	pandémie
		Accès à l'alimentation / Disponibilité	grave insuffisance des garanties; incapacité d'accéder à 2 100 kcal par personne/jour
		Diversité du régime alimentaire	consommation régulière de 2-3 grands groupes d'aliments, ou moins
		Accès à l'eau / Disponibilité	< 7,5 litres par personne/jour (utilisation par l'homme uniquement)
		Dénuement/ Déplacement	concentré, en augmentation
		Sécurité civile	conflit diffus, de forte intensité
		Stratégies d'adaptation	«stratégies de détresse»; indice nettement > à la référence
		Avoirs relatifs aux moyens d'existence	épuisement, ou perte d'accès, quasi total et irréversible
5	Famine / Catastrophe humanitaire	Taux brut de mortalité	> 2/10 000/jour (exemple: 6 000/1 000 000/30 jours)
		Malnutrition aiguë	> 30 % (indice poids-taille < -2 z-scores)
		Maladies	pandémie
		Accès à l'alimentation / Disponibilité	insuffisance extrême des garanties; disponibilités très inférieures à 2 100 kcal par personne/jour
		Accès à l'eau / Disponibilité	< 4 litres par personne/jour (utilisation par l'homme uniquement)
		Dénuement / Déplacement	à grande échelle, concentré
		Sécurité civile	conflit diffus, de forte intensité
		Avoirs relatifs aux moyens d'existence	perte effective totale; effondrement

Les résultats de l'EFSA peuvent également être représentés sur des cartes, comme c'est le cas dans l'IPC (voir encadré 4.5).

Le processus de l'IPC nécessite un travail intensif de consultation avec les partenaires, et l'utilisation de modèles normalisés. Dans une EFSA rapide, cette consultation peut être limitée par les contraintes de temps, particulièrement si

certains partenaires ne sont pas familiarisés avec cette approche. De plus, tous les indicateurs répertoriés dans le tableau 4.5 ne sont pas nécessairement disponibles.

3.6.3 Utilisation du déficit de consommation ou d'accessibilité alimentaires

La gravité de l'insécurité alimentaire peut être confirmée par deux indicateurs supplémentaires:

- le déficit de consommation alimentaire;
- le déficit d'accessibilité alimentaire.

La **section 4.4.1** donne de plus amples conseils sur le calcul des déficits alimentaires. Quel que soit l'indicateur de déficit utilisé, vous devez tenir compte de la saison. Dans de nombreuses zones, la consommation alimentaire des ménages varie au cours d'une année normale. Un déficit de consommation temporaire n'est donc pas nécessairement alarmant.

Le **déficit de consommation alimentaire** donne une indication directe de la gravité de l'**insécurité alimentaire** de l'ensemble d'une population (voir encadré 4.6).

Encadré 4.6. Estimation et utilisation du déficit de consommation alimentaire

L'écart entre la consommation alimentaire totale **permettant de satisfaire les besoins nutritionnels** et la consommation alimentaire totale **réelle** est estimé en comparant les apports alimentaires des ménages avec les apports et les seuils définis à partir des besoins nutritionnels de référence.

La différence entre le seuil de référence et le score obtenu pour les ménages indique la gravité du déficit. Cette démarche peut être utilisée pour estimer le nombre de ménages déclarés en situation d'insécurité alimentaire en raison d'un **régime déficient**.

Toutefois, il est très rare que l'on dispose de données sur les apports alimentaires.

Le **déficit d'accessibilité alimentaire** (voir encadré 4.7) peut être estimé en comparant les dépenses alimentaires d'un ménage avec le coût d'un assortiment alimentaire minimum, compte tenu de la part de nourriture non achetée (vivres issus de la production familiale, par exemple). Cet indicateur peut être utile pour les groupes de subsistance qui achètent la majeure partie de leurs vivres.

Encadré 4.7. Estimation et utilisation du déficit d'accessibilité alimentaire

Les dépenses courantes moyennes consacrées à la nourriture pour un groupe de subsistance donné sont estimées au moyen d'une enquête par questionnaire ou d'entretiens avec un groupe de concertation. La quantité et la valeur monétaire des vivres produits et consommés par les ménages peuvent aussi être estimées et comparées au coût d'un assortiment alimentaire local minimum, lui-même évalué à l'aide d'une enquête sur les marchés.

Cette démarche peut donner une indication des **principales insuffisances d'accès à la nourriture**. Les personnes sous-estiment souvent les dépenses alimentaires dont elles font état; il peut donc être difficile d'obtenir des chiffres exacts lorsque la situation est moins grave, quand l'insuffisance d'accès à la nourriture est relativement faible, par exemple.

Il n'existe pas de seuils normalisés pour apprécier la gravité d'un déficit de consommation ou d'accessibilité alimentaire. Il est possible d'appliquer la règle empirique suivante:

- si plus de 10 pour cent de la population subit un déficit vivrier grave, la crise est considérée comme critique;
- si plus de 30 pour cent de la population subit un déficit vivrier modéré, la crise est considérée comme grave.

Conduite d'une analyse prévisionnelle

Cette section présente les étapes suivantes qui consistent à prévoir l'évolution de la situation et à élaborer des scénarios possibles:

- Identification des opportunités et des chocs que la zone est susceptible de connaître.
- Analyse combinée de ces chocs et opportunités, et de leur influence sur la sécurité alimentaire des ménages, en vue d'établir des scénarios décrivant les possibles évolutions de la situation.
- Détermination du scénario le plus probable, et des groupes dont la situation alimentaire serait mise en péril dans ce scénario.

La prévision est, par nature, incertaine. Cette incertitude peut être réduite par l'emploi des meilleures informations disponibles et la mise en œuvre de procédures d'analyse rigoureuses, sans toutefois que l'on puisse entièrement éliminer une part d'**appréciation personnelle**. Les analystes doivent décider du résultat qu'ils considèrent comme étant le plus probable, compte tenu des informations disponibles. La prévision doit ensuite être tempérée par la fiabilité des informations sur lesquelles elle prend appui. Une prévision comprend des **hypothèses**, qui doivent être clairement documentées dans le rapport d'évaluation, comme doit l'être le processus selon lequel les conclusions ont été formulées. Au minimum, l'analyse prévisionnelle devrait aboutir aux produits suivants:

- une prévision des opportunités et des chocs futurs susceptibles d'influer sur la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle;
- des scénarios prévoyant l'évolution de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle en l'absence d'assistance; et
- l'identification des groupes qui seront les plus exposés si le scénario le plus probable se réalise.

4.1 Identification des opportunités et chocs futurs

Pour élaborer des prévisions raisonnablement précises, il est nécessaire de déterminer l'éventail des **opportunités** et des **chocs** susceptibles d'influer sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire futures de la population concernée.

Encadré 4.8. Opportunités et chocs

Dans l'analyse d'une EFSA, sont qualifiés d'**opportunités** les événements qui améliorent une situation défavorable. Il peut s'agir:

- d'opportunités naturelles, comme le retour des pluies après une saison sèche;
- d'opportunités provoquées par les activités humaines, telles que la prochaine récolte, des accords de paix, l'ouverture de frontières précédemment fermées et l'amélioration des infrastructures de marché.

Des opportunités peuvent naître d'une combinaison d'événements d'origine naturelle et humaine. Ainsi, un accord de paix signifie que les routes seront rouvertes et que l'intégration des marchés sera renforcée. De bonnes pluies contribuent à une meilleure récolte. Ces deux opportunités s'allient pour permettre aux paysans de vendre un volume de produits plus important à bon prix dans les mois qui suivent.

Dans une EFSA, les **chocs** sont des événements qui retentissent de façon défavorable sur la situation nutritionnelle, la sécurité alimentaire ou les deux. Là encore, il peut s'agir:

- de chocs naturels, tels que des tremblements de terre, une sécheresse ou des inondations;
- de chocs provoqués par les activités humaines, comme un conflit ou une récession économique.

Il n'est pas toujours facile de distinguer ces deux natures de chocs. Ainsi:

- les inondations peuvent être causées par des variations climatiques saisonnières que la déforestation aura exacerbées;
- un conflit peut naître d'une tension politique qu'une sécheresse aura porté à son paroxysme.

Les opportunités et les chocs ne se produisent pas nécessairement à un moment précis; certains **s'installent progressivement**. Ainsi:

- les effets de l'amélioration des infrastructures matérielles et des services demandent du temps;
- les répercussions d'une sécheresse se développent lentement.

Lors de l'analyse d'opportunités et de chocs, il convient de prendre en considération les formes soudaines comme les formes évolutives.

À la **section 3**, nous avons étudié l'importance d'évaluer les risques **actuels** sur la sécurité alimentaire au cours de l'analyse de situation. Lors du processus de prévision, chacun des facteurs liés à la sécurité alimentaire est examiné, afin de déterminer si la situation constatée est susceptible de durer. D'autres événements (opportunités ou chocs), absents au moment de l'observation, doivent également être identifiés au cours de l'analyse prévisionnelle.

Cette analyse est éclairée par les éléments suivants:

- **La nature des chocs potentiels** - La crise analysée est-elle un événement ponctuel, un tremblement de terre par exemple, ou un processus complexe et durable, comme un conflit ou une dégradation de l'environnement?
- **Les opinions d'experts et d'informateurs clés** - Des météorologistes ou des spécialistes de l'environnement apporteront leur contribution sur les tendances liées au milieu naturel; des ONG locales et des travailleurs sociaux disposeront

d'informations sur les tendances sociales; des économistes pourront collaborer aux prévisions relatives aux marchés; et des analystes politiques donneront leur point de vue sur l'évolution d'un conflit.

L'encadré 4.9 présente une procédure de prévision des opportunités et chocs futurs.

Encadré 4.9. Prévision des opportunités et des chocs

1. Partez de la situation existante. **Quelles sont les caractéristiques de la crise actuelle et sont-elles susceptibles de durer?** Supposons, par exemple, que la consommation alimentaire constatée des ménages soit insuffisante parce que des sécheresses récurrentes ont réduit la production agricole et limité les opportunités d'emploi des journaliers. *Il est probable que ce problème persiste dans un avenir proche.*

2. Considérez différentes durées, par exemple, trois, six et 12 mois. **Quels nouveaux chocs et opportunités peuvent se produire?** Exemples:

La moisson est prévue dans un mois. Les fermiers vendent généralement 80 pour cent de leur production aux négociants, qui les exportent. Or, les pays voisins ont fermé leurs frontières aux importations de produits agricoles. Il est donc probable qu'au moment de la moisson, les fermiers seront obligés de vendre leur récolte à des prix réduits, amputant ainsi leurs revenus. On peut ainsi prévoir un **choc** sur les moyens de subsistance locaux.

La moisson est prévue dans un mois et semble très prometteuse. Les marchés sont en plein redressement, et la demande locale de produits agricoles est élevée. Cette situation devrait représenter une **opportunité** pour les fermiers, qui peuvent s'attendre à une hausse de leurs revenus dans un mois.

Les chocs comme les tsunamis, les tremblements de terre et les éruptions volcaniques sont extrêmement difficiles à prévoir. Toutefois, ce type de choc a beaucoup plus de risque de se produire dans certaines parties du monde que dans d'autres. Dans les régions plus menacées, des **plans d'intervention en cas d'urgence** doivent être élaborés pour garantir un niveau de préparation correct en cas de catastrophe (voir **section 4.2**). Les tendances passées d'apparition de ces chocs permettent de prévoir ceux-ci avec un plus haut degré de confiance.

Les EFSA sont généralement réalisées dans des zones déjà frappées par une crise ou dans lesquelles une crise est prévisible. La démarche expliquée dans l'encadré 4.9 s'applique donc à la plupart des EFSA.

Les informations suivantes doivent être relevées pour chaque opportunité ou choc:

- **Récurrent(e)/persistant(e) ou occasionnel(le)** - Cette notion définit la nature du choc ou de l'opportunité et apporte un éclairage essentiel sur son évolution probable. Les chocs persistants sont les crises continues ou récurrentes, comme une sécheresse à long terme. Les chocs occasionnels se produisent ponctuellement, comme un tremblement de terre. L'approche est la même pour les opportunités.

- **Probabilité de manifestation** - Certains chocs et opportunités peuvent être anticipés avec plus de fiabilité que d'autres. Par exemple, l'arrivée de la saison des pluies est prévisible avec un degré de confiance raisonnable, car elle se produit plus ou moins à la même époque chaque année; en revanche, le volume des précipitations qu'elle apporte est beaucoup plus variable d'une année sur l'autre. Le retour des réfugiés après un conflit peut être moins facile à prédire, car il dépend de nombreux facteurs, tous incertains, tels que la signature d'un accord de paix, la disponibilité des transports et la perception qu'ont les réfugiés de la situation sur le plan de la sécurité.
- **Moment prévu de manifestation** - Le moment auquel certaines opportunités ou certains chocs, comme une moisson ou un déficit alimentaire, vont se produire peut être prévu avec une précision raisonnable. D'autres événements, tels que les tremblements de terre, sont beaucoup plus difficiles à prédire.
- **Niveau de gravité d'un choc ou de bienfait d'une opportunité** - Certains chocs sont plus graves que d'autres et certaines opportunités plus profitables que d'autres. Ainsi, une attaque de ravageurs sur les cultures d'une faible proportion de paysans est moins grave qu'une inondation qui détruit de grandes étendues de terres arables; de même, un accord de paix complet apporte plus de bienfaits qu'une baisse temporaire des prix alimentaires résultant d'une distribution de vivres occasionnelle et localisée.

Le tableau 4.6 donne des exemples de la façon dont les chocs et opportunités peuvent être consignés pour une analyse prévisionnelle. Ce modèle doit être adapté pour prendre en compte le contexte des chocs et opportunités susceptibles de se produire dans une région donnée.

Tableau 4.6. Documentation des opportunités et des chocs, exemples

Événement prévu	Récurrent/ persistant ou occasionnel	Probabilité de manifestation <i>1 = faible</i> <i>5 = forte</i> <i>ou en cours</i>	Moment prévu de manifestation	Degré de gravité ou de bienfait
Chocs				
Tremblement de terre	Occasionnel	1	À tout moment	Gravité élevée
Sécheresse	Récurrent	En cours	En cours	Gravité moyenne
Attaque par des groupes armés	Occasionnel	3	À tout moment	Gravité élevée
Opportunités				
Récolte	Récurrent	4	Dans 7 mois	Bienfait élevé
Mise en place de services de santé ruraux	Occasionnel	3	Dans 1 mois	Bienfait moyen
Accord de paix	Occasionnel	2	Inconnu	Bienfait élevé

Vous trouverez des exemples de types de choc et de leurs effets sur la sécurité alimentaire dans le tableau 4.7. Les crises ne touchent pas tout le monde de la même manière; leur incidence dépend du profil de la personne ou du groupe. Exemples:

- Pendant les périodes d'insécurité, les femmes sont potentiellement beaucoup plus exposées que les hommes, car elles doivent marcher sur de longues distances pour aller chercher l'eau ou le bois de feu notamment, et constituent des cibles de la violence.
- Lorsque des personnes sont déplacées, les stratégies de survie des femmes peuvent avoir des conséquences plus graves sur leur vie et leurs moyens de subsistance que celles des hommes.
- Les enfants sont plus sujets aux maladies que les adultes, par exemple lors d'une inondation qui contamine les sources d'approvisionnement en eau.
- Certains groupes ethniques peuvent être pris pour cible lors d'un conflit. D'autres groupes risquent de se voir refuser l'accès à des zones qu'ils cultivent ou dans lesquelles ils pratiquent d'autres activités de subsistance.

Il est donc essentiel d'analyser les répercussions potentielles des chocs à partir de données **ventilées**. Les critères de ventilation des populations à utiliser sont les suivants:

- **sexe** - toujours;
- **âge** - toujours;
- **groupe de subsistance**, notamment dans le cas de crises à évolution lente et de conflits;
- **état de santé**, particulièrement s'agissant d'affections chroniques telles que le VIH/sida et les infections aiguës chez les jeunes enfants - toujours;
- **groupe ethnique ou groupe social** (personnes déplacées, réfugiés et familles d'accueil) - uniquement si ce critère est pertinent pour l'urgence considérée;
- **autres critères localement importants**, tel le lieu, côtier ou montagneux par exemple - lorsque cette caractéristique implique des niveaux variables d'exposition au risque.

Tableau 4.7. Chocs et répercussions potentielles sur la sécurité alimentaire

Chocs	Répercussions potentielles sur la sécurité alimentaire		
	Principaux effets immédiats	Disponibilités alimentaires et accès à la nourriture	Consommation alimentaire
<ul style="list-style-type: none"> • Sécheresse • Infestation des cultures (invasion de criquets, maladie d'une plante, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de récolte • Perte de stocks alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des disponibilités en aliments de base • Baisse de l'accès aux aliments de base issus de la production familiale, pour la vente et la consommation • Baisse de l'accès à la nourriture achetée, en raison d'une hausse des prix alimentaires sur les marchés et d'un volume réduit de produits à vendre 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des quantités de nourriture consommées, en raison de la diminution des disponibilités et/ou de la hausse des prix • Appauvrissement du régime alimentaire dû aux stratégies de survie adoptées et/ou à la diminution des disponibilités alimentaires
<ul style="list-style-type: none"> • Inondation • Tsunami • Ouragan, cyclone 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de récolte • Perte de stocks alimentaires • Perte d'infrastructures économiques: locaux professionnels, routes, etc. • Perte d'avoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des disponibilités en aliments de base • Baisse de l'accès aux aliments de base issus de la production familiale • Baisse de l'accès à la nourriture achetée, en raison d'une hausse des prix alimentaires sur les marchés, de pertes de revenus, d'un volume réduit de produits à vendre • Réduction du nombre d'opportunités d'emploi 	
<ul style="list-style-type: none"> • Tremblement de terre 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de stocks alimentaires • Perte d'avoires • Perte de bêtes 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de l'accès aux aliments de base et aux aliments d'origine animale issus des stocks familiaux • Baisse de l'accès à la nourriture achetée, en raison de pertes de revenus • Baisse des disponibilités alimentaires 	
<ul style="list-style-type: none"> • Épipzooties • Vols de bétail et pillage 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de produits d'origine animale • Perte de bêtes 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de l'accès aux aliments d'origine animale • Baisse de l'accès à la nourriture achetée, en raison de pertes de revenus, d'un volume réduit de produits à vendre 	
<ul style="list-style-type: none"> • Hausse des prix alimentaires sur les marchés • Effondrement économique 	<ul style="list-style-type: none"> • Détérioration des termes de l'échange pour le bétail ou le travail • Perte de pouvoir d'achat 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de l'accès à la nourriture achetée, en raison de pertes de revenus 	
<ul style="list-style-type: none"> • Déplacement forcé • Conflit 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de récolte • Perte de bêtes • Perte d'avoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des disponibilités en aliments de base et produits d'origine animale • Baisse de l'accès à la nourriture achetée, en raison d'une hausse des prix alimentaires sur les marchés, de pertes de revenus, d'une réduction de la part de la production familiale disponible à la vente 	
<ul style="list-style-type: none"> • Épidémies (choléra, par exemple) • VIH/sida 	<ul style="list-style-type: none"> • Maladie 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de l'accès à la nourriture achetée, en raison d'une hausse des dépenses de santé, de la diminution de revenus liée à la perte de capacité physique et au temps supplémentaire requis pour les soins aux malades 	

4.2 Élaboration de scénarios

Lors de l'analyse prévisionnelle, les évaluateurs élaborent des scénarios futurs possibles. Un **scénario** est une «description d'une situation susceptible de se produire, à partir d'un ensemble d'hypothèses fondées sur la connaissance de la situation présente»⁶¹. Les scénarios formalisent différentes évolutions possibles de la situation, en partant: i) de l'**insécurité alimentaire actuelle**; ii) d'**hypothèses** formulées sur les **opportunités** et les **chocs futurs** possibles, compte tenu du type d'urgence et de son instabilité; et iii) de la **résilience** et de la **vulnérabilité** des personnes. Le scénario *le plus probable* est sélectionné comme base des prévisions pour les trois, six et/ou 12 mois à venir; la période couverte dépend de l'objectif de l'EFSA et des données qui ont été collectées. Ce processus est expliqué en détail dans les sections suivantes. L'exemple ci-après expose un cas de figure simplifié.

Exemple 4.5. Élaboration de scénarios

Remarque: l'exemple simplifié qui suit est bâti sur la situation hypothétique d'une zone rurale touchée par un conflit et une sécheresse récurrente.

Étape 1 - Identification des opportunités et chocs futurs susceptibles de retentir sur la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle.

- La moisson est prévue dans un mois: les pluies ont été bonnes, mais la surface cultivée a été réduite de 20 pour cent par rapport à la surface habituelle. La récolte devrait être moyenne comparée aux tendances à long terme, mais bien meilleure que la moyenne des dix dernières années.
- Une recrudescence du conflit est attendue dans la zone X en raison de son importance stratégique: les combattants des deux camps s'y regroupent; les populations se déplacent de cette zone vers la frontière, actuellement fermée.
- Les autres parties du pays semblent relativement stables.

Étape 2 - Élaboration de scénarios anticipant l'évolution de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle en l'absence d'assistance.

Un ou plusieurs scénarios sont élaborés, selon l'instabilité de la situation. En général, la planification repose sur le *scénario le plus probable*, mais dans certains cas on retient également un *scénario du pire* pour permettre la planification des mesures d'urgence. Dans cet exemple, le scénario le plus probable pourrait être le suivant:

- Dans la plus grande partie du pays, les disponibilités alimentaires vont s'améliorer en raison de la relativement bonne récolte. L'accès à la nourriture s'améliorera également, soutenu par des perspectives plus favorables pour l'emploi et le commerce. L'utilisation de la nourriture ne devrait pas changer notablement, car rien n'a été fait sur les problèmes de santé à long terme: accès aux soins de santé et qualité de l'eau.
- Dans la zone X, il est probable que tous les facteurs de la sécurité alimentaire vont se dégrader. Des problèmes nutritionnels sont à prévoir, notamment dans les zones d'installation des personnes déplacées.

61. D'après *Contingency Planning and Humanitarian Action, a Review of Practice*, R. Choularton, note n° 59 de l'Institut britannique de développement outre-mer (ODI), mars 2007.

Étape 3 - Détermination des groupes de population touchés dans le scénario le plus probable et des répercussions des opportunités et chocs correspondants sur leurs moyens de subsistance.

- En règle générale, la vulnérabilité tend à décroître en raison de l'amélioration des récoltes et du recul du conflit.
- Elle devrait toutefois progresser dans la zone X, du fait des combats. Les personnes déplacées en provenance de cette zone sont extrêmement vulnérables pendant leur exode et une fois installées dans des camps de fortune le long de la frontière.

4.2.1 Procédures

On peut élaborer un ou plusieurs scénarios, selon l'incertitude qui entoure les événements futurs. Si l'avenir peut être prévu avec un niveau de confiance élevé, un seul scénario est probablement suffisant. Si la crise est complexe et susceptible d'évoluer de différentes manières, il peut être nécessaire d'envisager plusieurs scénarios avant d'apprécier quel est le plus probable. Dans certains cas enfin, il est presque impossible de prévoir les chocs avec précision, ce qui impose d'établir des plans d'intervention en cas d'urgence (voir **section 4.2.2**).

Chaque fois que possible, les scénarios doivent prendre appui sur un travail de consultation dont l'étendue dépend du temps dont on dispose et du degré de collaboration entre les parties prenantes. Il est crucial que les membres de l'équipe d'une EFSA coopèrent avec les informateurs clé locaux et les correspondants sur place des organismes partenaires pour déterminer l'évolution la plus probable des événements. La probabilité d'un scénario donné est établie à partir de l'**avis collectif** du groupe; il n'existe aucune méthode standard pour la déterminer.

La période couverte par un scénario dépend des éléments suivants:

- **Type d'urgence** - Un choc soudain et géographiquement limité, tel qu'une inondation, peut nécessiter un scénario couvrant les trois mois qui suivent, scénario qui pourra le cas échéant être mis à jour ultérieurement. À l'inverse, une crise persistante à évolution lente, comme une sécheresse, demandera de développer le scénario sur un an au moins.
- **Type d'intervention envisagé par le PAM** - Ainsi, une opération d'urgence peut durer de six à 12 mois et une IPSR se prolonger sur trois ans.

Les scénarios sont élaborés en tenant compte de toutes les opportunités et de tous les chocs *potentiels* définis à la **section 4.1**, et en formulant des hypothèses quant à l'influence combinée de ces événements sur la sécurité alimentaire dans un avenir proche. L'imminence de la récolte, par exemple, représente une réelle opportunité pour les ménages en situation d'insécurité alimentaire. Toutefois, les combats sont en pleine recrudescence, et il est fréquent que les soldats pillent ou détruisent les récoltes. Cette situation devrait se prolonger au minimum jusqu'au début de la saison des pluies, dans cinq mois, et l'on peut s'attendre à ce que le choc que représentent ces combats réduise à néant la potentialité favorable de la récolte.

Pour élaborer des scénarios qui soient réalistes sans être trop complexes, il est nécessaire de déterminer les **opportunités et chocs majeurs**, qui auront la plus forte incidence sur la façon dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle évoluera dans les mois à venir. Dans l'exemple du paragraphe précédent, les combats constituent l'événement majeur, car leurs effets l'emportent sur ceux de la récolte prochaine. La détermination de cet ordre d'importance permet de gagner du temps; si l'on prévoit que les combats anéantiront les bienfaits qu'aurait pu apporter la récolte, il est inutile d'entreprendre une analyse approfondie de ces bienfaits pour la population.

Vous trouverez ci-après quelques exemples d'opportunités et de chocs majeurs.

- Les sécheresses et les inondations de grande ampleur sont des catastrophes naturelles sur lesquelles aucun autre événement ne peut avoir d'incidence, au moins à court terme.
- Les actes de violence armée l'emportent généralement sur la plupart des autres événements.
- Les politiques publiques directement liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle peuvent constituer des opportunités stimulantes ou des chocs préjudiciables.

Les événements majeurs gouvernent l'élaboration des scénarios. Les **opportunités et chocs secondaires** peuvent être: i) *provoqués* par l'événement majeur (réactions en chaîne); ii) non liés à l'événement majeur, mais contribuant à en *renforcer* ou en *atténuer* les effets (effets de synergie); ou iii) inclus dans l'événement majeur. Voici quelques exemples simplifiés de ces trois possibilités:

- **Réaction en chaîne** - Le choc majeur conduisant à un déplacement de population à grande échelle est la violence armée; les personnes déplacées rejoignent les villes, où elles vivent dans des taudis surpeuplés, ce qui déclenche deux chocs secondaires, la propagation de maladies et la progression de la malnutrition sévère.
- **Effet de synergie** - Le choc majeur est une sécheresse, et celui-ci est aggravé par l'introduction d'une politique qui limite les mouvements de produits alimentaires entre les districts du pays, agissant comme un choc secondaire.
- **Effet d'inclusion** - Le choc majeur est un tremblement de terre, qui entraîne des pertes massives de vies humaines et la destruction des infrastructures. Il inclut les effets d'une infestation par des ravageurs, choc secondaire. L'analyse des effets de l'infestation peut ne pas présenter d'intérêt dans la mesure où le tremblement de terre et ses conséquences dominent le scénario.

L'existence d'un choc majeur ne signifie pas nécessairement qu'il est inutile d'analyser les chocs secondaires. De nombreux scénarios se caractérisent par une diversité d'événements qui interagissent pour produire un **choc multiple**, comme dans les exemples ci-après.

- De faibles pluies entraînent une récolte insuffisante; un conflit réduit la mobilité, empêche d'accéder aux champs et s'accompagne du pillage des récoltes; et la détérioration des routes conduit à une augmentation des coûts de transaction sur les marchés. Ces chocs se combinent pour provoquer une flambée des prix des céréales, chaque facteur aggravant les répercussions négatives des autres.

- Les faibles précipitations et la dégradation des routes poussent le prix des céréales à la hausse du fait des mauvaises récoltes et des coûts de transaction élevés. Toutefois, la résolution du conflit tempère quelque peu ces effets défavorables. L'impact net sur la population est déterminé par une analyse d'ensemble de ces trois facteurs.

Dans un scénario, les groupes de population éventuellement concernés sont définis dans les grandes lignes, à partir des principales caractéristiques de leurs moyens de subsistance, notamment leurs sources de nourriture et leurs sources de revenus, et de leur situation géographique (voir exemple 4.6). L'estimation du nombre de personnes concernées et l'analyse détaillée de leurs caractéristiques interviennent après que le scénario le plus probable a été déterminé (voir **sections 4.3, 4.4 et 4.5**).

L'exemple ci-dessous illustre les interactions entre les différents types de chocs.

Exemple 4.6. Élaboration d'un scénario dans une situation relativement simple

Une zone rurale, principalement agricole, est touchée par la sécheresse depuis trois saisons. La population est plus pauvre que la moyenne nationale et le pouvoir d'achat a reculé pendant cette période de sécheresse. Les pluies de l'année ont été satisfaisantes. Des distributions de semences à grande échelle ont permis aux agriculteurs de planter la même surface que dans une année normale.

- La moisson prévue dans un mois devrait être bonne;
- L'accès physique à la zone est difficile en raison du mauvais état des routes, lesquelles sont parfois inutilisables pendant la saison des pluies. Ces difficultés d'accès physique et les faibles marges réalisables rendent la zone peu attrayante pour les commerçants. Un programme de construction routière est en œuvre depuis un an et devrait être achevé dans les six prochains mois. Ces travaux permettront d'atteindre la zone à tout moment de l'année.
- Au cours des dix dernières années, cette région a été perturbée par des mouvements insurrectionnels de faible ampleur dirigés contre le gouvernement. Depuis le récent échec des négociations de paix, le conflit s'est beaucoup aggravé dans le district X, faisant de nombreuses victimes et entraînant une multiplication des actes de pillage.

1. Détermination des opportunités et des chocs

Opportunités et chocs sont d'abord identifiés isolément, et la probabilité de manifestation de chaque événement est appréciée et notée sur une échelle de 1 à 5, 5 représentant la certitude.

Opportunités

Bonne récolte dans un mois - probabilité: 4.

Amélioration de la route dans six mois - probabilité: 4.

Chocs

Intensification du conflit, entraînant un grand nombre de morts et d'actes de pillage - probabilité: 3.

.../...

2. Combinaison des opportunités et des chocs

Si les événements sont envisagés isolément, il est très probable que la bonne récolte et l'amélioration de la route auront des effets positifs. Cependant, l'escalade éventuelle du conflit l'emporterait vraisemblablement sur les bienfaits attendus de la récolte et de la construction routière. En conséquence, même si sa probabilité est légèrement plus faible que celle des deux opportunités (3 contre 4), l'aggravation du conflit doit être prise au sérieux.

3. Élaboration du scénario

L'intensification du conflit est considérée comme l'**événement majeur**, annulant les effets sur les vies humaines et les moyens de subsistance des autres événements. Dans ce scénario, on suppose que l'escalade va effectivement se produire. L'interaction entre ce choc majeur et les deux **opportunités secondaires** est ensuite examinée* :

- Nous sommes à un mois de la moisson. Bien que les prévisions de récolte soient bonnes, l'impact positif correspondant sera réduit par: i) une perte de rendement prévue de 20 pour cent en raison des pillages dans le district X; ii) la perturbation des marchés due au conflit, qui complique la tâche des agriculteurs souhaitant vendre leurs produits; et iii) le déplacement prévu de 30 pour cent de la population du district X suite aux combats.
- La construction de la route doit normalement se terminer dans six mois. Compte tenu de l'intensification des menaces sur la sécurité, il est vraisemblable que l'entrepreneur interrompra les travaux en attendant la fin des troubles.
- Les marchés ne se rétabliront probablement pas comme initialement prévu, du fait de la persistance de difficultés d'accès faute de route, des problèmes de sécurité qui menacent la vie des personnes et génèrent des coûts de transaction élevés, et en raison du faible pouvoir d'achat de la population.

Cela étant posé, le scénario probable est le suivant:

Le conflit s'intensifie, particulièrement dans le district X, provoquant le déplacement de 30 pour cent de la population. La perte de récolte contribue à une baisse des disponibilités alimentaires, et la présence de personnes déplacées en provenance du district X accentue la sollicitation des stocks alimentaires. L'apport des marchés est inefficace.

* Les pourcentages utilisés dans cet exemple sont arbitraires et ne servent qu'à illustrer notre propos. Les informations sur lesquelles reposent ces estimations pourraient avoir été recueillies auprès d'informateurs clés, de groupes de concertation ou de ménages interrogés dans le cadre d'une enquête, ou encore d'une combinaison de ces sources.

L'examen des opportunités et chocs majeurs et secondaires, et de leurs probabilités respectives, aide à déterminer s'il est vraisemblable que la situation **s'améliore**, **se détériore** ou **reste stable**. Dans l'exemple 4.6, la situation exposée risque fort de se détériorer considérablement. Parfois, l'issue est moins évidente, comme le montre l'exemple ci-après.

Exemple 4.7. Élaboration d'un scénario dans une situation relativement confuse

La situation est la même que dans l'exemple 4.6, mais la probabilité est différente.

Opportunités

Bonne récolte dans un mois - probabilité: 4.

Amélioration de la route dans six mois - probabilité: 4.

Chocs

Intensification du conflit, entraînant un grand nombre de morts et d'actes de pillage - probabilité: 1.

Dans ce cas, l'issue est moins claire que dans l'exemple 4.6. En effet, la probabilité d'escalade du conflit est faible, mais reste non négligeable; compte tenu des implications d'un tel événement, il serait imprudent d'écarter complètement cette éventualité. Le conflit ne constitue toutefois pas le **scénario le plus probable**, qui pourrait plutôt être formulé comme suit:

La moisson est bonne, ce qui entraîne une amélioration considérable des disponibilités alimentaires. Les prix baissent sur les marchés, permettant un meilleur accès à la nourriture. Certains commerçants sont prêts à circuler sur des routes en mauvais état pour acheter des produits dans la région, qui possède désormais un excédent alimentaire. Dans les six mois qui suivent, le commerce augmente fortement, favorisé par l'achèvement de la route et l'intégration des marchés de la zone dans l'infrastructure nationale. Dans les secteurs où le conflit se poursuit, on constate des actes de pillage et des déplacements temporaires, à petite échelle.

Dans ce type de situation, deux scénarios au moins peuvent être élaborés:

- **Scénario le plus probable** - Situation qui a la plus forte probabilité de se produire, compte tenu de la probabilité de chacun des chocs et opportunités et de leurs interactions.
- **Scénario du pire** - En cas d'alternative, le scénario le pire (dans cet exemple, l'intensification du conflit) a moins de risque d'advenir, bien qu'il ne puisse être tout à fait exclu. Il doit en outre être envisagé dans la planification et la préparation des mesures d'urgence (comme dans l'exemple 4.6).

La situation doit être suivie en permanence pour permettre la détection rapide de toute dégradation susceptible de conduire au scénario du pire.

4.2.2 Planification des mesures d'urgence

Il est conseillé de fonder les recommandations de planification des interventions (voir **section 5**) sur le scénario le plus probable, mais d'élaborer les **plans d'intervention en cas d'urgence** en partant du scénario du pire.

La fiabilité des informations utilisées pour formuler les scénarios doit également être prise en compte. Si le degré de confiance dans ces informations est faible, par exemple lors d'une EFSA rapide réalisée en peu de temps et sans pouvoir accéder à toutes les populations concernées, il est recommandé d'élaborer deux ou trois scénarios, de sélectionner le plus probable, puis d'y adjoindre le cas le pire en vue de la planification des mesures d'urgence. En revanche, s'il a été établi que les informations sont exactes et peuvent être traitées avec un haut niveau de confiance, un seul scénario de planification est vraisemblablement suffisant.

Les scénarios peuvent être résumés comme l'illustre le tableau ci-après au moyen de deux exemples simplifiés.

Tableau 4.8. Scénarios et répercussions, exemples			
Scénario et probabilité (5 = certitude)	Période	Opportunité ou choc	Localisation
1. La situation va s'améliorer: probabilité 4	0-6 mois	Bonne récolte: opportunité	Districts A et B
		Inondations: choc	Villages bordant la rivière
2. La situation va se détériorer: probabilité 2	0-6 mois	Très mauvaise récolte due à un déficit de pluie dans les derniers temps: choc	Districts A et B Ville C

L'un des deux scénarios du tableau 4.8 est beaucoup plus probable que l'autre. Cependant, compte tenu de la gravité des conséquences que pourrait avoir le scénario 2 (une très mauvaise récolte), il est nécessaire d'établir les plans d'intervention en cas d'urgence correspondants. Des indicateurs doivent également être définis et surveillés avec attention afin de déterminer si ce scénario se concrétise.

4.3 Détermination des groupes de population touchés dans le scénario le plus probable

Après avoir élaboré le scénario le plus probable, l'étape suivante consiste à déterminer les groupes et le nombre de personnes susceptibles d'en subir les conséquences. Cette opération implique:

- de comparer le scénario le plus probable à la situation actuelle et de déterminer si la sécurité alimentaire des groupes en question risque d'être compromise à l'avenir;
- d'identifier d'autres groupes dont la sécurité alimentaire pourrait se *fragiliser* en raison des effets de chacun des chocs et opportunités répertoriés dans le scénario.

4.3.1 Groupes de population actuellement exposés

Le scénario le plus probable est comparé à la situation actuelle. Il peut arriver que le scénario prévoie une continuation de la situation existante, une sécheresse ou un conflit de longue durée par exemple. Dans ce cas, les profils des groupes dont la sécurité alimentaire est menacée seront similaires à ceux définis dans l'analyse de la situation (voir **section 3.3**), avec les modifications suivantes:

- Si l'on prévoit une aggravation de la crise, le nombre de personnes exposées devrait croître, et vice versa.
- Des groupes de population supplémentaires peuvent se retrouver exposés *si la même crise persiste*, comme c'est le cas pendant une sécheresse. Au début, seuls les pauvres ne possédant que peu d'avoirs sont en danger. À mesure que la

sécheresse dure, les avoirs des groupes plus favorisés diminuent, exposant ces personnes. La détermination de ces groupes est expliquée à la **section 4.3.2**.

4.3.2 Groupes de population supplémentaires risquant de devenir vulnérables

Les **principales caractéristiques** des groupes supplémentaires qui ont un risque d'être touchés par chacun des événements, opportunités ou chocs, du scénario doivent être déterminées. Exemples:

- Si l'on s'attend à des attaques armées visant des groupes ethniques particuliers, ces groupes risquent d'être les plus exposés.
- S'il est prévu que le système marchand soit perturbé, suite à la fermeture de frontières par exemple, les personnes dont les moyens de subsistance dépendent du marché, comme les producteurs et les commerçants, et celles dont l'accès à la nourriture est assuré par des achats sur ce même marché, vont être touchées.
- Si l'on s'attend à des inondations, les premières victimes seront les personnes qui vivent à proximité des cours d'eau en crue, suivies de celles qui en dépendent pour leur nourriture et leur revenu.

Une fois établies les principales caractéristiques des groupes qui seront menacés à un stade ultérieur, des **profils** détaillés sont dressés à l'aide des informations sur la population recueillies à partir de sources primaires et secondaires:

- Avec des **données quantitatives**, les profils de groupe sont élaborés en effectuant, pour les populations exposées à l'insécurité alimentaire, une analyse croisée des caractéristiques relatives aux principaux moyens de subsistance (personne déplacée, agriculteur, etc.), qui ont été définies durant l'analyse de la situation (voir **section 3.3**).
- Avec des **données qualitatives**, les informations collectées lors des discussions avec les groupes de concertation sont étudiées de façon à déterminer les groupes susceptibles d'être touchés par la suite. Leurs profils sont établis de la même manière que pendant l'analyse de la situation.

L'exemple ci-après illustre cette procédure.

Exemple 4.8. Préviation des effets des opportunités et des chocs sur les groupes de population

Dans une zone donnée, la plupart des produits alimentaires vendus sur les marchés proviennent des pays voisins.

Remarque: il s'agit d'un exemple simplifié à des fins d'illustration. Dans une situation réelle, l'analyse sera plus complexe, même si les principes sont les mêmes.

Le scénario le plus probable prévoit que des fermetures de frontière interrompent les importations de produits alimentaires pendant au moins six mois. Il s'ensuivra un doublement des prix des denrées de base. On s'attend à ce que ce choc ait sur la population les effets suivants:

- Les personnes dont l'alimentation repose principalement sur des produits achetés au marché en subiront le contrecoup.
- Les agriculteurs locaux qui seront en mesure de vendre leur production pendant cette période profiteront de la hausse des prix.

Si les données de l'EFSA sont **quantitatives**, les ménages qui se nourrissent principalement de produits achetés au marché sont identifiés à travers la part de l'alimentation familiale provenant de cette source. Ces ménages font ensuite l'objet d'une analyse croisée avec d'autres caractéristiques clés telles que le sexe, l'âge et le fait d'être ou non déplacés. Les profils définis sont utilisés dans les tâches ultérieures de ciblage et de suivi.

Si les données sont **qualitatives**, les profils de subsistance définis au cours de discussions avec des groupes de concertation permettent d'identifier les groupes qui dépendent particulièrement d'achats sur le marché.

On utilise la même procédure pour déterminer les groupes susceptibles de *profiter* du choc: dans ce cas, les agriculteurs qui ont des produits à vendre.

L'étape suivante de l'analyse prévisionnelle consiste à classer les groupes par catégories selon le degré auquel leurs vies et leurs moyens de subsistance sont menacés dans le scénario (voir **section 3.3**), compte tenu des répercussions attendues sur la mortalité, la situation nutritionnelle, la sécurité alimentaire et les stratégies de survie.

Le tableau 4.9 fournit des exemples de groupes susceptibles d'être fragilisés par des chocs particuliers. Ces exemples sont fournis à titre indicatifs; les effets des chocs sur les différents groupes doivent toujours être analysés en contexte. Il convient de déterminer à la fois les groupes **directement** et **indirectement touchés**. Ainsi, dans le cas d'un conflit limité à une partie d'un pays:

- les personnes visées par les factions belligérantes sont **directement touchés**;
- les vendeurs et acheteurs de denrées alimentaires qui dépendent des produits en provenance de la région où sévit le conflit sont **indirectement touchés**, dans la mesure où ce conflit dégrade leurs moyens de subsistance et leur consommation alimentaire.

Tableau 4.9. Chocs et répercussions sur les différents groupes, exemples

Chocs	Groupes de subsistance risquant d'être les plus touchés	Effets potentiels sur les avoirs de subsistance	Possibles stratégies de subsistance substitutives/complémentaires
<ul style="list-style-type: none"> • Sécheresse • Infestation des cultures: invasion de criquets, maladie d'une plante 	<ul style="list-style-type: none"> • Paysans pratiquant l'agriculture de subsistance • Paysans sans terre: perte de travail • Pasteurs: sécheresse • Consommateurs dépendant des marchés pour leur nourriture 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoirs humains: malnutrition liée à une réduction de la consommation alimentaire • Avoirs matériels: vente d'outillage, d'équipements, de bêtes - réduction des avoirs • Avoirs financiers: diminution des revenus de la vente des récoltes et du bétail et des ventes elles-mêmes; réduction de l'accès au crédit due aux difficultés de remboursement; baisse de l'accès à la nourriture • Avoirs naturels: surexploitation des zones pastorales et d'autres ressources naturelles telles que la forêt 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources consacrées à l'alimentation et aux produits et services essentiels non alimentaires, comme la santé et l'éducation • Augmentation de l'endettement • Utilisation de l'épargne • Augmentation de la part des cultures et des animaux offrant un moindre rendement, mais résistant mieux à la sécheresse et aux parasites • Migration en quête de travail, de pâturages, d'eau
<ul style="list-style-type: none"> • Inondation • Tsunami • Ouragan, cyclone 	<ul style="list-style-type: none"> • Paysans pratiquant l'agriculture de subsistance • Paysans sans terre: perte de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoirs humains: malnutrition liée à une réduction de la consommation alimentaire; maladies dues à l'eau insalubre; opportunités d'éducation perdues en raison de la destruction d'écoles, de l'allongement des trajets jusqu'aux écoles • Avoirs matériels: perte d'outillage, d'équipements, de bêtes, de logements - réduction des avoirs; perte d'infrastructures telles que les routes, les ponts, les services de santé, les écoles • Avoirs financiers: diminution des revenus de la vente des récoltes et du bétail et des ventes elles-mêmes; réduction de l'accès au crédit due aux difficultés de remboursement • Avoirs naturels: pertes liées à l'érosion, aux glissements de terrain 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources consacrées à l'alimentation et aux produits et services essentiels non alimentaires, comme la santé et l'éducation • Augmentation de l'endettement • Utilisation de l'épargne • Migration en quête d'abris et de travail
<ul style="list-style-type: none"> • Tremblement de terre 	<ul style="list-style-type: none"> • Groupes de subsistance dépourvus d'avoirs/ ayant des avoirs limités: humains, financiers, matériels 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoirs humains: opportunités d'éducation perdues en raison de la destruction d'écoles, de l'allongement des trajets jusqu'aux écoles • Avoirs matériels: perte d'équipements, de bêtes, parfois de logements - réduction des avoirs; perte d'infrastructures telles que routes, ponts, services de santé, écoles • Avoirs financiers: réduction de l'accès au crédit due aux difficultés de remboursement 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources consacrées à l'alimentation et aux produits et services essentiels non alimentaires, comme la santé et l'éducation • Augmentation de l'endettement • Utilisation de l'épargne
<ul style="list-style-type: none"> • Épipizootie • Vol de bétail et pillage 	<ul style="list-style-type: none"> • Pasteurs • Petits agropasteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoirs humains: malnutrition liée à une réduction de la consommation d'aliments d'origine animale • Avoirs matériels: perte de bêtes • Avoirs financiers: diminution des revenus de la vente des bêtes et des produits d'origine animale et des ventes elles-mêmes; baisse de l'épargne; réduction de l'accès au crédit due aux difficultés de remboursement 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources consacrées à l'alimentation et aux produits et services essentiels non alimentaires, comme la santé et l'éducation • Diminution de la culture liée à la perte de traction animale <i>ou</i> augmentation de la culture • Migration en quête de sécurité

.../...

Chocs	Groupes de subsistance risquant d'être les plus touchés	Effets potentiels sur les avoirs de subsistance	Possibles stratégies de subsistance substitutives/complémentaires
<ul style="list-style-type: none"> • Hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés • Effondrement économique 	<ul style="list-style-type: none"> • Travailleurs occasionnels • Paysans sans terre • Pasteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoirs humains: malnutrition liée à une réduction de la consommation alimentaire • Avoirs financiers: perte de valeur de l'épargne liquide; réduction de l'accès au crédit due aux difficultés de remboursement 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources consacrées à l'alimentation et aux produits et services essentiels non alimentaires, comme la santé et l'éducation • Vente d'avoirs - réduction des avoirs • Augmentation de l'endettement • Utilisation de l'épargne • Migration en quête de travail
<ul style="list-style-type: none"> • Épidémie (choléra, par exemple) • VIH/sida 	<ul style="list-style-type: none"> • Groupes de subsistance dépourvus d'avoirs/ ayant des avoirs limités: humains, financiers, matériels 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoirs humains: malnutrition, maladies, mortalité • Avoirs sociaux: désorganisation de la communauté, du réseau familial et des autres réseaux sociaux - sollicitation excessive de la solidarité • Avoirs financiers: réduction de l'accès au crédit due aux difficultés de remboursement 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources consacrées à l'alimentation et aux produits et services essentiels non alimentaires, comme l'éducation • Vente d'avoirs - réduction des avoirs • Passage à des cultures de moindre rapport et de moindre rendement, mais exigeant moins de main-d'œuvre, du fait de l'insuffisance de la capacité physique et du temps requis pour les soins aux malades • Augmentation de l'endettement • Utilisation de l'épargne • Enfants envoyés chez d'autres membres de la famille
<ul style="list-style-type: none"> • Déplacement forcé • Conflit 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les groupes de subsistance, notamment ceux dont les avoirs sociaux/réseaux de solidarité sont faibles 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoirs humains: malnutrition, opportunités d'éducation perdues • Avoirs sociaux: désorganisation de la communauté, du réseau familial et des autres réseaux sociaux en raison de la dispersion de leurs membres; création d'économies de guerre • Avoirs matériels: perte d'outillage, d'équipements, de bêtes, de logements • Avoirs financiers: diminution des revenus de la vente des récoltes et des bêtes et des ventes elles-mêmes; perte d'épargne en raison des vols • Avoirs naturels: surexploitation 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources consacrées à l'alimentation et aux produits et services essentiels non alimentaires, comme la santé et l'éducation • Migration en quête de sécurité et de travail

4.3.3 Combinaison des groupes de population exposés actuellement à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ou susceptibles de l'être

Si la situation évolue conformément aux scénarios envisagés, les groupes qui seront exposés comprennent (voir **sections 4.3.1** et **4.3.2**):

- les groupes dont la sécurité alimentaire est actuellement menacée *et va le rester*;
- les groupes dont la sécurité alimentaire *n'est pas* menacée actuellement, mais *va le devenir* à un stade ultérieur.

Les groupes de population qui *resteront* exposés et ceux qui le *deviendront* sont *additionnés* pour donner le total des groupes qui, selon les prévisions, seront menacés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle à l'avenir. Sont *exclus* de ce total les groupes qui sont *actuellement* exposés, mais dont la situation devrait s'améliorer jusqu'à ce que ces personnes *ne soient plus* en danger.

Mise en garde: la diminution du niveau de risque est normalement un processus assez long, car les crises occasionnent généralement des pertes d'avoirs ou des déplacements, par exemple. À court terme, disons, dans un délai de trois mois, on peut habituellement s'attendre à ce que les groupes *actuellement* exposés le *demeurent*. Il convient donc d'analyser chaque situation avec attention afin de déterminer le point à partir duquel les risques auront suffisamment diminué pour que les groupes concernés ne soient plus exposés. Ainsi, après une sécheresse, les communautés agricoles peuvent rester fragilisées pendant plusieurs années après la première récolte, aussi longtemps que les avoirs perdus durant la sécheresse ou vendus pour faire face à la crise n'ont pas été reconstitués.

L'exemple ci-après illustre le mode opératoire de cette analyse.

Exemple 4.9. Combinaison des opportunités et chocs prévisionnels avec les groupes de population actuellement exposés

L'analyse de la situation indique que les ouvriers agricoles font partie des groupes dont la sécurité alimentaire est actuellement menacée, car la récolte de l'année dernière a été détruite par des inondations et les journaliers ne sont pas parvenus à mettre suffisamment d'argent de côté pour acheter de la nourriture pendant la saison sèche, lorsque l'embauche se fait rare. Les ouvriers agricoles appartiennent principalement au groupe ethnique X.

L'analyse prévisionnelle indique que les événements suivants vont probablement se produire dans les prochains mois:

- La période des semis devrait commencer dans un mois. Les paysans ont déjà reçu des semences des programmes d'aide à l'agriculture et devraient donc ensemençer des surfaces importantes en dépit de la mauvaise récolte de l'année dernière.
- Les troubles civils progressent et les chefs locaux prédisent l'éclatement d'un conflit armé de faible intensité dans les trois prochains mois. La dernière fois que cette situation s'est produite, il y a dix ans, presque tous les membres du groupe ethnique Y, qui comptent aujourd'hui parmi les plus riches de la population, ont été déplacés dans la région voisine.

Dans cet exemple *simplifié*, les conclusions suivantes pourraient être formulées:

- Bien que les ouvriers agricoles soient actuellement exposés, leur situation devrait s'améliorer dans le mois qui vient, en raison de l'abondance des opportunités d'emploi.
- Ni les vies ni les moyens de subsistance du groupe ethnique Y ne sont actuellement menacés. Si le conflit se déclare comme on le prévoit, toutefois, le groupe Y sera forcé de se déplacer et sa situation se détériorera de façon importante.
- C'est pourquoi, bien que *pour le moment* les moyens de subsistance des ouvriers agricoles soient les plus menacés, cet état de fait est appelé à changer dans les trois prochains mois; ce seront alors les membres du groupe ethnique Y qui seront les plus fragilisés.

.../...

Cet exemple est simplifié à l'extrême pour les besoins de la démonstration. En réalité, il convient d'analyser la **vulnérabilité** de chaque groupe aux menaces actuelles et prévisibles. Dans cet exemple, les problèmes ci-après pourraient être pris en considération.

- Les journaliers trouveront-ils suffisamment de travail pour compenser la détérioration de leurs avoirs provoquée par les problèmes rencontrés la saison dernière? L'analyse de la situation pourrait indiquer qu'ils ont vendu des avoirs productifs. Pour retrouver leur sécurité alimentaire, ils doivent donc remplacer ces avoirs, épargne comprise, et se constituer *de surcroît* un pécule suffisamment important pour faire face à leurs besoins pendant la prochaine période de soudure.
- Le groupe ethnique Y est relativement riche et possède une partie des terres sur lesquelles les journaliers trouvent du travail. Le déplacement prévisible du groupe Y influera-t-il sur les opportunités de travail?
- Quels effets aura le conflit qui se prépare sur l'activité agricole? Les bienfaits attendus se réaliseront-ils? Il se pourrait, par exemple, que les propriétaires terriens diffèrent l'ensemencement de leurs champs en raison des incertitudes politiques.
- Le fait que le groupe ethnique Y risque fort de partir ailleurs ne signifie pas *nécessairement* qu'il sera plus vulnérable que d'autres groupes. Ses membres sont actuellement plutôt prospères et disposent probablement d'une épargne et de ressources complémentaires dans d'autres endroits. Le conflit étant prévu de durer trois mois à partir de maintenant, il est vraisemblable que les membres du groupe ethnique Y s'emploient déjà à constituer des provisions et à déménager des avoirs hors de la zone dangereuse.

4.4 Estimation des répercussions des chocs et opportunités sur les moyens de subsistance

L'impact du scénario sélectionné sur les moyens de subsistance doit être évalué pour chaque groupe concerné. Pour ce faire, il est possible d'estimer les répercussions sur les sources existantes de produits alimentaires et de revenus. Les stratégies de survie sont également prises en compte durant cette analyse. Les exemples 4.10 et 4.11 illustrent deux façons de procéder à cette estimation, l'une reposant sur des données quantitatives et l'autre sur des données qualitatives.

Exemple 4.10. Estimation des répercussions d'un choc à l'aide de données quantitatives

À l'occasion d'une enquête auprès des ménages, les données ci-après ont été collectées sur les sources de nourriture et sur les sources de revenus d'un groupe de subsistance.

Sources de nourriture

- Production familiale: 50 pour cent
- Achats au marché: 50 pour cent

Sources de revenus

- Vente de produits artisanaux: environ 10 pour cent
- Travail saisonnier: environ 50 pour cent
- Vente de produits d'origine animale: environ 40 pour cent

Dépenses

- Alimentation: 3 000 XYZ par an, soit 67 pour cent du total des dépenses.
- Autres dépenses essentielles, telles que les soins de santé, les dépenses scolaires et l'habillement: 1 500 XYZ par an, soit 33 pour cent du total des dépenses.

Total des dépenses essentielles: 4 500 XYZ par an.

D'après le **scénario le plus probable**, le marché du travail va s'effondrer en raison des combats dans la région d'embauche. En conséquence, l'accès au travail devrait chuter de 75 pour cent, la part accessible du marché du travail tombant à 25 pour cent uniquement. Cela signifie qu'au lieu de fournir 50 pour cent du revenu total, le travail saisonnier n'en apportera que 12 pour cent environ, c'est-à-dire 25 pour cent de 50 pour cent. Le manque à gagner est donc approximativement de 38 pour cent.

L'analyse de la situation a montré que les personnes font face à une telle baisse de revenus par les expédients suivants:

- en vendant des bêtes - aux prix du marché actuels, et en supposant qu'il soit impossible de vendre plus de deux bêtes sans réduire la taille du troupeau à un niveau non viable, cette vente pourrait rapporter 1 000 XYZ supplémentaires, soit 22 pour cent du total des dépenses;
- en réduisant la consommation et la diversité alimentaires - cette mesure doit permettre d'économiser entre 500 et 1 000 XYZ, soit entre 11 et 22 pour cent du total des dépenses.

On peut donc prévoir que les revenus des ménages resteront déficitaires de 10 pour cent au moins, selon l'ampleur de la restriction alimentaire que leurs membres s'imposent.

Exemple 4.11. Estimation des répercussions d'un choc à l'aide de données qualitatives

L'insuffisance des pluies laisse présager une baisse de 50 pour cent de la récolte par rapport à la normale, ce qui constitue un choc. Un projet majeur de construction routière est sur le point de démarrer dans la région, ce qui représente une opportunité. Procédons à l'estimation des répercussions combinées de ce choc et de cette opportunité pour les ménages agricoles.

Des discussions avec un groupe de concertation ont permis de réunir les informations détaillées ci-après sur les moyens de subsistance des paysans *pour une année normale*.

- Les ménages agricoles consomment 50 pour cent de leur production et vendent le reste.
- La production familiale couvre les besoins correspondant à sept mois de consommation par an.
- Quant aux cinq mois de besoins alimentaires restants, on estime qu'ils sont couverts de la façon suivante: pour trois mois environ, les ménages agricoles achètent de la nourriture avec l'argent provenant de la vente de leurs produits, et pour les deux derniers, ils travaillent de façon occasionnelle dans d'autres fermes et sur des chantiers de construction.
- Au cours d'une année normale, ces stratégies permettent aux ménages agricoles de satisfaire l'ensemble de leurs besoins en produits alimentaires et non alimentaires, tout en économisant l'équivalent de 10 pour cent du total de leurs dépenses annuelles.

Les **répercussions** de la baisse de rendement prévisible de 50 pour cent de la récolte sont estimées comme suit:

.../...

- *On fait l'hypothèse* que les ménages vont continuer de consommer 50 pour cent de leur récolte et vendre le reste - ce point peut être vérifié au cours des discussions avec le groupe de concertation. La production familiale va donc fournir 3,5 mois de nourriture au lieu de sept. La mauvaise récolte a entraîné les prix des produits alimentaires à un niveau relativement élevé. La vente de leurs produits permettra aux ménages d'acheter environ la moitié de la quantité habituelle d'aliments, soit 1,5 mois de la nourriture dont ils ont besoin.
- La production familiale, consommation et vente confondues, devrait donc couvrir les besoins alimentaires pendant approximativement cinq mois au lieu de dix en temps normal.
- En raison de la mauvaise récolte, les ménages ne trouvent pas de travaux saisonniers dans les autres fermes.
- La construction de la route va fournir un emploi à un membre au moins de chaque ménage agricole pendant une partie de l'année qui vient. On estime que cet emploi procurera de la nourriture pour environ quatre mois par ménage.
- Les ménages auront à faire face à un déficit alimentaire et l'on estime qu'ils réussiront à couvrir leurs besoins pendant 1,5 mois en mobilisant une partie de l'épargne constituée les années précédentes.

En combinant ces chiffres, on peut évaluer à quelle hauteur les ménages agricoles parviendront à couvrir leurs besoins alimentaires sur l'année à venir, soit:

$$\begin{array}{r}
 \text{Consommation de la production familiale: } 3,5 \text{ mois} \\
 + \\
 \text{Vente de la production familiale: } 1,5 \text{ mois} \\
 + \\
 \text{Travail sur le site de construction: } 4 \text{ mois} \\
 + \\
 \text{Épargne: } 1,5 \text{ mois} \\
 = \\
 10,5 \text{ mois}
 \end{array}$$

Il est donc prévisible que les ménages agricoles devront faire face à un déficit vivrier de 1,5 mois au cours de l'année qui vient.

4.4.1 Conduite d'une analyse de déficit vivrier

Dans une situation d'urgence, calculer le déficit vivrier est une étape essentielle de l'estimation des besoins alimentaires des populations touchées. Ce déficit se compose de trois éléments distincts:

- le déficit de disponibilité alimentaire, qui correspond à la différence entre la somme des besoins et la somme des disponibilités alimentaires d'une région;
- le déficit d'accessibilité alimentaire, qui est le déficit mesuré au niveau du ménage; et
- le déficit de consommation alimentaire, c'est-à-dire l'écart entre les besoins nutritionnels théoriques et la consommation alimentaire réelle.

L'estimation du déficit vivrier est un processus relativement simple. Exprimé schématiquement, le déficit d'accessibilité alimentaire est la différence entre le niveau des réserves de nourriture du ménage, ou accès à la nourriture, et la quantité réelle de vivres nécessaire à une alimentation nutritionnellement correcte et à la bonne santé de chacun des membres du ménage. En quantifiant cette différence, une EFSA peut apprécier avec une précision raisonnable les besoins alimentaires d'urgence.

Dans le cas d'une population touchée par un choc, le déficit d'accessibilité alimentaire (ou besoin alimentaire non couvert) est égal au total des déficits alimentaires des ménages vulnérables qui ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins minimaux sans mettre en danger leur santé, leur accès à des éléments essentiels non alimentaires tels que le revenu et l'éducation et leur propre base de ressources ou celle de leur communauté.

Chaque EFSA doit estimer le déficit d'accessibilité alimentaire attendu à la suite d'une situation d'urgence, mais la méthode à adopter dans ce but diffère selon le type d'EFSA réalisée. Lors d'une évaluation initiale, le temps disponible est généralement insuffisant pour permettre d'approfondir les informations réunies sur l'accès à la nourriture de groupes de subsistance distincts. Il en résulte que les estimations du déficit vivrier réalisées lors de telles évaluations reposent le plus souvent sur des informations générales recueillies au cours de discussions collectives et d'entretiens avec des informateurs clés. Une évaluation rapide doit pouvoir indiquer dans les grandes lignes en quoi le déficit vivrier diffère entre les groupes de subsistance définis, mais ce type d'EFSA dispose parfois de moyens limités pour collecter des informations quantitatives détaillées au niveau des ménages. En revanche, une évaluation approfondie doit s'attacher à réunir des informations détaillées à l'échelle des ménages et doit calculer les déficits alimentaires avec une relative précision.

Le tableau ci-après reprend l'essentiel du processus général de détermination du déficit vivrier.

Tableau 4.10. Processus général de détermination du déficit vivrier	
Processus	Sources/ méthodes
<ul style="list-style-type: none"> Identifier les différents groupes de population vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> Informateurs clés Discussions informelles avec différents groupes: hommes/femmes, groupes de subsistance, organisations à assise communautaire, etc.
<ul style="list-style-type: none"> Décrire quels moyens sont actuellement employés par chaque groupe vulnérable pour se procurer de la nourriture et satisfaire ses besoins non alimentaires; comment les membres de chaque groupe utilisent cette nourriture et les autres ressources à leur disposition; et comment l'accès à la nourriture et l'utilisation de celle-ci varient à l'intérieur de chaque groupe et entre les groupes, selon l'aisance ou le statut des ménages. 	<ul style="list-style-type: none"> Discussions avec des groupes de concertation Empilement proportionnel et calendriers saisonniers avec des groupes de participants représentant les différents groupes de subsistance Observation (marches transversales) Visites et/ou enquêtes auprès des ménages
<ul style="list-style-type: none"> Examiner les disponibilités générales en produits alimentaires et autres ressources de la localité et exploiter les constatations de l'analyse prévisionnelle (section 4) pour prédire les répercussions des changements conjoncturels (accès aux marchés, conditions climatiques, sources de conflit) sur l'accès des personnes à la nourriture et l'utilisation qu'elles en font, sur l'état nutritionnel de ces personnes ou leur endettement. 	<ul style="list-style-type: none"> Informateurs clés: autorités locales, commerçants, etc. Données relatives à la distribution d'aide alimentaire Rapports de suivi Enquêtes nutritionnelles et données de surveillance Étude/analyse de marché Informations FEWS Analyses VAM

.../...

Processus	Sources/ méthodes
<ul style="list-style-type: none"> Pour chaque groupe de subsistance, estimer la différence entre les besoins alimentaires et la quantité de nourriture que les personnes pensent pouvoir se procurer par elles-mêmes <p>Cette différence constitue le <i>déficit vivrier</i>: le niveau d'assistance alimentaire recommandé par l'EFSA doit être suffisant pour combler ce déficit.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes auprès des ménages permettant d'analyser leurs revenus et leurs dépenses Données quantitatives et qualitatives fournissant des informations empiriques sur les effets nutritionnels directs de l'utilisation des ressources par les ménages

Partout où cela est possible, la méthode recommandée pour calculer le déficit vivrier comprend cinq grandes étapes.

Étape 1 - Déterminer les niveaux de référence de consommation et de revenus

Pour permettre l'estimation du déficit vivrier, une EFSA doit reconstituer les niveaux de référence de consommation et de revenus d'une année normale, au cours de laquelle *aucune* aide alimentaire d'urgence n'est requise. Les évaluateurs doivent s'assurer de la précision des informations de référence en triangulant les réponses des ménages avec les renseignements d'autres sources, comme les données de production agricole à l'échelle du district.

Étape 2 - Convertir les besoins alimentaires de base en équivalents céréales

Pour associer les données de consommation, de revenus et de dépenses et calculer les déficits liés à l'alimentation ou l'aide alimentaire nécessaire, il faut utiliser une mesure commune. La plus courante est l'équivalent céréales. Elle est d'autant plus commode que cette classe d'aliments constitue la majeure partie des besoins énergétiques des ménages en situation d'insécurité alimentaire et de l'aide qui leur est fournie. Dépenses et revenus sont convertis en équivalents céréales en fonction de la valeur marchande locale des céréales (ou de leurs produits de substitution), établie durant l'évaluation effectuée à partir des données secondaires, des entretiens avec les informateurs clés et des visites de marchés.

En règle générale, on utilise comme base de calcul du déficit vivrier une consommation minimale théorique de 2 100 kcal par personne et par jour⁶². Si ce besoin minimum est couvert par des céréales uniquement (ce qui est improbable, même en situation d'urgence), chaque personne doit disposer approximativement de 18 kg de céréales par mois. Si ces 2 100 kcal sont uniquement fournies par des céréales, on peut penser que le régime n'est pas suffisamment diversifié et qu'il existe des problèmes potentiels de qualité nutritionnelle.

Étape 3 - Convertir les autres aliments en équivalents céréales

Dans de nombreux cas, la part principale de l'apport alimentaire des bénéficiaires provient d'aliments non céréaliers, comme des racines ou des tubercules: manioc

62. Cette ration alimentaire générale de 2 100 kcal par personne et par jour repose sur le besoin énergétique moyen par personne que donne la répartition «normale» de la population d'un pays en développement. Cette estimation est conçue pour inclure les besoins des sous-groupes vulnérables: nourrissons, jeunes enfants, femmes enceintes et mères allaitantes, personnes âgées.

ou pommes de terre par exemple. Une EFSA doit définir dans quelle mesure des céréales telles que le blé ou le riz peuvent combler le déficit en aliments de base non céréaliers. Pour déterminer les carences nutritives des régions concernées, il est possible de convertir les aliments non céréaliers en unités nutritionnelles céréales. Si l'on reprend l'exemple donné à l'étape 2, le déficit théorique en céréales est de 18 kg par personne et par mois.

Il faut noter que bien souvent, lorsqu'une céréale remplace un aliment de base non céréalier, les bénéficiaires vont échanger ou vendre les céréales distribuées, même si les termes de l'échange sont défavorables. Si les évaluateurs constatent ce phénomène, il peut être envisageable de prendre en compte ces termes défavorables en fournissant davantage de céréales pour compenser le déficit de l'échange ou en présentant des façons d'utiliser ces céréales dans les plats traditionnels locaux.

Si l'on peut penser que la céréale de substitution sera consommée par les bénéficiaires, l'équivalent nutritionnel céréales s'applique. Si elle a toutes les chances d'être échangée, il convient d'utiliser l'équivalent économique.

Étape 4 - Établir le bilan des revenus et des dépenses

La démarche la plus courante pour calculer le déficit vivrier s'appuie sur un bilan des revenus et des dépenses des ménages. En effet, de nombreux ménages prévoient d'acheter une partie au moins de la nourriture dont ils ont besoin; l'évaluation doit donc déterminer la part de l'alimentation des ménages que ces achats permettent de couvrir. L'utilisation d'un bilan permet une comparaison directe entre le revenu disponible et les dépenses des ménages. Cette méthode fournit également un éclairage sur le niveau d'insécurité alimentaire (le cas échéant) et détermine les déficits des ménages qui seront pris en compte lors du calcul des besoins d'aide alimentaire.

Les aliments produits par un ménage pour être consommés sont considérés comme étant à la fois une source de revenus et une dépense. Dans les deux cas, l'estimation est calculée en quantité, par exemple, en poids. D'autres sources de revenus en numéraire, comme le travail salarié et les envois de fonds de proches, doivent être initialement appréciées à leur valeur marchande réelle. Là encore, chacune doit être convertie en un équivalent céréales auquel toutes les sources de revenus et de dépenses peuvent être comparées. Ce calcul est effectué en utilisant comme taux de conversion le prix du marché actuel de la céréale.

Dans l'exemple 4.12, un certain nombre de sources de revenus d'un ménage sont converties en équivalents céréales, et le revenu total de ce ménage estimé pour l'année en cours. Lors de l'année prise en exemple, les denrées produites en vue de la consommation familiale s'élevaient à 400 kg; dans le cas d'un scénario de sécheresse, cette valeur serait probablement nettement inférieure à la valeur normale ou moyenne de revenu de la production vivrière.

Exemple 4.12. Bilan des revenus et des dépenses d'un ménage

Revenus			
Revenu moyen du ménage	Valeur au comptant /	Prix des céréales =	Équivalent céréales
Aliments produits pour être consommés			400 kg
Ventes de cultures de rapport	70 \$	0,35	200 kg
Ventes de bétail	105 \$	0,35	300 kg
Revenus monétaires non agricoles	35 \$	0,35	100 kg
Revenus des envois de fonds par des proches	18 \$	0,35	50 kg
Épargne	18 \$	0,35	50 kg
Capacité de revenu totale			1 100 kg
Dépenses			
Dépenses du ménage	Valeur au comptant /	Prix des céréales =	Équivalent céréales
Semences de céréales	s/o		100 kg
Pertes liées au stockage des céréales	s/o		50 kg
Frais de scolarité	18 \$	0,35	50 kg
Dépenses médicales	35 \$	0,35	100 kg
Habillement	18 \$	0,35	50 kg
Sources d'énergie	53 \$	0,35	50 kg
Total des dépenses			1 500 kg
Solde			
Total des besoins du ménage			1 500 kg
Capacité de dépense totale			1 100 kg
Total des besoins non couverts: dépenses - revenus			400 kg

Le bilan établi dans l'exemple 4.12 illustre le cas d'un ménage dont les dépenses sont approximativement de 1 500 kg d'équivalent céréales pour l'année en cours, mais dont la capacité de revenu n'est que de 1 100 kg d'équivalent céréales d'après l'ensemble des sources de revenus estimées. Le déficit auquel ce ménage va devoir faire face est d'environ 400 kg sur ses besoins alimentaires minimums. Toujours dans cet exemple, on estime donc à 400 kg (en équivalent céréales) l'aide alimentaire nécessaire pour combler le déficit du ménage.

Étape 5 - Calculer les besoins alimentaires totaux de différents groupes socioéconomiques

Dans une EFSA, il est recommandé de calculer le bilan de ménages appartenant à différents groupes de subsistance ou catégories de ressources, selon l'homogénéité de la population considérée. En effet, des groupes distincts vivant dans la même zone géographique (même zone d'économie alimentaire ou agroécologique, par exemple) ont généralement des niveaux de revenus et de dépenses, et donc

des déficits alimentaires, différents. Au total, les déficits régionaux ou nationaux correspondent à la somme pondérée des déficits des différents groupes qui ont été définis et pour lesquels un bilan a été établi. L'exemple 4.13 illustre l'estimation du déficit vivrier total de groupes de subsistance variés.

Exemple 4.13. Estimation du déficit vivrier total

Groupe de subsistance	Déficit annuel par ménage (kg)	Nombre de ménages	Besoins alimentaires totaux (en tonnes d'équivalents céréales)
Pêcheurs côtiers	200	4 000	800
Producteurs de café des hautes terres	150	6 000	900
Paysans pratiquant l'agriculture de subsistance	400	10 000	4 000
Total		20 000	5 700

L'utilisation de différents groupes de subsistance ou d'autres groupes distincts facilitera le ciblage de l'aide alimentaire, mais n'a de sens que si les écarts entre les groupes se retrouvent dans la distribution réelle de cette aide. L'attribution de rations d'aide alimentaire différentes à des sous-groupes particuliers vivant dans la même zone doit être matériellement et politiquement réalisable. Pour chaque groupe, il convient également d'estimer le nombre de mois d'aide alimentaire nécessaires et de l'intégrer dans l'évaluation globale du déficit vivrier. Il est indispensable ici d'examiner la façon dont les différents groupes parviendront à se relever du choc à l'origine de l'urgence et d'étudier les répercussions de ce choc sur les dépenses et les revenus futurs.

4.5 Estimation du nombre de personnes qui seront concernées par les chocs et opportunités

La **section 4.3** a permis d'identifier les **groupes** susceptibles d'être exposés à l'insécurité alimentaire à un stade ultérieur. L'analyse de la situation réalisée dans une EFSA doit également permettre d'estimer le **nombre** de personnes concernées. La méthode à suivre dépend des données utilisées, quantitatives ou qualitatives. Cette section porte sur l'estimation de la population *touchée*; pour plus d'informations sur les méthodes d'estimation de la taille *totale* de la population, consultez l'étude consacrée à ce calcul dans les situations d'urgence et les fiches techniques numéros 7, 10 et 11⁶³.

Pour estimer le nombre de personnes dont la sécurité alimentaire risque d'être compromise, procédez comme suit:

$$\begin{array}{r} \text{Nombre de personnes actuellement exposées et dont la situation a peu de} \\ \text{chances de s'améliorer à court terme} \\ + \\ \text{Nombre de personnes supplémentaires qui } \textit{vont} \text{ être exposées} \\ - \\ \text{Nombre de personnes actuellement exposées, mais dont la situation a des} \\ \text{chances de s'améliorer au point que ces personnes ne seront plus en danger} \end{array}$$

Avant de considérer des personnes comme étant hors de danger, il faut tenir compte de la mise en garde mentionnée à la **section 4.3.3**. Il est parfois possible de diviser l'année à venir en périodes, en trimestres par exemple, et d'identifier les populations exposées sur chacune de ces périodes. Bien sûr, la faisabilité de cette méthode dépend de la situation. Ainsi:

- dans une crise à évolution lente, il est peu probable que les chiffres varieront beaucoup sur une période courte;
- lors d'un choc soudain, comme une inondation localisée, le nombre de personnes exposées peut décroître considérablement en quelques semaines ou mois.

Notez que cette démarche augmente substantiellement la charge de travail d'analyse, d'administration et de gestion logistique, car le nombre de bénéficiaires

63. *Desk Review, Estimating Population Size in Emergencies*, A. Henderson, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, décembre 2006; fiche technique n° 7, Méthode aréolaire d'estimation de la taille et des caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), A. Henderson, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007; fiche technique n° 10, Méthode Delphi d'estimation de la taille et des caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), A. Henderson, Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2008; fiche technique n° 11, Utilisation de la procédure d'échantillonnage en T pour estimer la taille et les caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), A. Henderson, Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, décembre 2008.

peut varier d'un mois sur l'autre. Il convient donc d'apprécier attentivement la valeur ajoutée de ce niveau de détail et ses conséquences en termes de ciblage (voir **section 4.3.3**), de même que les contraintes pratiques.

4.5.1 Estimation finale du nombre de personnes exposées

Les informations qui relient les chocs et opportunités aux groupes de population sont ajoutées à celles collectées dans le tableau 4.8 (**section 4.2**), comme l'illustre le tableau ci-après.

Tableau 4.11. Vue d'ensemble des groupes touchés dans les différents scénarios, exemples					
Scénario et probabilité (5 = certitude)	Période	Opportunité ou choc	Groupes touchés	Nombre de personnes touchées (situation actuelle + prévisions)	Localisation des groupes touchés
1. La situation va s'améliorer: probabilité 4	0-6 mois	Bonne récolte: opportunité	Paysans	20 000	District A
			Ouvriers agricoles	5 000	Districts A et B
			Marchands de céréales	1 000	Ville C
		Inondation: choc	Paysans	2 000	Villages bordant la rivière
2. La situation va se détériorer: probabilité 2	0-6 mois	Très mauvaise récolte due à un déficit de pluie dans les derniers temps: choc	Paysans	20 000	District A
			Ouvriers agricoles	5 000	Districts A et B
			Marchands de céréales	2 000	Ville C

Conduite d'une analyse des options d'intervention

L'analyse des options d'intervention consiste à combiner les conclusions de l'analyse de la situation et de l'analyse prévisionnelle dans le but de déterminer les possibilités d'interventions susceptibles de contribuer à sauver des vies et à protéger les moyens de subsistance. Les produits de l'analyse des options d'intervention comprennent notamment les éléments suivants:

- détermination des facteurs de risque;
- identification des grands secteurs et types d'intervention requis - les points d'entrée;
- étude des plans d'intervention et des capacités des pouvoirs publics et d'autres acteurs, et recherche d'éventuelles lacunes;
- définition d'une palette d'options d'intervention destinées à combler ces lacunes et analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) associées à ces options;
- sélection de l'option ou des options d'intervention les plus appropriées;
- recommandations relatives à ces interventions - critères de ciblage, calendrier, échelle et durée, notamment.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'analyse des options d'intervention repose généralement sur le scénario le plus probable (voir **section 4.2**). Toutefois, s'il existe un scénario du pire *ayant une probabilité raisonnable de se produire* (quoique inférieure à celle du scénario le plus probable), il convient de l'utiliser comme base d'un plan d'intervention en cas d'urgence (voir **section 4.2**, exemple 4.7).

Les interventions peuvent s'attacher à sauver des vies ou à protéger les moyens de subsistance, ou viser ces deux objectifs simultanément. Leur objet principal peut être la gestion de la situation en cours, la prévention d'une détérioration future de cette situation, ou les deux. En prévision de la planification et de l'allocation des ressources, les recommandations relatives aux types d'intervention sont classées par ordre de priorité selon l'urgence des besoins:

- **première priorité** - risques vitaux actuels;
- **deuxième priorité** - risques actuels pour les moyens de subsistance, et risques vitaux à brève échéance;
- **troisième priorité** - risques menaçant les vies et les moyens de subsistance dans un avenir moins proche.

Si la situation actuelle et/ou les prévisions indiquent qu'une intervention est nécessaire, l'étape suivante consiste à déterminer les options d'intervention (voir **section 5.4**). La procédure est celle-ci:

- Les interventions en cours, les plans d'action envisagés et les capacités des parties prenantes (pouvoirs publics, organismes des Nations Unies, ONG et société civile) sont examinés et comparés aux besoins évalués. Les éventuelles lacunes sont détectées.
- Différents types d'intervention sont définis sous forme d'**options** permettant de satisfaire les besoins et de combler les lacunes détectées.
- Chaque intervention possible fait l'objet d'une analyse SWOT. Celle-ci étudie les **forces, faiblesses, opportunités et menaces** (SWOT) associées à l'option d'intervention.
- Les résultats de cette analyse permettent de déterminer la stratégie d'intervention la plus efficace et la mieux adaptée à la situation. Cette stratégie doit être proposée dans la section des recommandations du rapport d'évaluation.

L'exemple ci-après reprend quelques interventions susceptibles d'être mises en place lors d'une crise touchant la nutrition ou la sécurité alimentaire.

Exemple 4.14. Options d'intervention en cas de crises relatives à la nutrition et à la sécurité alimentaire

- Distributions de vivres (générales ou ciblées).
- Transferts monétaires et bons d'alimentation.
- Vivres contre travail, Espèces contre travail.
- Alimentation thérapeutique et supplémentaire destinée aux personnes souffrant de malnutrition: femmes enceintes et mères allaitantes, enfants émaciés, personnes vivant avec le VIH/sida, malades atteints de tuberculose, etc.
- Alimentation collective.
- Vivres pour l'éducation.
- Programmes d'éducation nutritionnelle/sanitaire, comme les formations à la nutrition et à la préparation des aliments.
- Programmes de santé, tels que la vaccination ou les suppléments en vitamine A et en fer.
- Programmes agricoles, comme les distributions de semences et d'outils ou les foires aux semences et à l'outillage, les distributions de fourrage, la reconstitution des troupeaux.
- Autres interventions non alimentaires telles que l'approvisionnement en eau, la fourniture d'articles ménagers, le développement des marchés.

Remarque: toutes les options dignes d'intérêt doivent être considérées, même celles qui n'entrent pas dans les compétences ou les attributions de l'organisation réalisant l'évaluation. Dans ce cas, l'analyse devra être communiquée aux organisations qui possèdent les capacités requises.

Pour une étude plus détaillée des options d'intervention, consultez la **section 5.4**.

5.1 Facteurs liés aux risques menaçant les vies et les moyens de subsistance

Pour concevoir une intervention efficace, il est nécessaire de déterminer les facteurs qui concourent aux risques actuels et futurs.

S'agissant des groupes **qui sont actuellement exposés et dont la situation ne va pas changer** à court terme, les principaux facteurs de risque ont été recensés pendant l'analyse de la situation (voir **section 3**).

Pour les groupes **que la suite des événements risque d'exposer**, les facteurs de risque sont répertoriés lors de l'analyse prévisionnelle (voir **section 4.3.2**).

Les facteurs de risque directs doivent être définis aussi précisément que possible **et doivent être directement associés à l'analyse de la situation et à l'analyse prévisionnelle**. Les facteurs qui **contribuent au risque** se répartissent en facteurs immédiats, profonds ou structurels, selon le Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (voir **partie I**). Cette catégorisation est utile lorsqu'on détermine les types d'intervention appropriés au niveau d'urgence.

- **Les facteurs immédiats** ont des répercussions directes sur les vies humaines et les moyens de subsistance. Si l'apport alimentaire ou l'état de santé atteignent un seuil critique, une action *immédiate* peut être nécessaire pour sauver les vies.
- **Les facteurs profonds** peuvent avoir des conséquences indirectes sur les vies humaines, mais ont des répercussions directes sur les moyens de subsistance. S'ils ne sont pas traités, la situation peut se détériorer, entraînant éventuellement des risques vitaux par la suite.
- **Les facteurs structurels** sont des problèmes à long terme liés aux infrastructures. Ils ne sont généralement pas pris en compte dans les options d'intervention d'une EFSA; cependant, lorsque des problèmes structurels graves ont été identifiés, ils doivent être mentionnés dans le rapport de l'EFSA, et les parties prenantes concernées, telles que les pouvoirs publics, doivent en être informées.

Les facteurs susceptibles de **réduire le risque** doivent également être notés. Sont incluses dans cette catégorie les **capacités** des groupes touchés et les **opportunités** mentionnées à la **section 4.1**.

Pour chaque groupe exposé, les facteurs susceptibles d'augmenter ou de réduire le risque sont résumés, de même que les caractéristiques des moyens de subsistance, les institutions et les processus. Le tableau ci-après en donne un exemple et peut être utilisé comme modèle.

Tableau 4.12. Facteurs associés aux risques des différents groupes, exemples

Groupe subissant un risque vital actuel ou futur	Facteurs d'aggravation ou d'atténuation du risque	Avoirs et stratégies de subsistance associées	Institutions et processus associés
Enfants gravement émaciés âgés de moins de 5 ans	Facteurs d'aggravation du risque		
	Utilisation de la nourriture: <ul style="list-style-type: none"> - défaut d'allaitement - forte prévalence de la diarrhée - alimentation complémentaire de mauvaise qualité - eau de mauvaise qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances limitées des pratiques d'alimentation et d'hygiène maternelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible dotation en personnel des centres de santé
	Accès à la nourriture: <ul style="list-style-type: none"> - manque de revenus pour diversifier les produits alimentaires achetés 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de terres agricoles - Multiplication des responsabilités incombant aux femmes: génération de revenus, soins aux enfants, préparation des repas, etc. - Faible accès à l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation environnementale des terres agricoles - Faible diversité des offres d'emploi disponibles - Médiocrité des termes de l'échange entre les taux de rémunération et les prix des produits alimentaires
	Facteurs d'atténuation du risque		
	Disponibilités alimentaires: <ul style="list-style-type: none"> - abondance imminente de plantes sauvages nutritives avec l'arrivée des pluies 	<ul style="list-style-type: none"> - Consommation de plantes sauvages considérée comme une stratégie de subsistance habituelle 	
	Accès à la nourriture: <ul style="list-style-type: none"> - diversification progressive de l'économie 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification progressive des stratégies de subsistance des ménages pour s'adapter à l'environnement économique en évolution 	<ul style="list-style-type: none"> - Prêts publics aux petites entreprises

.../...

Groupe subissant un risque vital actuel ou futur	Facteurs d'aggravation ou d'atténuation du risque	Avoirs et stratégies de subsistance associées	Institutions et processus associés
Ménages en situation de sécurité alimentaire précaire	Facteurs d'aggravation du risque		
	Disponibilités alimentaires: - baisse de production dans une zone en raison d'un déficit de pluie - peu d'importations de produits alimentaires	- Stratégies de subsistance limitées: agriculture uniquement	- Mauvais état des routes entraînant une augmentation des coûts de transport et dissuadant les commerçants d'apporter des produits alimentaires dans la zone concernée - Tarifs d'importation élevés réduisant la quantité de produits alimentaires introduits dans le pays
	Accès à la nourriture: - insuffisance de la production familiale - manque de revenus pour acheter des produits alimentaires compte tenu des hausses de prix	- Pénurie de travailleurs valides en raison de la forte prévalence des maladies - Manque de compétences annexes permettant de diversifier les revenus	- Services de santé préventifs et curatifs insuffisants - Manque d'instruction limitant les connaissances en matière de santé et les qualifications génératrices de revenus
	Facteurs d'atténuation du risque		
	Disponibilités alimentaires: - arrivée des pluies - amélioration des infrastructures matérielles et des infrastructures des marchés	- Diversification de l'économie	- Réduction des tarifs douaniers et autres taxes entravant la circulation des produits alimentaires - Amélioration des infrastructures matérielles
	Accès à la nourriture: - opportunités de diversification des revenus	- Formation à des activités rémunératrices - Accès au crédit	- Introduction de programmes de formation professionnelle - Introduction de programmes de crédit destinés aux petites entreprises

5.2 Points d'entrée des interventions

Les points d'entrée sont les secteurs et les grands types d'action qui peuvent être utilisés pour commencer à répondre aux besoins établis pendant la phase d'analyse de l'EFSA. Ils constituent également une base d'analyse des interventions gérées par d'autres organisations (voir **section 5.3**).

Vous trouverez ci-après une liste de points d'entrée possibles pour les exemples donnés dans le tableau 4.12.

Enfants gravement émaciés âgés de moins de 5 ans:

- **Secteur de l'eau** - Amélioration qualitative et quantitative de l'accès à l'eau grâce à des systèmes d'urgence d'approvisionnement, de traitement et de stockage.
- **Services de santé** - Déploiement de personnel et d'équipements supplémentaires; mise en œuvre de programmes d'alimentation complémentaire.
- **Pratiques de soins** - Diffusion d'informations sur les bienfaits de l'hygiène et de l'allaitement maternel.

Ménages en situation d'insécurité alimentaire:

- **Services de santé** - Mise en place de services de santé préventifs et curatifs.
- **Formation professionnelle** - Formation à des activités permettant aux ménages de diversifier leurs sources de revenus.
- **Crédit** - Fourniture de prêts personnels destinés à l'achat d'avoins productifs, agricoles et non agricoles.

Ces programmes sont plus efficaces s'ils sont appuyés par des interventions publiques telles que:

- **des changements de politiques**, réduction des taxes ou amendement des réglementations entravant la libre circulation des produits alimentaires;
- **un investissement dans les services**, notamment la santé et l'éducation.

5.3 Interventions d'autres parties prenantes et lacunes restantes

Avant qu'une intervention puisse être planifiée, il est indispensable de prendre en compte les activités existantes et prévues du gouvernement et d'autres organismes. L'objectif est de prévenir toute action redondante, de détecter les lacunes et de s'assurer qu'elles trouvent remède, mais aussi d'éviter les opérations incompatibles, ce qui est le cas par exemple lorsqu'un organisme met en œuvre une activité Vivres contre travail dans une zone où une autre organisation distribue gratuitement des produits alimentaires.

Les organismes appropriés sont déterminés pendant l'analyse des parties prenantes, puis consultés. La sélection qui s'ensuit des organisations appelées à coopérer aux interventions s'appuie alors sur les points d'entrée, comme décrit à la **section 5.2**. Pour l'urgence décrite dans le tableau 4.12, par exemple, les points d'entrée définis sont l'accès à l'eau, les services de santé et les pratiques de soins. Les organisations travaillant dans ces secteurs doivent être approchées en vue d'éventuelles activités en partenariat. L'encadré ci-après répertorie quelques organismes susceptibles d'être parties prenantes des actions prises à l'issue d'une analyse des options d'intervention d'une EFSA.

Encadré 4.10. Parties prenantes traditionnelles des programmes d'intervention en matière de sécurité alimentaire

- Pouvoirs publics - nationaux, régionaux et locaux
- Autorités non gouvernementales, comme dans les situations de troubles civils
- PAM
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- FAO
- UNICEF
- HCR
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
- Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)
- Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- ONG internationales
- ONG nationales
- Donateurs

La *capacité* des gouvernements et des organismes de *mettre* leurs plans à *exécution* est évaluée, de même que la *souplesse* avec laquelle ils peuvent modifier ces plans s'il y a lieu. Quand cela est possible, les activités prévues sont discutées en détail avec l'organisme concerné, notamment à propos des questions suivantes:

- **Ressources financières** - L'organisme dispose-t-il des fonds nécessaires ou attend-il de les recevoir?
- **Ressources matérielles** - L'organisme dispose-t-il des produits et équipements nécessaires, comme les vivres à distribuer, les véhicules, etc.?
- **Ressources humaines** - Le déploiement de personnel nécessaire est-il entièrement effectué?
- **Logistique** - Comment les opérations se dérouleront-elles?

Une discussion approfondie de ces sujets et d'autres avec le ministère ou l'organisme concerné doit normalement clarifier la faisabilité des plans examinés et peut également former la base de partenariats opérationnels solides.

La décentralisation et la participation de plusieurs ministères peuvent parfois compliquer l'estimation des capacités des pouvoirs publics. Il est alors possible d'utiliser pour ce faire des indicateurs de la situation macroéconomique ainsi que des institutions gouvernementales et des budgets alloués à la planification préalable et à la réponse aux catastrophes. Pour obtenir des conseils plus détaillés, consultez la fiche technique n° 13⁶⁴.

Les informations documentant les réponses des différentes parties prenantes peuvent être présentées dans un tableau similaire au tableau ci-après.

64. Fiche technique n° 13, Analyse de la capacité nationale à répondre aux crises menaçant la sécurité alimentaire (*Analysing National Capacity to Respond to Food Security Crises*), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, septembre 2008.

Tableau 4.13. Interventions en cours et prévues, exemples

Acteur	Type d'intervention	Type et nombre de bénéficiaires	Lieu d'intervention	Durée d'intervention (du démarrage à la fin)
Ministère des affaires sociales	Produits alimentaires subventionnés	À déterminer	- Zone B - Zone D	Livraison ponctuelle de vivres en [indiquer le mois]
PAM	Distributions générales de rations complètes d'aide alimentaire	Ménages vulnérables: - cultivant moins de 1 ha - dirigés par une femme - figurant parmi les plus pauvres d'après les chefs Total: ~ 50 000 personnes	- Zone A - Zone B - Zone C - Zone D	Du [date] au [date]
	Supplémentation alimentaire: • rations pour les enfants • rations complètes à emporter pour les ménages	Enfants souffrant de malnutrition modérée Total: ~ 3 500 enfants; ~ 500 ménages	- Zone B - Zone D	Du [date] au [date]
Institution religieuse	Distributions ciblées d'aide alimentaire: ~ 3/4 de ration	Ménages vulnérables désignés par la communauté	- Zone B - Zone C - Zone D	
.....

Les activités en cours et prévues d'autres organismes sont comparées à celles nécessaires pour traiter les facteurs de risque pour les vies humaines et les moyens de subsistance, répertoriés aux **sections 5.1** et **5.2**. Ces informations peuvent être regroupées dans un tableau similaire au tableau ci-après.

Tableau 4.14. Résumé des interventions et des lacunes pour les groupes exposés

Groupe exposé actuellement et à l'avenir	Interventions en cours	Interventions prévues	Tous les besoins sont-ils couverts? Si non, quelles sont les lacunes?
Groupe exposé A	Que fournissent-elles?	Que fourniront-elles?	
	À qui/en quelle quantité?	À qui/en quelle quantité?	
	Par qui?	Par qui?	
	Depuis quand/jusqu'à quand?	Quand/pendant combien de temps?	
	Où?	Où?	
Groupe exposé B	Que fournissent-elles?	Que fourniront-elles?	
	À qui/en quelle quantité?	À qui/en quelle quantité?	
	Par qui?	Par qui?	
	Depuis quand/jusqu'à quand?	Quand/pendant combien de temps?	
	Où?	Où?	

Si tous les facteurs de risque répertoriés à la section 5.1 sont correctement couverts par d'autres organismes, il est tout à fait inutile d'intervenir à ce stade. Il convient de surveiller la situation afin de s'assurer que tout besoin non couvert apparaissant à un stade ultérieur est rapidement détecté. Ce point doit faire l'objet d'une recommandation clé du rapport de l'EFSA.

Si le tableau 4.14 indique que certains besoins ne sont pas couverts par d'autres organismes, une intervention supplémentaire ou complémentaire est alors nécessaire (voir section suivante).

5.4 Options d'intervention⁶⁵

Dans le rapport d'une EFSA, différentes options d'intervention sont examinées pour les groupes nécessitant une assistance (voir **section 5.1**) non fournie par les pouvoirs publics ou d'autres organismes (voir **section 5.3**). Ces options

65. Les conseils qui suivent ne constituent pas un guide de planification de projets. Cette section présente les options d'intervention génériques et explique les circonstances dans lesquelles chacune d'elles s'applique. Elle fournit également un exemple du niveau de détail attendu dans un rapport d'une EFSA. La planification opérationnelle nécessite une démarche globale qui dépasse la portée de ce manuel.

d'intervention doivent être directement liées aux facteurs de risque et aux groupes identifiés lors de l'analyse de la situation et de l'analyse prévisionnelle, et tenir compte des capacités des groupes concernés et des réponses apportées par d'autres organismes. Autant que possible, les personnes touchées doivent participer à la planification de la réponse, notamment les femmes, les personnes âgées et les handicapés.

La procédure de définition des options d'intervention est la suivante:

- déterminer le nombre de personnes nécessitant une assistance alimentaire;
- créer et animer un atelier chargé de définir les options de programmation avec les principaux responsables de programmes et les acteurs clés du PAM et d'autres organismes⁶⁶;
- utiliser une matrice ou une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) afin de répertorier toutes les modalités et activités possibles.

5.4.1 Détermination des options d'intervention

Il existe de nombreuses façons d'aborder un problème de sécurité alimentaire ou de malnutrition. La réponse la plus appropriée *dépend fortement du contexte* et notamment des éléments suivants:

- type d'urgence (crise soudaine ou à évolution lente) et stade d'urgence atteint au moment de l'intervention (début ou milieu de cycle);
- situation antérieure à l'urgence (statut des infrastructures et des services, niveau d'éducation, etc.);
- habitudes, priorités et culture de la population touchée;
- degré d'accessibilité à la zone touchée;
- qualité des infrastructures;
- disponibilités alimentaires et conditions de marché dans la zone touchée;
- ressources disponibles (financières, humaines, logistiques, etc.);
- éventail de partenariats réalisables, avec les pouvoirs publics, des organismes des Nations Unies et des ONG, par exemple;
- environnement politique et économique; et
- situation au regard de la sécurité.

Chaque intervention doit être planifiée en tenant compte des circonstances particulières et doit être explicitement reliée aux lacunes et besoins répertoriés lors de l'analyse.

Le premier niveau de sélection des options d'intervention consiste à classer celles-ci en fonction du type de facteur de risque auquel elles répondent: disponibilités alimentaires, accès à la nourriture ou utilisation de celle-ci. Le second niveau de

66. La collaboration au sein des programmes est essentielle pour définir des options d'intervention: le personnel des programmes et les évaluateurs doivent coopérer dès le début de l'EFSA, au moment où sont définis les besoins d'information, et jusqu'à l'analyse. Pendant cet atelier, les points d'entrée sont identifiés et leur faisabilité, entre autres caractéristiques, est estimée par les unités du PAM qui seront chargées de mettre en œuvre les interventions.

sélection définit l'échelon auquel chaque intervention peut être mise en œuvre, selon qu'elle traite un facteur de risque immédiat, profond ou structurel (voir le Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, **partie I**).

Vous trouverez ci-après des exemples de secteurs et de grands types d'intervention permettant de traiter les facteurs de disponibilités alimentaires, d'accès à la nourriture et d'utilisation de celle-ci.

- **Disponibilités alimentaires** - Interventions visant à soutenir la production agricole (cultures et élevage), la circulation des produits alimentaires entre zones déficitaires et excédentaires, les distributions de vivres, etc.
- **Accès à la nourriture** - Interventions venant appuyer la génération de revenus (travaux publics et activités Vivres contre travail ou Espèces contre travail, par exemple), les transferts de revenus (comme les distributions de bons d'alimentation ou d'espèces), les transferts de produits alimentaires (distributions de vivres et alimentation scolaire, entre autres), les interventions sur les marchés pour soutenir ou faire baisser les prix des denrées, etc.
- **Utilisation de la nourriture** - Interventions pour l'amélioration des soins de santé, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de l'habitat, des connaissances nutritionnelles et des pratiques de soins, des services de soins aux enfants, etc.
- **Malnutrition** - Interventions visant à améliorer la consommation alimentaire (programmes d'alimentation thérapeutique et supplémentaire, alimentation scolaire, distribution de vivres).

Le tableau 4.15 contient d'autres exemples d'options d'intervention en réponse à des problèmes de malnutrition et d'insécurité alimentaire. Certaines interventions recouvrent parfois plusieurs de ces problèmes. C'est le cas des distributions de vivres, qui peuvent soulager à la fois des problèmes de disponibilités alimentaires et d'accès à la nourriture. Dans le tableau 4.15, les interventions sont classées selon leur application la plus courante. Pour plus d'informations sur les avantages et les inconvénients de chaque option et sur les circonstances dans lesquelles elle peut être mise en œuvre, consultez les **annexes 4 et 5**.

Tableau 4.15. Interventions d'ordre alimentaire et non alimentaire selon le facteur de risque

Intervention	Description
Réponses aux problèmes de disponibilités alimentaires	
Distribution gratuite de vivres	Rations gratuites aux ménages qui en ont besoin - distribution générale à tous les ménages de la zone ou distribution ciblée aux ménages de groupes particuliers.
Programmes d'assistance aux marchés	Mise à la disposition des commerçants et détaillants de certains produits alimentaires de base qui doivent être revendus à des prix contrôlés.
Soutien des marchés	Réduction des goulets d'étranglement logistiques, par une remise en état des routes par exemple, ou fourniture de crédit aux commerçants.
Vivres contre travail	Travail rémunéré sous forme de rations alimentaires - utilisable comme méthode d'autociblage dans la mesure où seules les personnes qui en ont vraiment besoin sont prêtes à travailler dans ce cadre. Constitue également une réponse aux problèmes d'accès à la nourriture.
Vivres pour la formation	Utilisation de vivres pour inciter les personnes issues de ménages en situation d'insécurité alimentaire à acquérir une formation dans un domaine susceptible de les aider à améliorer leur situation. Constitue également une réponse aux problèmes d'accès à la nourriture.
Réponses aux problèmes d'accès à la nourriture	
Programmes de soins à domicile et à l'échelle du quartier	Nourriture donnée aux orphelins et autres enfants vulnérables, dans les situations de forte prévalence du VIH/sida par exemple.
Alimentation scolaire	Fourniture de repas enrichis et nutritionnellement équilibrés aux enfants scolarisés, et distribution de rations à emporter à la maison pour compenser l'effort consenti par les parents qui envoient leurs enfants à l'école.
Vivres fournis à d'autres établissements de service social	Fourniture de vivres à des établissements sociaux tels que des orphelinats, des foyers pour les personnes âgées ou handicapées, des hôpitaux et des centres de santé.
Programmes de transferts monétaires	Aide en espèces aux ménages qui en ont besoin - distribution générale à tous les ménages de la zone ou distribution ciblée aux ménages de groupes particuliers.
Espèces contre travail	Travail rémunéré en espèces - utilisable comme méthode d'autociblage dans la mesure où seules les personnes qui en ont vraiment besoin sont prêtes à travailler dans ce cadre.
Bons d'alimentation	Distribution de bons qui peuvent être échangés contre des vivres et d'autres articles essentiels.
Transferts non alimentaires	Fourniture d'articles non alimentaires, tels que du savon et des couvertures, ou de services, tels qu'un approvisionnement en eau, une aide à la scolarisation ou des soins de santé.
Appui non alimentaire aux activités de subsistance	Fournitures d'intrants et de services de production afin de maintenir, reconstituer ou restaurer les avoirs matériels des personnes en situation d'insécurité alimentaire, quoique économiquement actives.
Échange de vivres contre la production	Fourniture de vivres en échange de la production des ménages, bétail par exemple, qui ne peut pas être vendue à des prix raisonnables.

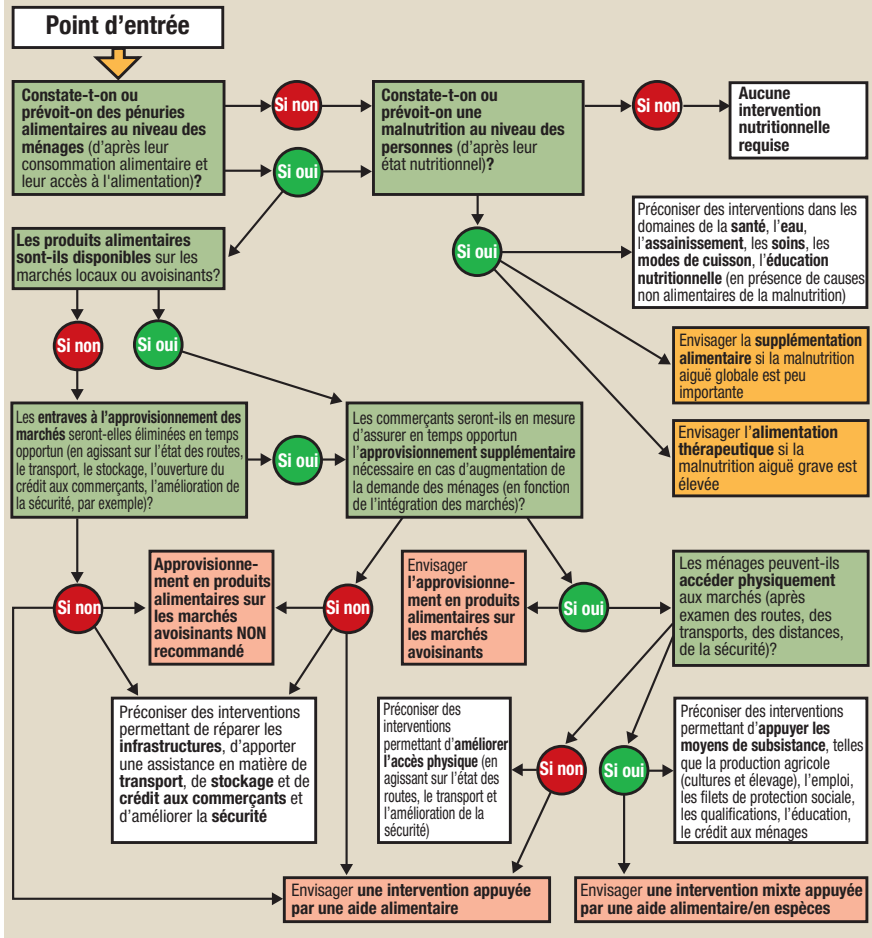
.../...

Intervention	Description
Réponses aux problèmes d'utilisation de la nourriture	
Matériel et fournitures pour la préparation des aliments	Fourniture d'équipement de cuisine, de combustible, d'eau, etc.
Interventions liées à la nutrition, à l'éducation, à la santé, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement	Amélioration des pratiques d'alimentation et de soins à travers, par exemple, la prévention des pertes de nutriments durant la préparation des aliments et la prévention et le traitement de la diarrhée et d'autres maladies qui influent sur l'assimilation et l'utilisation des éléments nutritifs.
Réponses à la malnutrition	
Alimentation thérapeutique	Traitement médical et nutritionnel permettant de sauver la vie des personnes souffrant de malnutrition grave.
Supplémentation alimentaire	Distribution d'aliments destinés à supplémer l'apport en énergie et micronutriments fourni par le régime de base de personnes qui ont des besoins nutritionnels particuliers ou souffrent de malnutrition.
Mesures de santé publique	Mesures d'amélioration de l'assainissement, de l'approvisionnement en eau, des services de soins de santé, etc.
Enrichissement des produits alimentaires	Fourniture d'aliments enrichis en nutriments, particulièrement des vitamines et minéraux, en cas de régime carencé.
Supplémentation en nutriments	Distribution de compléments alimentaires, tels que des capsules de vitamine A, en cas de régime carencé.

Partout où cela est possible, il convient de sélectionner des interventions qui prennent appui sur les programmes existants, afin d'accélérer le processus de mise en œuvre et d'exploiter au mieux les capacités en place et l'expérience acquise. Certaines interventions seront en dehors du mandat du PAM. **Si une EFSA indique que ce type d'interventions constitue la réponse la plus efficace, ce point sera précisé dans le rapport, afin d'être partagé avec les organismes disposant des compétences et capacités requises.** Les options d'intervention doivent également être discutées avec les organisations partenaires.

La figure 4.1 présente un arbre de décision permettant de déterminer le type d'options d'intervention le plus approprié. Cet arbre peut être utilisé comme guide pour exploiter les connaissances contextuelles et empiriques afin de résoudre des problèmes tels que des contraintes entravant l'approvisionnement des marchés, l'accès physique aux marchés et les liaisons entre les marchés. L'arbre de décision n'intègre pas explicitement la notion de sexes/pécificité, mais celle-ci devrait être considérée comme un facteur crucial à chaque étape du processus d'évaluation, d'analyse et de planification d'intervention.

Figure 4.1. Arbre de décision pour la sélection des options d'intervention



PARTIE IV

5.4.2 Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT)

Une fois l'ensemble des options d'intervention défini, chacune d'elles est disséquée afin de dégager ses points forts et faibles, ainsi que les opportunités et les menaces qu'elle présente: c'est l'analyse SWOT. Cette analyse doit être réalisée pour chaque option d'intervention recommandée.

Dans une analyse SWOT, les **forces** et les **faiblesses** révèlent l'adéquation et la faisabilité de l'option d'intervention. Pour estimer l'**adéquation** d'une option, il convient de prendre en compte les critères ci-après. L'intervention doit:

- s'attaquer aux facteurs identifiés comme contribuant au risque;
- refléter les besoins et les priorités de la population touchée, ventilée selon le sexe, l'âge, etc.;
- être compatible avec la société et les coutumes locales; et
- être compatible avec les interventions des pouvoirs publics ou d'autres organismes.

L'intervention *ne doit pas*:

- amener une quelconque part de la population à dépendre de l'aide;
- avoir des répercussions défavorables sur la situation sociale, environnementale ou économique locale - à titre d'exemple, une distribution de vivres importante pourrait avoir un effet dissuasif sur la production agricole;
- détourner les personnes d'autres tâches importantes, telles que les activités de production et de soins ou l'approvisionnement en eau et en combustible;
- exposer la population ou le personnel de l'organisme à des risques pour leur sécurité; ou
- stigmatiser des groupes de personnes - par exemple, en ciblant les personnes qui vivent avec le VIH et le sida ou qui appartiennent à une ethnie particulière.

Pour estimer la **faisabilité** d'une option, il convient de tenir compte des considérations ci-après.

- Les critères de ciblage doivent être réalistes, compte tenu des facteurs sociaux et culturels et du temps disponible.
- L'intervention doit être réalisable avec les ressources disponibles. Les ressources humaines, y compris les compétences particulières nécessaires, et les ressources financières et matérielles doivent toutes être examinées.
- L'intervention doit être mise en œuvre à point nommé, compte tenu de l'urgence de la situation.

Dans une analyse SWOT, les **opportunités** et les **menaces** correspondent aux facteurs externes susceptibles d'influer sur l'intervention. Ces éléments dépendent du contexte. Exemples:

Opportunités

- Introduction d'une nouvelle politique publique facilitant le fonctionnement des marchés.
- Fin de la saison des pluies et amélioration des transports.
- Signature d'accords de paix.
- Moisson.

Menaces

- Politiques publiques limitant l'étendue des programmes d'échange ou d'aide.
- Baisse de l'intérêt des donateurs pour le pays.
- Dégradation des conditions de sécurité.
- Pénurie d'une ressource essentielle au programme telle que le carburant.

Les forces, faiblesses, opportunités et menaces sont regroupées dans une matrice, ce qui facilite la comparaison des options d'intervention et l'évaluation de leurs avantages respectifs. L'exemple ci-après illustre le mode opératoire d'une analyse SWOT.

Exemple 4.15. Analyse SWOT des options d'intervention

Une EFSA est réalisée dans une zone rurale touchée par de récentes inondations. Cette région a toujours été pauvre, et certains ménages souffrent d'insécurité alimentaire chronique. Sur les dix dernières années, la surveillance nutritionnelle a révélé que la malnutrition avait tendance à gagner chez les enfants de moins de 5 ans. L'économie locale repose sur l'agriculture, la transformation des produits alimentaires et la petite industrie.

L'EFSA fait ressortir les éléments suivants:

- environ 20 pour cent de la population est en situation d'insécurité alimentaire. Les modes de consommation alimentaire révèlent que la faiblesse des apports, tant en énergie qu'en micronutriments, devient très préoccupante dans ce groupe;
- parmi les 80 pour cent restants de la population, la consommation alimentaire est acceptable;
- sur le marché local, les prix de l'alimentation ont augmenté;
- les opportunités de génération de revenus sont moins nombreuses que d'habitude. La terre arable a été inondée et un certain nombre d'usines et de sites de traitement ont dû être arrêtés;
- les exploitations éloignées du fleuve ont engrangé une bonne récolte, car leurs champs ont été épargnés par les inondations;
- l'accès physique à la zone est difficile, les crues ayant emporté un pont sur la route principale.

Les perspectives sont mauvaises pour les trois prochains mois, car:

- le niveau des eaux va mettre plusieurs semaines à baisser;
- aucune récolte ne devrait se faire avant l'année prochaine;
- il n'existe aucune tradition de migration saisonnière à la recherche d'un emploi;
- les pouvoirs publics n'ont qu'une faible capacité d'intervention, et la seule ONG travaillant dans cette région se consacre essentiellement aux programmes de supplémentation alimentaire et d'éducation nutritionnelle destinés aux mères et aux enfants d'âge préscolaire.

Au vu de la situation, une distribution ciblée de vivres est proposée afin de pallier la pénurie alimentaire au niveau des ménages. Une analyse SWOT est réalisée.

Remarque: les forces et les faiblesses reflètent des aspects qui relèvent de l'organisme d'exécution (de la conception des programmes principalement), tandis que les opportunités et les menaces se rapportent à des problèmes externes sur lesquels l'organisme d'exécution n'a aucun contrôle.

.../...

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - S'attaque au problème de consommation alimentaire. - Contribue à faire baisser le prix de l'alimentation, améliorant de ce fait l'accès à la nourriture. - Compense partiellement les pertes de revenus. - Peut agir comme un catalyseur du redressement de l'économie locale: augmentation du pouvoir d'achat des ménages et génération d'emplois liés à la logistique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il peut être difficile de cibler les 20 pour cent concernés de la population. - Des complications logistiques peuvent entraîner des retards dans les livraisons de vivres et perturber le marché. - La distribution de trop grandes quantités de nourriture peut dissuader les commerçants d'approvisionner la région et empêcher les paysans dont les terres n'ont pas été inondées de vendre leurs produits à de bons prix. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les vivres à distribuer pourraient être achetés localement aux paysans dont les terres sont éloignées du fleuve. - La distribution de vivres pourrait être réalisée en collaboration avec l'ONG, ce qui permettrait de s'attaquer directement au déficit global de nourriture et à la malnutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les faibles capacités des pouvoirs publics signifient que la coordination et l'assistance risquent d'être insuffisantes. - Le transport des vivres sera difficile en raison de la destruction du pont et des inondations. - La lenteur de la décrue pourrait favoriser les maladies liées à l'eau, réduisant les bienfaits de l'amélioration de la consommation alimentaire.

Dans l'exemple 4.15, il est évident qu'une distribution de vivres pourrait apporter des avantages substantiels, mais que ceux-ci dépendent d'un certain nombre de conditions, notamment celles-ci :

- Un système de ciblage efficace doit impérativement être mis en place.
- La quantité de vivres nécessaire et la durée de la distribution doivent être analysées de façon réaliste.
- Il convient de s'assurer que l'opération est réalisable, en tenant compte des contraintes logistiques. Une distribution en retard pourrait être pire que l'absence de distribution; en effet, non seulement l'assistance nécessaire ne serait pas fournie en temps voulu, mais les vivres pourraient finalement arriver alors que la situation s'est déjà améliorée et perturber le marché local.
- Des activités complémentaires de soins de santé devraient être mises en œuvre de façon à réduire l'incidence des maladies liées à l'eau et à optimiser les effets bénéfiques de la distribution de vivres sur la consommation.

Une analyse SWOT de ce type est réalisée pour chacune des options d'intervention définies à la **section 5.4.1**. Les options qui ne satisfont pas aux critères d'adéquation et de faisabilité énoncés à la **section 5.4.2** sont écartées. Les options d'intervention restantes sont classées, comme décrit à la **section 5.4.3**.

Le principe consistant à «ne pas nuire» est essentiel dans l'analyse SWOT des options d'intervention (voir encadré 4.11), notamment en présence de conflits, qui requièrent une analyse spéciale. Pour plus d'informations, consultez *Methods and Tools for Conflict Analysis*⁶⁷.

Encadré 4.11. Analyse des conflits et principe consistant à “ne pas nuire”

Une intervention mal planifiée peut être pire que l'absence d'intervention, si elle entraîne des effets indésirables pour la population locale. Exemples d'interventions nuisibles:

- distribution d'articles susceptibles d'attirer les pillards et de mettre les bénéficiaires en danger;
- distributions de vivres entraînant une telle perturbation des marchés locaux que les moyens de subsistance des paysans et des commerçants s'en trouvent menacés;
- distributions contraignant, par exemple, les bénéficiaires à parcourir des trajets longs et dangereux pour venir chercher les articles distribués.

Toute intervention proposée doit être analysée de façon à identifier clairement ses **effets potentiellement indésirables** comme ses bienfaits.

5.4.3 Classement des options d'intervention par ordre de priorité

Le classement des options d'intervention requiert du discernement et une connaissance approfondie du contexte. En règle générale, les interventions qui répondent le plus exactement aux critères énoncés à la **section 5.4.2** constituent les meilleures options.

Différentes options d'intervention peuvent être associées au sein d'un même programme pour être exécutées soit simultanément, soit successivement. Ainsi:

- il est possible de combiner une distribution générale de vivres avec la fourniture de rations de supplémentation aux femmes enceintes et mères allaitantes et aux enfants souffrant de malnutrition;
- un projet Espèces contre travail, des interventions de soutien des marchés et un projet Vivres contre travail peuvent se succéder à des périodes différentes de l'année.

La même intervention peut également porter assistance à plusieurs groupes cibles. Ces groupes cibles (voir **section 5.4.4**) sont associés aux interventions proposées dans un tableau similaire au tableau 4.16.

67. *Methods and Tools for Conflict Analysis*, Unité des situations d'urgence et de transition du PAM, août 2007.

Tableau 4.16. Interventions ciblées, exemples

Groupe (cible) touché	Exemples d'interventions
Enfants de moins de 5 ans face à un risque vital: gravement émaciés	<ul style="list-style-type: none"> • Alimentation thérapeutique pour les enfants • Supplémentation alimentaire pour les mères • Fourniture en urgence d'eau potable • Distribution ciblée de matériel de cuisine
Ménages dont les moyens de subsistance sont menacés: des ventes en catastrophe ont gravement réduit les avoirs productifs et la dégradation rapide de l'accès à l'alimentation a détruit les avoirs humains	<ul style="list-style-type: none"> • Distribution générale ciblée de vivres aux ménages concernés • Fourniture de semences et d'outillage • Alimentation scolaire à base de produits enrichis

Il n'est pas nécessaire d'inclure dans le rapport d'une EFSA le détail de l'analyse de la situation et de l'analyse prévisionnelle. En revanche, la logique de chaque intervention doit y être clairement expliquée. Il est également important d'indiquer pourquoi les autres interventions proposées n'ont pas été retenues. Les interventions préconisées doivent être explicitement reliées:

- aux groupes dont les vies et les moyens de production sont menacés et aux facteurs de risque répertoriés durant l'analyse de la situation et l'analyse prévisionnelle;
- au contexte - marchés, agroécologie, circonstances sociales, etc.;
- à la situation en matière de sécurité et d'accès aux populations;
- aux contraintes opérationnelles - délais, ressources humaines, financement, etc.

5.4.4 Ciblage

Le rapport d'une EFSA doit formuler des recommandations quant au caractère approprié ou non du ciblage et, dans le cas où celui-ci s'impose, sur la forme qu'il doit prendre. Le ciblage de l'assistance repose sur les groupes définis comme étant exposés dans l'analyse de la situation et l'analyse prévisionnelle.

Il peut être effectué à différents niveaux:

- **Ciblage géographique** - Toutes les personnes vivant dans une zone précise bénéficient de l'assistance.
- **Ciblage des ménages** - Tous les ménages remplissant certains critères reçoivent l'assistance, sur la base des profils des groupes dont les vies et les moyens de subsistance sont menacés, tels que les ménages composés de personnes déplacées ou dirigés par une femme.
- **Ciblage individuel** - *Au sein* des ménages, les personnes dont la vie est menacée reçoivent une assistance (enfants souffrant de malnutrition, femmes enceintes et mères allaitantes).
- **Ciblage institutionnel** - Les écoles, les hôpitaux et d'autres institutions reçoivent un appui permettant d'améliorer l'accès à l'alimentation et de promouvoir l'accroissement et la préservation des avoirs des ménages et des personnes.

Quelle que soit la démarche retenue pour le ciblage, la détermination des personnes bénéficiaires de l'assistance doit faire appel à des **critères pratiques**. Les critères de ciblage doivent être :

- *aisément compris et acceptés par le personnel des programmes et les communautés concernées*, faute de quoi le ciblage a peu de chances de réussir;
- *observables et mesurables*, de façon à pouvoir être suivis en toute objectivité, ce qui écarte le risque de débats interminables pour décider de l'admissibilité des uns et des autres;
- *propres aux groupes ciblés* - les caractéristiques associées également aux personnes extérieures au groupe ciblé sont inutiles.

Dans certains cas, **le ciblage peut ne pas être adapté**, soit parce que tous les habitants d'une région ont besoin de l'assistance, soit parce que le coût et les complications du ciblage l'emporteraient sur les avantages. Exemples :

- les situations dans lesquelles il est très difficile de définir des critères de ciblage suffisamment observables et mesurables, ou dans lesquelles le coût du personnel nécessaire au ciblage est supérieur à l'économie que ce ciblage permettrait de réaliser en limitant l'assistance à certains groupes;
- les communautés qui refusent le principe du ciblage parce que la place primordiale qu'occupe la notion d'égalité dans leur culture interdit que certains membres bénéficient d'une assistance à laquelle d'autres n'auraient pas droit.

Vous trouverez ci-après quelques approches susceptibles d'aider à résoudre ces problèmes.

- **Ciblage des communautés** - Les bénéficiaires de l'assistance sont désignés par des représentants des communautés. Cette méthode fonctionne bien si les représentants agissent vraiment au nom de la communauté tout entière. Si tel n'est pas le cas, on risque d'aboutir à d'importantes erreurs d'inclusion ou d'exclusion⁶⁸.
- **Autociblage** - Certains types d'intervention, tels que les activités Vivres contre travail, reposent sur le principe *d'une sélection des groupes cibles par eux-mêmes*. L'idée est que seules les personnes qui ont vraiment besoin de cette assistance seront prêtes à accomplir la tâche requise pour recevoir l'aide. Cependant, les projets de ce type sont souvent mis en œuvre dans des régions où le chômage est élevé. Le travail offert ne suffit donc pas à occuper toutes les personnes qui souhaiteraient travailler. Il est alors nécessaire de recourir à d'autres logiques de ciblage pour sélectionner les travailleurs.
- **Assistance généralisée** - Lorsque la situation est très grave, comme après un tsunami, et que la période d'assistance est courte, il est parfois préférable, tant en termes de rapport coût-efficacité que du point de vue de l'intérêt collectif, d'inclure l'ensemble de la population.

68. Une note d'orientation sur le ciblage de l'aide alimentaire par les communautés en situation d'urgence complexe est en cours de rédaction par la Division des politiques, de la planification et des stratégies (Humanitarian Policy and Transitions) du PAM. Elle sera disponible à la mi-2009.

Formulation des recommandations relatives aux interventions et au suivi

La section des recommandations du rapport d'une EFSA (voir **partie V**) présente les conclusions des différentes analyses: analyse de la situation, analyse prévisionnelle et analyse des options d'intervention. Les options d'intervention retenues doivent s'accompagner des informations opérationnelles détaillées suivantes:

- le ou les types d'intervention recommandés;
- le niveau d'assistance - quantités de ressources à fournir et fréquence d'apport;
- le ou les groupes ou établissements cibles, avec la description et le nombre des bénéficiaires concernés dans chaque cas;
- les zones géographiques prioritaires;
- la durée des interventions, de même que les dates de début et de fin et la stratégie de retrait;
- les mécanismes de coordination avec les autres organismes et les pouvoirs publics.

Le rapport d'une EFSA peut également formuler des recommandations sur les interventions dont le PAM n'assurera pas la mise en œuvre, telles que celles axées sur la protection, l'agriculture, la santé, l'eau, l'assainissement, l'habitat, l'éducation, le renforcement des capacités et la formation. Le niveau de détail requis dans le rapport d'une EFSA pour ce type de recommandations dépend de la composition de l'équipe d'évaluation. Si celle-ci comprend des organismes partenaires spécialisés dans les domaines en question, il est possible de formuler des recommandations détaillées. Dans le cas inverse, le rapport d'une EFSA devra présenter des recommandations générales qui seront partagées avec les organismes possédant l'expertise adéquate. Bien que les EFSA aboutissent le plus souvent à recommander une intervention mise en place par le PAM, des organismes partenaires, ou les deux, l'équipe d'évaluation doit toujours envisager la possibilité de *ne pas* intervenir si les activités risquent d'être dangereuses, préjudiciables pour la communauté concernée ou autrement inefficaces pour régler les problèmes identifiés.

Le rapport d'une EFSA doit également comprendre des recommandations relatives aux **évaluations de suivi et à la surveillance continue de la situation**:

- Si la situation évolue rapidement, dans les premiers jours d'un déplacement

forcé par exemple, des évaluations de suivi régulières seront nécessaires. Pendant une crise à évolution lente, une évaluation rapide peut être réalisée pour vérifier si la situation justifie une intervention d'urgence. Si tel est le cas, il est vraisemblable qu'une EFSA approfondie sera recommandée; le rapport devra formuler des recommandations spécifiques quant au calendrier et à l'objet des évaluations de suivi.

- La situation doit être surveillée à intervalle régulier après une EFSA. Ce procédé permet de s'assurer que la situation évolue bien comme prévu dans le scénario et d'apprécier l'efficacité de la réponse apportée par les interventions. La surveillance continue nécessite généralement moins de temps et de ressources que l'évaluation, car elle repose sur une sélection d'indicateurs, et non sur un processus complet de collecte de données primaires. Le rapport d'une EFSA doit spécifier les indicateurs à surveiller et la fréquence à laquelle ils doivent être mesurés.

Les calendriers de surveillance doivent également être précisés. Le tableau ci-après en donne un exemple.

Tableau 4.17. Données et calendrier de surveillance continue, exemple

Information/ aspect à surveiller	Données nécessaires	Sources	Calendrier
Situation nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Prévalence de l'émaciation chez les enfants de 6 à 59 mois 	<ul style="list-style-type: none"> • Centres de santé communautaires • Enquêtes réalisées par des ONG 	Une fois par mois
Mécanismes de survie	<ul style="list-style-type: none"> • Émigration excessive • Ventes excessives de bêtes • Déscolarisation des enfants, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Informateurs clés dans les communautés • Marchés • Enseignants et parents 	Tous les deux mois
Récolte	<ul style="list-style-type: none"> • Rendement des cultures d'aliments de base 	<ul style="list-style-type: none"> • Informateurs clés dans les communautés • Personnel local et central du Ministère de l'agriculture • ONG 	À l'époque de la récolte
Prix sur les marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Prix des aliments de base • Prix des légumes • Prix du bois de feu 	<ul style="list-style-type: none"> • Informateurs clés dans les communautés • Commerçants • Personnel local et central du Ministère du commerce 	Toutes les deux semaines ou une fois par mois
Commerce transfrontalier	<ul style="list-style-type: none"> • Prix des deux côtés de la frontière • Volumes importés/ exportés 	<ul style="list-style-type: none"> • Commerçants • Personnel local du Ministère du commerce et des douanes 	Une fois par mois

.../...

Information/ aspect à surveiller	Données nécessaires	Sources	Calendrier
Bétail	<ul style="list-style-type: none"> • Prix du bétail • État sanitaire du bétail • État des pâtures 	<ul style="list-style-type: none"> • Informateurs clés dans les communautés • Commerçants • Personnel local et central du Ministère de l'agriculture 	Une fois par mois durant la saison sèche
....			

Partie V

Compilation et communication des résultats d'une EFSA



Table des matières de la Partie V

1	Introduction	247
2	Structure du rapport	248
3	Contrôle de la qualité du rapport	254
4	Communication des résultats de l'EFSA	255
4.1	Utilisateurs du rapport de l'EFSA et moyens de communication	255
4.2	Note de synthèse d'une EFSA	256
4.3	Atelier ou réunion de présentation des résultats	257
4.4	Diffusion par courrier électronique ou sur papier	258
4.5	Médias	258
4.6	Sites Web et bulletins d'information	259
4.7	Sensibilisation aux recommandations d'interventions non alimentaires	259

Introduction

Le rapport est le produit final d'une EFSA. Il fournit une synthèse des résultats destinée aux parties prenantes qui n'ont pas participé à l'évaluation des besoins: décideurs du PAM ou des organisations partenaires et autres acteurs clés tels que les partenaires gouvernementaux et les donateurs potentiels. Il est essentiel que l'analyse et les recommandations dégagées soient communiquées de manière claire et concise, afin que les parties prenantes puissent comprendre la situation et prendre les mesures adéquates.

L'objet de la **cinquième et dernière partie** du manuel EFSA, est triple:

- présenter la structure du rapport;
- expliquer le système de contrôle de la qualité des EFSA, qui repose sur l'examen du rapport;
- donner des orientations sur la communication des conclusions et des recommandations des EFSA.

Structure du rapport

La structure du rapport d'une EFSA est indiquée dans le tableau 5.1. Lors de l'établissement du document, il convient de garder les points suivants à l'esprit:

- Il n'est pas nécessaire de reprendre tous les éléments du tableau 5.1 dans chaque rapport: seules les questions pertinentes doivent être incluses.
- Dans la section II du rapport, il est très important d'expliquer clairement la méthodologie et les limites de l'évaluation. Ces précisions assurent la transparence du processus et permettent au lecteur de se faire une idée de la fiabilité des informations fournies.
- Le rapport doit être détaillé tout en restant concis. En principe, il doit comporter 30 à 40 pages au plus et donner des précisions supplémentaires en annexes.
- Le résumé ne doit pas dépasser quatre pages.
- Il faut que les sections du rapport s'enchaînent logiquement et que le processus d'analyse apparaisse clairement. Le lecteur doit pouvoir déterminer facilement comment l'équipe d'évaluation est parvenue à ses conclusions.
- Le cas échéant, les constatations et conclusions doivent être illustrées par des cartes et des graphiques précis.

Remarque: le modèle de rapport d'une EFSA présenté au tableau 5.1 est fourni à titre indicatif. Le contenu réel du rapport dépend des objectifs et du mandat de l'évaluation.

Tableau 5.1. Modèle de rapport d'une EFSA

	Présentation du contenu
Résumé	<ul style="list-style-type: none"> • Finalités d'une EFSA - les principaux objectifs • Brève description des zones couvertes • Ampleur et gravité de la malnutrition • Ampleur et gravité de l'insécurité alimentaire des ménages, chiffres à l'appui • Étendue des risques actuels pesant sur les vies humaines et les moyens de subsistance, avec indication des éventuelles solutions de dernier recours adoptées pour survivre • Localisation des ménages en situation d'insécurité alimentaire, à l'aide d'une carte le cas échéant • Caractéristiques (moyens de subsistance, sexe, etc.) des personnes et des ménages en situation d'insécurité alimentaire • Facteurs d'insécurité alimentaire, risques menaçant les vies humaines et les moyens de subsistance • Évolution probable de la situation • Ensemble des besoins d'assistance et actions déjà planifiées par d'autres organisations • Interventions recommandées, destinataires et durée • Besoins en termes de suivi, de réévaluation périodique et de planification des mesures d'urgence
I. Contexte	<ul style="list-style-type: none"> • Type de crise, date/période, évolution de la situation; assistance fournie depuis la dernière évaluation si une intervention est en cours • Zones et groupes de population touchés • Contexte général: économie, agriculture, politique, sécurité, etc. • Justification d'une EFSA: première évaluation suite à un choc soudain ou à une alerte lors d'une crise à évolution lente, préparation à une nouvelle opération d'urgence ou intervention prolongée de secours d'urgence? • Type de l'EFSA: quand a-t-elle été entreprise? est-ce une première évaluation (initiale, rapide ou approfondie) ou une réévaluation (rapide ou approfondie)?
II. Objectifs et méthodes de l'EFSA	<p>2.1 Objectifs Objectif principal et autres buts spécifiques de cette EFSA</p>
	<p>2.2 Méthodes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenariats et processus de consultation avant, pendant et après le travail sur le terrain: partenaires gouvernementaux, organismes mobilisés • Adaptation au contexte local du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle: rôle des différents partenaires, hypothèses utilisées pour élaborer l'EFSA et sélectionner les données à collecter • Sources de données (données secondaires, ménages, informateurs clés, groupes de concertation) et type des informations collectées auprès de chacune d'elles; description en annexe des outils employés pour recueillir ces renseignements • Méthode d'échantillonnage: zones et groupes de population couverts, échantillonnage aléatoire ou par choix raisonné, modalités d'échantillonnage; description en annexe des procédures utilisées le cas échéant • Type d'analyse: données statistiques et/ou qualitatives; description de l'analyse en annexe le cas échéant • Composition et formation de l'équipe • Limites des méthodes adoptées (échantillonnage, couverture, biais possibles)

.../...

	Présentation du contenu
<p>III. Mortalité et situation nutritionnelle <i>Remarque: si aucune information relative à la situation nutritionnelle n'a été collectée directement lors de l'EFSA et que l'on dispose uniquement de données secondaires, cette section peut être insérée à la suite de la section V ou intégrée à celle-ci.</i></p>	<p>Remarque: les données relatives à la mortalité sont présentées uniquement lorsqu'elles sont directement accessibles et pertinentes.</p> <p>3.1 Taux actuels de mortalité et gravité à l'échelle des populations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taux actuels de mortalité infantile et de mortalité des enfants de moins de 5 ans: dates de collecte des informations; données primaires ou secondaires • Gravité indiquée par les taux de mortalité infantile et de mortalité des enfants de moins de 5 ans, par rapport aux seuils standard • Évolution des taux de mortalité infantile et des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans au cours des derniers mois, le cas échéant
	<p>3.2 Situation nutritionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévalence de la malnutrition (aiguë, chronique) déterminée à partir de mesures anthropométriques directes ou de données secondaires • Gravité indiquée par les taux de malnutrition de la population comparés aux seuils standard et aux normes saisonnières locales • Tendances de l'évolution des taux de malnutrition, le cas échéant
	<p>3.3 Services de santé et situation sanitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Effet de la crise sur l'accès aux services de santé • Accès aux services de santé et difficultés rencontrées: contraintes matérielles, problème économique, effectifs, approvisionnement, équipements • Prévalence et causes des principales maladies • Couverture vaccinale contre les principales maladies infectieuses • Lien et corrélation entre les maladies et la situation nutritionnelle
	<p>3.4 Eau, assainissement et conditions de logement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Effet de la crise sur l'accès à l'eau et la qualité de l'eau • Effet de la crise sur l'assainissement et l'hygiène • Effet de la crise sur le logement • Sources d'eau - qualité de l'eau • Difficultés d'accès à l'eau • Lien et corrélation entre l'accès à l'eau/la qualité de l'eau et la situation nutritionnelle • Systèmes d'assainissement • Lien et corrélation entre les systèmes d'assainissement et la situation nutritionnelle • Conditions de logement • Lien et corrélation entre le logement et la situation nutritionnelle
	<p>3.5 Pratiques de soins</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pratiques actuelles d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants: prévalence de l'allaitement maternel, âge auquel l'alimentation est diversifiée, etc. • Principales personnes s'occupant des nourrissons et des jeunes enfants: âge, éducation, etc. • Lien et corrélation entre les pratiques de soins et la situation nutritionnelle
	<p>3.6 Sécurité alimentaire des ménages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lien et corrélation entre la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des ménages (une description détaillée de la sécurité alimentaire des ménages doit être incluse dans la section V)

	Présentation du contenu
IV. Marchés	4.1 Structure et approvisionnement des marchés <ul style="list-style-type: none"> • Effet de la crise sur l'accès aux marchés, ainsi que sur leur structure, leur niveau d'activité et leur approvisionnement • Emplacement des marchés dans la ou les zone(s) • Niveau de l'activité commerciale: nombre de commerçants, types de marchandises, etc. • Niveau d'approvisionnement des principales denrées de base: volumes disponibles sur les marchés et dans les stocks des commerçants; comparaison avec la situation antérieure (par rapport à ces derniers mois et à la même saison les années passées)
	4.2 Niveaux et tendances des prix alimentaires sur les marchés <ul style="list-style-type: none"> • Prix actuels des produits alimentaires sur les marchés, différences avec les normes saisonnières, tendances
	4.3 Principales difficultés lors des échanges <ul style="list-style-type: none"> • Transfert des marchandises des zones excédentaires vers les zones déficitaires: ce transfert a lieu/n'a pas lieu • Entraves aux échanges du point de vue des commerçants
V. Situation de la sécurité alimentaire des ménages	5.1 Analyse de la sécurité alimentaire <ul style="list-style-type: none"> • Consommation alimentaire • Accès à l'alimentation • Groupes partageant le même niveau de sécurité alimentaire
	5.2 Caractéristiques des moyens de subsistance des ménages en situation d'insécurité alimentaire <ul style="list-style-type: none"> • Avoirs humains: problématique hommes/femmes, quantité, éducation (assiduité, niveau), santé • Avoirs naturels: récoltes et production animale /halieutique - niveaux, dégâts, utilisations pour la consommation personnelle ou comme source de revenus • Avoirs matériels: avoirs personnels et productifs - avoirs détenus, vendus • Avoirs et stratégies économiques: sources de revenus, migration/ envois de fonds par des proches, épargne, dépenses (alimentaires et non alimentaires), sources de nourriture, endettement • Avoirs sociaux: structures de soutien, mécanismes de solidarité, programmes d'assistance en cours
	5.3 Stratégies de survie <ul style="list-style-type: none"> • Stratégies de survie adoptées pour accéder à l'alimentation et obtenir un revenu • Risques pour les vies humaines et les moyens de subsistance engendrés par ces stratégies, le cas échéant • Liens entre la situation de la sécurité alimentaire et les stratégies de survie
VI. Principaux problèmes et priorités des ménages et des informateurs clés	6.1 Principaux problèmes
	6.2 Principaux besoins d'assistance exprimés par les populations

.../...

	Présentation du contenu
VII. Conclusions sur la situation de la nutrition et de la sécurité alimentaire	7.1 Résumé de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle <ul style="list-style-type: none"> Gravité de l'insécurité alimentaire, déterminée à partir de la consommation alimentaire, de l'accès à l'alimentation et des stratégies de survie Gravité de la malnutrition à l'échelle de la population
	7.2 Groupes les plus touchés par l'insécurité alimentaire et risques pour les vies humaines et les moyens de subsistance <ul style="list-style-type: none"> Principales caractéristiques des personnes souffrant d'insécurité alimentaire, de malnutrition, ou des deux Distinction entre insécurité alimentaire chronique et transitoire Principaux facteurs associés à l'insécurité alimentaire et risques menaçant des vies humaines et les moyens de subsistance Critères de ciblage envisagés Estimation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire
	7.3 Localisation des personnes en situation d'insécurité alimentaire
VIII. Scénarios et options d'intervention	8.1 Prévisions et scénarios <ul style="list-style-type: none"> Chocs attendus dans les 3, 6 et 12 prochains mois et au-delà Opportunités anticipées dans les 3, 6 et 12 prochains mois et au-delà Groupes susceptibles d'être touchés ou concernés par ces chocs et opportunités Scénario le plus probable (chocs, opportunités et groupes correspondants) Scénario le plus pessimiste pour la préparation aux situations d'urgence et la planification des mesures d'urgence (chocs, opportunités et groupes correspondants)
	8.2 Options d'intervention à court et moyen termes <ul style="list-style-type: none"> Options liées aux interventions immédiates à court terme Options liées aux interventions à moyen terme
	8.3 Analyse des options d'intervention: forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) <ul style="list-style-type: none"> Analyse SWOT des différentes options
IX. Recommandations	9.1 Recommandations relatives aux interventions <ul style="list-style-type: none"> Interventions recommandées pour sauver des vies humaines et protéger les moyens de subsistance, en fonction des résultats de l'analyse SWOT Bénéficiaires visés, avec indication des critères et des mécanismes de ciblage Type(s) d'assistance, quantités, dates de début et de fin
	9.2 Recommandations relatives au suivi, à la réévaluation et à la planification des mesures d'urgence <ul style="list-style-type: none"> Indicateurs à surveiller au cours des mois à venir pour mesurer l'évolution de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle Calendrier et type de réévaluation à réaliser le cas échéant Nécessité de la planification de mesures d'urgence

	Présentation du contenu
Annexes	<ul style="list-style-type: none"> • Mandat de l'évaluation
	<ul style="list-style-type: none"> • Liste des membres de l'équipe
	<ul style="list-style-type: none"> • Outils employés pour la collecte des données: questionnaires, listes de référence
	<ul style="list-style-type: none"> • Informations sur les procédures d'échantillonnage si nécessaire
	<ul style="list-style-type: none"> • Cartes représentant la répartition des populations touchées et la gravité de l'insécurité alimentaire
	<ul style="list-style-type: none"> • Liste des documents exploités (données secondaires)
	<ul style="list-style-type: none"> • Résumé des consultations menées avec les parties prenantes
	<p>Annexes facultatives</p> <ul style="list-style-type: none"> • Description de la situation des ménages en termes de disponibilités alimentaires, d'accès à l'alimentation et de consommation alimentaire: de façon générale, par groupe de subsistance et par zone géographique • Description des liens entre les facteurs de sécurité alimentaire, de santé et de soins • Description des avoirs et des stratégies de subsistance ainsi que de l'environnement des ménages: de façon générale, par groupe de subsistance et par zone géographique

Contrôle de la qualité du rapport

Le rapport doit être soumis à un contrôle de qualité afin de vérifier:

- qu'il contient toutes les informations nécessaires;
- que le processus d'analyse est clair et que le lecteur peut déterminer comment l'équipe d'évaluation est parvenue à ses conclusions.

Au PAM, le contrôle de la qualité est effectué par des évaluateurs expérimentés en poste dans la région concernée ou au Siège ou par un membre compétent de la direction du bureau de pays n'ayant pas participé directement à l'évaluation. L'opération consiste notamment à compléter une fiche de contrôle de la qualité (QMC) au format électronique.

Les résultats de la fiche de contrôle de la qualité sont transmis à l'équipe qui a conduit l'EFSA afin de contribuer au processus d'apprentissage et à l'amélioration des EFSA futures. Le PAM utilise la fiche de contrôle de la qualité pour décider si le rapport peut être diffusé sur le site Web public (voir **section 4.6**) ou s'il doit être modifié.

Communication des résultats de l'EFSA

4.1. Utilisateurs du rapport de l'EFSA et moyens de communication

Le rapport de l'EFSA doit permettre aux décideurs du PAM et de ses partenaires de comprendre la nature de la crise et de déterminer les types d'intervention susceptibles d'être utiles. Il peut également aider les donateurs à définir l'affectation des ressources. En conséquence, il est crucial de communiquer les conclusions et les recommandations de l'évaluation en termes explicites.

Les rapports des EFSA peuvent être exploités par un vaste éventail de parties prenantes, comme l'indique l'encadré ci-après.

Encadré 5.1. Utilisateurs potentiels du rapport d'une EFSA

PAM

- Les directeurs de pays ont besoin d'informations fiables à jour pour décider de la marche à suivre face à la crise.
- Les responsables en poste au siège, dans les bureaux de pays ou dans les bureaux régionaux doivent disposer d'informations susceptibles d'être communiquées aux gouvernements et aux partenaires humanitaires. Cet aspect est déterminant pour la coordination et la transparence des opérations.
- Les chargés de programmes ont besoin d'informations qui pourront les aider à concevoir ou à réorienter les interventions.
- Les personnes chargées de la mobilisation des fonds doivent bénéficier d'informations soigneusement compilées et solidement argumentées à présenter aux donateurs.

Autres organismes et partenaires

- Les gouvernements hôtes utilisent les informations pour leurs propres programmes et décisions de politique générale.
- Les partenaires des Nations Unies et des ONG exploitent les informations des EFSA lors de l'élaboration de leurs programmes.
- Les partenaires d'exécution du PAM doivent connaître les tenants et les aboutissants des programmes qu'ils entreprennent.
- Les donateurs ont besoin d'informations précises lorsqu'ils affectent leurs ressources.
- Les médias doivent posséder des informations fiables pour rendre compte de la situation de manière précise et objective.

Les informations peuvent être communiquées par divers moyens:

- note de synthèse;
- ateliers de pays et présentations destinées aux parties prenantes;
- diffusion par courrier électronique et postal des documents de l'EFSA (rapport et note de synthèse);
- médias d'information (télévision, radio et presse écrite);
- sites Web du PAM et des partenaires ayant participé à l'EFSA;
- sensibilisation, lorsque les interventions recommandées dépassent le champ d'action du PAM et de ses partenaires.

Encadré 5.2. Procédures du PAM en matière de communication des résultats d'une EFSA

Lorsqu'une EFSA est dirigée par le PAM, il revient au directeur de pays de diffuser les résultats. Cette attribution favorise la transparence et renforce les liens entre les recommandations de l'évaluation et les décisions relatives à la programmation et au financement.

Lorsque le PAM participe à une EFSA sans la diriger, le directeur de pays doit collaborer avec le responsable de l'évaluation pour obtenir un rapport final de qualité et diffuser celui-ci rapidement.

4.2. Note de synthèse d'une EFSA

La note de synthèse aussi appelés «brief» s'adresse aux décideurs des opérations humanitaires et autres interventions relatives à la sécurité alimentaire. Ces personnes ne sont pas des spécialistes et n'ont pas besoin de connaître le détail de l'analyse, mais elles doivent avoir une vision claire et précise de la situation.

Il s'agit d'un document distinct du résumé présenté au début du rapport. Les informations fournies doivent permettre aux destinataires de prendre des décisions, notamment en matière de programmation, d'affectation des ressources et de ciblage et doivent donc être à la fois concises et complètes.

La note de synthèse est établie par le chef d'équipe et approuvée par le directeur de pays. Elle est rédigée dès que l'analyse de l'évaluation et les recommandations sont terminées. *Elle peut être élaborée avant la finalisation du rapport* et utilisée avant la publication de la version complète de ce dernier afin d'alerter rapidement les donateurs et les partenaires s'il y a lieu.

Le document ne doit pas dépasser trois pages. Il doit être rédigé dans un langage clair et non technique et contenir des éléments visuels tels que des cartes, des tableaux, des diagrammes et des graphiques. Cette note doit également comporter le nom et les coordonnées des personnes chargées de l'évaluation. Ses principales composantes sont résumées dans le tableau ci-après.

Tableau 5.2. Contenu de la note de synthèse

	Principaux éléments à indiquer
Nature de la crise	<ul style="list-style-type: none"> • Choc soudain ou crise chronique • Type: tremblement de terre, conflit, etc.
Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Résumé des répercussions sur la nutrition, les disponibilités alimentaires, l'accès à l'alimentation et la consommation alimentaire
Population touchée	<ul style="list-style-type: none"> • Estimation du nombre de personnes et de ménages en situation d'insécurité alimentaire • Description et localisation des groupes souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition
Raisons pour lesquelles les personnes sont exposées	<ul style="list-style-type: none"> • Principaux facteurs associés à l'insécurité alimentaire et risques menaçant des vies humaines ou les moyens de subsistance
Scénario futur le plus probable	<ul style="list-style-type: none"> • Explication de l'évolution la plus probable de la situation et identification des groupes concernés • Prédiction du nombre de personnes risquant de se trouver en situation d'insécurité alimentaire (dans les 3, 6 et 12 prochains mois)
Interventions recommandées	<ul style="list-style-type: none"> • Type(s) d'interventions, avec un résumé des ressources nécessaires • Objectifs • Groupes et nombre de destinataires ciblés • Dates de début et de fin

Un modèle de note de synthèse est fourni à l'**annexe 6**.

4.3. Atelier ou réunion de présentation des résultats

Pour chaque EFSA, il convient d'organiser un atelier ou une réunion de clôture afin de présenter les résultats aux représentants des différents partenaires:

- ministères;
- organismes des Nations Unies;
- ONG nationales et internationales travaillant dans les secteurs concernés;
- partenaires d'exécution du PAM;
- organismes donateurs.

La finalité de cette réunion est la suivante:

- présenter les principales constatations et recommandations dégagées lors de l'EFSA et répondre aux questions des partenaires;
- relever les observations et les suggestions des participants à la réunion;
- inviter les partenaires à approuver les recommandations, dans la mesure du possible, après avoir adapté celles-ci suite à la réunion le cas échéant.

Cette réunion est l'occasion de se forger une compréhension commune du problème. Elle a lieu après la formulation des conclusions et des recommandations,

mais avant que soient prises les décisions finales sur les interventions à réaliser. Les observations communiquées pendant son déroulement peuvent donc être prises en compte lors de la finalisation des recommandations.

Les EFSA comportent généralement des recommandations portant sur des interventions alimentaires et non alimentaires. Au cours de la réunion de présentation, le PAM peut expliquer la nécessité d'opérations non alimentaires à d'autres parties prenantes susceptibles d'apporter leur contribution.

Pour encourager la participation, il faut planifier la réunion aussi longtemps que possible à l'avance. Lors des EFSA relatives aux situations d'urgence à évolution lente, il est possible d'organiser une série de réunions et d'ateliers décentralisés au niveau des districts de manière à élargir la base de consultation.

Avant la réunion, il convient de distribuer le projet de note de synthèse (ou de rapport complet s'il est prêt à être communiqué) afin que les participants en prennent connaissance. La note de synthèse et le rapport seront modifiés à l'issue de la réunion à partir des observations qui auront été formulées.

4.4 Diffusion par courrier électronique ou sur papier

Au PAM, il revient au directeur de pays de diffuser les résultats d'une EFSA (voir encadré 5.2). Une fois finalisés, le rapport et la note de synthèse sont envoyés par messagerie électronique à tous les acteurs et partenaires. Cette diffusion est réalisée systématiquement, après compilation, au Siège ainsi qu'aux échelons national et régional, de la liste des organismes concernés. Des exemplaires papier peuvent être distribués ou envoyés par courrier postal aux parties prenantes les plus importantes.

4.5. Médias

Les médias sont un canal important de diffusion des informations. Les chargés de l'information en poste aux échelons national et régional doivent être informés de la réalisation de l'EFSA ainsi que de son avancement, de ses conclusions et de ses recommandations. Ils pourront ainsi transmettre ces renseignements aux médias par les moyens appropriés.

Les informations peuvent être communiquées par différentes voies:

- communiqués de presse;
- notes d'information destinées aux médias;
- points d'actualité;
- conférences de presse;
- sites Web.

Le communiqué de presse est le moyen le plus répandu de transmettre les résultats d'une EFSA aux médias. Le message véhiculé est direct, utilise un langage non technique et est adapté aux besoins des journalistes. Il est rédigé par le chargé de l'information qui doit respecter des indications précises.

C'est le directeur de pays qui décide de la publication d'un communiqué de presse. Cette décision dépend notamment de l'importance et de l'actualité des résultats, du contexte politique et des fonds nécessaires. Le communiqué peut être diffusé dans le pays touché uniquement, mais aussi aux échelles régionale et internationale.

4.6 Sites Web et bulletins d'information

Une fois qu'il a été approuvé par le directeur de pays, le rapport de l'EFSA est généralement envoyé à l'unité compétente du Siège. Au PAM, tous les rapports EFSA doivent être adressés au Service de l'analyse de la sécurité alimentaire (OMXF). Une fois que le rapport a été soumis au contrôle de qualité (voir **chapitre 3**), OMXF le publie sur les sites Web interne et public du PAM.

Les rapports peuvent également être diffusés sur d'autres sites Web:

- ReliefWeb, géré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires - les rapports peuvent être envoyés par messagerie électronique à l'adresse submit@reliefweb.int;
- centres d'information humanitaire, gérés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires dans les pays touchés par une catastrophe;
- sites Web de l'équipe de pays des Nations Unies dans le pays concerné.

4.7 Sensibilisation aux recommandations d'interventions non alimentaires

Suite à une crise, une EFSA peut recommander des interventions alimentaires, mais aussi non alimentaires. En effet, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle peut revêtir de multiples facettes, et il est parfois nécessaire d'intervenir dans des domaines tels que l'éducation, la promotion de l'hygiène, l'eau et l'assainissement, le développement des infrastructures et l'agriculture.

Le PAM n'est pas toujours en mesure de mettre en œuvre toutes les interventions recommandées et doit ainsi encourager le gouvernement ou d'autres organisations à le faire. La réunion de présentation (voir **section 4.3**) est le point de départ de discussions avec les partenaires susceptibles d'apporter leur contribution. Elle doit être suivie de réunions plus ciblées avec les organismes intéressés. La finalité de ces réunions est la suivante:

- présenter en détail les raisons pour lesquelles certaines interventions ont été recommandées;
- mettre l'accent sur la nature complémentaire de différentes interventions alimentaires et non alimentaires;
- rechercher la participation d'autres organisations aux interventions réalisées dans des secteurs particuliers.

Il est généralement nécessaire d'organiser plusieurs réunions de ce type.

Annexes



Annexes

Annexe 1: Questionnaire type destiné aux ménages	263
Annexe 2: Questionnaire type destiné aux informateurs clés	281
Annexe 3: Exemple de liste de référence des discussions avec les groupes de concertation	291
Annexe 4: Principaux avantages et inconvénients des options d'intervention sélectionnées	301
Annexe 5: Principales options d'intervention et informations nécessaires pour juger de leur adéquation	304
Annexe 6: Format standard d'une note de synthèse de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence	325

Annexe 1: Questionnaire type destiné aux ménages

ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Code de référence du questionnaire

Questionnaire destiné aux ménages

Nom de la ville/du village: _____ Code de la ville/du village:

Code de la région:

Nom de la rue/du quartier: _____ Code de la rue/du quartier:

[INCLUS UNIQUEMENT POUR LES ÉVALUATIONS EN MILIEU URBAIN]

Code de la grappe: Numéro de questionnaire destiné aux ménages:

Date: / / Numéro d'équipe:

jour mois année

Noms des enquêteurs: _____ / _____

Accord:

Nous réalisons une enquête sur la sécurité alimentaire des ménages de _____. Nous souhaiterions vous poser quelques questions sur votre famille et déterminer la taille et le poids de tous les enfants âgés de moins de 5 ans qui vivent dans votre foyer [FACULTATIF]. La réponse aux questions prend généralement 15 à 20 minutes [MODIFIER SI NÉCESSAIRE].

Les informations que vous nous fournirez seront traitées en toute confidentialité et ne seront pas communiquées à d'autres personnes. Votre participation s'effectue sur une base volontaire, et vous pouvez choisir de ne pas répondre à certaines questions. Toutefois, nous espérons que vous accepterez de répondre à ce questionnaire, car votre avis est important. Avez-vous des questions? Pouvons-nous commencer?

ANNEXES

I - COMPOSITION DU MÉNAGE ET FRÉQUENTATION SCOLAIRE

1.1	Qui est le chef du ménage? S'agit-il d'un homme ou d'une femme?	1 = Homme / 2 = Femme	<input type="text"/> <input type="text"/>
1.2	Quel âge a le chef du ménage?		<input type="text"/> <input type="text"/> ans
1.3	Quelle est la situation matrimoniale du chef du ménage? [Ne pas poser cette question lorsqu'il existe des données de référence et que la situation/le profil ne devrait pas avoir changé.] 1 = Marié(e) 2 = Veuf/veuve 3 = Séparé(e)/divorcé(e) 4 = Union libre 5 = Jamais marié(e)		<input type="text"/> <input type="text"/>
1.4	Combien de personnes au total vivent actuellement dans le ménage?		<input type="text"/> <input type="text"/> personnes
Combien d'enfants et d'adultes vivent actuellement dans le ménage?		Hommes	Femmes
0 à 5 ans		1.5 <input type="text"/>	1.6 <input type="text"/>
6 à 11 ans [ADAPTER LES LIMITES D'ÂGE SI NÉCESSAIRE]		1.7 <input type="text"/>	1.8 <input type="text"/>
12 à 17 ans [ADAPTER LES LIMITES D'ÂGE SI NÉCESSAIRE]		1.9 <input type="text"/>	1.10 <input type="text"/>
18 à 63 ans [ADAPTER LES LIMITES D'ÂGE SI NÉCESSAIRE]		1.11 <input type="text"/>	1.12 <input type="text"/>
Personnes âgées (plus de 63 ans) [ADAPTER LES LIMITES D'ÂGE SI NÉCESSAIRE]		1.13 <input type="text"/>	1.14 <input type="text"/>
1.15	Combien de femmes enceintes vivent dans le ménage? <i>Inscrire "0" si aucune femme enceinte ne vit dans le ménage.</i>		<input type="text"/>
1.16	Combien de mères allaitantes vivent dans le ménage? <i>Inscrire "0" si aucune mère allaitante ne vit dans le ménage.</i>		<input type="text"/>

.../...

1.17	Des membres adultes (18-59 ans) ont-ils été malades ou diminués physiquement pendant au moins 3 mois au cours des 12 derniers mois? <i>Inscrire "0" si aucun membre du ménage n'a été dans ce cas.</i>								<input type="checkbox"/>
1.18	TOUS les enfants d'âge primaire vont-ils régulièrement en classe depuis 6 mois? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN INDIQUANT "DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE SCOLAIRE/ DE LA CRISE", PAR EXEMPLE.]	0 = Non / 1 = Oui 99 = Sans objet							<input type="checkbox"/> → Si la réponse est Oui ou 99, passer au point 1.21. Vérifier le renvoi.
Pour quelle raison principale les enfants ne fréquentent-ils pas régulièrement l'école? [ADAPTER LES RÉPONSES POSSIBLES SI NÉCESSAIRE.]				Filles		Garçons			
1 = Maladie/handicap 2 = Impossible de payer les frais de scolarité, les uniformes, les livres 3 = Impossible de payer le transport/école éloignée 4 = Mariage précoce (fille) 5 = Enseignant absent/enseignement de mauvaise qualité 6 = Installations scolaires insuffisantes (bâtiment, toilettes, etc.) 7 = Aucune école pour les filles/aucune enseignante disponible 8 = Aucune école avec internat 9 = Tâches ménagères non rémunérées (soins aux enfants, nettoyage, etc.) 10 = Travail non rémunéré des enfants pour le ménage (travaux agricoles, entreprise familiale, etc.) 11 = Travail des enfants contre une rémunération ou des vivres (travail occasionnel, petit commerce, mendicité, etc.) 12 = Manque de motivation 13 = Autres raisons (<i>préciser</i>) _____ 99 = Sans objet				1.19	<input type="checkbox"/>	1.20	<input type="checkbox"/>		
1.21	[Poser éventuellement cette question si la fréquentation d'un établissement secondaire est un problème ou si une aide alimentaire/des rations alimentaires sont fournies pour encourager la fréquentation des écoles secondaires par les filles.] TOUS les enfants d'âge secondaire vont-ils régulièrement en classe depuis 6 mois? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN INDIQUANT "DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE SCOLAIRE/ DE LA CRISE", PAR EXEMPLE.]	0 = Non / 1 = Oui 99 = Sans objet							<input type="checkbox"/> → Si la réponse est Oui ou 99, passer à la section II.
Pour quelle raison principale les enfants ne fréquentent-ils pas régulièrement l'école? [ADAPTER LES RÉPONSES POSSIBLES SI NÉCESSAIRE.]				Filles		Garçons			
1 = Maladie/handicap 2 = Impossible de payer les frais de scolarité, les uniformes, les livres 3 = Impossible de payer le transport/école éloignée 4 = Mariage précoce (fille) 5 = Enseignant absent/enseignement de mauvaise qualité 6 = Installations scolaires insuffisantes (bâtiment, toilettes, etc.) 7 = Aucune école pour les filles/aucune enseignante disponible 8 = Aucune école avec internat 9 = Tâches ménagères non rémunérées (soins aux enfants, nettoyage, etc.) 10 = Travail non rémunéré de l'enfant pour le ménage (travaux agricoles, entreprise familiale, etc.) 11 = Travail de l'enfant contre une rémunération ou des vivres (travail occasionnel, petit commerce, mendicité, etc.) 12 = Manque de motivation 13 = Autres raisons (<i>préciser</i>) _____ 99 = Sans objet				1.22	<input type="checkbox"/>	1.23	<input type="checkbox"/>		

II - ACCÈS AU LOGEMENT, À L'EAU ET À L'ÉNERGIE

2.1	<p>[Poser cette question si elle est pertinente pour cette évaluation et au regard de ce contexte. Modifier la formulation en cas de déplacement de population.] Quand êtes-vous arrivé(e) ici (personne déplacée ou résidente)? [ADAPTER LES PÉRIODES DE RÉFÉRENCE, EN UTILISANT LA DATE DU PREMIER DÉPLACEMENT ET CELLE DE L'ÉVALUATION COMME POINTS DE REPÈRE.] 1 = Résident(e) 2 = Déplacé(e) il y a moins de 3 mois 3 = Déplacé(e) il y a 3 à 6 mois 4 = Déplacé(e) il y a 6 à 12 mois 5 = Déplacé(e) il y a plus de 12 mois</p>		<p><input type="checkbox"/></p> <p>Si la réponse est 1, passer au point 2.3.</p>
2.2	<p>Pour quelle raison principale êtes-vous venu(e) ici? [ADAPTER LES RÉPONSES POSSIBLES SI NÉCESSAIRE.] 1 = Insécurité sur le lieu d'origine (conflit, menaces - peut inclure la perte de la maison, de la terre, des animaux) 2 = Perte ou insuffisance des récoltes pour des raisons climatiques (sécheresse, inondations, glissements de terrain) 3 = Mort des animaux pour des raisons climatiques (sécheresse, inondations) 4 = Manque de pâturages ou d'eau pour les animaux 5 = Perte ou manque d'opportunités économiques/manque de travail sur le lieu d'origine 6 = Pour faire paître/boire les animaux 7 = Pour rejoindre d'autres membres de la famille 8 = Pour recevoir un traitement médical 9 = Pour bénéficier d'une éducation/faire des études 10 = Pour une autre raison (<i>préciser</i>) _____</p>		<p><input type="checkbox"/></p>
2.3	<p>Observer et noter le type d'habitation. [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE.]</p>	<p>1 = Maison privée principalement construite en matériaux durables (briques, ciment) 2 = Habitation privée principalement construite en matériaux non durables (planches, plastique, boue, herbe) 3 = Appartement dans un bâtiment de plusieurs étages 4 = Chambre(s) dans une maison ou un appartement partagé 5 = Chambre(s) dans un centre d'hébergement collectif/bâtiment public 6 = Tente/bâche en plastique/abri dans un camp 7 = Autre (<i>préciser</i>) _____</p>	<p><input type="checkbox"/></p> <p>Si la réponse est 5 ou 6 passer au point 2.9.</p>
2.4	<p>Êtes-vous propriétaire de votre logement?</p>	<p>0 = Non / 1 = Oui</p>	<p><input type="checkbox"/> ➔ Si la réponse est Oui, passer au point 2.9.</p>
2.5	<p>Devez-vous payer un loyer pour votre logement?</p>	<p>0 = Non / 1 = Oui</p>	<p><input type="checkbox"/> ➔ Si la réponse est Non, passer au point 2.9.</p>
2.6	<p>Quel est le montant de votre loyer par mois?</p>		<p>[DEVISE LOCALE] _____ </p>
2.7	<p>Avez-vous actuellement des loyers de retard?</p>	<p>0 = Non / 1 = Oui</p>	<p><input type="checkbox"/> ➔ Si la réponse est Non, passer au point 2.9.</p>
2.8	<p>Le nombre de vos loyers de retard a-t-il augmenté au cours des 6 derniers mois? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]</p>	<p>0 = Non / 1 = Oui</p>	<p><input type="checkbox"/></p>

.../...

[ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART; TENIR COMPTE DES ÉVENTUELS PROBLÈMES LIÉS AUX SAISONS (SOURCE D'EAU, ETC.)]	<i>Actuellement</i>		<i>Il y a 6 mois</i>	
<p>[FACULTATIF: si l'on pense que la crise a eu des répercussions sur les aspects ci-après.] Où sont les toilettes utilisées par les membres du ménage? 1 = Latrines à chasse d'eau/toilettes avec eau 2 = Latrines traditionnelles à fosse (sans eau) - fosse à l'air libre (ni toit, ni cloison) 3 = Latrines communales 4 = Aucune/buissons</p>	2.9	_	2.10	_
<p>Où vous procurez-vous l'eau que vous buvez? 1 = Source sûre (eau sous conduite, fontaine publique, puits tubulaire/puits foré, puits protégé, eau de source protégée, eau de pluie, eau en bouteille) 2 = Source non sûre (rivière, puits non protégé, eau de source non protégée, canal)</p>	2.11	_ Si la réponse est 1, passer au point 2.15.	2.12	_ Si la réponse est 1, passer au point 2.15.
<p>Traitez-vous l'eau avant de la boire? 0 = Non 1 = Oui, avec des comprimés de chlore 2 = Oui, en la faisant bouillir 99 = Ne sait pas</p>	2.13		2.14	
<p>[FACULTATIF: si l'on pense que la crise a eu des répercussions sur les aspects ci-après.] Combien de temps vous faut-il pour atteindre la source principale d'eau potable et en revenir (en minutes de marche)? <i>Inscrire "0" si la maison ou le logement est relié à un réseau d'eau.</i></p>	2.15	_ min	2.16	_ min
<p>Quelle est votre principale source d'énergie pour la cuisson des aliments? 1 = Bois 2 = Excréments d'animaux 3 = Électricité 4 = Gaz 5 = Charbon/charbon de bois 6 = Autre (<i>préciser</i>) _____</p>	2.17	_	2.18	_
<p>Quelle principale difficulté éprouvez-vous pour vous procurer du combustible pour la cuisson des aliments? 1 = Distance 2 = Insécurité 3 = Coût 4 = Autre (<i>préciser</i>) _____</p>	2.19	_	2.20	_
<p>Quelle est votre principale source de combustible pour le chauffage? 1 = Bois 2 = Excréments d'animaux 3 = Électricité 4 = Gaz 5 = Charbon/charbon de bois 6 = Autre (<i>préciser</i>) _____</p>	2.21	_	2.22	_

III - CULTURES

Cultivez-vous habituellement (propriété + location)?	un potager familial		0 = Non / 1 = Oui	3.1	3.2	L_ L_ . L_ L_ ha	L_ L_ . L_ L_ ha					
	d'autres terres/champs											
Si le ménage ne cultive PAS de potager ou d'autres terres habituellement, passer à la colonne D ci-dessous, poser la question sur les achats de vivres et continuer avec les colonnes E et F.												
3.3	Avez-vous fait des semis la saison DERNIERE?		0 = Non / 1 = Oui	L_ L_ Si la réponse est Non, passer à la colonne C ci-dessous, poser la question sur la vente de produits alimentaires et continuer avec les colonnes D, E et F.								
[MODIFIER LES 6 CULTURES PRINCIPALES (ou en indiquer moins) SI NECESSAIRE.]	Pratiquez-vous HABITUELLEMENT ces cultures? 0 = Non 1 = Oui Si la réponse est Non, ne pas poser d'autres questions sur ces cultures.	POSER DES QUESTIONS UNIQUEMENT SUR LES CULTURES QUI SONT HABITUELLEMENT PRACTIQUEES PAR LE MENAGE. LAISSER A BLANC SI LE PRODUIT N'EST PAS CULTIVE (NE PAS INSCRIRE ZERO).										
		A Sur quelle superficie avez-vous semé cette saison? [DEFINIR L'UNITÉ DE MESURE AVANT L'ENQUETE.]	B Quelle part des cultures (récolte ou superficie) a été endommagée ou perdue?	C Quelle quantité de ces produits VENEZ-VOUS HABITUELLEMENT? [DEFINIR L'UNITÉ DE MESURE AVANT L'ENQUETE.]	D Quelle quantité de ces produits ACHETEZ-VOUS HABITUELLEMENT pour la consommation familiale par an? [DEFINIR L'UNITÉ DE MESURE AVANT L'ENQUETE.]	E Quelle quantité avez-vous actuellement en stock (production, achats, dons, aide alimentaire, etc.)? [DEFINIR L'UNITÉ DE MESURE AVANT L'ENQUETE.]	F Combien de temps vont durer les stocks destinés à la consommation familiale? <i>Inscrire 0 si moins de 1 mois.</i>					
Tomates	3.4	L_ L_ . L_ L_	3.6	L_ %	3.7	L_ kg	3.8	L_ kg	3.9	L_ kg	3.10	L_ mois
Oignons	3.11	L_ L_ . L_ L_	3.13	L_ %	3.14	L_ kg	3.15	L_ kg	3.16	L_ kg	3.17	L_ mois
Pommes de terre	3.18	L_ L_ . L_ L_	3.20	L_ %	3.21	L_ kg	3.22	L_ kg	3.23	L_ kg	3.24	L_ mois
Blé	3.25	L_ L_ . L_ L_	3.27	L_ %	3.28	L_ kg	3.29	L_ kg	3.30	L_ kg	3.31	L_ mois
Sorgho	3.32	L_ L_ . L_ L_	3.34	L_ %	3.35	L_ kg	3.36	L_ kg	3.37	L_ kg	3.38	L_ mois
Manioc	3.39	L_ L_ . L_ L_	3.41	L_ %	3.42	L_ kg	3.43	L_ kg	3.44	L_ kg	3.45	L_ mois

.../...

3.46	Ferez-vous des semis la saison PROCHAINE?	0 = Non / 1 = Oui	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Si la réponse est Oui, passer au point 4.1.
Pourquoi ne ferez-vous PAS de semis la saison prochaine? [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE, TENIR COMPTE PAR EXEMPLE DE L'INSÉCURITÉ, DES DÉPLACEMENTS DE POPULATION, ETC.]			
3.47	Jardin ou terres trop éloignés		<input type="checkbox"/>
3.48	Insécurité pendant les cultures et la moisson		<input type="checkbox"/>
3.49	Terres inondées/sols emportés		<input type="checkbox"/>
3.50	Manque de semences/plants		<input type="checkbox"/>
3.51	Manque d'irrigation ou sécheresse empêchant la culture		<input type="checkbox"/>
3.52	Manque d'engrais/fertilité médiocre des sols		<input type="checkbox"/>
3.53	Manque de pesticides/maladies des plantes		<input type="checkbox"/>
3.54	Manque d'outils/d'équipements agricoles		<input type="checkbox"/>
3.55	Manque d'installation de stockage/pertes		<input type="checkbox"/>
3.56	Manque de main-d'œuvre		<input type="checkbox"/>
3.57	Manque de débouchés pour la vente des produits		<input type="checkbox"/>
3.58	Absence prévue pendant la saison des semis		<input type="checkbox"/>
3.59	Autres contraintes (<i>préciser</i>)		<input type="checkbox"/>

IV - ANIMAUX

Poser les questions colonne par colonne. [SI CELA A UNE IMPORTANCE DANS LE CONTEXTE, AJOUTER LES PORCS, LES ANIMAUX DE TRAIT/UTILISÉS POUR LE TRANSPORT (chevaux/ânes et buffles, etc..)]	Bovins		Moutons et/ou chèvres		Volailles	
Combien de ces animaux possédez-vous ACTUELLEMENT ?	4.1	<input type="checkbox"/>	4.2	<input type="checkbox"/>	4.3	<input type="checkbox"/>
Possédiez-vous ces animaux il y a 6 mois? 0 = Non / 1 = Oui [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE COMPARAISON.]	4.4	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.2.</i>	4.5	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.3.</i>	4.6	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.25.</i>
Avez-vous vendu des animaux au cours des 6 derniers mois ? 0 = Non / 1 = Oui [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]	4.7	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.19.</i>	4.8	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.20.</i>	4.9	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.21.</i>
Si la réponse est Oui, avez-vous vendu des femelles reproductrices ? 0 = Non / 1 = Oui	4.10	<input type="checkbox"/>	4.11	<input type="checkbox"/>	4.12	<input type="checkbox"/>
Pour quelle raison principale avez-vous vendu des animaux (reproducteurs ou non)? 1 = Besoin d'argent 2 = Âge/maladie des animaux 3 = Stérilité 4 = Manque d'eau 5 = Manque de fourrage/nourriture pour les animaux/pâturages 6 = Autre raison <i>(préciser)</i> _____	4.13	<input type="checkbox"/>	4.14	<input type="checkbox"/>	4.15	<input type="checkbox"/>
Avez-vous vendu plus d'animaux que d'habitude à cette époque de l'année? 0 = Non / 1 = Oui	4.16	<input type="checkbox"/>	4.17	<input type="checkbox"/>	4.18	<input type="checkbox"/>
Des animaux sont-ils morts au cours des 6 derniers mois ? 0 = Non / 1 = Oui [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]	4.19	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.2.</i>	4.20	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.3.</i>	4.21	<input type="checkbox"/> <i>Si la réponse est Non, passer au point 4.25.</i>

.../...

Quelle fut la cause principale de la mort des animaux ? [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE.] 1 = Basses températures 2 = Vieillesse/maladie/avortement 3 = Blessure 4 = Manque d'eau 5 = Manque de fourrage/nourriture pour les animaux 6 = Autre raison (préciser) _____	4.22	_	4.23	_	4.24	_
Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez pour faire de l'élevage ? [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE.]					0 = Non / 1 = Oui	
4.25	Manque d'argent pour acheter des animaux				_	
4.26	Manque d'eau				_	
4.27	Manque de pâturages/aliments pour les animaux trop chers				_	
4.28	Manque d'abris pour les animaux				_	
4.29	Épizooties/manque de services vétérinaires				_	
4.30	Manque de main-d'œuvre pour s'occuper des animaux				_	
4.31	Manque de débouchés pour vendre les animaux/produits de l'élevage				_	
4.32	Vols/pillage				_	
4.33	Autre contrainte (préciser)				_	

V - SOURCES DE REVENUS, SOUTIEN DES PARENTS ET AVOIRS

[ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]	Actuellement		Il y a 6 mois	
Combien de membres du ménage perçoivent un revenu?	5.1	_	5.2	_
Quelle est votre source de revenus la plus importante ? Quelle est la seconde ? [ADAPTER LES CATÉGORIES DE REVENUS SI NÉCESSAIRE.]	Source la plus importante		Deuxième source	
1 = Vente de la production de céréales (blé, maïs, orge) 2 = Vente de légumes ou de fruits 3 = Vente de coton, tabac ou autre culture de rapport 4 = Vente d'animaux/de produits d'origine animale 5 = Travail agricole salarié (emploi comme ouvrier agricole) 6 = Travail non agricole (emploi comme surveillant de magasin, serveur, employé de maison, etc.) 7 = Travail indépendant (taxi, menuisier, électricien, etc.) 8 = Emploi public (enseignant, agent sanitaire, administration) 9 = Emploi dans une entreprise privée ou une ONG 10 = Travail journalier irrégulier, travail occasionnel 11 = Vente de produits artisanaux 12 = Petit commerce (à petite échelle) 13 = Entreprise (à plus grande échelle) 14 = Retraite 15 = Prestations destinées aux ménages, allocations chômage 16 = Envois de fonds par des proches partis ailleurs (à l'intérieur ou à l'extérieur du pays) 17 = Autre (préciser): _____ 99 = 2 ^e source de revenus	5.3	_	5.4	_

.../...

Quelle part de votre revenu total ces deux sources représentent-elles? <i>Utiliser l'empilement proportionnel si nécessaire.</i> <i>Le total peut ne pas atteindre 100 % s'il y a plus de 2 sources de revenus, mais ne doit pas être supérieur à 100 %.</i>		5.5	<input type="text"/> %	5.6	<input type="text"/> %		
Ces deux sources de revenus sont-elles régulières? 1 = Temporaires/occasionnelles 2 = Saisonnnières 3 = Stables/permanentes		5.7	<input type="text"/>	5.8	<input type="text"/>		
5.19	Votre ménage contient-il des membres qui ne travaillent pas mais qui sont actuellement à la recherche d'un emploi ?	0 = Non / 1 = Oui		<input type="text"/>			
5.10	Vos revenus ont-ils changé au cours des 6 derniers mois ? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.] 1 = Aucun changement / 2 = Diminution / 3 = Augmentation	<input type="text"/> Si aucun changement, passer au point 5.12.					
5.11	De combien ont-ils varié (augmentation ou diminution)? <i>Estimer la proportion (en %). Utiliser l'empilement proportionnel si nécessaire.</i>	<input type="text"/> %					
5.12	En cas de besoin, pouvez-vous demander de la nourriture à des parents, des voisins ou des amis ?	0 = Non 1 = Oui		<input type="text"/>			
5.13	Avez-vous reçu un tel soutien au cours des 6 derniers mois ? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]			<input type="text"/>			
5.14	Aidez-vous des parents en leur fournissant des vivres ou de l'argent en ce moment ?			<input type="text"/>			
5.15	Des membres de votre famille ont-ils émigré ?	0 = Non / 1 = Oui		<input type="text"/> Si la réponse est Non, passer au point 5.23.			
Depuis quand sont-ils partis? 1 = Moins de 1 mois 2 = Moins de 6 mois 3 = Entre 6 et 12 mois 4 = Plus de 1 an 99 = Pas de 2 ^e migrant ou pas de 3 ^e migrant		Migrant n° 1		Migrant n° 2		Migrant n° 3	
Pourquoi sont-ils partis? 1 = Travail 2 = Études 3 = Traitement médical 4 = Regroupement familial 5 = Insécurité/menaces 99 = Pas de 2 ^e migrant ou pas de 3 ^e migrant		5.16	<input type="text"/>	5.17	<input type="text"/>	5.18	<input type="text"/>
		5.19	<input type="text"/>	5.20	<input type="text"/>	5.21	<input type="text"/>
5.22	Certains des migrants envoient-ils de l'argent ?	0 = Non / 1 = Oui		<input type="text"/>			

.../...

[ADAPTER LA LISTE SI NÉCESSAIRE.]					
Possédez-vous actuellement les éléments suivants?		0 = Non 1 = Oui	Possédez-vous actuellement les éléments suivants?		0 = Non 1 = Oui
5.23	Réfrigérateur	<input type="checkbox"/>	5.24	Équipement agricole (tracteur, autre)	<input type="checkbox"/>
5.25	Four (électrique, au gaz)	<input type="checkbox"/>	5.26	Outils agricoles (machette, binette, etc.)	<input type="checkbox"/>
5.27	Téléviseur	<input type="checkbox"/>	5.28	Vélo	<input type="checkbox"/>
5.29	Antenne parabolique	<input type="checkbox"/>	5.30	Moto	<input type="checkbox"/>
5.31	Radio	<input type="checkbox"/>	5.32	Voiture, taxi, camion	<input type="checkbox"/>
5.33	Téléphone portable	<input type="checkbox"/>	5.34	Argent liquide, autres économies (bijoux, etc.)	<input type="checkbox"/>
5.35	Machine à coudre	<input type="checkbox"/>	5.36	Compte bancaire	<input type="checkbox"/>

VI - DÉPENSES ET DETTES

En devise locale		Combien avez-vous dépensé en ALIMENTATION la SEMAINE DERNIÈRE?	Combien avez-vous dépensé le MOIS DERNIER en:		
6.1	Pain, blé [MODIFIER LES ALIMENTS DE BASE SI NÉCESSAIRE.]	<input type="text"/>	6.2	Bois de feu/charbon de bois	<input type="text"/>
6.3	Riz	<input type="text"/>	6.4	Gaz/électricité	<input type="text"/>
6.5	Manioc	<input type="text"/>	6.6	Kérosène/pétrole	<input type="text"/>
6.7	Pommes de terre	<input type="text"/>	6.8	Logement (loyer, réparations)	<input type="text"/>
6.9	Huile, beurre, beurre liquide (ghee)	<input type="text"/>	6.10	Eau	<input type="text"/>
6.11	Sucre, miel, confiture	<input type="text"/>	6.12	Santé	<input type="text"/>
6.13	Lait, fromage, yaourt	<input type="text"/>	6.14	Éducation	<input type="text"/>
6.15	Viande, poisson, œufs	<input type="text"/>	6.16	Transports (pour des besoins privés)	<input type="text"/>
6.17	Légumes, fruits	<input type="text"/>	6.18	Vêtements, chaussures	<input type="text"/>
6.19	Arachides en coque, noix	<input type="text"/>	6.20	Savon, articles d'hygiène	<input type="text"/>
6.21	Autres dépenses alimentaires (condiments, boissons, etc.)	<input type="text"/>	6.22	Cérémonies, loisirs	<input type="text"/>
6.23	Repas à l'extérieur, collations, boissons consommées à l'extérieur du foyer	<input type="text"/>	6.24	Remboursement de dettes	<input type="text"/>
			6.25	Toute autre dépense non alimentaire	<input type="text"/>

.../...

6.26	Vos dépenses ont-elles évolué depuis 6 mois ? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.] 1 = Aucun changement 2 = Diminution 3 = Augmentation	__
------	---	----

Quelles dépenses ont changé? 1 = Aucun changement 2 = Diminution 3 = Augmentation	6.27	Alimentation	__	6.28	Santé	__
	6.29	Énergie (cuisine, chauffage, éclairage)	__	6.30	Éducation	__
	6.31	Logement	__	6.32	Transports	__

6.33	Avez-vous des dettes ou crédits à rembourser actuellement?	0 = Non 1 = Oui	__	→ Si la réponse est Non, passer au point 7.1.
6.34	Avez-vous contracté de nouvelles dettes ou de nouveaux emprunts au cours des 6 derniers mois ? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]		__	→ Si la réponse est Non, passer au point 6.36.

6.35	Pour quelle raison principale avez-vous contracté de nouvelles dettes ou de nouveaux emprunts ? 1 = Pour acheter de la nourriture 2 = Pour couvrir des dépenses de santé 3 = Pour payer les frais de scolarité, d'éducation 4 = Pour acheter des intrants agricoles (semences, outils, etc.) 5 = Pour acheter de la nourriture pour les animaux et du fourrage et payer les frais vétérinaires 6 = Pour acheter des animaux 7 = Pour acheter ou louer des terres 8 = Pour acheter ou louer un appartement/une maison 9 = Pour acheter des vêtements, des chaussures 9 = Pour payer des frais de cérémonie 10 = Pour payer un billet de transport/couvrir des frais de migration 11 = Autre raison (<i>préciser</i>) _____	__
------	--	----

6.36	Qui est la principale source de crédit pour toutes vos dettes et tous vos emprunts (récents et anciens)? 1 = Parents (à l'exclusion des envois de fonds de membres ayant émigré à l'étranger) 2 = Marchands/commerçants 3 = Banque/établissement de crédit/projet de microcrédit 4 = Prêteur d'argent 5 = Propriétaire (plus de 1 mois de retard de loyer) 6 = Autre (<i>préciser</i>) _____	__
------	---	----

6.37	Dans combien de mois pensez-vous que vous serez en mesure de rembourser vos dettes ou vos crédits?	__	mois
------	---	----	------

VII - CONSOMMATION ALIMENTAIRE

		Adultes		Enfants de 1 à 5 ans		
Hier, combien de repas ont été pris par les:		7.1	<input type="text"/>	7.2	<input type="text"/>	
Ce nombre est-il différent du nombre habituel?	1 = Supérieur / 2 = Identique / 3 = Inférieur	7.3	<input type="text"/>	7.4	<input type="text"/>	
Ne PAS prendre en compte les petites quantités (moins de 1 cuiller à café/ personne). [ADAPTER LA LISTE SI NÉCESSAIRE, MAIS NE PAS DÉPASSER 13 ou 14 ARTICLES.]	Nombre de jours de consommation de l'aliment au cours des 7 DERNIERS JOURS? 0 = Non consommé 1 = 1 jour 2 = 2 jours 3 = 3 jours 4 = 4 jours 5 = 5 jours 6 = 6 jours 7 = 7 jours	Principale source d'aliments au cours des 7 DERNIERS JOURS? 1 = Cultures familiales/potager 2 = Achat au marché central 3 = Achat au magasin/marché local 4 = Travail contre vivres 5 = Emprunts/dettes 6 = Dons des voisins/parents 7 = Aide alimentaire 8 = Troc ou commerce de biens/services 9 = Récupération de déchets/cueillette d'aliments sauvages 99 = Non consommé au cours des 7 derniers jours ou non consommé habituellement	Où vous procurez-vous HABITUELLEMENT la majeure partie de ces aliments? <i>[Poser la question pour chaque aliment, même s'il n'a pas été consommé au cours des 7 derniers jours.]</i>			
	Pain, blé	7.5	<input type="text"/>	7.6	<input type="text"/>	7.7
Riz	7.8	<input type="text"/>	7.9	<input type="text"/>	7.10	<input type="text"/>
Pommes de terre	7.11	<input type="text"/>	7.12	<input type="text"/>	7.13	<input type="text"/>
Pâtes, biscuits	7.14	<input type="text"/>	7.15	<input type="text"/>	7.16	<input type="text"/>
Haricots, lentilles, pois, noix	7.17	<input type="text"/>	7.18	<input type="text"/>	7.19	<input type="text"/>
Légumes	7.20	<input type="text"/>	7.21	<input type="text"/>	7.22	<input type="text"/>
Fruits	7.23	<input type="text"/>	7.24	<input type="text"/>	7.25	<input type="text"/>
Viande, abats	7.26	<input type="text"/>	7.27	<input type="text"/>	7.28	<input type="text"/>
Œufs	7.29	<input type="text"/>	7.30	<input type="text"/>	7.31	<input type="text"/>
Poisson	7.32	<input type="text"/>	7.33	<input type="text"/>	7.34	<input type="text"/>
Lait, fromage, yaourt	7.35	<input type="text"/>	7.36	<input type="text"/>	7.37	<input type="text"/>
Sucre, miel, confiture	7.38	<input type="text"/>	7.39	<input type="text"/>	7.40	<input type="text"/>
Huile, matières grasses	7.41	<input type="text"/>	7.42	<input type="text"/>	7.43	<input type="text"/>
Aliments vendus dans la rue 1 (<i>préciser le produit le plus fréquent</i>)	7.44	<input type="text"/>	7.45	<input type="text"/>	7.46	<input type="text"/>
Aliments vendus dans la rue 2 (<i>préciser le 2^e produit le plus fréquent</i>)	7.47	<input type="text"/>	7.48	<input type="text"/>	7.49	<input type="text"/>

VIII - CHOCS, STRATÉGIES DE SURVIE ET ASSISTANCE

Quels ont été les principaux chocs ou problèmes auxquels vous avez dû faire face au cours des 6 derniers mois? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.] <u>Ne PAS lire la liste; laisser le ménage répondre spontanément, puis lui demander de fournir les 3 événements les plus importants.</u> [ADAPTER LA LISTE SI NÉCESSAIRE.] 1 = Perte d'emploi/diminution de salaire 2 = Maladie/dépenses de santé 3 = Décès d'un membre du ménage/funérailles 4 = Prix élevé des produits alimentaires 5 = Prix élevé du carburant 6 = Paiement du loyer 7 = Dette à rembourser 8 = Eau non potable/disponible irrégulièrement 9 = Coupure d'électricité/de gaz 10 = Insécurité/vols 11 = Mauvaises récoltes/sécheresse 12 = Problèmes environnementaux (pollution, industries) 13 = Inondations, fortes pluies, glissements de terrain 14 = Autre choc (<i>préciser</i>) 99 = Pas de 2 ^e ou 3 ^e problème mentionné	1 ^{er} problème		2 ^e problème		3 ^e problème	
	8.1	<input type="checkbox"/>	8.2	<input type="checkbox"/>	8.3	<input type="checkbox"/>

8.4	Au cours des 6 derniers mois , avez-vous manqué d'argent pour acheter des vivres ou assurer d'autres dépenses essentielles (santé, combustible pour la cuisson des aliments, frais de scolarité, etc.)? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]	0 = Non 1 = Oui	<input type="checkbox"/>
-----	---	--------------------	--------------------------

Au cours des 6 derniers mois, avez-vous dû réaliser une ou plusieurs des actions suivantes pour assurer vos besoins alimentaires et autres? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]		0 = Non / 1 = Oui
8.5	Utiliser les stocks de semences prévus pour la saison prochaine	<input type="checkbox"/>
8.6	Limitier les dépenses en engrais, pesticides, fourrage, alimentation animale, soins vétérinaires, etc.	<input type="checkbox"/>
8.7	Vendre des avoirs du ménage (radio, meubles, réfrigérateur, téléviseur, tapis, etc.)	<input type="checkbox"/>
8.8	Vendre des avoirs productifs (outils agricoles, machine à coudre, moto, terres, etc.)	<input type="checkbox"/>
8.9	Vendre davantage d'animaux qu'à l'habitude	<input type="checkbox"/>
8.10	Diminuer les dépenses de soins de santé	<input type="checkbox"/>
8.11	Retirer les enfants de l'école	<input type="checkbox"/>
8.12	Changer d'emploi ou chercher un travail supplémentaire, faire des heures supplémentaires	<input type="checkbox"/>
8.13	Demander à d'autres membres du ménage de migrer pour trouver du travail ou des produits alimentaires	<input type="checkbox"/>

.../...

Au cours des 7 derniers jours , l'un des membres de votre ménage a-t-il dû réaliser l'une des actions suivantes? [NOTER QUE LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE DE 7 JOURS PROVIENT DES DERNIÈRES ORIENTATIONS SUR L'INDICE DES STRATÉGIES DE SURVIE POUR LES STRATÉGIES LIÉES À LA NOURRITURE.]		0 = Jamais 1 = Rarement (moins de 15 jours sur 30) 2 = Souvent (plus de 15 jours sur 30) 3 = Toujours
8.14	Recourir à des aliments moins appréciés et moins chers	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.15	Emprunter des aliments	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.16	Recevoir des dons de vivres/solliciter l'aide d'amis ou de parents	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.17	Limiter la taille des parts pendant les repas	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.18	Réduire la consommation des adultes pour nourrir les jeunes enfants	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.19	Diminuer le nombre de repas par jour	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.20	Passer des journées entières sans manger	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.21	Acheter des produits alimentaires à crédit, s'endetter	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Bénéficiez-vous actuellement de l'assistance suivante? <i>Poser la question séparément pour chaque type d'assistance indiqué.</i> [ADAPTER LA LISTE SI NÉCESSAIRE.]		0 = Non 1 = Oui	[ADAPTER LA LISTE SI NÉCESSAIRE.]	0 = Non 1 = Oui
8.22	Alimentation pour les enfants scolarisés (rations consommées à l'école ou à emporter)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.23 Semences, engrais gratuits (y compris les programmes avec remboursement)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.24	Alimentation pour les jeunes enfants/enfants souffrant de malnutrition ou les femmes enceintes/mères allaitantes	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.25 Outils agricoles gratuits	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.26	Rations alimentaires gratuites pour le ménage	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.27 Fourrage, aliments pour animaux gratuits	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.28	Vivres contre travail	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.29 Services vétérinaires gratuits	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.30	Espèces contre travail	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.31 Bâche en plastique, tente, autres matériaux de construction d'abri	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.32	Transferts monétaires (subventions, allocations pour les enfants, allocations familiales, etc.) des ONG, d'autres organismes ou des programmes gouvernementaux d'assistance sociale	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.33 Ustensiles de cuisine, fourneau, ensemble de cuisine	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.34	Soins de santé/médicaments gratuits	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.35 Vêtements, couvertures	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.36	Microcrédit	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.37 Moustiquaires	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.38	Semences, engrais gratuits (y compris des programmes avec remboursement)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.39 Ustensiles de cuisine	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.40	Outils agricoles gratuits	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.41 Bidons	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
8.42	Fourrage, aliments pour animaux gratuits	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	8.43 Autre assistance (<i>préciser</i>) _____	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

.../...

De quelle assistance avez-vous besoin en priorité actuellement? <i>Ne PAS lire la liste; laisser le ménage répondre spontanément, puis lui demander de fournir les 3 principales priorités.</i>	1 ^{ère} priorité		2 ^e priorité		3 ^e priorité	
1 = Alimentation scolaire 2 = Aliments pour les jeunes enfants/enfants souffrant de malnutrition ou autres groupes vulnérables 3 = Aliments pour le ménage en général 4 = Transferts monétaires 5 = Crédit 6 = Emploi 7 = Augmentation du salaire, de la retraite 8 = Semences 9 = Engrais 10 = Pesticides 11 = Outils agricoles 12 = Fourrage, aliments pour animaux 14 = Services vétérinaires 15 = Irrigation 16 = Eau à usage domestique 17 = Services de santé (infrastructures, personnel), traitement (subventions, médicaments gratuits) 18 = Vêtements, chaussures 19 = Routes 20 = Transports publics 21 = Infrastructures scolaires/enseignants 22 = Logement/abri (réparations, construction) 23 = Carburant (subventions, dons) 24 = Sécurité 25 = Autre assistance (préciser) _____	8.44	_	8.45	_	8.46	_

IX - ÉTAT SANITAIRE ET NUTRITIONNEL DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

Poser uniquement des questions sur les enfants âgés de moins de 5 ans. Procéder enfant par enfant (colonne par colonne).

	Enfant n° 1		Enfant n° 2		Enfant n° 3	
	9.1.1	9.1.2	9.2.1	9.2.2	9.3.1	9.3.2
Sexe de l'enfant - 1 = Masculin / 2 = Féminin	__ __	__ / __ / __ jour / mois / année	__ __	__ / __ / __ jour / mois / année	__ __	__ / __ / __ jour / mois / année
Date de naissance [Si la date figure sur un document ou peut être vérifiée. En l'absence de document ou si la date précise n'est pas connue, estimer l'âge en mois.]	9.1.2	__ / __ / __ jour / mois / année	9.2.2	__ / __ / __ jour / mois / année	9.3.2	__ / __ / __ jour / mois / année
Âge en mois [Estimation si la date de naissance est incertaine ou inconnue.]	9.1.3	__ mois	9.2.3	__ mois	9.3.3	__ mois
L'enfant a-t-il été malade au cours des 2 semaines qui ont précédé l'enquête? 0 = Non / 1 = Oui	9.1.4	__ Si la réponse est Non, passer au point 9.1.9.	9.2.4	__ Si la réponse est Non, passer au point 9.2.9.	9.3.4	__ Si la réponse est Non, passer au point 9.3.9.
Quelle a été la principale maladie de l'enfant? 1 = Fièvre 2 = Toux persistante/difficultés respiratoires 3 = Diarrhée 4 = Rougeole 5 = Autre _____	9.1.5	__	9.2.5	__	9.3.5	__
L'enfant a-t-il été emmené dans un service de soins de santé ? 0 = Non / 1 = Oui	9.1.6	__ Si la réponse est Oui, passer au point 9.1.8.	9.2.6	__ Si la réponse est Oui, passer au point 9.2.8.	9.3.6	__ Si la réponse est Oui, passer au point 9.3.8.
Si tel n'est pas le cas , pourquoi? 1 = Maladie bénigne 2 = Eloignement/manque de moyens de transport 3 = Manque d'argent 4 = Réticence/manque de confiance 5 = Utilisation d'une autre source de traitement 6 = Autre (préciser)	9.1.7	__	9.2.7	__	9.3.7	__

.../...

<p>[Facultatif (voir avec l'UNICEF)] Si l'enfant a souffert de diarrhée, lui avez-vous donné des sels de réhydratation orale (SRO)? 0 = Non / 1 = Oui 99 = Ne souffrait pas de diarrhée</p>	9.1.8	<input type="checkbox"/>	9.2.8	<input type="checkbox"/>	9.3.8	<input type="checkbox"/>
<p>L'enfant a-t-il reçu une capsule de vitamine A au cours des 6 derniers mois? [Montrer la capsule] 0 = Non / 1 = Oui</p>	9.1.9	<input type="checkbox"/>	9.2.9	<input type="checkbox"/>	9.3.9	<input type="checkbox"/>
<p>L'enfant a-t-il reçu du lait maternel hier? 0 = Non / 1 = Oui</p>	9.1.10	<input type="checkbox"/>	9.2.10	<input type="checkbox"/>	9.3.10	<input type="checkbox"/>
<p>[Les questions 8.11 à 8.27 sont facultatives et utiles principalement si l'on dispose de la capacité nécessaire pour analyser les indicateurs standard d'alimentation des nourrissons.] L'enfant a-t-il reçu du lait d'origine animale hier? 0 = Non / 1 = Oui</p>	9.1.11	<input type="checkbox"/>	9.2.11	<input type="checkbox"/>	9.3.11	<input type="checkbox"/>
<p>Combien de fois l'enfant a-t-il reçu du lait maternel ou d'origine animale hier? 0 = Non / 1 = Oui</p>	9.1.12	<input type="checkbox"/>	9.2.12	<input type="checkbox"/>	9.3.12	<input type="checkbox"/>
<p>L'enfant a-t-il reçu des aliments solides, semi-solides ou faciles à avaler hier? 0 = Non / 1 = Oui</p>	9.1.13	<input type="checkbox"/>	9.2.13	<p>Si la réponse est Non, passer au point 9.1.28.</p> <input type="checkbox"/>	9.3.13	<p>Si la réponse est Non, passer au point 9.3.28.</p> <input type="checkbox"/>
<p>Combien de fois l'enfant a-t-il reçu de la nourriture hier?</p>	9.1.14	<input type="checkbox"/>	9.2.14	<input type="checkbox"/>	9.3.14	<input type="checkbox"/>

.../...

Quels aliments l'enfant a-t-il consommés hier?	(0 = Non / 1 = Oui)	(0 = Non / 1 = Oui)	(0 = Non / 1 = Oui)
Blé, pain, riz, pâtes, biscuits	9.1.15	9.2.15	9.3.15
Pommes de terre	9.1.16	9.2.16	9.3.16
Haricots, pois, lentilles, noix	9.1.17	9.2.17	9.3.17
Lait, fromage, yaourt	9.1.18	9.2.18	9.3.18
Viande, foie, rognons, poulet, poisson	9.1.19	9.2.19	9.3.19
Œufs	9.1.20	9.2.20	9.3.20
Légumes jaunes/oranges (potiron, carottes) et/ou fruits (abricots, prunes)	9.1.21	9.2.21	9.3.21
Autres légumes et fruits, y compris des jus de fruit	9.1.22	9.2.22	9.3.22
Thé	9.1.23	9.2.23	9.3.23
Eau pure ou sucrée	9.1.24	9.2.24	9.3.24
Préparation pour nourrissons	9.1.25	9.2.25	9.3.25
Bouillie	9.1.26	9.2.26	9.3.26
Vitamines, compléments de minéraux et/ou médicaments	9.1.27	9.2.27	9.3.27
<i>(Les mesures anthropométriques sont facultatives et ne doivent être réalisées que si l'on dispose des moyens qualitatifs (formation, supervision, équipement) et de la capacité analytique nécessaires. La mesure du périmètre brachial est la plus simple.) L'enfant souffre-t-il d'un œdème bilatéral? 0 = Non / 1 = Oui</i>	9.1.28	9.2.28	9.3.28
Quel est le poids de l'enfant?	9.1.29	9.2.29	9.3.29
Quel est la taille de l'enfant?	9.1.30	9.2.30	9.3.30
Quel est le tour de bras de l'enfant?	9.1.31	9.2.31	9.3.31

Annexe 2: Questionnaire type destiné aux informateurs clés

ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Code de référence du questionnaire:

Questionnaire destiné aux informateurs clés

Nom de la ville/du village: _____ Code de la ville/du village: Code de la région:

Nom de la rue/du quartier: _____ Code de la rue/du quartier:
[INCLUS UNIQUEMENT POUR LES ÉVALUATIONS EN MILIEU URBAIN]

Code de la grappe: Numéro de questionnaire pour les informateurs clés:

Date: / / Numéro d'équipe:
jour mois année

Coordonnées GPS Position Y (latitude) _____ Position X (longitude) _____

Noms des enquêteurs: _____

I- INFORMATIONS DÉMOGRAPHIQUES

1.1	Combien de personnes vivent dans ce village/quartier? [SÉLECTIONNER LE SITE CONCERNÉ.]	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
1.2	Combien de ménages RÉSIDENTS vivent dans ce village/quartier? [SÉLECTIONNER LE SITE CONCERNÉ.]	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
1.3	Combien de ménages DÉPLACÉS vivent dans ce village/quartier? [SÉLECTIONNER LE SITE CONCERNÉ.]	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
1.4	Au cours des 6 derniers mois, des personnes ont-elles quitté définitivement le village/quartier? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN INDIQUANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]	0 = Non / 1 = Oui <input type="text"/>
1.5	De quelles personnes s'agit-il le plus souvent?	1 = Hommes 2 = Femmes et enfants 3 = Familles entières 4 = Ne sait pas <input type="text"/>
1.6	Où sont-elles allées principalement?	1 = Villages environnants 2 = Villes environnantes 3 = Capitale 4 = Hors du pays 5 = Ne sait pas <input type="text"/>
1.7	Au cours des 6 derniers mois, des personnes sont-elles venues s'installer dans le village/quartier? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN INDIQUANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE DÉPART.]	0 = Non / 1 = Oui <input type="text"/>
1.8	De quelles personnes s'agit-il le plus souvent?	1 = Hommes 2 = Femmes et enfants 3 = Familles entières 4 = Ne sait pas <input type="text"/>
1.9	D'où venaient-elles principalement?	1 = Villages environnants 2 = Villes environnantes 3 = Capitale 4 = Réfugiés retournant chez eux 5 = Ne sait pas <input type="text"/>

II - LOGEMENT ET INFRASTRUCTURES

Ces questions doivent être posées lorsque des catastrophes/crises ont endommagé les logements et les infrastructures.

2.1	Combien de maisons ont été totalemment détruites? <i>(ou demander la proportion de maisons, en utilisant le cas échéant la technique de l'empilement proportionnel.)</i>	_ _ _ _ (ou _ _ %)
2.2	Combien de maisons ont été partiellement endommagées? <i>(ou demander la proportion de maisons, en utilisant le cas échéant la technique de l'empilement proportionnel.)</i>	_ _ _ _ (ou _ _ %)
2.3	Combien de ménages vivent dans des centres d'hébergement collectifs (écoles, autres bâtiments)?	_ _ _ _
2.4	Combien de ménages vivent dans des camps (tentes, bâches en plastique)?	_ _ _ _
2.5	Combien de ménages sont hébergés par des ménages résidents?	_ _ _ _
2.6	Le réseau de distribution d'électricité a-t-il été touché?	_
2.7	Les installations d'approvisionnement en eau ont-elles été touchées?	_
2.8	Les installations d'assainissement ont-elles été touchées?	_
2.9	Le réseau téléphonique a-t-il été touché?	_
2.10	Les infrastructures scolaires ont-elles été touchées?	_
2.11	Les infrastructures des services de santé ont-elles été touchées?	_
2.12	Les infrastructures des marchés ont-elles été touchées?	_

1 = Aucun dégât
2 = Dégâts modérés
3 = Dégâts importants
4 = Destruction
5 = Sans objet (aucune infrastructure préalable)

III - SOURCES DE REVENUS, SOURCES DE NOURRITURE ET MARCHÉS

Quelles sont les 3 principales sources de revenus des ménages? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN SE REPORTANT, PAR EXEMPLE, À LA SITUATION AVANT LA CATASTROPHE] [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE - VÉRIFIER QU'ELLES CORRESPONDENT À CELLES UTILISÉES DANS LE QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX MÉNAGES.] 1 = Vente de la production de blé ou de pommes de terre 2 = Vente de légumes ou de fruits 3 = Travail agricole salarié 4 = Travail indépendant (taxi, menuisier, etc.) 5 = Travail non agricole salarié (commerces, restaurants, banque, services, etc.) 6 = Emploi dans la fonction publique 7 = Emploi salarié dans une ONG, entreprise privée 8 = Vente de produits artisanaux 9 = Vente d'animaux/de produits d'origine animale 10 = Petit commerce 11 = Retraite, allocations 12 = Travail journalier ou occasionnel 13 = Vente de produits alimentaires de fabrication artisanale 14 = Envois de fonds par des proches 15 = Autre (préciser): _____ 99 = Pas de 2 ^e ni de 3 ^e source de revenus	Actuellement		Il y a 6 mois		
	3.1	1 ^{ère} source:	<input type="text"/>	3.2	1 ^{ère} source:
3.3	2 ^e source:	<input type="text"/>	3.4	2 ^e source:	<input type="text"/>
3.5	3 ^e source:	<input type="text"/>	3.6	3 ^e source:	<input type="text"/>
Quelle proportion de personnes exerce ces différentes activités génératrices de revenus?	Actuellement		Il y a 6 mois		
1 ^{ère} source de revenus (voir la réponse à la question précédente)	3.7	<input type="text"/> % 1 ^{ère} source	3.8	<input type="text"/> % 1 ^{ère} source	
2 ^e source de revenus (voir la réponse à la question précédente)	3.9	<input type="text"/> % 2 ^e source	3.10	<input type="text"/> % 2 ^e source	
3 ^e source de revenus (voir la réponse à la question précédente)	3.11	<input type="text"/> % 3 ^e source	3.12	<input type="text"/> % 3 ^e source	
[ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN SE REPORTANT, PAR EXEMPLE, À LA SITUATION AVANT LA CATASTROPHE] Comment les ménages se procurent-ils la majeure partie de leur alimentation? [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE - VÉRIFIER QU'ELLES CORRESPONDENT À CELLES UTILISÉES DANS LE QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX MÉNAGES.] 1 = Cultures/potager pour la consommation personnelle 2 = Achats 3 = Travail contre vivres 4 = Emprunt de vivres/dettes 5 = Dons des voisins/parents 6 = Aide alimentaire 7 = Troc ou commerce de marchandises	Actuellement		Il y a 6 mois		
3.13	1 ^{ère} source:	<input type="text"/>	3.14	1 ^{ère} source:	<input type="text"/>
3.15	2 ^e source:	<input type="text"/>	3.16	2 ^e source:	<input type="text"/>
Quelle proportion de ménages utilise ces deux sources d'aliments?	Actuellement		Il y a 6 mois		
1 ^{ère} source d'aliments (voir la réponse à la question précédente)	3.17	<input type="text"/> % 1 ^{ère} source	3.18	<input type="text"/> % 1 ^{ère} source	
2 ^e source d'aliments (voir la réponse à la question précédente)	3.19	<input type="text"/> % 2 ^e source	3.20	<input type="text"/> % 2 ^e source	

.../...

Où la plupart des ménages vont-ils acheter leur alimentation? 1 = Marché local du village (<i>ou du quartier</i>) 2 = Marché local du village voisin (<i>ou du quartier voisin</i>) 3 = Magasin local du village (<i>ou du quartier</i>) 4 = Marchands itinérants		Actuellement		Il y a 6 mois		
		3.21	Lieu d'achat: <input type="text"/>	3.22	Lieu d'achat: <input type="text"/>	
Quels sont les produits alimentaires disponibles sur le marché local (le plus proche)? [SÉLECTIONNER 8 PRINCIPAUX ALIMENTS AU MAXIMUM.]		Actuellement, par rapport à 6 mois auparavant				
Pommes de terre		3.23	<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Blé	1 = Quantité nulle ou presque 2 = Moins de la moitié de la quantité habituelle 3 = Environ la moitié de la quantité habituelle 4 = Quantité presque normale ou habituelle	3.24	<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Sorgho		3.25	<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Lentilles		3.26	<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Légumes		3.27	<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Lait, produits laitiers		3.28	<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Viande		3.29	<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Quelles sont les tendances des prix des produits alimentaires sur le marché local (le plus proche)? [SÉLECTIONNER 8 PRINCIPAUX ALIMENTS AU MAXIMUM.]		Actuellement, par rapport à 6 mois auparavant				
Pommes de terre			3.30	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Blé		1 = Doublement des prix (ou plus) par rapport à 6 mois auparavant 2 = Augmentation des prix (moins du double) 3 = Aucun changement ou presque 4 = Diminution par rapport à 6 mois auparavant	3.31	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Sorgho	3.32		<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Lentilles	3.33		<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Légumes	3.34		<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Lait, produits laitiers	3.35		<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Viande	3.36		<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Quelles sont les tendances des prix du bétail sur le marché local (le plus proche)? [SÉLECTIONNER 4 ESPÈCES ANIMALES AU MAXIMUM.]			Actuellement, par rapport à 6 mois auparavant			
Bovins (<i>préciser le sexe, l'âge, la race le cas échéant</i>)	1 = Doublement des prix (ou plus) par rapport à 6 mois auparavant 2 = Augmentation des prix (moins du double) 3 = Aucun changement ou presque 4 = Diminution par rapport à 6 mois auparavant		3.37	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Ovins (<i>préciser le sexe, l'âge, la race le cas échéant</i>)			3.38	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Caprins (<i>préciser le sexe, l'âge, la race le cas échéant</i>)		3.39	<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Quels sont les niveaux de salaire des travailleurs occasionnels non qualifiés ? [SÉLECTIONNER 4 TYPES D'EMPLOI AU MAXIMUM.]		Actuellement		Il y a 6 mois		
Travail agricole occasionnel (désherbage, par exemple)	[DEVISE LOCALE] par jour	3.40	<input type="text"/>	3.41	<input type="text"/>	
Travail non agricole occasionnel (construction, par exemple)		3.42	<input type="text"/>	3.43	<input type="text"/>	

IV - CULTURES ET BÉTAIL

[SÉLECTIONNER 6 CULTURES PRINCIPALES AU MAXIMUM - VÉRIFIER QU'ELLES CORRESPONDENT À CELLES UTILISÉES DANS LE QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX MÉNAGES.]								
	Tomates	Oignons	Pommes de terre	Blé	Sorgho	Lentilles		
Quelle est la proportion de ménages pratiquant habituellement les cultures suivantes? <i>Utiliser des catégories si cela facilite l'opération (1 = Aucun ménage, 2 = Moins de la moitié des ménages, 3 = Environ la moitié des ménages, 4 = Plus de la moitié des ménages, 5 = Presque tous les ménages).</i>	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	4.6		
	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)
Quelle est la proportion de cultures endommagées selon les estimations? <i>Au lieu de pourcentages, utiliser des catégories si cela facilite l'opération (1 = Aucun dégât 2 = Moins de la moitié des cultures endommagées, 3 = Environ la moitié des cultures endommagées, 4 = Plus de la moitié des cultures endommagées, 5 = Cultures presque toutes endommagées)</i>	4.7	4.8	4.9	4.10	4.11	4.12		
	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)	_ _ % (ou _)
Quelles seront les principales difficultés auxquelles les ménages devront faire face pour cultiver leurs terres la saison prochaine? [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE - VÉRIFIER QU'ELLES CORRESPONDENT À CELLES UTILISÉES DANS LE QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX MÉNAGES.]						0 = Non / 1 = Oui		
Perte de terres (inondations, glissements de terrain, occupation par d'autres personnes)						4.19	_	
Manque d'engrais						4.20	_	
Manque de pesticides						4.21	_	
Manque d'outils agricoles						4.22	_	
Manque d'irrigation						4.23	_	
Manque de main-d'œuvre						4.24	_	
Insécurité pour accéder aux champs						4.25	_	

.../...

[SÉLECTIONNER 4 PRINCIPALES ESPÈCES ANIMALES AU MAXIMUM - VÉRIFIER QU'ELLES CORRESPONDENT À CELLES UTILISÉES DANS LE QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX MÉNAGES.]	Bovins		Moutons et/ ou chèvres		Volailles	
Quelle est la proportion de ménages possédant habituellement ces animaux ? <i>Utiliser des catégories si cela facilite l'opération (1 = Aucun ménage, 2 = Moins de la moitié des ménages, 3 = Environ la moitié des ménages, 4 = Plus de la moitié des ménages, 5 = Presque tous les ménages).</i>	4.26	__ __ % (ou __ __)	4.27	__ __ % (ou __ __)	4.28	__ __ % (ou __ __)
Quelles sont les pertes estimées (morts) d'animaux? <i>Au lieu d'un % de perte, utiliser des catégories si cela facilite l'opération (1 = Aucune perte, 2 = Perte de moins de la moitié des animaux, 3 = Perte de la moitié environ des animaux, 4 = Perte de plus de la moitié des animaux, 5 = Perte de presque tous les animaux).</i>	4.29	__ __ % (ou __ __)	4.30	__ __ % (ou __ __)	4.31	__ __ % (ou __ __)
Quelles seront les principales difficultés auxquelles les ménages devront faire face pour continuer ou reprendre leur élevage la saison prochaine ? [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE - VÉRIFIER QU'ELLES CORRESPONDENT À CELLES UTILISÉES DANS LE QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX MÉNAGES.]	0 = Non / 1 = Oui					
Manque de pâturages/alimentation animale trop chère			4.32	__ __		
Manque d'eau			4.33	__ __		
Manque de services vétérinaires/Épizooties			4.34	__ __		
Manque d'abris pour les animaux			4.35	__ __		
Manque de main-d'œuvre			4.36	__ __		
Manque de marchés pour vendre les animaux/produits d'origine animale			4.37	__ __		
Insécurité lors des trajets vers les pâturages ou lors des transhumances			4.38	__ __		

V - SANTÉ ET ÉDUCATION

[ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN SE REPORTANT, PAR EXEMPLE, À LA SITUATION AVANT LA CATASTROPHE]	Actuellement		Il y a 6 mois	
Où la plupart des ménages se rendent-ils pour bénéficier d'un traitement médical ? 1 = Centre de santé du village (ou du quartier) 2 = Centre de santé du village voisin (ou du quartier voisin) 3 = Centre de santé/hôpital du district le plus proche (ou de la ville) 4 = Centre de soins itinérant/de proximité 5 = Centre de soins privé 6 = Guérisseur traditionnel 7 = Remède maison	5.1	__ __	5.2	__ __
Combien de temps faut-il pour se rendre à pied au centre de santé le plus proche?	5.3	__ __ min	5.4	__ __ min
Quelles sont les principales maladies qui touchent la population? 1 = Infections respiratoires aiguës 2 = Paludisme 3 = Diarrhée 4 = Problèmes cutanés 5 = Autre (préciser) _____	5.5	__ __	5.6	__ __

.../...

Quelles sont actuellement les principales difficultés auxquelles doivent faire face les ménages pour bénéficier d'un traitement médical ? [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE.] Ne PAS lire la liste de catégories; laisser les personnes interrogées répondre spontanément.	0 = Non / 1 = Oui			
Distance	5.7	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Manque d'argent pour payer les médicaments et/ou les traitements	5.8	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Manque de médicaments dans le centre de santé	5.9	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Manque de médecins et autres agents sanitaires	5.10	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Insécurité pour accéder au centre	5.11	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
[ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE, EN SE REPORTANT, PAR EXEMPLE, À LA SITUATION AVANT LA CATASTROPHE]	Actuellement		Il y a 6 mois	
Dans quelle école primaire vont la plupart des enfants? 1 = École primaire du village (ou du quartier) 2 = École primaire du village voisin (ou du quartier voisin)	5.12	<input type="checkbox"/>	5.13	<input type="checkbox"/>
Combien de temps faut-il pour se rendre à pied à l'école primaire la plus proche?	5.14	<input type="checkbox"/> min	5.15	<input type="checkbox"/> min
Quelles sont actuellement les principales difficultés auxquelles les ménages doivent faire face pour envoyer leurs filles et leurs garçons à l'école primaire ? [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE.] Ne PAS lire la liste de catégories; laisser les personnes interrogées répondre spontanément.	0 = Non / 1 = Oui			
	Garçons		Filles	
Distance	5.16	<input type="checkbox"/>	5.17	<input type="checkbox"/>
Manque d'argent pour les vêtements, l'uniforme, les livres, etc.	5.18	<input type="checkbox"/>	5.19	<input type="checkbox"/>
Manque d'enseignants	5.20	<input type="checkbox"/>	5.21	<input type="checkbox"/>
Installations scolaires insuffisantes	5.22	<input type="checkbox"/>	5.23	<input type="checkbox"/>
Insécurité sur le trajet de l'école	5.24	<input type="checkbox"/>	5.25	<input type="checkbox"/>
Enfants malades ou souffrant de la faim	5.26	<input type="checkbox"/>	5.27	<input type="checkbox"/>
Enfants devant travailler/aider aux tâches ménagères	5.28	<input type="checkbox"/>	5.29	<input type="checkbox"/>

VI - PRINCIPAUX PROBLÈMES, PRIORITÉS ET INTERVENTIONS

<p>Quelles sont les 3 principaux problèmes ou chocs ayant touché la population du village/ quartier au cours des 2 dernières années? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE ET LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE.]</p> <p>1 = Sécheresse 2 = Ouragan 3 = Inondations, glissements de terrain 4 = Basses températures 5 = Prix élevé des produits alimentaires 6 = Prix élevé du carburant 7 = Épidémie humaine 8 = Manque de soins de santé 9 = Coupures d'électricité 10 = Épipzooties 11 = Infestation de criquets 12 = Violence, insécurité 13 = Arrivée de personnes déplacées ou de réfugiés 14 = Migration et réception des fonds envoyés par des proches rendues plus difficiles 15 = Perte d'emploi</p>	6.1	<input type="checkbox"/>	6.2	<input type="checkbox"/>	6.3	<input type="checkbox"/>
		1^{er} problème		2^e problème		3^e problème

<p>Pensez-vous que les problèmes de la population du village/quartier sont différents de ceux de l'année dernière à la même époque?</p> <p>1 = Moins de problèmes 2 = Identiques à l'année dernière 3 = Plus de problèmes</p>	6.4	<input type="checkbox"/>	Si la réponse est 1 ou 2, passer au point 6.6.
--	-----	--------------------------	---

<p>D'après vous, quelle est la principale raison de l'aggravation de la situation?</p> <p>1 = Hausses des prix 2 = Sécheresse/pluies irrégulières 3 = Inondations 4 = Autre événement climatique (neige, grêle, vent, gel) 5 = Glissements de terrain/érosion 6 = Ravageurs et maladies des cultures 7 = Maladies du bétail 8 = Maladies/épidémies humaines 9 = Insécurité/violence 10 = Restriction de l'accès aux marchés 11 = Chômage 12 = Autre raison (<i>préciser</i>) _____</p>	6.5	<input type="checkbox"/>
---	-----	--------------------------

<p>À quand remonte la dernière crise comparable à celle-ci? <i>Inscrire 9999 si la personne ne sait pas répondre.</i></p>	6.6	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> ans
--	-----	--

<p>Quels sont les groupes de population qui rencontrent le plus de problèmes pour accéder à la nourriture et à un revenu? Ne PAS lire la liste de catégories; laisser les personnes interrogées répondre spontanément. [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE.]</p>		0 = Non / 1 = Oui
--	--	-------------------

Familles nombreuses	6.7	<input type="checkbox"/>
---------------------	-----	--------------------------

Personnes âgées, retraités	6.8	<input type="checkbox"/>
----------------------------	-----	--------------------------

Ménages comptant des personnes handicapées	6.9	<input type="checkbox"/>
--	-----	--------------------------

Ménages dirigés par une femme	6.10	<input type="checkbox"/>
-------------------------------	------	--------------------------

Ménages comptant des orphelins	6.11	<input type="checkbox"/>
--------------------------------	------	--------------------------

Ménages sans terres	6.12	<input type="checkbox"/>
---------------------	------	--------------------------

.../...

Ménages sans animaux	6.13	<input type="checkbox"/>
Ménages ne recevant pas de fonds de proches ayant émigré ou dont aucun membre n'a émigré	6.14	<input type="checkbox"/>
Quels sont actuellement les besoins prioritaires de la majorité des ménages? Ne PAS lire la liste de catégories; laisser les informateurs clés répondre spontanément. Une fois qu'ils ont répondu, leur demander d'isoler les trois catégories les plus importantes. [ADAPTER LES CATÉGORIES SI NÉCESSAIRE - VÉRIFIER QU'ELLES CORRESPONDENT À CELLES UTILISÉES DANS L'ENQUÊTE AUPRÈS DES MÉNAGES (triangulation).]		

1 = Alimentation scolaire 2 = Aliments pour les jeunes enfants/enfants souffrant de malnutrition ou autres groupes vulnérables 3 = Aliments pour les ménages en général 4 = Transferts monétaires 5 = Crédit 6 = Emploi 7 = Augmentation des salaires, des retraites 8 = Semences 9 = Engrais 10 = Pesticides 11 = Outils agricoles 12 = Fourrage, alimentation animale 14 = Services vétérinaires 15 = Irrigation 16 = Eau à usage domestique 17 = Services de santé (infrastructures, personnel), traitement (subventions, médicaments gratuits) 18 = Vêtements, chaussures 19 = Routes 20 = Transports publics 21 = Infrastructures scolaires/enseignants 22 = Logement/abri (réparations, construction) 23 = Carburant (subventions, dons) 24 = Sécurité 25 = Autre assistance (<i>préciser</i>)_____	6.15	<input type="checkbox"/>	6.16	<input type="checkbox"/>	6.17	<input type="checkbox"/>
		1^{ère} priorité		2^e priorité		3^e priorité

ANNEXES

Ce type d'assistance est-il actuellement assuré dans le village/quartier? Poser la question pour chaque type d'assistance indiqué. [ADAPTER LA LISTE SI NÉCESSAIRE - VÉRIFIER QU'ELLE EST SIMILAIRE À CELLE UTILISÉE DANS L'ENQUÊTE AUPRÈS DES MÉNAGES (triangulation).]		0 = Non 1 = Oui	[ADAPTER LA LISTE SI NÉCESSAIRE - VÉRIFIER QU'ELLE EST SIMILAIRE À CELLE UTILISÉE DANS L'ENQUÊTE AUPRÈS DES MÉNAGES (triangulation).]	0 = Non 1 = Oui	
6.18	Alimentation pour les enfants scolarisés (rations consommées à l'école ou à emporter)	<input type="checkbox"/>	6.19	Semences, engrais gratuits (y compris les programmes avec remboursement)	<input type="checkbox"/>
6.20	Alimentation pour les jeunes enfants/enfants souffrant de malnutrition ou pour les femmes enceintes/mères allaitantes	<input type="checkbox"/>	6.21	Outils agricoles gratuits	<input type="checkbox"/>
6.22	Rations alimentaires gratuites pour le ménage	<input type="checkbox"/>	6.23	Fourrage, aliments pour animaux gratuits	<input type="checkbox"/>
6.24	Vivres contre travail	<input type="checkbox"/>	6.25	Services vétérinaires gratuits	<input type="checkbox"/>

.../...

6.26	Espèces contre travail	<input type="checkbox"/>	6.27	Bâche en plastique, tente, autres matériaux de construction d'abri	<input type="checkbox"/>
6.28	Transferts monétaires (subventions, allocations pour les enfants, allocations familiales, etc.) des ONG, d'autres organismes ou des programmes gouvernementaux d'assistance sociale	<input type="checkbox"/>	6.29	Ustensiles de cuisine, fourneau, ensemble de cuisine	<input type="checkbox"/>
6.30	Soins de santé/médicaments gratuits	<input type="checkbox"/>	6.31	Vêtements, couvertures	<input type="checkbox"/>
6.32	Microcrédit	<input type="checkbox"/>	6.33	Moustiquaires	<input type="checkbox"/>
6.34	Semences, engrais gratuits	<input type="checkbox"/>	6.35	Ustensiles de cuisine	<input type="checkbox"/>
6.36	Outils agricoles gratuits	<input type="checkbox"/>	6.37	Bidons	<input type="checkbox"/>
6.38	Fourrage, aliments pour animaux gratuits	<input type="checkbox"/>	6.39	Autre assistance (<i>préciser</i>) _____	<input type="checkbox"/>

Annexe 3: Exemple de liste de référence des discussions avec les groupes de concertation

ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN SITUATION D'URGENCE - DISCUSSIONS AVEC DES GROUPES DE CONCERTATION

Code de référence du questionnaire:

Nom de la ville/du village: _____ Code de la ville/du village: Code de la région:

Nom de la rue/du quartier: _____ Code de la rue/du quartier:
[INCLUS UNIQUEMENT POUR LES ÉVALUATIONS EN MILIEU URBAIN]

Code de la grappe: Numéro de questionnaire destiné aux ménages:

Date: / /
 jour mois année Numéro d'équipe:

Noms des enquêteurs: _____ / _____

Instructions destinées aux animateurs de la discussion:

- Demandez au chef du village/responsable du quartier de vous aider à réunir entre 5 et 12 personnes dans un lieu relativement discret.
- Dans chaque village, organisez une discussion avec uniquement des hommes OU uniquement des femmes OU un groupe mixte composé d'hommes et de femmes si cela est acceptable. [CHOISISSEZ LA COMPOSITION DES GROUPES AVANT L'ENQUÊTE, EN TENANT COMPTE DU CONTEXTE ET DES COUTUMES LOCALES.]
- Chaque discussion doit durer de préférence entre une heure et une heure et demie, sans excéder deux heures.
- La sélection des participants doit être effectuée en fonction du village/quartier. Dans la mesure du possible, les personnes du groupe doivent être représentatives des ménages moyens qui vivent dans le village/quartier (autrement dit, elles ne doivent pas être issues des ménages les plus déshérités, ni compter parmi les personnalités les plus éduquées, aisées et influentes). [CHOISISSEZ LE PROFIL DES PARTICIPANTS AVANT L'ENQUÊTE, EN TENANT COMPTE DES OBJECTIFS DE CELLE-CI.]
- Il faut demander aux pouvoirs publics et responsables locaux de ne pas assister à ces discussions, en leur indiquant qu'ils seront consultés séparément (utiliser le questionnaire des informateurs clés).
- Informez les participants que l'objectif de la discussion est d'en savoir plus sur la manière dont les personnes gagnent leur vie dans cette zone et comment elles font face aux difficultés. Expliquez-leur que ces renseignements sont importants pour comprendre les principaux problèmes, les solutions adoptées actuellement pour les résoudre et les difficultés qu'il reste à surmonter.
- Indiquez clairement aux personnes que leur participation à cette réunion n'entraînera pas automatiquement la fourniture d'une assistance à ce village/quartier en particulier et que les participants ne seront pas non plus forcément sélectionnés en tant que bénéficiaires. Précisez toutefois que les résultats seront communiqués à leurs supérieurs hiérarchiques, qui les utiliseront pour prendre les décisions appropriées.
- Dès qu'un sujet a été traité, prenez le temps de résumer les informations recueillies à l'aide de modèles standard (fournis).
- Le cas échéant (vérifiez auprès du chef du village/responsable du quartier), demandez aux participants de se présenter. Soulignez toutefois qu'il est important que les participants ne parlent pas pour leur propre compte et qu'ils exposent la situation de la majorité des ménages dans le village/quartier, telle qu'ils la perçoivent.
- Commencez par deux ou trois questions générales pour mettre les personnes à l'aise. Exemple: *Je vais commencer par me présenter, puis j'aimerais que chacun d'entre vous nous donne son nom et nous indique où il vit dans le village /quartier et s'il a déjà participé à une discussion de ce type auparavant.*

I - MOYENS DE SUBSISTANCE ET REVENUS

1.1	<p>Quelles activités exercent le plupart des personnes du village/quartier pour générer la plus grande part de leurs revenus? <i>[Dans la mesure du possible, regrouper les réponses à l'aide des catégories utilisées dans les questionnaires destinés aux ménages et/ou aux informateurs clés.]</i></p> <p>Exemples de réponses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vente de la production vivrière familiale (aliments de base) • Vente de cultures de rapport (coton, tabac, café, horticulture, etc.) • Vente d'animaux • Vente de produits d'origine animale (lait, fromage, viande, œufs, etc.) • Travail occasionnel (irrégulier) • Emploi régulier (salaire) dans l'agriculture • Emploi régulier (salaire) dans une entreprise privée • Emploi public (enseignant, agent sanitaire, etc.) • Envois de fonds par des membres de la famille installés dans une autre partie du pays ou à l'étranger • Retraites, etc. 	
1.2	<p>Certains groupes de population ont-ils perdu leurs sources de revenus ou gagné-ils moins que 6 mois auparavant? <i>[ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE. EN PRENANT, PAR EXEMPLE, LE DÉBUT DE LA CRISE COMME POINT DE COMPARAISON.]</i></p> <p>Si oui, de quels groupes s'agit-il et pourquoi?</p> <p>Exemples de groupes de population:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Paysans • Propriétaires de bétail • Retraités • Ouvriers agricoles • Enseignants • Personnel de santé, etc. <p>Exemples de raisons:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Perte de terres, augmentation du coût des intrants, insécurité, etc. • Perte d'animaux, épizooties, manque d'eau, etc. • Retraites versées de manière irrégulière, trop faibles, etc. • Pas de travail, baisse des salaires, etc. • Faibles salaires, école fermée, etc. • Faibles salaires, centre de santé détruit, etc. 	<p>Groupes dont les revenus ont diminué</p> <p>Principales raisons</p>

II - CONSOMMATION ALIMENTAIRE

2.1	<p>Comment la plupart des personnes du village/quartier se procurent-elles leurs aliments actuellement? <i>[Dans la mesure du possible, regrouper les réponses à l'aide des catégories utilisées dans les questionnaires destinés aux ménages et/ou aux informateurs clés.]</i></p> <p>Exemples de réponses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consommation de leurs propres réserves (aliments de base, fruits) et produits d'origine animale • Achat au marché (paiement) • Achat à crédit au marché ou dans les magasins • Travail contre vivres • Vivres provenant de proches, d'amis ou de voisins • Vivres provenant de l'assistance humanitaire • Vivres fournis dans le cadre du programme social du gouvernement • Récupération de déchets/cueillette d'aliments sauvages, chasse, pêche • Mendicité, etc. 									
2.2	<p>Certains groupes de population ont-ils actuellement des difficultés à se procurer leurs aliments?</p> <p>Si oui, de quels groupes s'agit-il et pourquoi?</p> <table border="1" data-bbox="661 831 963 1390"> <thead> <tr> <th data-bbox="661 1174 712 1390">Exemples de groupes de population:</th> <th data-bbox="661 831 712 1174">Exemples de raisons:</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="712 1174 804 1390">• Paysans</td> <td data-bbox="712 831 804 1174">Mauvaises récoltes, pas de stocks alimentaires, pas de vente et donc pas de revenus pour acheter des vivres, etc.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="804 1174 874 1390">• Propriétaires de bétail</td> <td data-bbox="804 831 874 1174">Mort d'animaux, pas de vente et donc pas de revenus pour acheter des vivres, etc.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="874 1174 963 1390">• Ouvriers agricoles</td> <td data-bbox="874 831 963 1174">Pas de travail, donc pas de revenus pour acheter des vivres; marché inaccessible en raison de l'insécurité, etc.</td> </tr> </tbody> </table>	Exemples de groupes de population:	Exemples de raisons:	• Paysans	Mauvaises récoltes, pas de stocks alimentaires, pas de vente et donc pas de revenus pour acheter des vivres, etc.	• Propriétaires de bétail	Mort d'animaux, pas de vente et donc pas de revenus pour acheter des vivres, etc.	• Ouvriers agricoles	Pas de travail, donc pas de revenus pour acheter des vivres; marché inaccessible en raison de l'insécurité, etc.	<p>Groupes ayant des difficultés à se procurer des vivres</p> <p>Principales raisons</p>
Exemples de groupes de population:	Exemples de raisons:									
• Paysans	Mauvaises récoltes, pas de stocks alimentaires, pas de vente et donc pas de revenus pour acheter des vivres, etc.									
• Propriétaires de bétail	Mort d'animaux, pas de vente et donc pas de revenus pour acheter des vivres, etc.									
• Ouvriers agricoles	Pas de travail, donc pas de revenus pour acheter des vivres; marché inaccessible en raison de l'insécurité, etc.									

...

2.2	• Travailleurs occasionnels	Revenus insuffisants pour acheter des vivres	
	• Retraités	Retraites non payées, donc pas d'argent pour acheter des vivres, etc.	
	• Enseignants	Salaires qui ne suivent pas l'augmentation des prix, perte d'emploi et donc pas de revenus pour acheter des vivres, etc.	
	• Personnes déplacées	Arrivées trop tard pour bénéficier de la dernière distribution de vivres, etc.	

III - STRATÉGIES DE SURVIE ET RÉPONSES

<p>3.1 - 3.2</p>	<p>1) Comment les groupes de population touchés font-ils face à leurs problèmes liés aux revenus et à l'alimentation? <i>Dans la mesure du possible, regrouper les réponses à l'aide des catégories utilisées dans les questionnaires destinés aux ménages et/ou aux informateurs clés.</i></p> <p>2) Parmi ces comportements, quels sont ceux qui sont différents de ceux observés lors des précédentes périodes difficiles?</p> <p>Exemples de réponses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de migrants par rapport à d'habitude • Endettement • Vente d'animaux • Vente de biens personnels (meubles, articles ménagers, bijoux) • Utilisation de l'épargne • Diminution de la consommation alimentaire • Diminution des dépenses en intrants agricoles • Diminution des dépenses en vêtements • Déscolarisation des enfants • Demande d'aide aux proches • Mendicité • Demande d'aide aux institutions humanitaires • Départ de la région (si cette solution est mentionnée, déterminer la destination), etc. 	<p>Comportements adoptés pour faire face aux problèmes liés aux revenus et à l'alimentation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus préoccupant • Identique • Moins préoccupant
----------------------	--	---	--

.../...

	Quand pensez-vous que les groupes de population qui ont des difficultés à générer des revenus et à se procurer des vivres retrouveront leur niveau de revenus ou de consommation alimentaire d'avant-crise?	Groupes ayant des difficultés à générer des revenus ou à se procurer des vivres (voir points 1.2 et 2.2)	Durée nécessaire pour se redresser
3.3	<p>Les réponses doivent être fournies pour chaque groupe de population mentionné aux points 1.2 et 2.2.</p> <p>Exemples de réponses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les 3 prochains mois • Dans les 6 prochains mois • Au moment de la récolte, dans XXX mois • Dans au moins un an • Peut-être jamais, etc. 		
3.4	<p>De quel type d'aide ces groupes de population bénéficient-ils actuellement?</p> <p><i>Dans la mesure du possible, regrouper les réponses à l'aide des catégories utilisées dans les questionnaires destinés aux ménages et/ou aux informateurs clés.</i></p> <p>Exemples de réponses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aide de parents, d'amis ou de voisins • Envoi de fonds par des proches ayant émigré • Versements en espèces du gouvernement/assistance sociale (allocations, prestations mensuelles, etc.) • Assistance alimentaire du gouvernement • Assistance alimentaire d'organismes humanitaires/ONG • Aide en espèces d'organismes humanitaires/ONG • Bons d'alimentation d'organismes humanitaires/ONG • Vivres pour les enfants scolarisés • Vivres pour les enfants souffrant de malnutrition • Vivres pour les femmes enceintes et les mères allaitantes • Cantines populaires • Crédit • Intrants agricoles • Fourrage/nourriture pour les animaux • Services de soins de santé gratuits • Matériaux pour la reconstruction de maisons • Vêtements, chaussures • Couvertures • Bâches en plastique • Etc. 		

.../...

	Groupes ayant des difficultés à générer des revenus ou à se procurer des vivres (voir points 1.2 et 2.2)	Assistance supplémentaire nécessaire
<p>De quelle autre assistance auraient besoin ces groupes de population pour retrouver leur niveau de revenus ou de consommation alimentaire d'avant la crise?</p> <p><i>Dans la mesure du possible, regrouper les réponses à l'aide des catégories utilisées dans les questionnaires destinés aux ménages et/ou aux informateurs clés.</i></p> <p>Les réponses doivent être fournies pour chaque groupe de population mentionné aux points 1.2 et 2.2.</p> <p>Réponses possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vivres gratuits • Transferts monétaires • Augmentation des retraites, allocations • Travail, emploi • Salaires plus élevés • Meilleure éducation • Terres • Intrants agricoles • Équipement (matériel de pêche, équipements agricoles, machine à coudre, etc.) • Reconstruction des maisons • Aide sous forme de soins de santé, médicaments gratuits, etc. • Crédit • Etc. 		
3.5		

.../...

Certains groupes de population ne reçoivent-ils aucune assistance, et pourquoi?	<i>Exemples de groupes de population:</i>	<i>Exemples de raisons:</i>	Groupes en difficulté ne recevant PAS d'aide	Principales raisons
Personnes déplacées	Arrivées trop tard pour être enregistrées	Ne savent pas où aller, n'ont pas le temps de faire la queue aux points de distribution, etc.		
Ménages dirigés par une femme	Paysans sans terre	N'ont pas de terres, donc ne reçoivent pas d'intrants agricoles, et il n'existe aucun autre programme		
Personnes handicapées, âgées vivant seules	Personne ne les aide à obtenir une assistance		
.....			

3.6

IV - PRINCIPALES DIFFICULTÉS ET PRIORITÉS

<p>A quels principaux chocs et problèmes les habitants du village/quartier ont-ils dû faire face au cours de l'année passée? [ADAPTER LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE SI NÉCESSAIRE.]</p> <p><i>Dans la mesure du possible, regrouper les réponses à l'aide des catégories utilisées dans les questionnaires destinés aux ménages et/ou aux informateurs clés.</i></p> <p>Exemples de réponses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécheresse • Ouragan • Inondations, glissements de terrain • Basses températures • Prix élevé des vivres • Prix élevé du carburant • Epidémies • Manque de soins de santé • Coupures d'électricité • Epizooties • Infestation de criquets • Violence, insécurité • Arrivée de personnes déplacées ou de réfugiés • Migration et réception des fonds envoyés par des proches rendues plus difficiles • Perte d'emploi • Etc. 	
<p>Le choc et les problèmes actuels sont-ils différents de ceux des autres crises?</p> <p><i>Préciser si les différents problèmes s'accompagnent d'autres difficultés (sécheresse + déplacement; prix élevé des vivres + ouragan; etc.)</i></p>	<p style="text-align: center;">Problèmes actuels</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus préoccupant • Identique • Moins préoccupant
<p>Si la crise actuelle est plus grave que les précédentes, à quand remonte la dernière crise aussi préoccupante?</p>	<p><i>Inscrire le nombre d'années indiqué par les participants.</i></p> <p style="text-align: right;">.../...</p>

4.4	1 ^{ère} priorité	2 ^e priorité	3 ^e priorité
<p>Quelles sont pour les habitants du village/quartier les priorités pour éviter de futures crises? <i>Inscrire les réponses dans les espaces prévus à cet effet dans le tableau et demander aux participants d'indiquer les 3 principales priorités.</i></p> <p><i>Dans la mesure du possible, regrouper les réponses à l'aide des catégories utilisées dans les questionnaires destinés aux ménages et/ou aux informateurs clés.</i></p> <p>Exemples de réponses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réparation des routes, ponts • Stocks de vivres dans le village • Crédit • Ecole pour améliorer le niveau d'instruction • Création d'emplois • Fourniture de services vétérinaires • Remise en état des sources d'eau • Sécurité • Etc. 			

Annexe 4: Principaux avantages et inconvénients des options d'intervention sélectionnées

Type d'intervention	Avantages	Inconvénients
Réponse aux problèmes d'inadéquation de l'accès à la nourriture pour tout ou partie des ménages		
<p>Transferts alimentaires: distribution gratuite de vivres, Vivres contre travail (VCT)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les vivres constituent une réponse directe aux déficits alimentaires et aux carences nutritionnelles. Ils seront probablement consommés, car ils s'échangent moins facilement que les espèces. • Au niveau des ménages, la nourriture est généralement gérée par les femmes. • Les transferts alimentaires sont efficaces et nécessaires lorsque les marchés ne parviennent pas à satisfaire l'ensemble des besoins de la population. 	<ul style="list-style-type: none"> • La distribution de vivres est souvent coûteuse en raison des frais généraux de transport, d'entreposage et d'administration. • Les colis de vivres sont encombrants et difficiles à transporter pour les bénéficiaires; ces derniers peuvent avoir à supporter d'importants coûts de transport lorsque les points de distribution sont éloignés de leur domicile. • On constate parfois des retards de distribution quand la chaîne logistique jusqu'au point de distribution est longue. • Si les distributions sont importantes et maintenues pendant longtemps dans une zone où les paysans essaient de vendre leur production, elles risquent de perturber le marché et l'économie de la zone, de réduire le revenu des producteurs locaux et de constituer un facteur dissuasif pour la production vivrière locale à venir. • Les produits alimentaires disponibles peuvent ne pas répondre à l'ensemble des besoins nutritionnels des populations ou ne pas satisfaire les préférences et les goûts locaux. • Les vivres peuvent devenir une arme en cas de conflit, et les factions belligérantes peuvent imposer des obstacles administratifs.
<p>Transferts monétaires: distribution d'espèces, Espèces contre travail (ECT)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les espèces permettent aux ménages de définir leurs propres priorités de dépenses. • Lorsque certains produits alimentaires sont disponibles sur le marché, la distribution d'espèces peut venir en complément de celle de vivres et permettre aux bénéficiaires de compenser le manque de variété des rations alimentaires. • Les transferts monétaires peuvent être inclus dans un ensemble mixte d'activités de redressement, afin d'aider les personnes à reconstituer leurs moyens de subsistance et d'appuyer un processus de survie. • Les injections de liquidités peuvent stimuler l'économie et favoriser la productivité. • Les transferts monétaires présentent un meilleur rapport coût-efficacité que d'autres options d'intervention, car les coûts de distribution sont peu élevés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les espèces ne peuvent pas être utilisées dans une économie de troc, mais uniquement dans une économie monétaire. • Le ciblage peut être difficile, car les espèces intéressent tout le monde. • Les injections de liquidités peuvent être vecteurs d'inflation si les commerçants des marchés ne veulent ou ne peuvent pas augmenter l'approvisionnement immédiatement. • Les femmes sont généralement chargées de nourrir la famille, mais peuvent ne pas avoir le contrôle de l'argent ni des choix de dépense. • Les donateurs peuvent être plus réticents à l'idée de distribuer des espèces plutôt que des vivres, surtout quand les sommes requises sont importantes.

.../...

i. Les coûts correspondant au transport, à l'entreposage et à la manutention des produits alimentaires de base, entre leur point d'origine et le site de distribution, s'élèvent souvent à plusieurs fois le coût des produits mêmes, notamment en cas de longues distances et de problèmes logistiques.

Type d'intervention	Avantages	Inconvénients
Projets de travaux publics: VCT, ECT	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets de travaux fournissent des emplois aux chômeurs, ce qui leur donne des avantages sur le plan tant psychologique qu'économique. • Ils peuvent contribuer à améliorer les disponibilités alimentaires et l'accès à la nourriture pour l'ensemble de la communauté en créant soit un avoir commun <i>via</i> des activités VCT ou ECT, soit les conditions d'un rétablissement par des activités vivres pour le redressement (VPR). • Certains projets de travaux entraînent un autociblage (seules les personnes qui en ont réellement besoin y participent). 	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets de travaux de grande ampleur sont difficiles à organiser rapidement dans des conditions de crise aiguë, la gestion des demandes administratives étant souvent impossible en situation d'urgence. Ils sont plus adaptés aux crises à évolution lente, à la phase de redressement consécutive aux catastrophes naturelles soudaines et aux situations d'urgence complexes prolongées, lorsque les conditions de sécurité le permettent. • Les projets de travaux sont sans effet pour les ménages qui ne comptent plus aucun adulte valide ou pour ceux dont tous les membres physiquement aptes sont occupés à plein temps, par exemple pour préparer et ensemercer la terre en vue de la prochaine récolte. • Ils risquent d'accroître la charge pesant sur les femmes si celles-ci doivent effectuer ces travaux.
Appui aux moyens de subsistance		
Projets d'appui aux moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets d'appui aux moyens de subsistance protègent la sécurité alimentaire à long terme et favorisent le redressement et l'autonomie. • Ils reposent sur les ressources existant aux niveaux des ménages et des communautés. • Ils s'attaquent à certaines causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, et servent à ce titre de mesures de prévention de l'insécurité alimentaire future. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets d'appui aux moyens de subsistance peuvent ne pas répondre aux besoins des ménages indigents qui ne possèdent aucun avoir matériel et/ou ne sont pas économiquement actifs. • Ces projets sont parfois inadaptés lorsque les personnes sont coupées de leur base de subsistance, encore qu'une formation permettant de maîtriser des moyens de subsistance futurs puisse être pertinente dans ce cas. • Ils peuvent être difficiles (mais pas impossibles) à mettre en œuvre en cas de conflit ou de crise politiqueⁱⁱ. • Ils nécessitent une planification rigoureuse, une gestion attentive et, souvent, une phase pilote préalable à petite échelle. Ils peuvent être difficiles à mettre en place à grande échelle.

.../...

ii. *A Critical Review of Approaches to Assessing and Monitoring Livelihoods in Situations of Chronic Conflict and Political Instability* (SCCPI), de S. Jaspars et J. Shoham, Institut britannique de développement outre-mer (ODI), document de travail n° 191, 2002. Londres, ODI.

Type d'intervention	Avantages	Inconvénients
Réponse aux problèmes de nutrition ou d'inadéquation d'accès à la nourriture de certaines personnes		
Alimentation scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Si les enfants/adolescents ne sont pas suffisamment nourris chez eux, l'alimentation scolaire augmente la qualité et la quantité de leurs apports alimentaires, à condition que la part servie à la maison ne soit pas réduite d'autant. • Si les aliments sont enrichis, l'apport en micronutriments des enfants en est amélioré. • Les repas pris à l'école permettent de réduire la faim et d'aider les enfants à se concentrer en classe. • L'alimentation scolaire peut maintenir et augmenter la fréquentation, mais aussi réduire et prévenir l'abandon des études, particulièrement en période de crise. Il est ainsi possible d'améliorer les résultats de l'enseignement ainsi que l'efficacité de l'école comme canal de mise en place de mesures sanitaires telles que le déparasitage. • L'alimentation scolaire et ses répercussions sur la fréquentation et l'apprentissage peuvent favoriser un sentiment de normalité dans la communauté. • Dans les communautés déplacées, l'alimentation scolaire permet de cibler les enfants d'âge scolaire dont les besoins nutritionnels de base ne sont pas satisfaits par la ration générale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il peut se produire des erreurs d'exclusion: l'alimentation scolaire ne profite qu'aux enfants qui fréquentent l'école. Certains (parfois de nombreux) enfants issus des ménages les plus pauvres et les plus touchés par l'insécurité alimentaire ne sont pas scolarisés et ne tirent donc aucun profit des programmes d'alimentation scolaire. • Il peut se produire des erreurs d'inclusion: l'alimentation scolaire cible tous les enfants scolarisés. Certains d'entre eux, issus de ménages en situation de sécurité alimentaire, peuvent ainsi recevoir l'aide.
Supplémentation alimentaire dans un centre	<ul style="list-style-type: none"> • Le personnel observe la nourriture consommée et est en contact plus régulier avec les mères ou les accompagnants, ce qui lui permet d'aider plus efficacement les personnes à se rétablir. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'alimentation sur site entraîne un coût pour les mères ou les accompagnants en raison du temps qu'elle leur demande. • Ce type d'aide est plus coûteux pour l'organisme d'exécution. • Il existe un risque de transmission des infections dans les centres d'alimentation bondés. • Les bénéficiaires peuvent voir leur ration diminuée à la maison en raison du supplément reçu par ailleurs.
Supplémentation alimentaire à emporter	<ul style="list-style-type: none"> • Le coût d'opportunité pour les mères ou les soignants/aides en termes de temps passé est inférieur à celui d'une supplémentation alimentaire dans un centre. • Ce type d'aide est moins coûteux pour l'organisme d'exécution et plus rapide à mettre en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est probable que les aliments fournis seront partagés entre les membres du ménage; il convient donc d'en distribuer davantage pour tenir compte de ce fait. • Il existe un risque potentiel d'insécurité.

Annexe 5: Principales options d'intervention et informations nécessaires pour juger de leur adéquation

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Distribution gratuite générale ou ciblée de vivres: fourniture aux ménages de rations alimentaires gratuites (voir les sections suivantes sur les types de rations)</p>	<p>Situation d'insécurité alimentaire aiguë/transitoire dans laquelle:</p> <ul style="list-style-type: none"> l'accès à l'alimentation de la totalité ou d'une grande partie des ménages est insuffisant; et les disponibilités alimentaires sont au plus bas; et les autres modes de soutien de l'accès des personnes à la nourriture ne seraient ni pratiques ni fiables et/ou prendraient trop de temps en raison de l'urgence de la situation; et/ou les caractéristiques de la population touchée indiquent qu'un grand nombre de ménages ciblés ne seraient pas en mesure de participer à un projet d'aide par l'emploi, parce que ces ménages se composent principalement de femmes, d'enfants, de personnes âgées et/ou de malades; et la population n'a pas de temps à consacrer à d'autres activités; il n'y a pas de chômeurs, les personnes sont occupées par leurs activités de subsistance habituelles telles que la préparation des champs et les semis; et il n'existe pas d'excédent de main-d'œuvre. 	<p>Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée</p> <ul style="list-style-type: none"> Situation nutritionnelle antérieure et actuelle de la population; profil de morbidité antérieur et actuel; taux de mortalité antérieur et actuel (taux brut et taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans). Présence ou absence d'aide alimentaire structurelle. Niveaux actuels d'accès des ménages à l'alimentation: <ul style="list-style-type: none"> quantité/type de vivres obtenus par les mécanismes normaux; niveaux actuels de consommation; permissibilité des stratégies de survie des ménages. Disponibilités alimentaires actuelles et potentielles: <ul style="list-style-type: none"> présence éventuelle d'un déficit alimentaire au(x) niveau(x) local, infranational et/ou national - raisons de ce(s) déficit(s), tendances et élasticité de l'offre de produits alimentaires sur l'année, et facteurs influant sur l'évolution de cette offre; présence de sources substitutives d'approvisionnement alimentaire - capacité des acteurs locaux (pouvoirs publics ou commerçants) à combler un déficit, et rôle possible des intervenants humanitaires dans l'appui au gouvernement ou au secteur privé. Commodité de mise en œuvre des solutions susceptibles de se substituer à une distribution générale: <ul style="list-style-type: none"> L'infrastructure et les conditions nécessaires pour mettre en œuvre rapidement un projet d'aide non alimentaire sont-elles en place? Dispose-t-on des partenaires, des équipements et des intrants techniques nécessaires, et la situation en matière de sécurité est-elle favorable? Données démographiques sur la population touchée. Situation sanitaire de la population touchée. Calendriers saisonniers et quotidiens des activités occupant les hommes, les femmes et les enfants de la population touchée.
		<p>En outre, les distributions alimentaires peuvent être appropriées sur de courtes périodes, une à deux semaines par exemple, lorsqu'il y a des raisons de craindre une famine sans savoir si les conditions ci-dessus sont remplies.</p>

Informations complémentaires nécessaires pour concevoir un programme de distribution gratuite générale ou ciblée de vivres:

- Nombre et localisation des bénéficiaires.
- Durée de l'intervention.
- Rôles respectifs des hommes et des femmes, et schémas de répartition intrafamiliale.
- Capacité de se déplacer à l'extérieur du ménage.
- Situation au regard de la sécurité.
- Calendriers saisonniers, quotidiens et hebdomadaires des hommes, des femmes et des enfants, afin d'éviter que les distributions ne perturbent les activités économiques ou autres.
- Habitudes alimentaires de la population ciblée, denrées de base préférées et substituts jugés acceptables par cette population, habitude de consommation/acceptation des produits distribués.
- Accès des ménages à du combustible pour la préparation des aliments proposés, et capacité de stocker ces aliments.
- Besoins en micronutriments, afin de juger de la nécessité d'une alimentation enrichie.
- Points de distribution possibles et système de distribution approprié.
- Médias et réseaux communautaires disponibles pour faire connaître les conditions donnant droit aux rations et les arrangements de distribution.
- Capacités (personnel, équipements et administration) des partenaires en matière de systèmes de distribution et de suivi.
- Infrastructures (routes, capacité d'entreposage et installations de meunerie, si nécessaire).
- Besoins de la population d'accueil lorsque les distributions sont destinées à des personnes déplacées.

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Vivres contre travail (VCT) et Vivres pour le redressement (VPR): fourniture de rations alimentaires en paiement d'un travail</p>	<p>Situations dans lesquelles: les ménages ont un accès insuffisant à l'alimentation; et</p> <ul style="list-style-type: none"> les disponibilités alimentaires de la zone sont limitées en quantité et/ou en variété, et rien n'indique que cette situation va changer; et les ménages en situation d'insécurité alimentaire comptent des personnes valides et sans emploi ou sous-employées, ce qui signifie qu'il existe un excédent de main-d'œuvre dans les ménages ciblés; et des projets de travaux publics sont nécessairesⁱⁱⁱ; et les intrants non alimentaires nécessaires, tels que les matériaux, l'équipement et la supervision technique, peuvent être fournis; et les avoirs créés seront correctement gérés et entretenus à l'issue du projet; ou après une catastrophe soudaine, quand: <ul style="list-style-type: none"> il est nécessaire de procéder à des opérations d'élimination des débris et de nettoyage général, des travaux de réparation des routes rurales (qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre), la construction de remblais ou d'autres infrastructures publiques; et la population a la capacité d'entreprendre le travail requis sans supervision technique extérieure. 	<ul style="list-style-type: none"> Niveaux actuels d'accès des ménages à l'alimentation: <ul style="list-style-type: none"> quantité/type de vivres obtenus par les mécanismes normaux; niveaux actuels de consommation; pérennité des stratégies de survie des ménages. Disponibilités alimentaires actuelles: <ul style="list-style-type: none"> présence éventuelle d'un déficit alimentaire au(x) niveau(x) local, infranational ou national - raisons de ce(s) déficit(s), tendances et élasticité de l'offre de produits alimentaires sur l'année, et facteurs influant sur l'évolution de cette offre; possibilités de sources substitutives d'approvisionnement alimentaire - capacité des acteurs locaux (pouvoirs publics ou commerçants) à combler un déficit, et rôle possible des intervenants humanitaires dans l'appui au gouvernement ou au secteur privé. Composition des ménages en situation d'insécurité alimentaire: nombre moyen de personnes valides par ménage; pourcentage des ménages dans lesquels aucun membre valide n'est disponible. Caractéristiques de l'emploi saisonnier; périodes pendant lesquelles aucun travail n'est disponible. Conditions actuelles (et besoins de remise en état/reconstruction) des infrastructures, des avoirs matériels ou de l'environnement. <ul style="list-style-type: none"> Projets nécessitant beaucoup de main-d'œuvre et susceptibles de contribuer à la sécurité alimentaire à long terme et aux services destinés aux ménages en situation d'insécurité alimentaire. Disponibilité des partenaires de gestion, des intrants non alimentaires, des équipements et du personnel technique. Existence d'arrangements à l'échelon communautaire et/ou gouvernemental permettant de garantir la pérennité de la gestion et de l'entretien. Nature et ampleur des dommages matériels, et nécessité d'une action initiale de nettoyage et de remise en état réclamant beaucoup de main-d'œuvre. Disponibilité de personnes valides dans les ménages en situation d'insécurité alimentaire pour participer à des activités communautaires à court terme de remise en état.

iii. Exemples: réparation d'infrastructures endommagées et création d'avoirs matériels tels que des routes, des écoles et des systèmes d'irrigation.

Informations complémentaires nécessaires pour concevoir un projet VCT:

- Nombre de bénéficiaires/travailleurs ciblés.
- Disponibilité de travaux publics profitant à la communauté et renforçant la sécurité alimentaire à long terme.
- Calendrier souhaitable/envisageable des travaux, caractéristiques saisonnières à prendre en compte.
- Emplacements des sites possibles de travaux publics.
- Capacités (personnel, équipements, systèmes d'administration et de suivi) des partenaires dans le domaine de la planification et de la mise en œuvre des activités.
- Situation au regard de la sécurité.
- Rôles respectifs des hommes et des femmes, et conséquences sur la participation à des travaux publics selon le moment.
- Salaires journaliers locaux et valeur de transfert des produits de base, afin de déterminer la rémunération en produits alimentaires d'une activité VCT.
- Attrait des aliments de base disponibles.
- Médias et réseaux communautaires disponibles pour faire connaître le projet.
- Infrastructures (routes, capacité d'entreposage, installations de meunerie) permettant la livraison des produits alimentaires de base et des matériaux nécessaires aux activités de travaux publics.
- Propriété des avoirs créés.
- Répercussions environnementales possibles des projets de travaux publics.

En présence de populations importantes de personnes déplacées, les opportunités d'emploi doivent être proposées à la fois aux personnes déplacées et aux groupes de la population d'accueil qui sont en situation d'insécurité alimentaire; les activités ne doivent pas se dérouler au détriment de la population locale.

Informations complémentaires nécessaires pour concevoir un projet VPR:

- Nombre de bénéficiaires/travailleurs ciblés.
- Emplacements des sites possibles de travaux publics.
- Capacités des partenaires dans le domaine de la planification et de la gestion des distributions.
- Salaires journaliers locaux et valeur de transfert des produits de base, afin de déterminer la rémunération en produits alimentaires d'une activité VPR.

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> les ménages ont un accès insuffisant à l'alimentation; et 	<ul style="list-style-type: none"> Niveaux actuels d'accès des ménages à l'alimentation: <ul style="list-style-type: none"> quantité/type de vivres obtenus par les mécanismes normaux; niveaux actuels de consommation; pérennité des stratégies de survie des ménages. Disponibilités alimentaires actuelles: <ul style="list-style-type: none"> présence éventuelle d'un déficit alimentaire au(x) niveau(x) local, infranational ou national - raisons de ce(s) déficit(s), tendances et élasticité de l'offre de produits alimentaires sur l'année, et facteurs influant sur l'évolution de cette offre; possibilités de sources substitutives d'approvisionnement alimentaire - capacité des acteurs locaux (pouvoirs publics ou commerçants) à combler un déficit, et rôle possible des intervenants humanitaires dans l'appui aux pouvoirs publics ou au secteur privé.
Espèces contre travail (ECT)	<ul style="list-style-type: none"> les ménages en situation d'insécurité alimentaire comptent des personnes valides et sans emploi ou sous-employées, ce qui signifie qu'il existe un excédent de main-d'œuvre dans les ménages ciblés; et le risque de pression inflationniste est faible (une économie déprimée a besoin d'une injection de liquidités); et des projets de travaux publics sont nécessaires; et les intrants non alimentaires nécessaires, tels que les équipements et la supervision technique, peuvent être fournis. 	<ul style="list-style-type: none"> Composition des ménages en situation d'insécurité alimentaire: nombre de personnes valides par ménage et par sexe; pourcentage des ménages dans lesquels aucun membre valide n'est disponible. Nature et variations saisonnières des activités rémunératrices réalisées par les membres valides des ménages. État de l'économie, risque d'inflation en cas d'injection de liquidités; prix pratiqués et intégration des marchés locaux dans un système plus vaste. Conditions actuelles (et besoins de remise en état/reconstruction) des infrastructures, des avoirs matériels et de l'environnement. Disponibilité de projets nécessitant beaucoup de main-d'œuvre et susceptibles de contribuer à la sécurité alimentaire à long terme et aux services destinés aux ménages en situation d'insécurité alimentaire. Capacités des partenaires dans le domaine de la planification et de la gestion de projets (disponibilité des intrants matériels, des équipements et du personnel technique nécessaires).

Informations complémentaires nécessaires pour concevoir un projet ECT:

- Nombre de bénéficiaires/travailleurs ciblés.
- Localisation des travaux publics à entreprendre.
- Situation au regard de la sécurité.
- Rôles respectifs des hommes et des femmes.
- Salaires journaliers locaux et coût de la vie, y compris les frais médicaux et les frais d'obsèques dans les zones où les répercussions du VIH/sida sont lourdes, afin de déterminer la rémunération d'une activité ECT.
- Calendrier et durée des activités.
- Calendrier de paiement.
- Durée probable du projet.
- Médias et réseaux communautaires disponibles pour faire connaître le projet.
- Capacités (personnel, équipements et systèmes d'administration et de suivi) des partenaires.
- Présence de banques.
- Avantages des travaux publics pour la sécurité alimentaire à long terme.
- Propriété des avoirs créés par ces travaux publics.
- Répercussions environnementales des travaux publics.

En présence de populations importantes de personnes déplacées, les opportunités d'emploi doivent être proposées à la fois aux personnes déplacées et aux groupes de la population d'accueil qui sont en situation d'insécurité alimentaire; les activités ne doivent pas se dérouler au détriment de la population locale.

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> les produits alimentaires sont disponibles sur les marchés locaux, mais les ménages n'ont pas les moyens de les acheter sans entamer leurs avoirs essentiels; <i>ou</i> les coûts d'approvisionnement et de transport des produits alimentaires jusqu'à la zone touchée sont élevés, mais les commerçants répondraient à la demande; <i>ou</i> la mobilisation de l'aide alimentaire prendrait beaucoup de temps; <i>ou</i> l'objectif est d'appuyer le redressement économique autant que la survie, <i>et</i> le risque inflationniste d'une injection de liquidités est faible; <i>et</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Prix sur les marchés des aliments de base habituels et d'autres denrées de base moins appréciées. Évolution des prix. Revenu et pouvoir d'achat des ménages en situation d'insécurité alimentaire. Présence de groupes vulnérables ne participant pas aux activités économiques. Coûts de livraison et de distribution de l'aide alimentaire. Compétitivité et intégration des marchés. Capacité des commerçants à répondre à une demande en hausse.
<p>Programmes de transferts monétaires: distribution d'espèces à des bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> la mobilisation de l'aide alimentaire prendrait beaucoup de temps; <i>ou</i> l'objectif est d'appuyer le redressement économique autant que la survie, <i>et</i> le risque inflationniste d'une injection de liquidités est faible; <i>et</i> les capacités nécessaires à la gestion du programme sont disponibles; <i>et</i> les donateurs sont disposés à appuyer un programme de distribution d'espèces. 	<p>Délai de livraison de l'aide alimentaire.</p> <p>Perspectives de redressement économique en l'absence d'intervention.</p> <p>Risque d'inflation.</p> <ul style="list-style-type: none"> Capacités administratives nécessaires à la mise en œuvre du programme, telles que le système bancaire. Capacités de suivi et de comptabilisation. <p>Politiques définies par les donateurs potentiels.</p>
<p>Bons d'alimentation: distribution de bons d'alimentation à des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Dans les situations similaires à celles décrites pour les programmes de transferts monétaires, avec les différences suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> les donateurs ne souhaitent pas financer des distributions d'espèces, mais acceptent d'appuyer un dispositif de bons d'alimentation; <i>et</i> les détaillants locaux sont disposés à coopérer au programme et à accepter des bons contre un remboursement ultérieur en espèces ou en nature (produits alimentaires). 	<p>Politiques définies par les donateurs potentiels.</p> <p>Présence de détaillants disposés à coopérer.</p>

.../...

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Échange de la production: fourniture de produits alimentaires aux ménages ruraux touchés en échange de la production de ces ménages, pour laquelle il n'existe aucun marché local</p>	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> la sécheresse a entraîné la mort d'une partie des troupeaux et un effondrement des prix du bétail, plaçant les pasteurs dans une situation extrêmement difficile^{vii}; ou les paysans font face à une pénurie aiguë de produits alimentaires et seraient contraints de consommer leur stock de semences^v; ou les systèmes de commercialisation se sont effondrés, de sorte que les producteurs ruraux de cultures de rapport sont dans l'impossibilité de vendre leur production et d'acheter des vivres^{vi}. 	<ul style="list-style-type: none"> Prix du bétail et évolution des prix. Termes de l'échange bétail contre céréales et autres articles essentiels. Taux de mortalité du bétail. Stocks de semences détenus par les paysans pauvres. Accès des paysans pauvres à l'alimentation. <ul style="list-style-type: none"> Problème d'intégration des marchés touchant des zones et des productions particulières.
<p>Programme d'assistance aux marchés^{viii}: mise à la disposition de détaillants de produits alimentaires de moindre statut, qui seront vendus à des prix abordables</p>	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> le prix des aliments de base habituels n'est plus abordable pour beaucoup en raison de pénuries et de l'inflation qui en découle; et les rations générales ciblées ne sont pas possibles, notamment dans les zones urbaines; et les détaillants sont intéressés par une participation au programme; ou il est nécessaire de revitaliser le secteur meunier. 	<ul style="list-style-type: none"> Prix sur les marchés des aliments de base habituels et d'autres denrées de base moins appréciées. Évolution des prix (taux d'inflation). Écart de prix entre les aliments de base principaux et les aliments de base à bas prix. Options d'assistance ciblant directement les ménages en situation d'insécurité alimentaire. Nombre de détaillants disposés à participer au programme. Existence de capacités de meunerie et d'entreposage. Capacité de production d'aliments de base enrichis à bas prix.

iv. Dans ce type de situation, il est possible de distribuer des céréales contre des bêtes (réduction du troupeau) et d'utiliser la viande dans d'autres activités de programme.

v. Dans ce type de situation, il est possible de distribuer des céréales en échange des semences, puis de stocker ces dernières et de les redistribuer à temps pour la campagne suivante.

vi. Ainsi, au Mozambique, dans les années 80, des céréales ont été échangées contre des noix de cajou.

vii. Pour une brève description d'un programme de ce type, mis en œuvre par CARE et appuyé par l'USAID, consultez l'étude de cas *MAPP-Malawi* sur le DVD.

.../...

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Soutien des marchés: réduction des goulets d'étranglement logistiques ou octroi de crédits aux commerçants</p>	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le mauvais état de routes, de ponts ou d'autres infrastructures empêche les commerçants d'approvisionner la zone à un niveau correct; <i>ou</i> • les commerçants qui approvisionneraient normalement la zone en produits alimentaires sont dans l'incapacité de le faire en raison d'un manque de moyens (crédit) ou d'un manque d'accès au carburant et aux pièces détachées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Emplacement et nature des goulets d'étranglement logistiques qui freinent l'arrivée dans la zone touchée de produits alimentaires provenant d'autres parties du pays. • Faisabilité de la remise en état/de l'amélioration des infrastructures pour permettre l'importation dans la région de plus grandes quantités de nourriture. • Contraintes, autres que logistiques, empêchant les commerçants qui approvisionneraient en temps normal la zone en produits alimentaires de fournir ou d'augmenter cet approvisionnement. • Solvabilité des commerçants et existence d'un mécanisme (ou possibilité d'en mettre un en place) permettant de leur proposer des crédits et d'assurer les remboursements.

Problèmes liés aux programmes de transferts monétaires

L'expérience des programmes de transfert monétaires est relativement limitée; il reste donc un certain nombre d'inconnues sur ce type d'aide, notamment:

- le niveau de pouvoir d'achat et l'éloignement de l'approvisionnement nécessaires pour être sûr qu'un flux entrant de produits alimentaires ou d'autres articles s'établira;
- le comportement des prix suite à une injection de liquidités;
- le seuil d'apport de liquidités entraînant inévitablement une poussée inflationniste;
- la façon dont les personnes dépensent l'argent dont elles disposent dans différentes circonstances (urgence/absence d'urgence) selon leur sexe, leur statut économique, etc.;
- les risques d'insécurité dans des situations de conflit et d'instabilité politique.

Problèmes liés aux programmes d'échange de la production

- Les taux de change devraient normalement être fixes, compte tenu des prix relatifs sur les marchés locaux avant l'urgence et au moment de l'intervention.
- Les produits reçus en échange peuvent être utilisés dans des programmes de secours locaux ou être transportés sur des marchés urbains pour y être vendus. Il peut arriver qu'ils soient rechargés dans les camions qui apportent l'aide alimentaire de secours dans la zone.

Appui non alimentaire aux activités de subsistance

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Appui non alimentaire aux activités de subsistance: fourniture d'intrants et de services de production^{viii} afin de reconstituer / remettre en état les avoirs matériels des personnes et des ménages en situation d'insécurité alimentaire, mais économiquement actifs</p>	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> les ménages ciblés ont accès au stock de ressources naturelles; <i>et</i> les ménages ciblés manquent d'intrants de production; <i>et</i> les intrants de production de la qualité voulue ne sont pas disponibles; <i>et</i> ce manque limite ou limitera la production. 	<p>Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée</p> <ul style="list-style-type: none"> Accès des ménages au stock de ressources naturelles, structures de propriété. Stocks d'intrants de production des ménages, en temps normal et maintenant. Capacité des ménages à acheter des intrants de production (schémas de dépense, avoirs, accès au crédit). Disponibilité des intrants de production de qualité satisfaisante sur les marchés locaux. Niveaux de production, normaux et actuels. Facteurs influant sur les niveaux de production: accès au stock de ressources naturelles, disponibilité de la main-d'œuvre, situation au regard de la sécurité et/ou accès aux intrants de production et disponibilité de ceux-ci.

viii. Les intrants de production peuvent comprendre des semences, des outils, une irrigation, du fourrage ou d'autres produits nécessaires à l'élevage. Les services peuvent inclure des soins vétérinaires, une vulgarisation, l'amélioration de l'accès aux pâturages et aux services financiers, tels que des prêts d'urgence aux personnes et aux ménages en situation d'insécurité alimentaire, quoique économiquement actifs, pour la reconstitution ou la remise en état de leurs avoirs matériels.

Informations complémentaires nécessaires pour concevoir un projet d'appui aux moyens de subsistance:

- Nombre et répartition géographique des bénéficiaires.
- Durée probable du projet.
- Situation au regard de la sécurité.
- Rôles respectifs des hommes et des femmes.
- Calendrier saisonnier des activités de subsistance.
- Calendrier de distribution des intrants prévus dans le projet.
- Médias et réseaux communautaires disponibles pour faire connaître le projet.
- Capacités (personnel, équipements et systèmes d'administration et de suivi) des partenaires.
- Répercussions environnementales du projet.
- Accès à des marchés et des banques en fonctionnement, notamment pour les projets de microfinancement.

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> la fréquentation scolaire est faible et un repas à l'école pourrait encourager l'assiduité des filles comme des garçons; <i>ou</i> les résultats scolaires sont faibles parce que les enfants qui fréquentent l'école ont faim, ne sont pas assez nourris chez eux et/ou ont un régime alimentaire insuffisamment varié, et carencé en micronutriments essentiels; <i>ou</i> une fréquentation scolaire régulière pourrait aider les enfants à surmonter un traumatisme psychosocial ou à réduire leur exposition aux sévices et à l'exploitation, et l'alimentation scolaire pourrait encourager et permettre cette assiduité; <i>et</i> les écoles disposent des installations de base nécessaires au stockage et à la préparation des aliments; <i>et</i> les enseignants et les comités de parents sont désireux et ont la capacité d'organiser la préparation et la distribution des aliments; <i>et</i> en cas de mise en œuvre d'un programme de distribution générale de rations, l'alimentation scolaire est prévue comme faisant partie intégrante de la stratégie globale d'assistance alimentaire. <p>Une alimentation préscolaire peut être appropriée dans les situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> les enfants d'âge préscolaire ont des besoins nutritionnels particuliers auxquels une ration générale standard ne répond pas; <i>et</i> ces enfants fréquentent des établissements préscolaires. <p>À titre exceptionnel, une alimentation scolaire peut être appropriée dans les situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> des enfants / adolescents plus âgés ont des besoins nutritionnels particuliers auxquels une ration générale standard ne répond pas; <i>et</i> ces enfants / adolescents fréquentent l'école. 	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> la fréquentation scolaire est faible et un repas à l'école pourrait encourager l'assiduité des filles comme des garçons; <i>ou</i> les résultats scolaires sont faibles parce que les enfants qui fréquentent l'école ont faim, ne sont pas assez nourris chez eux et/ou ont un régime alimentaire insuffisamment varié, et carencé en micronutriments essentiels; <i>ou</i> une fréquentation scolaire régulière pourrait aider les enfants à surmonter un traumatisme psychosocial ou à réduire leur exposition aux sévices et à l'exploitation, et l'alimentation scolaire pourrait encourager et permettre cette assiduité; <i>et</i> les écoles disposent des installations de base nécessaires au stockage et à la préparation des aliments; <i>et</i> les enseignants et les comités de parents sont désireux et ont la capacité d'organiser la préparation et la distribution des aliments; <i>et</i> en cas de mise en œuvre d'un programme de distribution générale de rations, l'alimentation scolaire est prévue comme faisant partie intégrante de la stratégie globale d'assistance alimentaire. <p>Une alimentation préscolaire peut être appropriée dans les situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> les enfants d'âge préscolaire ont des besoins nutritionnels particuliers auxquels une ration générale standard ne répond pas; <i>et</i> ces enfants fréquentent des établissements préscolaires. <p>À titre exceptionnel, une alimentation scolaire peut être appropriée dans les situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> des enfants / adolescents plus âgés ont des besoins nutritionnels particuliers auxquels une ration générale standard ne répond pas; <i>et</i> ces enfants / adolescents fréquentent l'école. 	<p>Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée</p> <ul style="list-style-type: none"> Taux de scolarisation et taux d'assiduité des filles et des garçons. Coût d'opportunité supporté par les ménages qui scolarisent leurs enfants, et évaluation de l'utilité d'une distribution de rations pour inciter les parents à envoyer leurs enfants régulièrement à l'école. Consommation alimentaire des enfants (accès à l'alimentation des familles d'enfants scolarisés, schémas de répartition intrafamiliale et diversité du régime alimentaire). Résultats scolaires et raisons avancées par les enseignants pour expliquer les mauvaises performances. Niveau de stress subi par les enfants et étendue du traumatisme psychosocial, d'après les rapports des travailleurs sociaux et des enseignants formés. Risques de sévices et d'exploitation auxquels sont exposés les enfants. Capacités des écoles en matière de stockage et de préparation des aliments (personnel disponible, combustible pour la cuisson, ustensiles de cuisine et espace de stockage, accès à de l'eau potable et installations d'assainissement correctes). Stratégie globale d'assistance à la sécurité alimentaire. Besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire. Besoins nutritionnels des enfants d'âge préscolaire. Capacités des écoles en matière de stockage et de préparation des aliments (personnel disponible, combustible pour la cuisson, ustensiles de cuisine et espace de stockage, accès à de l'eau potable et installations d'assainissement correctes). Besoins nutritionnels des enfants / adolescents plus âgés, en fonction de leur taille et de leur niveau d'activité. Existence d'écoles. Profil des élèves.

Informations complémentaires nécessaires pour concevoir un programme d'alimentation scolaire:

- Nombre de centres d'apprentissage sûrs.
- Nombre d'écoles opérationnelles et non opérationnelles dans la zone.
- Couvertures sociale et géographique des écoles.
- Nombre d'enfants à nourrir.
- Durée probable de l'intervention.
- Préférences alimentaires et disponibilité des denrées acceptables susceptibles d'être préparées à l'école.
- Rôles respectifs des hommes et des femmes et besoins spécifiques des filles.
- Répercussions environnementales (du type de fourneaux utilisé par exemple).
- Disposition de la communauté à participer.
- Situation au regard de la sécurité.
- Infrastructures (routes, capacité d'entreposage, installations de meunerie, approvisionnement en eau et assainissement).
- Capacité des partenaires à fournir les intrants complémentaires.

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
Vivres fournis à d'autres établissements de service social: orphelins, foyers pour les personnes âgées ou handicapées, hôpitaux et centres de santé, par exemple	Situations dans lesquelles: • les établissements de service social n'ont pas les ressources nécessaires pour assurer une alimentation adéquate à leurs patients ou à leurs résidents; et • les familles des résidents n'ont pas accès à suffisamment de vivres pour les nourrir; et • le personnel et les installations nécessaires au stockage et à la préparation des aliments sont assurés dans chaque établissement.	<ul style="list-style-type: none"> Quantité et qualité de denrées alimentaires disponibles dans chaque établissement par rapport au nombre de résidents, régime alimentaire de ces résidents. État nutritionnel et état de santé des résidents. Niveaux actuels d'accès à l'alimentation des familles des résidents; quantité/type de vivres obtenus par les mécanismes normaux; niveaux actuels de consommation; pérennité des stratégies utilisées par les familles pour faire face à la situation. Pour chaque établissement: installations de cuisine, espace de stockage, ustensiles de cuisine et personnel disponibles pour préparer et faire cuire les aliments.
Programmes de soins de proximité^{ix}: destinés aux enfants non accompagnés, aux orphelins et autres enfants vulnérables dans les zones de forte prévalence du VIH/sida	Situations dans lesquelles: • la pandémie de VIH/sida a généré un grand nombre d'orphelins et autres enfants vulnérables; et • les communautés peinent à s'occuper de ces enfants et de nombreux enfants d'âge préscolaire disposent de très peu d'aliments; et • les centres de soins de proximité offriront une protection à ce groupe rendu vulnérable par son âge et contribueront à renforcer la sécurité alimentaire au niveau des villages par des programmes agricoles et des initiatives à l'intention des orphelins et autres enfants vulnérables.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'orphelins et d'enfants vulnérables de la communauté. Données probantes faisant état de taux de malnutrition plus importants chez ces enfants. Données probantes faisant état de taux de malnutrition plus importants dans les ménages accueillant ces enfants. Preuves de l'exposition de cette tranche d'âge à un risque de violence sexuelle.

ix. Les programmes de centres de soins de proximité et ceux destinés aux orphelins et autres enfants vulnérables ont été élaborés dans le contexte d'IPSR mises en œuvre dans les pays d'Afrique australe.

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Supplémentation alimentaire ciblée sous forme de rations à emporter: fourniture aux mères d'enfants atteints de malnutrition et autres personnes souffrant de cette affection d'une ration à emporter en plus de la ration générale; cette action vise à éviter que la malnutrition modérée n'évolue vers une malnutrition grave, notamment chez les enfants de moins de 5 ans, chez les enfants plus âgés, chez les enfants qui sortent de programmes d'alimentation thérapeutique, chez les femmes enceintes et chez les mères allaitantes</p>	<p>Situations dans lesquelles une distribution générale est en cours et où:</p> <ul style="list-style-type: none"> 10 à 14 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane; <i>ou</i> 5 à 9 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane, et il existe des facteurs aggravants; <i>et</i> <p>• il est possible d'identifier et de cibler les personnes souffrant de malnutrition; <i>et</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Prévalence de la malnutrition: chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, en particulier pourcentage d'enfants dont l'indice poids/taille est inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane. Présence d'œdème chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Présence d'autres facteurs aggravants, notamment: une ration générale inférieure aux besoins énergétiques moyens, un taux de mortalité brut supérieur à 1 pour 10 000 par jour, une épidémie de rougeole ou de coqueluche, ou une forte prévalence de maladies respiratoires ou de maladies diarrhéiques. <ul style="list-style-type: none"> Capacité des partenaires à distinguer/sélectionner les personnes souffrant de malnutrition. <ul style="list-style-type: none"> Schémas de répartition intrafamiliale - modalités de partage de la nourriture à l'intérieur du ménage. Certains aliments sont-ils réservés aux enfants? aux femmes?

.../...

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Supplémentation alimentaire ciblée sur site: les enfants et d'autres personnes souffrant de malnutrition reçoivent des aliments à consommer sur place, en plus de la ration générale; cette action vise à éviter que la malnutrition modérée n'évolue vers une malnutrition grave, notamment chez les enfants de moins de 5 ans, ceux qui sortent de programmes d'alimentation thérapeutique, les femmes enceintes et les mères allaitantes</p>	<p>Situations dans lesquelles une distribution générale est en cours et où:</p> <ul style="list-style-type: none"> 10-14 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane; <i>ou</i> 5-9 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane, en présence de facteurs aggravants; <i>et</i> <ul style="list-style-type: none"> il est possible de cibler les personnes souffrant de malnutrition; <i>et</i> il y a des raisons de penser qu'une ration à emporter serait largement partagée; <i>ou</i> la préparation des aliments au foyer est difficile (le ménage manque de combustible et/ou d'ustensiles pour cuisiner); <i>ou</i> le niveau d'insécurité est tel qu'il serait risqué pour les bénéficiaires de rentrer chez eux avec la ration; <i>et</i> il est possible d'établir des sites décentralisés de supplémentation alimentaire à proximité du domicile des bénéficiaires ciblés, ce qui permet de réduire les coûts d'opportunité pour les aides. 	<ul style="list-style-type: none"> Prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, en particulier pourcentage d'enfants dont l'indice poids/taille est inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane. Présence d'œdème chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Présence d'autres facteurs aggravants, notamment: une ration générale inférieure aux besoins énergétiques moyens, un taux de mortalité brut supérieur à 1 pour 10 000 par jour, une épidémie de rougeole ou de coqueluche, ou une forte prévalence de maladies respiratoires ou de maladies diarrhéiques. Capacité des partenaires à distinguer/sélectionner les personnes souffrant de malnutrition. Schémas de répartition intrafamiliale - modalités de partage des aliments à l'intérieur du ménage. Certains aliments sont-ils réservés aux enfants? aux femmes? Accès des ménages ciblés au combustible et à des ustensiles de cuisine. Situation au regard de la sécurité. Étendue de la zone à l'intérieur de laquelle vivent les bénéficiaires ciblés. Capacité des partenaires à établir et à gérer des sites de supplémentation alimentaire dans de nombreux lieux.

.../...

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Situations dans lesquelles une distribution générale est en cours et où:</p> <ul style="list-style-type: none"> 15 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane; <i>ou</i> 10 à 14 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane et il existe des facteurs aggravants; <i>ou</i> la filière d'approvisionnement fiable nécessaire pour une ration générale adéquate n'a pas encore pu être mise en place, aux premiers stades d'une crise aiguë; <i>et</i> il y a des raisons de penser que les personnes ciblées consommeront une part importante de la nourriture; <i>et</i> la taille de la ration autorise un certain partage entre les membres de la famille, puisque ce partage est pris en compte dans la taille standard recommandée des rations à emporter distribuées. 	<p>Situations dans lesquelles une distribution générale est en cours et où:</p> <ul style="list-style-type: none"> 15 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane. Présence d'autres facteurs aggravants, notamment: un taux de mortalité brut supérieur à 1 pour 10 000 par jour, une épidémie de rougeole ou de coqueluche, ou une forte prévalence de maladies respiratoires ou de maladies diarrhéiques; ou bien une ration générale insuffisante pour couvrir les besoins énergétiques moyens des personnes. 	<p>Prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, en particulier pourcentage d'enfants dont l'indice poids/taille est inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane.</p> <ul style="list-style-type: none"> Présence d'autres facteurs aggravants, notamment: un taux de mortalité brut supérieur à 1 pour 10 000 par jour, une épidémie de rougeole ou de coqueluche, ou une forte prévalence de maladies respiratoires ou de maladies diarrhéiques; ou bien une ration générale insuffisante pour couvrir les besoins énergétiques moyens des personnes.
<p>Supplémentation alimentaire généralisée sous forme de rations à emporter: fourniture à tous les enfants et autres personnes nutritionnellement vulnérables d'une ration à emporter en plus de la ration générale</p>	<p>Situations dans lesquelles une distribution générale est en cours et où:</p> <ul style="list-style-type: none"> 15 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane; <i>ou</i> 10 à 14 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane et il existe des facteurs aggravants; <i>et</i> il y a des raisons de penser qu'une ration à emporter serait largement partagée; <i>ou</i> la préparation des aliments au foyer est difficile, le ménage manque de combustible et/ou d'ustensiles pour cuisiner; <i>ou</i> le niveau d'insécurité est tel qu'il serait risqué pour les bénéficiaires de rentrer chez eux avec la ration; <i>et</i> 	<p>Schémas de répartition intrafamiliale - modalités de partage des aliments à l'intérieur du ménage. Certains aliments sont-ils réservés aux enfants? aux femmes?</p>
<p>Supplémentation alimentaire généralisée sur site: fourniture à tous les enfants et autres personnes nutritionnellement vulnérables d'aliments à consommer sur place, en plus de la ration générale</p>	<p>Situations dans lesquelles une distribution générale est en cours et où:</p> <ul style="list-style-type: none"> 15 % des enfants de moins de 5 ans ont un indice poids/taille inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane. Présence d'autres facteurs aggravants, notamment: une ration générale inférieure aux besoins énergétiques moyens, un taux de mortalité brut supérieur à 1 pour 10 000 par jour, une épidémie de rougeole ou de coqueluche, ou une forte prévalence de maladies respiratoires ou de maladies diarrhéiques. Schémas de répartition intrafamiliale - modalités de partage des aliments à l'intérieur du ménage. Certains aliments sont-ils réservés aux enfants? aux femmes? Accès des ménages au combustible et à des ustensiles de cuisine. Situation au regard de la sécurité. 	<p>Prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, en particulier pourcentage d'enfants dont l'indice poids/taille est inférieur à -2 écarts-types ou à 80 % de la médiane.</p> <ul style="list-style-type: none"> Présence d'autres facteurs aggravants, notamment: une ration générale inférieure aux besoins énergétiques moyens, un taux de mortalité brut supérieur à 1 pour 10 000 par jour, une épidémie de rougeole ou de coqueluche, ou une forte prévalence de maladies respiratoires ou de maladies diarrhéiques. Schémas de répartition intrafamiliale - modalités de partage des aliments à l'intérieur du ménage. Certains aliments sont-ils réservés aux enfants? aux femmes? Accès des ménages au combustible et à des ustensiles de cuisine. Situation au regard de la sécurité.

Informations complémentaires nécessaires pour concevoir un programme de supplémentation alimentaire:

- Nombre et localisation des bénéficiaires.
- Durée probable de l'intervention.
- Acceptabilité des produits de base susceptibles d'être distribués dans le cadre du programme.
- Sites potentiellement utilisables comme points de distribution de la supplémentation alimentaire ou comme centres d'alimentation.
- Situation au regard de la sécurité.
- Médias et réseaux communautaires disponibles pour faire connaître les informations relatives à la supplémentation alimentaire.
- Causes possibles de malnutrition en dehors de la pénurie de nourriture, telles que les maladies diarrhéiques dues à un manque d'accès à l'eau potable et à un dispositif d'assainissement.
- Capacité des partenaires à traiter les causes profondes de malnutrition autres que la pénurie de nourriture.
- Capacité (personnel, compétences, équipements, systèmes d'administration et de suivi) des partenaires à établir et à gérer des programmes de supplémentation alimentaire, et notamment, pour les programmes sur site, à régler les problèmes de disponibilités de combustible pour la cuisson, d'ustensiles de cuisine et d'espace de stockage, d'accès à l'eau potable et d'assainissement.
- Infrastructures (routes, capacité d'entreposage, installations de meunerie).
- Arrangements possibles en matière de suivi et d'information tout au long du projet.

Option d'intervention	Situations possibles	Informations nécessaires pour juger de l'adéquation de l'option envisagée
<p>Alimentation thérapeutique sur site: fourniture d'un traitement médical et nutritionnel dans les centres de santé ou dans des centres d'alimentation thérapeutique spécialement créés, afin de sauver la vie des personnes souffrant de malnutrition grave</p>	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> il existe un nombre important de personnes (enfants et/ou adultes) souffrant de malnutrition grave ou une augmentation manifeste du nombre de ces personnes; et les bénéficiaires potentiels sont suffisamment regroupés pour justifier la mise en place de centres d'alimentation thérapeutique dans les communautés concernées; et il existe ou il est possible de trouver du personnel de santé formé pour superviser tous les centres. 	<ul style="list-style-type: none"> Prévalence de la malnutrition grave chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, en particulier pourcentage d'enfants dont l'indice poids/taille est inférieur à -3 écarts-types de la médiane et/ou qui présentent de l'œdème. Prévalence de la malnutrition grave chez les enfants âgés de 5 à 9 ans, en particulier pourcentage d'enfants dont l'indice poids/taille est inférieur à -3 écarts-types de la médiane et/ou qui présentent de l'œdème. Pourcentage d'adultes (hors personnes handicapées et femmes enceintes) âgés de 20 à 59 ans dont l'IMC est inférieur à 16 et/ou qui présentent de l'œdème. Répartition géographique des cas de malnutrition grave. Disponibilité de personnel de santé formé.
<p>Soins thérapeutiques communautaires: fourniture de produits alimentaires thérapeutiques à emporter aux enfants souffrant de malnutrition grave, avec un suivi au niveau communautaire par des agents sanitaires formés</p>	<p>Situations dans lesquelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> il existe un nombre important de personnes (enfants et/ou adultes) souffrant de malnutrition grave ou une augmentation manifeste du nombre de ces personnes; et les populations sont très dispersées et/ou isolées par des collines ou des rivières, par exemple, ce qui complique la mise en place de centres d'alimentation thérapeutique accessibles à tous les ménages concernés, créant un risque de taux d'abandon élevés; et des agents sanitaires communautaires formés sont disponibles pour assurer un suivi à domicile. 	<ul style="list-style-type: none"> Prévalence de la malnutrition grave chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, en particulier pourcentage d'enfants dont l'indice poids/taille est inférieur à -3 écarts-types de la médiane et/ou qui présentent de l'œdème. Prévalence de la malnutrition grave chez les enfants âgés de 5 à 9 ans, en particulier pourcentage d'enfants dont l'indice poids/taille est inférieur à -3 écarts-types de la médiane et/ou qui présentent de l'œdème. Pourcentage d'adultes (hors personnes handicapées et femmes enceintes) âgés de 20 à 59 ans dont l'IMC est inférieur à 16 et/ou qui présentent de l'œdème. Répartition géographique des cas de malnutrition grave. Nature du terrain/topographie. Disponibilité d'agents sanitaires communautaires formés.

Informations complémentaires nécessaires pour concevoir un programme d'alimentation/de soins thérapeutiques, sur site ou dans les communautés

- Nombre de personnes concernées et répartition géographique de celles-ci.
- Durée de l'intervention.
- Sites potentiels d'établissement des centres de traitement, dans les centres de santé ou sous forme de centres d'alimentation thérapeutique distincts.
- Situation au regard de la sécurité.
- Capacité dont disposent les structures de santé pour traiter les personnes souffrant de malnutrition grave: disponibilité d'installations de soins intensifs.
- Capacité dont disposent les structures de santé pour traiter les causes profondes de la malnutrition.
- Capacité des partenaires à fournir un appui social et psychosocial aux aidants qui amènent des enfants à traiter.
- Arrangements possibles en matière de suivi et d'information tout au long du projet.

Annexe 6: Format standard d'une note de synthèse de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence



Ajouter le logo des partenaires ayant participé à l'évaluation.

DATE DE PARUTION xx/xx/xxxx
Note de synthèse de l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence - [pays]

Voir la page finale de ce document pour obtenir des conseils complémentaires généraux sur la rédaction de cette note.

Vue d'ensemble, portée et méthodes

- ✓ Rédigez un paragraphe introductif décrivant le contexte (informations générales sur le pays, crise ou situation chronique) et précisant ce qui a déclenché l'évaluation (choc).
- ✓ Si une opération d'urgence ou une IPSR est en cours, ajoutez une phrase pour en préciser les dates, le nombre de bénéficiaires et les interventions.
- ✓ Ajoutez un paragraphe sur l'objet de l'évaluation, particulièrement si celle-ci doit éclairer la conception d'un programme du PAM, en donnant la liste des membres de l'équipe (organismes, ONG et ministères) et en indiquant l'étendue géographique couverte par l'évaluation (pays tout entier, certaines régions ou zones) et les dates d'intervention sur le terrain.

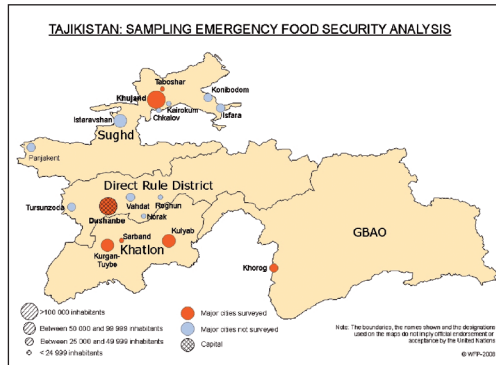
Comment l'évaluation a-t-elle été réalisée? Décrivez brièvement les méthodes utilisées: analyse de données secondaires, enquêtes auprès des ménages, entretiens avec des informateurs clés, etc. Précisez le nombre de villages visités et de ménages interrogés en les situant géographiquement. Indiquez le nombre d'enfants dont les mesures anthropométriques ont été prises et le nombre de mères interrogées.

Combien de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité?

- ✓ Indiquez le nombre absolu de personnes en situation d'insécurité alimentaire et le pourcentage de la population totale que cela représente. Expliquez clairement comment la situation d'insécurité alimentaire a été établie.
- ✓ Indiquez le nombre absolu de personnes vulnérables et le pourcentage de la population totale que cela représente. Expliquez clairement comment la vulnérabilité a été déterminée, en prenant pour base les modes de consommation alimentaire et l'accès des ménages à l'alimentation, et ce que cela signifie dans le cas présent.
- ✓ Expliquez clairement en quoi la situation représente un danger vital pour les personnes.
- ✓ Dans la mesure du possible, indiquez comment la situation a évolué en vous reportant à la dernière évaluation ou aux données de référence s'il en existe.
- ✓ Donnez les pourcentages de personnes souffrant de malnutrition (enfants âgés de moins de 5 ans présentant un retard de croissance, une émaciation ou une insuffisance pondérale, mères, etc.), en précisant les sources et les dates des données.

Où se trouvent les personnes en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité?

- ✓ Ajoutez une carte montrant où se trouvent les personnes en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité. Ajoutez un texte explicatif court.
- ✓ Assurez-vous que la carte et sa légende sont lisibles. Le cas échéant, indiquez quelles régions comptent le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité.



Qui sont les personnes en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité?

- ✓ Dressez le profil des personnes en situation d'insécurité alimentaire: sexe, âge, sources de nourriture, caractéristiques de leurs moyens de subsistance, etc.

Pourquoi ces personnes sont-elles en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité?

Donnez une vue d'ensemble du contexte et des causes de la crise, en abordant notamment les points ci-après.

- ✓ Présentez les principales causes d'insécurité alimentaire: par exemple, celles liées aux disponibilités alimentaires, à l'accès à l'alimentation et à la consommation/à l'utilisation des aliments. Cette partie de la note peut être scindée en autant de catégories que vous en avez retenues.
- ✓ Expliquez les conséquences que cette situation a sur les vies humaines et les moyens de subsistance.
- ✓ Soulignez les conclusions relatives aux marchés, pour ce qui concerne les disponibilités alimentaires et l'accès à l'alimentation.
- ✓ Mettez en évidence les conclusions les plus importantes de l'EFSA en matière de consommation alimentaire, d'accès, de stratégies de survie et d'opportunités rémunératrices, etc.
- ✓ Présentez les données et les conclusions relatives à la nutrition, si celles-ci sont disponibles. Précisez si la malnutrition est principalement liée à la sécurité alimentaire ou à d'autres facteurs tels que la santé, l'assainissement et les soins.

La situation devrait-elle évoluer dans les prochains mois?

- ✓ Ajoutez des informations sur les chocs éventuels et les perspectives, et décrivez le scénario probable pour les mois à venir. Expliquez en quoi le choc potentiel pourrait influencer sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des personnes. Indiquez si cette prévision modifiera le nombre et le type des personnes dont la vie ou les moyens de subsistance sont exposés.

Recommandations relatives aux interventions

- ✓ Résumez les principales options recommandées pour la programmation alimentaire et non alimentaire, en mentionnant si possible le nombre de personnes à cibler dans chaque cas, la durée suggérée et les éventuels critères de ciblage (paysans sans terre, personnes déplacées, etc.). Expliquez brièvement les liens entre les interventions proposées et les causes de l'insécurité alimentaire.
- ✓ Si des interventions sur les marchés ou des interventions appuyées par des transferts monétaires sont recommandées, spécifiez quelles conditions doivent être en place (surveillance des marchés, par exemple), s'il existe une expérience antérieure ou des capacités d'exécution, et s'il convient d'envisager des interventions de repli (par exemple, des activités Vivres contre travail au cas où des activités Espèces contre travail ne seraient pas réalisables).
- ✓ Ajoutez des recommandations sur les activités non alimentaires complémentaires: agriculture, eau et assainissement, soutien des marchés.
- ✓ Ajoutez des recommandations sur les évaluations de suivi et/ou la surveillance continue pour réactualiser la connaissance de la situation, le cas échéant.

Pour plus d'informations sur l'EFSA, veuillez prendre contact avec les personnes suivantes:

[Nom du directeur de pays ou du directeur régional], PAM [pays]

Adresse électronique: name@wfp.org

[Nom du responsable de l'EFSA au PAM, c'est-à-dire chef de l'équipe d'EFSA]

Adresse électronique: name@wfp.org

Inclure le lien vers le document intégral s'il est disponible:
Le rapport complet sera publié sur le site www.wfp.org.

Conseils complémentaires pour la rédaction de la note de synthèse

1. En principe, la note de synthèse doit tenir sur deux pages, trois au maximum. Dans la mesure du possible, elle doit suivre le format établi. Rappelez-vous que vous devez remplir toutes les zones du formulaire, y compris les hauts et bas de page (date de parution) et les autres sections surlignées en jaune.
2. Les destinataires de cette note sont principalement les décideurs et responsables humanitaires, internes et externes au PAM, qui connaissent bien les questions de sécurité alimentaire: directeurs de pays, directeurs régionaux, représentants des donateurs, représentants des organismes partenaires, représentants des pouvoirs publics. Compte tenu de la diversité de ce groupe, évitez d'utiliser des sigles internes au PAM et un langage trop technique.
3. Assurez-vous que les conclusions et recommandations clés sont présentées de façon claire, convaincante et concise.
4. La note de synthèse doit être rédigée par l'un des principaux auteurs du rapport de l'EFSA et son établissement doit commencer dès que les conclusions et recommandations majeures sont finalisées. Elle peut servir à diffuser les constatations essentielles sans attendre la finalisation du rapport principal.
5. La note doit être rédigée dans la langue du public intéressé au premier chef, qui est généralement la même que celle utilisée pour le rapport d'évaluation. Pour élargir le groupe de décisionnaires touchés, elle doit également être traduite en anglais.

6. La note doit s'appuyer sur les résultats finals de l'évaluation, tels qu'approuvés par le directeur de pays ou le directeur régional. Si elle reprend des résultats provisoires, ce point doit être clairement spécifié.
7. Veillez à respecter la plus grande cohérence possible entre la note de synthèse et tout document public produit par le bureau de pays ou le Siège (notamment le Groupe des rapports sur les opérations du PAM au Siège) et traitant de la même intervention.
8. Toutes les notes de synthèse sont publiées sur le site Web public du PAM, sur la page consacrée à l'analyse de la sécurité alimentaire; assurez-vous donc d'envoyer les versions finales au Service de l'analyse de la sécurité alimentaire au Siège, qui se charge de cette publication.
9. La note doit être approuvée par le chef d'équipe de l'EFSA et le directeur de pays, puis diffusée par le bureau de pays.

Glossaire

Accès à l'alimentation

Capacité d'un ménage de se procurer régulièrement des aliments en les produisant, en puisant dans ses stocks, en les achetant ou en ayant recours au troc, aux dons, à l'emprunt ou à l'aide alimentaire, ou encore en combinant ces différentes sources.

Analyse de situation

Analyse de la situation *actuelle* de la sécurité alimentaire et de la nutrition des populations et des risques pesant sur leur vie et leurs moyens de subsistance.

Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) des différentes options d'intervention

Appréciation systématique de différentes possibilités d'intervention, au vu de leurs forces et faiblesses, ainsi que des opportunités et des menaces qui leur sont associées.

Analyse des options d'intervention

Analyse visant à déterminer la nécessité ou non d'une intervention et, le cas échéant, à définir les types d'action, le calendrier et les critères de ciblage les plus adaptés.

Analyse prévisionnelle

Analyse destinée à prévoir la nature des opportunités et des chocs à venir ainsi que l'évolution probable de la situation.

Avoirs

Biens ou personnes auxquels on peut attacher une valeur ou une utilité telles qu'une compétence ou une qualité⁶⁹. Le Cadre des moyens de subsistance durables⁷⁰ définit les six catégories d'avoirs suivantes:

- *humains* - état de santé et nutritionnel, capacité physique, compétences, niveau d'éducation, etc.;

69. *Chambers Compact Dictionary*, Chambers Harrap Publishers Ltd, Edinburg, Royaume-Uni, 2005

70. Carney D. (2002) - *Sustainable Livelihoods Approaches: progress and possibilities for change*. London, DFID.

- *sociaux* - réseaux d'entraide familiaux et de solidarité entre ménages, groupes communautaires; valeurs, comportements et rapports de confiance qui facilitent l'accès aux moyens de subsistance;
- *financiers* - revenus, crédits et emprunts, économies, liquidités, etc.;
- *matériels* - avoirs productifs (outils et équipements), réserves, logement, bétail, infrastructures, etc.;
- *naturels* - terres, eau, forêts, etc.;
- *politiques* - rapports de force, accès aux processus de prise de décisions politiques, aux niveaux local et national, et influence sur ce pouvoir décisionnel.

Base de l'échantillonnage

Zone et population couvertes par l'évaluation.

Besoins d'information

Données, issues de sources primaires ou secondaires, qui doivent être collectées et traitées pour réaliser les objectifs de l'évaluation des besoins.

Choc

Événement ayant des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire ou la situation nutritionnelle des ménages, ou les deux. Les chocs peuvent être naturels ou provoqués par l'homme.

Choc multiple

Interaction de plusieurs chocs différents.

Déficit d'accessibilité alimentaire

Différence entre les dépenses alimentaires d'un ménage et le coût d'un assortiment alimentaire minimum, en tenant compte de la part des aliments non achetés (vivres issus de la production familiale, par exemple).

Déficit de consommation alimentaire

Différence entre la consommation alimentaire indispensable à la satisfaction des besoins nutritionnels minimaux et la consommation alimentaire réelle, en tenant compte de l'apport énergétique minimal et de la qualité du régime alimentaire en termes de micronutriments essentiels.

Déficit de disponibilités alimentaires

Différence entre les vivres à disposition dans la zone étudiée et les produits alimentaires nécessaires pour nourrir la population touchée.

Discussion avec un groupe communautaire

Entretien avec un groupe hétérogène constitué d'hommes, de femmes et de jeunes issus de toutes les composantes de la communauté (village, camp, zone urbaine), etc.

Discussion avec un groupe de concertation

Discussion structurée sur un sujet particulier (objet de la concertation) avec des personnes possédant des connaissances ou une expérience en la matière.

Disponibilités alimentaires

Vivres à disposition dans la zone étudiée, issus de la production intérieure sous toutes ses formes, des importations commerciales et de l'aide alimentaire. Ces disponibilités peuvent être regroupées à l'échelle d'une région, d'un pays, d'un district ou d'une communauté.

Données

Informations collectées auprès de sources primaires et secondaires.

Données primaires

Données collectées pendant l'évaluation des besoins, lors d'entretiens avec des informateurs clés, des groupes de concertation, des ménages et des individus.

Données qualitatives

Informations non numériques décrivant souvent des comportements, des perceptions et des intentions.

Données quantitatives

Informations numériques.

Données secondaires

Données collectées en dehors de l'évaluation des besoins en cours. Il peut s'agir, par exemple, d'informations recueillies par d'autres organisations.

Échantillon

Sélection de ménages ou de personnes dans l'ensemble de la population concernée.

Échantillonnage à plusieurs degrés

Voir échantillonnage par grappes.

Échantillonnage aléatoire (échantillonnage probabiliste)

Technique de sondage reposant sur la théorie statistique formelle qui permet de calculer des estimations fiables et de limiter les biais; tous les membres de la population échantillonnée ont une chance connue et non nulle d'être sélectionnés. Les résultats peuvent être extrapolés à l'ensemble de la population avec un degré de précision qui dépend de la taille de l'échantillon et de la variabilité de l'indicateur.

Échantillonnage cumulatif

Technique de sondage selon laquelle les personnes et les ménages sont sélectionnés sur les recommandations d'autres informateurs; chaque informateur recommande le groupe suivant d'informateurs.

Échantillonnage de commodité

Technique de sondage selon laquelle les personnes et les ménages sont sélectionnés en fonction de leur facilité d'accès.

Échantillonnage direct

Technique de sondage selon laquelle les personnes et les ménages sont sélectionnés directement dans la base d'échantillonnage générale.

Échantillonnage par choix raisonné (échantillonnage non probabiliste)

Technique de sondage selon laquelle les groupes à interroger sont choisis par la personne qui effectue les recherches. Ce procédé ne faisant pas appel à une sélection aléatoire, il est impossible d'extrapoler sans précautions les résultats à des populations plus vastes; son intérêt réside dans la sélection de cas riches en information en vue d'une analyse approfondie des questions étudiées.

Échantillonnage par grappes

Technique de sondage selon laquelle l'échantillon est défini en plusieurs étapes. La base de l'échantillonnage (ou population étudiée) est divisée en groupes, ou grappes, le plus souvent par zone géographique, site ou village; un échantillon est ensuite sélectionné au sein de chaque grappe; il s'agit généralement de ménages ou de personnes. D'autres étapes peuvent suivre le cas échéant. À partir de la deuxième étape, les unités d'échantillonnage sont constituées au sein des grappes déjà définies: certains ménages dans l'un des villages sélectionnés, certains membres dans l'un des ménages retenus, etc.

Entretien semi-structuré

Entretien reposant sur une liste de référence et une série de questions préparées à l'avance dont la formulation, l'ordre et la forme ne sont pas prédéterminés.

Entretiens avec des informateurs clés

Discussions avec des personnes possédant une bonne connaissance de certaines caractéristiques de la communauté et de la situation d'urgence en cours.

Évaluation approfondie

Évaluation réalisée lorsque l'on dispose de suffisamment de temps et de ressources et que l'on a accès aux populations. Cette évaluation utilise des méthodes rigoureuses adaptées au contexte, telles que des enquêtes à échantillonnage aléatoire à grande échelle sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages ou des enquêtes de référence sur l'économie des ménages.

Évaluation initiale

Évaluation réalisée rapidement à la suite: i) d'une crise soudaine; ii) d'informations indiquant une dégradation de la situation vers une crise durable; ou iii) de l'amélioration de l'accès aux populations au cours d'une crise. Cette évaluation repose principalement sur des données secondaires et des entretiens avec des informateurs clés, mais il est aussi possible d'effectuer des visites rapides sur le terrain.

Évaluation rapide

Évaluation des besoins effectuée dans le cadre d'une réévaluation ou à la suite d'une évaluation initiale lors d'une crise soudaine. L'évaluation rapide s'appuie sur une combinaison de données secondaires et primaires.

Facteurs de déclenchement d'une évaluation

Événement ou série d'événements indiquant que la situation de la sécurité alimentaire ou de la nutrition se dégrade ou a déjà atteint un niveau de crise, et qu'il convient de réaliser une évaluation. Ces indicateurs sont établis à partir des données collectées par les systèmes d'alerte rapide et de suivi de la sécurité alimentaire et se composent de diverses variables génériques et spécifiques signalant la nécessité de s'intéresser de plus près à la situation.

Groupe de subsistance⁷¹ (ou groupe partageant les mêmes moyens de subsistance)

groupe de personnes ayant les mêmes moyens élémentaires de subsistance et le même mode de vie (principales activités de subsistance et génératrices de revenu similaires, pratiques sociales et culturelles comparables) et exposées à des risques identiques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Indicateur

Variable ou combinaison de variables donnant un éclairage sur un aspect particulier de la situation.

Indicateur de substitution

Moyen indirect de mesurer une variable difficile ou impossible à évaluer par elle-même. Fournit, de manière détournée, des informations sur un facteur.

Indice des stratégies de survie

Indice simple et concis montrant comment les ménages en situation d'insécurité alimentaire font face aux pénuries de vivres. Les comportements des ménages en cas de pénurie sont évalués au moyen d'un score correspondant à la fréquence du recours aux stratégies d'adaptation et à la perception de la dangerosité de ces stratégies. Plus le score est élevé, plus le niveau d'insécurité alimentaire est élevé⁷².

71. NdT: ce terme correspond au terme anglais «livelihood group».

72. *The Coping Strategies Index, Field Methods Manual*, Daniel Maxwell (Feinstein International Center, Université Tufts), Richard Caldwell (TANGO International), CARE USA, deuxième édition, janvier 2008.

Informations contextuelles

Renseignements sur les facteurs servant de référence pour interpréter la situation d'urgence et explications de ces phénomènes; facteurs permettant d'appréhender la situation et de fournir des éclairages sur les interventions appropriées.

Insécurité alimentaire chronique

Incapacité durable des ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux.

Insécurité alimentaire transitoire

Incapacité *temporaire* des ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux, sans pour autant que leurs chances de récupération soient compromises.

Mandat⁷³

Décrit le déroulement de l'évaluation des besoins ainsi que les rôles et responsabilités de l'équipe qui en est chargée; le mandat est défini au début du processus.

Méthode d'observation

Relevé des caractéristiques visibles et importantes de la zone touchée.

Moyens de subsistance (ou moyens d'existence)

Capacités, avoirs (matériels et sociaux) et activités dont disposent les ménages pour survivre et garantir leur bien-être futur⁷⁴.

Opportunités et chocs majeurs

Opportunités et chocs qui auront la plus forte incidence sur l'évolution de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les mois à venir.

Opportunités et chocs secondaires

Opportunités et chocs qui sont: i) *provoqués* par l'événement majeur (réactions en chaîne); ii) non liés à l'événement majeur, mais contribuant à en *renforcer* ou en *atténuer* les effets (effets de synergie); ou iii) inclus dans l'événement majeur.

Plan d'analyse

Plan élaboré à partir des principales hypothèses à tester et décrivant comment les données collectées seront analysées. Le plan d'analyse peut également indiquer les données à recueillir auprès des sources primaires et secondaires.

Points d'entrée

Secteurs et types d'action qui permettent de commencer à répondre aux besoins; les points d'entrée sont répertoriés lors de l'analyse des options d'intervention.

73. NdT: communément désigné «termes de référence».

74. Charte humanitaire et normes minimales pour les interventions lors de catastrophes, Le Manuel Sphère, Genève (Suisse), 2004

Questionnaire

Série de questions soigneusement formulées et organisées pour obtenir des informations auprès des personnes, des ménages et des communautés interrogés. Au sein de l'échantillon sélectionné, les questionnaires diffèrent selon qu'il s'agit d'une personne, d'un ménage ou d'une communauté.

Résilience

Capacité d'une personne ou d'une communauté de se relever suite à une catastrophe ou à une période difficile, et de tirer parti de ces épreuves.

Scénario

Description d'une situation susceptible de se produire, à partir d'un ensemble d'hypothèses fondées sur la connaissance de la situation présente⁷⁵.

Score de la consommation alimentaire

Score établi à partir de la diversité, de la fréquence de consommation et de l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments utilisés. Plus le score de la consommation alimentaire est élevé, plus le régime alimentaire a de chances d'être diversifié et plus les ménages ont de chances d'atteindre leur équilibre nutritionnel.

Sécurité alimentaire

Situation dans laquelle tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (Sommet mondial de l'alimentation 1996).

Sécurité nutritionnelle

Situation dans laquelle l'ensemble des personnes et ménages jouissent de la sécurité alimentaire, bénéficient d'un accès approprié aux soins de santé préventifs et curatifs et adoptent des pratiques de soins saines et durables.

Stratégie de subsistance⁷⁶ (ou stratégie relative aux moyens de subsistance)

Façon dont les ménages utilisent et combinent leurs avoirs pour se procurer des vivres, un revenu et d'autres biens et services.

Stratégie de survie⁷⁷

Conduite adoptée pour obtenir de la nourriture, un revenu et/ou des services en cas de déstabilisation des moyens de subsistance habituels.

75. *Contingency Planning and Humanitarian Action, a Review of Practice*, R. Choularton, note n° 59 de l'Institut britannique de développement outre-mer (ODI), mars 2007.

76. *NdT: ce terme correspond au terme anglais « livelihood strategies ».

77. NdT: ce terme correspond au terme anglais « coping strategies ».

Tableau croisé (analyse croisée)

Comparaison de plusieurs indicateurs permettant, par exemple, d'apporter des éclaircissements sur la prévalence et les causes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire.

Triangulation

Processus permettant de comparer des informations issues de sources différentes afin de déterminer si elles sont convergentes.

Urgence (situation d')

Situation provoquant des pertes humaines et des dégâts matériels, économiques ou environnementaux menaçant la vie et/ou les moyens de subsistance des populations et face à laquelle les capacités de réaction des communautés touchées et/ou du gouvernement sont insuffisantes.

Utilisation des aliments

i) façon dont les ménages préparent les produits alimentaires auxquels ils ont accès et les répartissent; et ii) capacité des personnes d'assimiler et de métaboliser les aliments (efficacité de la transformation des aliments par l'organisme).

Variables dynamiques

Facteurs susceptibles d'évoluer rapidement et révélant des problèmes transitoires qui risquent d'aggraver les problèmes chroniques actuels.

Variables structurelles

Facteurs contextuels caractéristiques d'une zone; ces variables ne changent pas rapidement et influent par conséquent sur les moyens de subsistance disponibles des personnes et des communautés.

Vulnérabilité

Exposition à des risques et incapacité de faire face aux conséquences.

Index

A

accès à l'alimentation - **28**, 33-34, 51-53, **77-79**, 80-85
accès physique - **106**, 179-181, 203
adaptation - **34**, 190-191
alimentation collective - 223
alimentation scolaire - 223, 303, 316
aliments de dernier recours - 78, 80
analyse de la situation - 86, 167, 206-207, 213, 224
analyse des composantes principales - 63
analyse des options d'intervention - **223-242**, 252
analyse des parties prenantes- 227
arbre de décision - **234-235**
assainissement - 51-52, 232-234, 250
autosuffisance alimentaire - 78, 81
avoirs - **26-32**, 53, 79, 81, 181-191, 209-212, 226
avoirs de subsistance - 31, 82, 209-210

B

bénéficiaires - 76, 216-217, 239-242, 252
bétail - 80-81
biais - 109, **117**, 154
bons d'alimentation - 223, 232-233

C

cadre conceptuel - **25-34**, 52-53, 168, 185, 224
cadre d'intervention stratégique - 189
calendrier saisonnier - **158**
camp - 108, 126-127, 200-201
causalité - 184-185
chocs - **194-199**, **212-221**, 252
chronologie historique - **158-159**
ciblage - 219, **240-241**, 252
classement par paires - **160-161**
communautés - 32, 40, 114-115, 241-244

communication - 131, **247-260**
consommation alimentaire - 52-53, 59-64, **72-86**
crise à évolution lente ou prolongée - **99**, 106-108, 220, 243, 249
crise durable - 38
crise en cours - 60-61, 101, 157-158
crise prolongée 15, **99**
crise soudaine - 231
critères - 69-70, 235-241

D

déficit vivrier - 60, **214-219**
déplacement - 51, 191, 199, 210
discussions avec des groupes communautaires - **28**, 105, 140, **147-149**
discussions avec des groupes de concertation - **149-151**, 169, 176, 181, 186
disponibilités alimentaires - 31, 199, 225-226, 232
distribution de vivres - 197, 232, 236, 238
distribution gratuite de vivres - 233
diversité du régime alimentaire - 60, 72, 190-191
données primaires - **105-108**, 135, **137-161**
données qualitatives - **176-177**, 207, 213-214
données quantitatives - **179-180**, 207, 212-213
données secondaires - **101-105**, 127, 141-142, 186, 216

E

échantillonnage à plusieurs degrés - voir: échantillonnage par grappes
échantillonnage aléatoire - 109-110, **118-128**, 147, 175
échantillonnage cumulatif - 110, **117**
échantillonnage par choix raisonné - **110-117**, 128, 139, 147, 175
échantillonnage par grappes - 332
EFSA séquentielle - 21
émaciation - 61, 68-71, 121, 186, 188, 243
empilement proportionnel - **159-160**, 177, 215
endettement - 86, 187, 209-210
enfants - 29-33, **58-61**, 69-71, 89-92, 126-127, 183-184
enquête anthropométrique - 49, 68, 102, 122
enquête auprès des ménages - 65, 121, **146-147**, 149, 212
enquête par questionnaire - 63, 108, 142, 193
enquêteurs - 126, 135-146
entretiens avec des informateurs clés - **152-154**, 169, 176, 186
environnement sanitaire public - **30**, 178-179
envois de fonds par des proches - 42, 144, 160, 218
équipe d'évaluation - 134, 150-151, 174, 183
Espèces contre travail (ECT) - 13, 223, 233, 239
état clinique - 71
état nutritionnel/situation nutritionnelle - 31, 58-60, 152-153, 178-161, 188

évaluation approfondie - **39**, 108, 121
évaluation conjointe - 41
évaluation des récoltes - 16, 41
évaluation initiale - **38**, 107
évaluation rapide (EFSA) - **38**, 107
évaluations interorganisations - **39-41**
extrapolation - 68, 121, 176

F

facteur de déclenchement - **98-99**
facteurs de risque - 180, 182, 224-225, 230, 240
faisabilité - 46, 220, 235-238
femmes - 27-31, 56-57, 69-71, 183, 231, 239-240
femmes enceintes et mères allaitantes - 29, 239-240

G

grappe - 122-123, 126-128
groupes d'aliments - 72-74, 191
groupes de concertation - **148-151**, 169, 176, 181, 186
groupes de subsistance - **168-171**, 209-210, 215, 219
groupes vulnérables - **168-171**, 209-210, 215, 219

H

hypothèses - 46-48, 115

I

impact - 47-49, 83, 170, 212
indicateur de la sécurité alimentaire - 121
indicateurs de marché - 59, **83-84**
indicateurs de substitution - **59-60**, 70, 79
indice de masse corporelle (IMC) - 68-70, 188
indice des prix à la consommation - 57, 84
indice des stratégies de survie - **87-92**, 188
informateurs clés - **152-154**, 169, 215-216
informations contextuelles - **55-57**, 101, 174
insécurité alimentaire aiguë - 304
insécurité alimentaire chronique - 171, 185, 187, 237
insécurité alimentaire transitoire - 90, 185
intervalle de confiance - 123
intervention - **222-241**
interventions non alimentaires - **259-260**
IPC - 13, 188-190

J

jugement de valeur - 61

L

liste de référence - **146**, 150-153
logistique - 98, **130-131**, 220

M

malnutrition - **174-182**, **185-193**, 209-210, 232, 234-235
malnutrition aiguë globale - 61, 69, 188, 235
mandat de l'évaluation - 97, 100-101, 248
marche transversale d'observation - **155**
marchés - 83-84, 171-172, 179
mesure du périmètre brachial - 60, 68
micronutriments - 30, 33-34, 67
mortalité - **67**, 187-190, 250
moyens de subsistance - **25-28**, **30-34**, **212-219**, **224-226**

N

nutriments - 30, 33-34, 60, 72-73, 234, 237
nutrition - **29-34**, **67-72**, 101, 187-188

O

observation - **154-156**, 215
observation structurée - **155-156**
opportunités et chocs - **194-199**, 211-214
options d'intervention - **222-241**, 252
orphelins - 233

P

partenaires - 41, 132-133, 191
personnes âgées - 29-30, 176, 231
personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays - 41, 126, 184
personnes souffrant de malnutrition - 29, 176, 223
piliers (sécurité alimentaire) - 28
plan d'analyse - **46-48**, **100**, 133, 144
planification - **97-133**, 205-206
plans d'intervention en cas d'urgence - 97, 196, **205-206**
politiques - 56, 202, 236
pouvoir d'achat - 79-80
pratiques de soins - 30, 71, 227
précision - 39, 105, 109, 160, 216
prévision - 167, **194-221**
prise de décisions - 21, 26, 39
probabilité proportionnelle à la taille (PPT) - 120, 128
procédure d'appel global - 41
profils - **179-180**, 181-182, 206-208
programme d'assistance aux marchés - 311

programme de supplémentation alimentaire - 322
programmes de santé - 223
projets de travaux publics - 302

R

rapport poids/âge - 37
rapport poids/taille - 69
rapport taille/âge - 69
recommandations - 39-40, 138, **252**,
réfugiés - 41, 126, 184
résilience - **27-28**, 36, 166, 200
ressources humaines - **128-130**, 228, 236
retard de croissance - 69-70, 186, 189-190
revenu - 79, 144, 159, 218
risques - 25, **176**, **187-188**, 224

S

scénarios - **200-206**, 252
score de la consommation alimentaire - **72-77**, 179, 188
sécurité (personnel) - 131
seuils contextuels - 61
soins thérapeutiques communautaires - 323
soutien des marchés - 233, 239
stratégie de survie - 88, 183
stratégies de subsistance - 26, 225
stratification - **119-120**
supplémentation alimentaire à emporter - 303
supplémentation alimentaire ciblée - 319
supplémentation alimentaire généralisée - 321
systèmes d'alerte rapide - 98
SWOT - 223, **235-238**, 252

T

tableau croisé (analyse croisée) - **56-57**, 178-179, 207-208
taux brut de mortalité analyse des données - 61, 67, 189-190
termes de l'échange, 58, 79, 81, 83, 85, 217
transferts alimentaires - 301
transferts monétaires - 301
triangulation - 111, **171-172**, 183

U

utilisation des aliments/vivres - 28

V

variables structurelles - 187

VIH/sida - 117, 166, 198-199, 210

Vivres contre travail (VCT) - 223, 227, 232-233, 239, 241

vulnérabilité - **27-28**, 32

Z

zones de subsistance - 119, 120

zones rurales - 53, 112, 200, 203

Bibliographie

Publications du PAM

Les publications suivantes sont présentées dans l'ordre alphabétique des titres ou des noms de séries. Veuillez noter que le Service de l'évaluation des besoins d'urgence (ODAN) et sa Sous-Division de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (VAM) ont été fusionnés en janvier 2008 au sein du Service de l'analyse de la sécurité alimentaire (OMXF).

A Manual: Measuring and Interpreting Malnutrition and Mortality. CDC et PAM, juillet 2005.

Estimating Population Size in Emergencies, de A. Henderson. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, décembre 2006.

Fiche d'orientation, Renforcement des évaluations rapides de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, juillet 2007.

Fiche technique n° 1, Prise en compte des migrations et des déplacements de populations dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, mai 2007.

Fiche technique n° 4. Facteurs de déclenchement d'une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence lors de crises à évolution lente. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, novembre 2007.

Fiche technique n° 5. Distinction entre insécurité alimentaire chronique et transitoire dans les EFSA, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, décembre 2007.

Fiche technique n° 6. Évaluations initiales de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, novembre 2007.

Fiche technique n° 7. Méthode aréolaire d'estimation de la taille et des caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, de A. Henderson. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007.

Fiche technique n° 9. Collecte et analyse de données qualitatives pour les évaluations de la sécurité alimentaire, de L. Morinière. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, septembre 2007.

Fiche technique n° 10. Méthode Delphi d'estimation de la taille et des caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, de A. Henderson. Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2008.

Fiche technique n° 11. Utilisation de la méthode d'échantillonnage en T pour estimer la taille et les caractéristiques démographiques d'une population dans les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, de A. Henderson. Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, à paraître.

Fiche technique n° 12. Méthodes et outils complémentaires pour une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, décembre 2007.

Fiche technique n° 13. Analyse de la capacité nationale à répondre aux crises menaçant la sécurité alimentaire, Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, septembre 2008.

Food Consumption Analysis - Calculation and use of the Food Consumption Score in food consumption and food security analysis. Sous-Division de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité du PAM, janvier 2008.

Guidelines for Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA). Service de l'analyse de la sécurité alimentaire du PAM, janvier 2009.

Market Analysis in Emergency Food Security Assessments: Guidelines on Market Situation Analysis and Forecast and Response Protocol. Service de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM, août 2007.

Market Analysis Tool: Terms of Trade. Unité des analyses économiques du PAM, août 2007.

Methods and Tools for Conflict Analysis. Unité des situations d'urgence et de transition du PAM, août 2007.

Participatory Techniques and Tools - A WFP Guide, 2001.

Policies and Procedures for the Use of the Immediate Response Account (IRA). Directive conjointe du Département des opérations et du Département de l'administration du PAM, 18 octobre 2005 (OD2005/005, A 2005/009).

Thematic Guidelines on Sampling. Sous-Division de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité du PAM, décembre 2004.

Publications d'autres organisations

Les publications suivantes sont présentées dans l'ordre alphabétique des noms d'organisations éditrices.

CARE USA. *The Coping Strategies Index, Field Methods Manual*, de D. Maxwell (Feinstein International Center) et R. Caldwell (TANGO International). Deuxième édition, janvier 2008.

DFID. *Sustainable Livelihoods Approaches: progress and possibilities for change*, de D. Carney. Londres, 2002.

FAO. *Integrated Food Security Phase Classification (IPC) User Guide. Projet en cours de finalisation.* Juillet 2008.

ICFR. *Lignes directrices pour l'évaluation des situations d'urgence*, 2005.

IASC. *Directives en vue d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire, Centrage sur la prévention et la réponse à la violence sexuelle dans les situations d'urgence*, septembre 2005.

IPC, Partenaires globaux. *Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire - Manuel technique - Version 1.1*, FAO, Rome, 2008.

ODI. *A Critical Review of Approaches to Assessing and Monitoring Livelihoods in Situations of Chronic Conflict and Political Instability (SCCPI)*, de S. Jaspars et J. Shoham, document de travail n° 191 de l'ODI, 2002. Londres.

ODI. *Contingency Planning and Humanitarian Action, a Review of Practice*, de R. Choularton, note n° 59 de l'ODI, mars 2007.

ODI. *Remittances during crises: implications for humanitarian response*, sous la direction de K. Savage et P. Harvey. Rapport n° 25 du Humanitarian Policy Group. Londres, mai 2007.

Réseau pour l'apprentissage actif sur la responsabilité et la performance en matière d'assistance humanitaire (ALNAP). *Participation by Crisis-Affected Populations in Humanitarian Action: A Handbook for Practitioners*, 2003.

Save the Children. *Emergency Nutrition Assessment: Guidelines for Field Workers*, 2004.

Save the Children. *The practitioners' guide to the Household Economy Approach*. Regional Hunger and Vulnerability Programme, Food Economy Group and Save the Children, 2007.

Sphere Project (The). *Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster response*, Geneva, 2004.

Liste des Encadrés

Encadré 1.1	Avoirs et stratégies	26
Encadré 2.1	Faisabilité de l'évaluation	46
Encadré 2.2	Terminologie employée dans le plan d'analyse d'une EFSA	47
Encadré 2.3	Établissement des besoins d'information prioritaires au moyen du Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	52
Encadré 2.4	Indicateurs de substitution de la sécurité alimentaire	60
Encadré 2.5	Analyse croisée	63
Encadré 2.6	Calcul du score de la consommation alimentaire	73
Encadré 2.7	Validation du score de la consommation alimentaire	76
Encadré 2.8	Procédure d'établissement de l'indice des stratégies de survie	87
Encadré 2.9	Élaboration des indicateurs des stratégies de survie	90
Encadré 3.1	Règle empirique de constitution d'un échantillon raisonné	113
Encadré 3.2	Échantillonnage aléatoire en deux étapes ou simple	120
Encadré 3.3	Règle empirique d'estimation de la taille de l'échantillon dans une enquête auprès des ménages	121
Encadré 3.4	Règle empirique de détermination du nombre de grappes dans un échantillon aléatoire	123
Encadré 3.5	Problèmes courants liés aux données primaires	137
Encadré 3.6	Principales caractéristiques des questionnaires	140
Encadré 3.7	Principales caractéristiques des entretiens semi-structurés	141
Encadré 3.8	Conseils relatifs à la conduite d'entretiens semi-structurés	145
Encadré 3.9	Collecte de données dans un contexte de violence sexuelle et sexiste	148
Encadré 3.10	Conseils visant à faciliter les discussions avec des groupes de concertation	150
Encadré 3.11	Règles générales de sélection des informateurs clés	152
Encadré 4.1	Insécurité alimentaire chronique et transitoire	171
Encadré 4.2	Utilisation de données qualitatives pour déterminer les groupes de population, ménages et personnes exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition	177
Encadré 4.3	Utilisation de données qualitatives pour établir les profils des personnes et des ménages exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition	181
Encadré 4.4	Compilation des informations antérieures à la crise à l'aide d'une discussion avec un groupe de concertation	186

Encadré 4.5	Démarche adoptée dans l'IPC	189
Encadré 4.6	Estimation et utilisation du déficit de consommation alimentaire	192
Encadré 4.7	Estimation et utilisation du déficit d'accessibilité alimentaire	193
Encadré 4.8	Opportunités et chocs	195
Encadré 4.9	Prévision des opportunités et des chocs	196
Encadré 4.10	Parties prenantes traditionnelles des programmes d'intervention en matière de sécurité alimentaire	228
Encadré 4.11	Analyse des conflits et principe consistant à "ne pas nuire"	239
Encadré 5.1	Utilisateurs potentiels du rapport d'une EFSA	255
Encadré 5.2	Procédures du PAM en matière de communication des résultats d'une EFSA	256

Liste des Figures

Figure 1.1	Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	31
Figure 3.1	Exemple de calendrier saisonnier	158
Figure 3.2	Exemple de chronologie historique	159
Figure 3.3	Exemple d'empilement proportionnel	160
Figure 4.1	Arbre de décision pour la sélection des options d'intervention	235

Liste des Tableaux

Tableau 1.1	Évaluations interorganisations	41
Tableau 2.1	Modèle de plan d'analyse	47
Tableau 2.2	Modèle de collecte d'informations sur les moyens de subsistance avant le choc	50
Tableau 2.3	Chocs soudains et répercussions sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire	51
Tableau 2.4	Crises à évolution lente et répercussions sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire	51
Tableau 2.5	Informations contextuelles	56
Tableau 2.6	Taux bruts de mortalité	67
Tableau 2.7	Indicateurs anthropométriques et cliniques de la situation nutritionnelle	69
Tableau 2.8	Exemples d'indicateurs complémentaires permettant d'éclairer la situation nutritionnelle	71
Tableau 2.9	Modèle de calcul du score de la consommation alimentaire	75
Tableau 2.10	Seuils de score de la consommation alimentaire et niveaux d'apport énergétique par catégorie de consommation alimentaire	77
Tableau 2.11	Exemples d'indicateurs de l'accès à l'alimentation	78
Tableau 2.12	Indicateurs de marché	83
Tableau 3.1	Sources de données secondaires	101
Tableau 3.2	Détermination des déficits d'information, exemples	102
Tableau 3.3	Cas d'emploi des différents types d'échantillonnage	110
Tableau 3.4	Tableau de définition des grappes	127
Tableau 3.5	Exemple de calendrier d'une EFSA	133
Tableau 3.6	Difficultés courantes des entretiens par questionnaire et solutions	143
Tableau 3.7	Exemple de formulaire de consignation des observations	156
Tableau 3.8	Exemple de classement par paires	161
Tableau 4.1	Phases d'analyse d'une EFSA	167
Tableau 4.2	Caractéristiques des ménages souffrant de malnutrition	178
Tableau 4.3	Exemples de personnes et de ménages exposés à des risques menaçant leur santé et leurs moyens de subsistance, et raisons possibles	184
Tableau 4.4	Interprétation de la gravité à l'échelon de la population des indicateurs de mortalité et d'état nutritionnel	188
Tableau 4.5	Principaux indicateurs et seuils de référence utilisés dans la démarche de l'IPC	190
Tableau 4.6	Documentation des opportunités et des chocs, exemples	197
Tableau 4.7	Chocs et répercussions potentielles sur la sécurité alimentaire	199
Tableau 4.8	Scénarios et répercussions, exemples	206

Tableau 4.9	Chocs et répercussions sur les différents groupes, exemples	209
Tableau 4.10	Processus général de détermination du déficit vivrier	215
Tableau 4.11	Vue d'ensemble des groupes touchés dans les différents scénarios, exemples	221
Tableau 4.12	Facteurs associés aux risques des différents groupes, exemples	225
Tableau 4.13	Interventions en cours et prévues, exemples	229
Tableau 4.14	Résumé des interventions et des lacunes pour les groupes exposés	230
Tableau 4.15	Interventions d'ordre alimentaire et non alimentaire selon le facteur de risque	233
Tableau 4.16	Interventions ciblées, exemples	240
Tableau 4.17	Données et calendrier de surveillance continue, exemple	243
Tableau 5.1	Modèle de rapport d'une EFSA	249
Tableau 5.2	Contenu de la note de synthèse	257

Documents

sur le DVD



Le DVD contient les documents de référence, manuels, fiches techniques et autres ressources utiles pour mener une analyse de la sécurité alimentaire.

Langues: les documents sont en anglais, à moins d'une indication contraire.

- **Manuels EFSA (éditions de 2009 et 2005)** en anglais, français et espagnol
- **Guide technique de l'analyse approfondie la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité - CFSVA (édition 2009)**
- **Fiches techniques VAM** (certaines sont en français)
 - Evaluation initiale
 - Evaluation en milieu urbain
 - Analyse des marchés
 - Nutrition
 - Moyens et stratégies de subsistance
 - Consommation alimentaire
 - Estimation de la taille d'une population et échantillonnage
 - Analyse qualitative
 - VIH /sida
 - Participation et genre
 - Capacité de réponse au niveau national
 - Autres
- **Directives interorganisations en matière d'évaluation des besoins**
 - Lignes directrices HCR/PAM pour les Missions d'évaluation conjointe (JAM), mars 2009
 - Lignes directrices FAO/PAM pour les Missions d'évaluations des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM), janvier 2009
 - Fiche technique Evaluation rapide initiale (IRA), Comité Permanent Interorganisation (IASC)
 - Cadre de l'analyse des besoins, Processus d'Appel Global (CAP), avril 2005
- **Directives interorganisations et des partenaires en matière de sécurité alimentaire**
- **Principes humanitaires et protection**
- **Directives du PAM pour l'élaboration d'un plan de contingence**
- **Instruments et modèles à utiliser lors d'une EFSA, CFSVA ou évaluation inter-agence**
 - Exemples de termes de référence
 - Exemples de listes de vérification et de questionnaires
 - Exemples de notes de synthèse (briefs) et format standard
 - Exemples de rapports
 - Formats standard des fiches de contrôle de la qualité

Crédits

Photographies

Couverture, première ligne, de gauche à droite

PAM / Kornelius Schiffer

PAM / Sven Torfinn

PAM / Elmer Martinez

Couverture, deuxième ligne, de gauche à droite

PAM / Marcus Prior

PAM / Riccardo Gangale

PAM / Rein Skullerud

Couverture, troisième ligne, de gauche à droite

PAM / Caroline Chaumont

PAM / Riccardo Gangale

Page 8: PAM / Edith Champagne

Page 19: PAM / Evelyn Hockstein-Polaris

Page 43: PAM / Alejandro Chicheri

Page 93: PAM / Amy Horton

Page 163: PAM / Rein Skullerud

Page 245: PAM / Leah Richardson

Page 261: PAM / Frederic Loward

Traduction

Isabelle Buirette

Christophe Laffarge

Sonia Massé

Graphisme et mise en page

Adriana Brunetti

Enrico Masci

Relecture

Odile Ratinaud

Impression

Stilgrafica SRL

Production

Caroline Chaumont

Mark Bennett

Notes

Notes

Notes
